André SIEGFRIED [1874-1959]

Membre de l'Académie française

(1929)

LES ÉTATS-UNIS D'AUJOURD'HUI

AVEC 8 CARTES ET FIGURES

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole, courriel: rtoussaint@aei.ca, à partir de :

André SIEGFRIED

LES ÉTATS-UNIS D'AUJOURD'HUI. Avec 8 cartes et figures.

Paris : Librairie Armand Colin, 1929, Sixième édition, 360 pp.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 24 janvier 2015 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

LES ÉTATS-UNIS D'AUJOURD'HUI

Avec 8 cartes et figures.

PAR
ANDRÉ SIEGFRIED
Professeur à l'École libre des Sciences politiques.

BIBLIOTHÈQUE DU MUSÉE SOCIAL

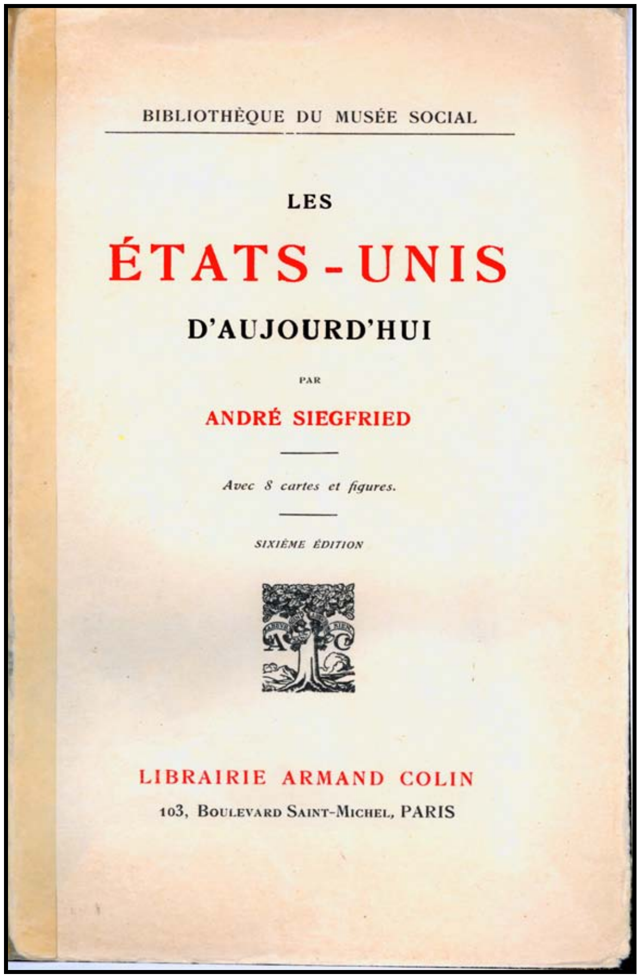
SIXIÈME ÉDITION, 1929

Paris : LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 1929.

André SIEGFRIED (1929)

LES ÉTATS-UNIS D'AUJOURD'HUI

avec 8 cartes et figures


BIBLIOTHÈQUE DU MUSÉE SOCIAL

LES

ÉTATS-UNIS

D'AUJOURD'HUI

PAR

ANDRÉ SIEGFRIED

Avec 8 cartes et figures.

SIXIÈME ÉDITION

LIBRAIRIE ARMAND COLIN

103, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS

Paris : Librairie Armand Colin, 1929, Sixième édition, 360 pp.

DU MÊME AUTEUR

À LA MÊME LIBRAIRIE

La Démocratie en Nouvelle-Zélande 1 vol
Le Canada : les deux races (Épuisé).
Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième République (1 vol.)
Deux mois en Amérique du Nord à la veille de la guerre (1 vol.)

Chez G. CRÈS et *Cie*

L'Angleterre d'aujourd'hui, son évolution économique et politique (1 vol.)

[359]

Table des matières

TROISIÈME PARTIE

LES ATTITUDES POLITIQUES

CONCLUSION

[359]

Table des figures

Retour à la table des matières

[1]

LES ÉTATS-UNIS D'AUJOURD'HUI

INTRODUCTION

Retour à la table des matières

L'évolution des États-Unis est rapide. À quelques années de distance, les visiteurs, les Américains eux-mêmes n'y reconnaissent plus ni les choses ni les hommes : invasions pacifiques d'immigrants qui sournoisement transforment la race, progrès matériels fantastiques qui lassent le record, équilibre nouveau des rapports avec les autres continents. La guerre surtout, à peine moins qu'en Europe, a modifié toutes les perspectives : les notions sur l'Amérique de 1914 sont à réviser tout entières.

C'est l'Amérique d'après-guerre. Amérique d'un moment, qui certainement ne fixe pas encore la personnalité définitive des États-Unis que nous avons tenté d'évoquer dans ce livre, écrit à la demande du Musée Social, pour sa série d'enquêtes sur « le nouveau monde, politique, économique et social ». Le Musée Social, auquel nous nous honorons d'être associé par une collaboration déjà longue, a voulu que l'esprit d'observation et le souci de l'objectivité inspirassent ces enquêtes : par elles, il s'agit moins de discuter que de comprendre, afin de renseigner l'opinion sur un monde dont les bouleversements des dernières années ont fait un monde nouveau.

Nous avons essayé de nous conformer à cette méthode dans les pages qui suivent. En la personne de son éminent président, M. Georges Risler, nous tenons à remercier le Musée Social de la confiance qu'il nous a témoignée en nous chargeant de les écrire. Ce n'est pas un travail de documentation qu'il faut y chercher, [2] mais bien plus le résultat d'observations directes, faites sur place, au cours de plusieurs voyages aux États-Unis, dont le premier remonte à 1898 et le dernier, base immédiate de cet ouvrage, à 1925. Elles s'attachent surtout, en l'abordant sous ses aspects divers, à éclairer une seule et même réalité : le spectacle passionnant et admirable d'un grand peuple en voie de se faire, cherchant sa personnalité, en train de créer dans le monde moderne une conception nouvelle de la production et de la vie.

[3]

LES ÉTATS-UNIS D'AUJOURD'HUI

Première partie

LA CRISE ETHNIQUE ET RELIGIEUSE DU PEUPLE AMÉRICAIN. RESTERA-T-IL ANGLO-SAXON ET PROTESTANT ?

Retour à la table des matières

[3]

Première partie.
La crise ethnique et religieuse
du peuple américain.
Restera-t-il anglo-saxon et protestant ?

Chapitre I

LA FORMATION DU PEUPLE AMÉRICAIN AU XXe SIÈCLE.

Retour à la table des matières

La réaction inquiète de l'élément vieil-américain contre la conquête insidieuse d'un sang étranger, c'est, au point de vue social, la note essentielle du lendemain de la guerre aux États-Unis. Les nègres, les jaunes y sont exclus farouchement de la famille blanche, et même dans celle-ci la fusion des Anglo-Saxons, des Slaves, des Méditerranéens, des Juifs est incomplète, réduite souvent à une simple juxtaposition : il n'y a donc pas, chacun le sait, de race américaine. Du moins se flattait-on qu'il y eût un peuple américain, anglo-saxon et protestant pour toujours, « statutairement » si l'on peut dire. Pionnier d'un continent, son histoire est toute d'optimisme et de succès, sa confiance en lui-même sans bornes. Or, voici qu'au faîte de sa puissance et de sa fortune il se prend à douter, non de ses possibilités ou de sa vigueur, mais de sa composition même : les germes hétérogènes, catholiques, juifs, quasi orientaux même, qu'il sent croître en lui et qui contredisent toute sa tradition, l'effraient ; sensation énervante, il redoute obscurément d'être conquis par le dedans, de s'apercevoir un jour qu'il n'est plus [4] lui-même. Alors, comme d'autres grands peuples avant lui,

mais quelle pente dangereuse ! on le voit revendiquer impatiemment son unité morale, réclamer que le centre de gravité de la nation demeure dans l'axe anglo-saxon et puritain. La guerre a précipité cette réaction mais elle n'en est pas la cause initiale, qu'il faut chercher dans la composition nouvelle de l'immigration des quarante ou cinquante dernières années.

Le peuplement des États-Unis par l'immigration européenne et africaine s'est fait en trois phases, en trois vagues, dont chacune a laissé, comme dans les formations géologiques, une couche distincte de population.

Au XVIII[e] siècle, les treize colonies originelles, sur la côte atlantique, étaient presque exclusivement d'origine britannique et protestante, mais une différence essentielle dans la constitution sociale séparait le Sud, du Centre et du Nord. Au nord, les quatre colonies de la Nouvelle Angleterre avaient été fondées par des dissidents puritains anglais, dont la forte personnalité a marqué toute la vie américaine d'une couleur indélébile, encore persistante aujourd'hui : qui ne comprend le puritain ne peut comprendre l'Américain. Au centre, autour de New-York et de Philadelphie, quatre autres colonies contenaient, à côté d'une base fondamentale d'éléments anglo-écossais, des protestants d'Irlande, des paysans allemands luthériens, des Hollandais. De part et d'autre il s'agissait de véritables « colonies de peuplement », dans lesquelles toutes les fonctions de la production étaient assurées par des gens de même origine ethnique, égaux entre eux. Mais, dans les cinq colonies du sud, la situation était entièrement différente : sous un climat plus chaud, à demi exotique pour les Européens, elles avaient été largement mises en valeur, non par des colons modestes, mais par des gentilshommes de religion anglicane, riches planteurs qui ne cultivaient pas le sol eux-mêmes mais faisaient travailler des convicts et, à partir du XVIII[e] siècle, des esclaves nègres importés d'Afrique. C'était, par contraste (il faut s'en souvenir, même aujourd'hui), une « colonie d'exploitation », ou de « plantation », comme on disait sous l'ancien [5] régime, dans laquelle une hiérarchie de races et de castes divisait la société en étages imperméables. Cependant, qu'il s'agît des Yankees du Nord, égalitaires et démocrates, ou des gentlemen du Sud, aristocrates et conservateurs, tous étaient de civilisation britannique et protestante : même devenus politiquement indépendants, ils restaient anglais par la culture.

Au XIXe siècle, dès le lendemain des guerres de l'Empire, mais surtout à partir de 1840, l'émigration européenne prit une ampleur inconnue jusqu'alors. Depuis la fin de la guerre de l'Indépendance jusqu'en 1840, il y avait eu, estime-t-on, un peu moins d'un million d'immigrants. De 1840 à 1880, 9 438 000 étrangers, dont près des neuf dixièmes étaient européens, débarquèrent aux États-Unis. Les terribles famines irlandaises, la révolution de 1848 en Allemagne, l'appel d'un continent encore vierge à exploiter étaient les causes principales de ce grand mouvement de population, qui continuait de donner au nouveau monde une classe de colons analogues à ceux du passe : des colons authentiques, qui se fixaient sur la terre pour la mettre en valeur. Leur origine cependant n'était plus tout à fait la même que précédemment : c'étaient toujours, en immense majorité, des Nordiques, mais ce n'étaient plus uniquement, ou presque, des Anglo-Écossais. Dans la décade 1871-1880, par exemple, sur le total de l'immigration européenne, les pays nord-occidentaux entraient pour 91,6 p. 100, les pays méditerranéens et slaves pour 8,4% seulement. Mais, dans cet ensemble, on comptait 31,7% d'Allemands, 24,2% Anglais, d'Écossais, de Gallois, 19,3% d'Irlandais, 9,3% de Scandinaves.

De ce fait, dans le cours du XIXe siècle, le caractère du peuple américain se modifiait sensiblement : moins purement britannique, il devenait plus germanique et plus irlandais ; en même temps, par l'afflux de catholiques irlandais ou allemands, il tendait à ne plus être uniquement protestant. Les Allemands apportaient non seulement leur sérieux mais leur affectation de sérieux, leur lourdeur, leur goût du systématique et de la réglementation. Les Irlandais, par contre, groupés dans les grandes [6] villes où ils jouaient le rôle de ferment, infusaient ce je ne sais quoi de diabolique et de charmant qu'est l'esprit des Celtes, ce goût de la fantaisie, de la blague, du désordre, sans quoi l'atmosphère de l'Amérique puritaine eût risqué de devenir franchement irrespirable. C'est cette Amérique, encore foncièrement britannique quoique fortement teintée d'Allemagne et d'Irlande, que plusieurs d'entre nous ont encore pu connaître dans leur jeunesse, bien que, dès 1880, et surtout à partir de 1890, une immigration entièrement différente eût commencé de se produire.

Cette troisième vague, véritable raz de marée, déversa, entre 1880 et 1914, un total formidable de 21 862 694 immigrants, dont plus des neuf dixièmes originaires de l'Europe. Il y eut 1 285 000 entrées en

1907, 1 218 000 en 1914. Mais, phénomène capital, la composition avait subi un renversement radical ; ce n'était plus l'Europe nordique germanique, Scandinave ou anglo-saxonne mais l'Europe latine et slave qui fournissait les gros contingents :

	Immigration nordique [1]	Immigration slavo-latine [2]
1860-1870	98,4 %	1,6 %
1870-1880	91,6 %	8,4 %
1880-1890	80,2 %	19,8 %
1890-1900	48,4 %	51,6 %
1900-1910	23,3 %	76,7 %
1910-1920	22,8 %	77,2 %

Sur le total européen de la décade 1900 1910, le Royaume-Uni ne donnait plus que 10,6%, l'Allemagne que 4,2% ; mais l'Autriche-Hongrie 26,3%, l'Italie 25,1%, la Russie 19,6%. Le bariolage ethnique, dans lequel figuraient en plus des peuples extra-européens, était fantastique : Africains, Arméniens, Bohémiens et Moraves, Bulgares, [7] Serbes, Monténégrins, Chinois, Croates et Slovènes, Cubains, Dalmates, Bosniaques et Herzégoviniens, Hollandais et Flamands, originaires des Indes orientales, Anglais, Finnois, Français, Allemands, Grecs, Hébreux, Irlandais, Italiens du Nord et du Sud, Japonais, Coréens, Lithuaniens, Magyars, Mexicains, originaires des Iles du Pacifique, Polonais, Portugais, Roumains, Russes, Ruthènes, Scandinaves, Écossais, Slovaques, Espagnols, Syriens, Turcs, Gallois, originaires des Indes occidentales... et les statistiques, incapables de tout énumérer, sont obligées d'ajouter encore : « autres peuples ».

---

[1] Royaume-Uni, Allemagne, France, Belgique, Hollande, Suisse, Danemark, Suède, Norvège.

[2] Autriche-Hongrie, Russie (y compris Finlande et Pologne), Pays balkanique » et méditerranéens, Portugal.

Sans discuter ici les dons naturels de cette humanité composite, qui contenait du reste des individualités brillantes, il faut admettre que, du point de vue américain, la nouvelle immigration ne valait pas l'ancienne. Les immigrants des périodes antérieures, venus pour coloniser une terre vierge, avaient accepté l'effort et les risques d'une œuvre de création : c'étaient des pionniers. Les nouveaux venus, sollicités jusque chez eux par des agences, voulaient surtout profiter d'un niveau de salaires en apparence élevé par rapport au médiocre *standard of living* de l'Europe sud-orientale. Dès lors, au lieu de se diriger vers les terres encore vacantes de l'Ouest, ils s'accumulaient dans les ports de l'Atlantique, là même où ils avaient débarqué, ou bien dans les grands centres industriels et miniers : plèbe amorphe et bigarrée, ils demeuraient en marge. Du point de vue religieux, c'était plus frappant encore, car la majorité n était même plus composée de protestants : catholiques slaves ou italiens, juifs de Russie ou de Pologne, l'assimilation de ces exotiques se révélait lente et laborieuse ; ils formaient dans les bas quartiers des grandes cités des blocs hétérogènes non digérés. Et même américanisés en apparence à la seconde génération, ils ne prenaient pas vraiment rang dans la tradition protestante et anglo-saxonne des pionniers de l'indépendance. Ainsi se dessinait, dès les premières années du XXe siècle, une crise de l'assimilation.

Le recensement de 1920, confirmant et aggravant à cet égard celui de 1910, souligne le manque d'homogénéité, peut-être irrémédiable, [8] du peuple américain : sur 105 711 000 habitants, les blancs sont 94 821 000 (89,7%) et les noirs 10 463 000 (9,9%) ; sur les 95 millions appartenant à la race blanche, 58 422 000 seulement sont nés aux États-Unis de parents américains, mais 36 400 000 sont directement ou indirectement d'origine étrangère, dont 13 713 000 nés à l'étranger, 15 695 000 ayant un père et une mère étrangers, 6 992 000 ayant un père *ou* une mère étrangers. Ainsi les Américains véritables, — et encore ne pourrait-on les appeler *cent pour cent* que par courtoisie, — ne sont que 61% de la population blanche et 55% de la population totale.

Voilà des pourcentages qui révèlent l'existence d'inquiétants problèmes. On peut sans doute arrêter l'immigration, — c'est ce qu'ont fait depuis la guerre des lois draconiennes —, mais peut-on faire que les 10 millions de noirs, que les 36 millions d'étrangers provenant d'apports antérieurs ne soient et ne restent là ? S'ils sont intégralement

assimilables, physiquement et moralement, très bien. Mais s'ils n'ont reçu qu'un vernis, s'ils conservent une âme étrangère sous l'uniforme social du moderne Américain, quelle nation finira-t-on par avoir ?

Or, il faut considérer le bloc nègre comme inassimilable ; si même une fusion partielle venait à se produire, elle ne serait pas sans altérer gravement la personnalité physique de la race blanche nord-américaine : on aurait un autre Brésil. Quant à la population blanche née à l'étranger, elle est aujourd'hui, par sa composition même, moins adaptable à la tradition originelle des États-Unis que l'immigration d'il y a cinquante ans. L'Europe allemande, britannique et Scandinave, qui en formait 83,3 p. 100 en 1880, n'en représente plus en 1920 que 40,2 p. 100, tandis que l'Europe latine et slave passe au contraire, dans cette même période, de 4,3 à 46,4 p. 100. De là, deux points d'interrogation qui, pour les Américains de vieille souche, ne vont pas sans un certain malaise : avec 10 millions de nègres dans son sein et des relations sexuelles entre les deux races, beaucoup plus intimes qu'on n'aime l'avouer, la race blanche est-elle, dans l'avenir, parfaitement sûre de son intégrité ? [9] Et, avec une inondation cinquantenaire, aujourd'hui colmatée mais non résorbée, de Slavo-Latins catholiques et de Juifs d'Orient, peut-on espérer maintenir dans leur intégrité l'esprit protestant et la civilisation d'essence britannique, qui, aux XVIIe et XVIIIe siècles, ont formé la personnalité morale et politique des États-Unis ?

La guerre a cristallisé ces inquiétudes, jusqu'alors simplement latentes. Dans une réaction instinctive de défense, l'ancienne Amérique, celle de la tradition antérieure aux grandes vagues d immigration, se contracte et se ferme. À vingt ans de distance, le changement d'atmosphère est frappant, c'est un renversement dont les répercussions ethniques, sociales, politiques sont immenses. Pendant tout un siècle, depuis la fin des guerres de l'Empire jusqu'à la grande guerre, les États-Unis ont accueilli, appelé l'étranger comme un collaborateur. La formule du « creuset », devenue presque classique, répondait à une doctrine généralement acceptée : chacun était persuadé que, par la vertu de ce *melting pot*, le nouveau continent assimilerait, plus ou moins vite mais complètement, un nombre indéfini d'immigrants. L'Amérique acceptait, non sans fierté, d'être un lieu d'asile pour ceux qui voulaient se refaire une vie. Si beaucoup s'enorgueillissaient de leur pure origine britannique ou hollandaise, d'autres se vantaient d'une ascen-

dance composite, et l'idée que dix variétés de la race blanche eussent contribuée au développement du peuple américain en formation ne paraissait pas choquante. Les lignes qui suivent, de Sinclair Lewis, écrites en 1925 avec ironie, n'en eussent pas comporté vingt ans plus tôt : « Martin Arrowsmith était, comme la plupart des habitants d'Elk Mills avant l'immigration slavo-latine, un Américain anglo-saxon typique, ce qui veut dire qu'il était un mélange d'Allemand, de Français, d'Écossais, d'Irlandais, peut-être un peu d'Espagnol, vraisemblablement mâtiné de Juif et beaucoup d'Anglais, cette dernière race étant elle-même une combinaison de Bretons, de Celtes, de Phéniciens, de Romains, d'Allemands, de Danois et de Suédois... »

En fait, jusqu'à la fin du XIXe siècle, le fonctionnement du [10] creuset avait été ou paru efficace. Avec une rapidité suffisante il transformait en Américains les Anglo-Saxons d Europe, et, quand ceux-ci étaient protestants, l'opération se faisait avec une grande facilité. Avec plus de peine, les Méditerranéens et les Slaves catholiques et même les Juifs d'Orient semblaient s'assimiler. On assistait, dans nombre de cas, à une sorte de nouvelle naissance : rasés de leurs barbes hirsutes, habillés de confections d’une nouvelle coupe, conscients que le travail de leurs bras les ferait désormais vivre indépendants et dignes, les nouveaux arrivants rejetaient le passé comme un mauvais rêve. S'ils conservaient quelque temps leur langue et leurs mœurs, c'était moins par volonté de faire ainsi que parce que les opérations d'un creuset surmené demandaient nécessairement quelque délai. Il n'y avait du reste pas d'autre alternative que l'américanisation, dans un sens étroitement anglo-saxon que l'avenir peut-être ne ratifiera pas, c'est-à-dire que s'américaniser c'était adopter non seulement les manières et le niveau de vie des Américains, mais l'éthique anglo-saxonne, sous l'angle social, moral et presque religieux. Entre 1880 et 1900, alors que la seconde vague d'immigration, déjà terminée, était en train de dérouler ses effets ethniques, le résultat pouvait passer pour satisfaisant. Il s'était constitué une manière de type américain, à base britannique, mâtiné de germano-scandinave et d'irlandais, saupoudré de juif, dont l'esprit protestant animait la substance et dans lequel judaïsme et catholicisme eux-mêmes semblaient tendre à se protestantiser. Un optimisme diffus imposait la confiance qu'en fin de compte, sans résidus appréciables ou dangereux, la masse composite des exotiques serait absorbée, physiquement et moralement, dans l'organisme anglo-

saxon : c'était alors la mode de croire à l'environnement plutôt qu'à l'hérédité.

Vers 1910, en pleine marée slavo-latine, des doutes commençaient à se manifester quant à la vertu du creuset, mais immédiate et décisive fut l'impression produite par la guerre : comme une révélation soudaine, le manque d'unité de la nation apparut aux Américains conscients. Ils s'étaient crus désolidarisés de [11] l'Europe, et voici qu'ils touchaient du doigt les liens physiques, enchevêtrés et multiples, par lesquels ils lui restaient attachés. La leçon provenait, non d'arguments abstraits, mais de visions nettes comme des coups. J'étais à New-York le 4 août 1914 et je transcris des notes prises sur le vif : « Détail amusant et significatif, toutes les cuisines d’hôtels sont désorganisées : les chefs et marmitons français, universellement employés, ne prêtaient déjà plus, depuis quelques jours, qu'un œil distrait à leurs plats. Aujourd'hui ils les abandonnent et partent en masse, mobilisés ou volontaires. Chose plus grave et qui ne laisse pas d'inquiéter les esprits réfléchis, des cortèges nationaux se forme dans les grandes artères de la ville. Les Français, réunis en groupes devant le consulat général et l'agence de la Compagnie générale transatlantique, sont silencieux et calmes (cette absence de bagout et de réclame me plaît). Mais, à deux cents mètres de là, une bruyante manifestation d'Allemands se déroule devant le *North German Lloyd*. Plus loin, c’est une bande d'Austro-Hongrois, à peine dénationalisés par leur séjour en Amérique, et qui soudain retrouvent la passion, la violence de leur pays d'origine. Les gens soucieux de l'unité des États-Unis ne peuvent s'empêcher de songer à ce bateau des *Mille et une Nuits* qui, naviguant près d'une montagne d'aimant, voyait tous ses clous de fer se détacher de lui. »

Ainsi des centaines de milliers, des millions d'étrangers, qu'on se flattait de croire américanisés, ne l'étaient pas. Qu'ils eussent, dans leur stage d'accoutumance, conservé temporairement certains traits pittoresques de leurs pays d'origine, à la rigueur ! Mais qu'en présence de la guerre européenne leur réaction fût allemande, autrichienne, hongroise, serbe ou française, et non américaine, voilà qui décelait quelque chose de malsain. Avec de pareils citoyens quelle dérision dans ce terme ! les États-Unis devenaient une mosaïque, risquaient de n'être plus une nation. Ce n'est pas dans cet esprit qu'on avait admis tous ces immigrants, il y avait tromperie ! Non que la sécession, le plus souvent sentimentale tout au plus, [12] fût factieuse ou mît en

péril la sûreté de l'État. N'était-il pas assez grave déjà que des Américains ne sentissent pas en Américains et votassent en se plaçant d'un point de vue étranger ? Les Italo-Américains dans la controverse de Fiume, les Germano-Américains dans la campagne présidentielle de La Follette sont restés d'abord des Italiens et des Allemands.

La société autochtone — dans la mesure où ce mot signifie quelque chose en Amérique — supporte ces dissidences avec une impatience croissante. Conformément à des précédents de xénophobie périodiques, comme ceux des *Know-Nothing* ou de l'anti-catholique *American Protective Association*, elle s'irrite surtout en constatant que des blocs entiers de population demeurent réfractaires à la pensée protestante, aux doctrines politiques et sociales qui en sont issues. Nous retrouverons cette instinctive protestation dans la querelle prohibitionniste, dans les controverses relatives à l'école publique ou à l'enseignement de l'évolution, dans l'hostilité qui sépare les démocrates du Sud des démocrates de l'Est, dans vingt autres aspects de la vie américaine actuelle. C'est la source d'un néo-nationalisme étroit et sectaire, qu'on rencontre partout où le vieil américanisme protestant a conscience d'être menacé par des conceptions d'inspiration étrangère prétendant se développer, elles aussi, dans le cadre de l'américanisme.

Pour comprendre la géographie morale de la résistance américaine, contre les influences étrangères qui subtilement la pénètrent ou bien massivement la déplacent, il faut avoir constamment présente à l'esprit la carte des régions où l'ancien élément américain est demeuré relativement pur, par opposition à celles où l'étranger s'est implanté. Dans les premières le protestantisme domine incontestablement ; dans les secondes il est battu en brèche par une forte poussée catholique. La vie sociale et politique des États-Unis s'éclaire par les provinces psychologiques qui sont ainsi suggérées (fig. 1, p. 13).

Une division volontairement simplifiée révèle à ce sujet trois zones. Le Sud proprement dit, avec sa bordure immédiate au nord, ainsi que le Sud-Ouest représentent actuellement ce

[13]



Fig. 1. — Pourcentage par États, par rapport à la population de race blanche, des Américains de race blanche née aux Etats-Unis de parents américains. 1. Moins de 50%. 2. De 50 à 66%. 3. De 66 à 90%. 4. Plus de 90%.

Retour à la table des matières

[14]

qu'il y a déplus homogène, de plus authentiquement américain et protestant dans la population des États-Unis. Sans tenir compte des nègres (qui sont du reste de vieux Américains), les États de Virginie, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Kentucky, Tennessee, Géorgie, Alabama, Mississipi, Arkansas, Louisiane, Floride (Sud proprement dit), ceux de Delaware, Maryland, Virginie occidentale, Ohio, Indiana (bordure septentrionale du Sud), ceux de Missouri. Kansas, Oklahoma, Texas, New Mexico (Sud-Ouest) possèdent tous une population blanche dont les deux tiers au moins sont nés aux États-Unis de parents américains. Cette proportion dépasse même les neuf dixièmes dans le bloc des anciens États à esclaves (Virginie, Caroline du Nord,

du reste tout ce qu'il faut pour lui plaire ? Il respecte l'argent, le succès, les réalisations matérielles ; il est ambitieux, pressé, d'autant plus ardent pour la réussite qu'il lui faut venger des siècles d'opprobre et d'oppression. Et puis, par ses origines morales, il est si proche du puritain : même formation biblique, même conscience d'être le peuple élu, même facile transmutation de la mystique religieuse en une conquête de la richesse et du pouvoir. Dans la première phase de son assimilation, le Juif déconcerte par l'aisance qu'il y apporte. Même il exagère, il fait trop de zèle, c'est suspect. À New-York, dans les manifestations nationalistes où l'on déploie la bannière étoilée, vous pouvez être sûr que c'est un enfant d'Israël qui tient la bampe : le « cent pour cent », dont l'arrière-grand-père a connu Washington, reste à l'écart, dégoûté. Pris dans le rythme du nouveau monde, auquel il s'accorde si bien que même il le dépasse, le Juif paraît d'abord renier allègrement toute sa tradition. Il change de nom : Schœnberg devient Belmont, Jonas devient Jones ; il « passe », comme disent les nègres, c'est-à-dire qu'il se perd au milieu des chrétiens.

Ainsi, après un stage réduit au minimum, comme dans ces examens de l'École de Droit où l'on concentre en trois mois les inscriptions de trois ans, l'hirsute originaire d'un lointain ghetto de l'Europe orientale s'est américanisé. Pius rien d'exotique n'apparaît. Il semble même faire bon marché de sa religion. La première génération est restée étroitement fidèle au sabbat ; la seconde se satisfait d'attitudes transactionnelles, remplit les sociétés *d'ethical culture,* où elle retrouve les protestants libéraux, épris eux aussi de devoir social. La troisième est ou se croit entièrement libérée. Le nombre de Juifs qui disparaissent de la sorte dans l'océan américain doit être considérable.

Sans doute, mais il reste des orthodoxes, fidèles à la synagogue, [25] qui parfois, en des retours offensifs, ressaisissent des frères perdus. D'autre part, non seulement dans les taudis des grandes cités mais même dans les quartiers élégants où vivent les riches, un fait s'impose à l'observation, c'est que les Juifs restent, volontairement ou non, groupés entre eux, moins peut-être par le lien religieux proprement dit que par une obscure communauté de race. Socialement, ils ont tout fait pour s'agripper aux chrétiens : ils ont subrepticement envahi leurs hôtels, jusqu'à les en chasser ; ils se sont glissés dans leurs clubs, d'où un ostracisme insultant les exclut ; ils se sont imposés par leur intellectualité ardente dans les universités, d'où une instinctive révolte des

médiocres cherche à les rejeter. Finalement, ces pseudo-assimilés de la première heure demeurent à l'état de ferment hétérogène ; on les distingue, non mêlés, au fond du creuset.

C'est que, malgré l'adaptation matérielle, le génie original de la race persiste, marquant de son estampille toutes les pensées, tous les actes, toutes les réalisations du fils lointain d'Abraham. Il avait accepté de sacrifier jusqu'à son mysticisme, affecté d'adopter ce morne pragmatisme social, vraie religion de 1'Amérique moderne. Mais des réminiscences ancestrales le hantent. Ah ! qu'il est donc plus frénétiquement religieux que l'Américain authentique ! Son action a coïncidé un instant avec celle du protestantisme, mais à la longue l'âme juive survit, distincte. Quand la vague d'immigration russe, largement judéo-russe, s'est abattue sur les États Unis, dans les vingt dernières années du XIXe siècle, il y avait déjà en Amérique de nombreux Israélites de plus haute classe, largement assimilés à la culture américaine. Plusieurs de ceux-ci, déjà laïcisés, ont été repris par 1'orthodoxie. Aujourd'hui, aux Juifs amers, négateurs, desséchés, de la première adaptation, tendent à se superposer, sous un uniforme non moins moderne, des Juifs venant en droite ligne de la tradition mystique. Jusque dans les familles les plus hautes on en rencontre de ces révoltés sociaux, agités et rebelles à l'Occident, irréconciliables.

La conscience qu'il y a là quelque chose qui, décidément, ne [26] se fond pas a provoqué, depuis longtemps, un antisémitisme dont les causes variées éclairent d'un jour vif l'irrémédiable hétérogénéité juive dans le milieu américain. D'abord, juste crainte d'une concurrence économique : on méprise le Juif, c'est entendu, mais à la fin du mois le bilan du « gentil » souligne régulièrement que ce dangereux rival a mieux réussi. La cause en est dans son habileté commerciale sans doute, mais aussi dans son ambition passionnée. Le rythme d'activité du Juif dans la lutte des affaires est frénétique. L'Américain, surtout à New-York, cette nouvelle Jérusalem, lui en veut d'être contraint par sa présence à maintenir sa propre activité à ce niveau de paroxysme : ici, c'est le juif errant qui oblige le chrétien à le suivre dans une course épuisante.

C'est pire encore sur le terrain de l'intellectualité, où l'Américain moyen n'est décidément pas dans son domaine. Laissé à lui-même, le « cent pour cent » travaillerait sans doute peu de l'esprit : dans les universités il s'adonnerait de préférence au sport ou au flirt ; aux biblio-

thèques il demanderait surtout des lectures faciles. Le Juif, au contraire, dans ces mêmes universités et ces mêmes bibliothèques, pâlit sur les livres sérieux : doctrine sociale, science, philosophie. La lutte n'est pas égale, on proteste ! Et quel usage fait-il de son intelligence perpétuellement tendue ce descendant des prophètes qui, selon le mot de Péguy, lit depuis deux mille ans ? C'est une intelligence qu'on ne peut domestiquer, pas même discipliner, car elle met tout en question, pour des fins qui lui sont propres. Voilà justement ce que la société américaine ne veut pas : il lui faut une activité de l'esprit encadrée et organisée collectivement, dans laquelle l'individu ne soit sollicité de faire preuve de personnalité qu'en vue du but commun et dans un cadre commun. L'esprit juif est tout autre, intellectuellement révolutionnaire, à ce titre suspect. En dépit d'un parallélisme évident à un moment de leur courbe, le protestantisme social et le judaïsme finissent donc par diverger. Et au bout il y a l'antisémitisme, car, malgré des collaborations juives précieuses, l'Amérique protestante agit dans l'espèce comme un organisme qui se défend.

[27]

En évoquant, par ces quelques traits, l'établissement des trente millions d'étrangers qui, depuis un siècle, ont débarqué aux États-Unis, nous simplifions naturellement à l'excès. Dans la pratique journalière, leur adaptation est un processus d'une énorme complication, débordant sur plusieurs générations, comportant dans chaque race des étapes variées, de durée différente, qui égrènent sur le chemin parcouru, comme dans la fable des Horaces et des Curiaces, les tempéraments divers, suivant leur degré d'adaptabilité. Chaque groupe ethnique, à mesure de son américanisation, gravit un échelon social, tandis qu'au niveau inférieur abandonné par lui monte à son tour un groupe nouveau, jusqu'alors moins favorisé. Si ce mouvement ascendant n'était pas continuel, s'il était à un moment donné bloqué par les circonstances ou la législation (comme c'est le cas pour les races de couleur), les États-Unis tendraient à se rapprocher davantage des civilisations de castes, comme celle de l'Inde, que de nos sociétés ethniquement égalitaires de l'Europe occidentale.

Mais, le mouvement d'adaptation étant continuel, variant simplement d'intensité à certaines périodes, les relations entre groupes ethniques prennent, dans la vie de chaque jour, l'aspect d'un déplacement social constant. La race dernière arrivée, qui se contente des plus,

humbles besognes, se satisfait aussi des plus pauvres maisons dans les bas quartiers des grandes villes : elle s'empile misérablement dans les *slums* de New-York, de Boston, de Chicago. Quand les enfants de la seconde génération, élevés dans les écoles publiques américaines et parlant couramment l'anglais, progressent d'un degré dans la société et conquièrent de nouveaux métiers, ils en déplacent les occupants antérieurs, qui montent eux-mêmes un peu plus haut ; et en même temps, bénéficiaires de salaires accrus, capables d'élever leur *standard of living,* ils débordent sur de nouveaux quartiers, s'installant dans des demeures auxquelles leurs parents n'avaient pu prétendre. Bien vite méconnaissables sous l'uniforme américain, ils en arrivent fréquemment à modifier leur nom, pour faire oublier jusqu'au souvenir de [28] leur origine : le Canadien Troudeau devient Waterhole, l'Italien Canelli se mue subrepticement en Conolly. Je me suis souvent dit que la meilleure façon d'illustrer ces pages d'histoire sociale serait d'écrire un roman à la façon démodée du siècle dernier, qui s'intitulerait « Histoire d'une maison ». La vieille maison de New-York, de Boston, de Chicago raconterait elle-même les singuliers hôtes qu'elle a hébergés, évoquerait leur langues exotiques, leurs mœurs bizarres, leurs cérémonies familiales, les drames intimes de leur déracinement, le fantastique défilé de ces locataires disparates, Irlandais de 1840, Allemands de 1850, Italiens de 1880, Austro-Hongrois, Russes, Polonais, Syriens de 1900, nègres de 1920...

Bien qu'attentivement observées depuis trois quarts de siècle, la psychologie et la physiologie de l'américanisation gardent un mystère qui ne diminue pas. L'aspect extérieur de la transformation est facile à constater, mais que se passe-t-il dans les régions profondes de l'inconscient ? Dans quelle mesure y a-t-il véritable assimilation, c'est-à-dire absorption ? Dans quelle mesure y a-t-il même simplement fusion, c'est-à-dire mélange des autochtones et des nouveaux venus ?

Si l'on excepte la majorité des Anglo-Saxons protestants et un grand nombre de Scandinaves qui s'adaptent presque de suite, ainsi que les plus pressés des Juifs, c'est un fait que la première génération, celle qui débarque, ne se modifie guère. Cependant il y a eu, par ce transplantement formidable et subit, quelque chose de coupé : la vieille tige ethnique, qui porte encore quelques feuilles, se trouve brutalement séparée de sa racine, une tradition a été tranchée, qui ne pourra plus revivre. C'est une des explications du renouvellement extraordi-

naire que subissent les immigrants en traversant l'Atlantique, et, du point de vue américain, c'est une cause de progrès, parce que la routine ne survit pas à ce sectionnement et que le nouvel arrivant passe désormais au moule, comme un produit de série. Mais il y a aussi là une source de troubles psychologiques profonds, dont commencent à s'inquiéter les éducateurs. Les enfants, amenés jeunes ou nés aux États-Unis, respirent de [29] suite, dans tous les sens du terme, l'atmosphère nouvelle du continent américain. Dans la famille ils peuvent encore subir quelque temps l'influence du groupe auquel ils appartiennent par le sang, mais presque sans exception ils refusent de parler la langue de leurs parents : au fond, et même ouvertement, ils méprisent ceux-ci de s'attarder à des costumes démodés, à des ports de cheveux ridicules, à un langage que bientôt la jeunesse ne comprendra plus. Le besoin de conformité, règle fondamentale de la bienséance pour les Américains et pour tous les êtres jeunes, s'est emparé d'eux. Et c'est tragique, cette rupture de parents et d'enfants qui n'ont plus de contact moral, où les jeunes n'ont que dédain pour les manières et les conceptions de leurs anciens.

Quelle est la valeur morale de cette seconde génération ? D'ordinaire, la première n'a donné socialement aucune difficulté : elle est soumise, respectueuse des lois, apportant avec elle une règle d'acceptation et de discipline mûrie par les siècles. Quant aux fils, nous voyons sans peine tout ce qu'ils ont gagné : les manières du nouveau monde, un goût passionné de l'indépendance matérielle, un train de vie qui provoque chez eux la plus parfaite commisération pour la vieille Europe dépassée. Mais, chose dangereuse, s'ils ont assimilé de suite l'ambition sans frein des Américains, c'est sans avoir acquis en même temps la traditionnelle et vigoureuse armature de la conscience puritaine.

La troisième génération, dit-on, est bien américaine, et c'est vrai qu'on ne la distingue plus. Oui, mais de quel américanisme moralement diminué par rapport à la vigueur des premiers pionniers, et au prix de quelles tristes destructions ancestrales ! Ce que les immigrants et leur descendance ont perdu dans cette intervention, à proprement parler chirurgicale puisque le sectionnement a été net et sans merci, c'est la tradition, parfois millénaire, de magnifiques civilisations. On dira qu'ils n'appartenaient le plus souvent qu'à des classes inférieures et que, dépourvus d'éducation, ils n'avaient pas grand-chose de pré-

cieux à perdre. C'est du moins l'avis de [30] assimilateurs et de la majorité des assimilés eux-mêmes, pleins de dédain les uns et les autres pour les vieilles cultures, prêts à les rayer sans le moindre remords, persuadés du reste qu'ils travaillent ainsi pour le progrès. N'était-ce rien toutefois que les traditions de plusieurs de ces races, où la famille reste dépositaire d'une responsabilité sociale ? N'était-ce rien que ces philosophies de la vie, nées d'un contact intime et prolongé avec le sol, mûries par des siècles d'expérience et d'ironique raison, comme par exemple celle qui fait la personnalité du terrien français ? L'assimilateur américain fait bon marché de tout cela, non par volonté consciente d'impérialisme, mais dans la conviction parfaitement honnête que la civilisation américaine protestante est la meilleure et que c'est un devoir de la donner, pour son propre bien, à l'étranger.

Au prix de ces ruptures, qui suscitent un nietzschéisme de fait sans la saine correction du civisme anglo-saxon, grandit en proportions croissantes un matériel humain qui n'offre ni les qualités morales vigoureuses de l'élite initiale, ni les brillants apports dupasse européen. De là, trois séries de réactions, qui jalonnent en quelque sorte les étapes de la crise. Quand l'étranger décourage, par sa masse, les possibilités d'assimilation, c'est l'atmosphère même de la vieille Amérique qui se transforme ; l'autochtone se sent alors, à la lettre, évincé de chez lui : telle est par exemple la tragique aventure de la Nouvelle Angleterre. Quand l'étranger s'adapte matériellement mais garde au fond de lui-même, en raison soit de son catholicisme, soit d'une persistante hérédité, des conceptions morales, sociales ou politiques qui ne sont pas vraiment américaines, la vieille société nationale réagit encore, parce que, dans ces nouveaux citoyens, elle ne se reconnaît plus. Enfin quand parfois l'étranger, fort de son assimilation officielle mais après tout conscient de son origine, revendique le plein accès à l'américanisme sans vouloir renier pour cela les sources religieuses, intellectuelles ou artistiques de sa tradition européenne, alors la vieille Amérique, inquiète, se demande, non sans angoisse, s'il est vraiment possible de concevoir des États-Unis, dont [31] l'inspiration profonde ne serait plus britannique et protestante mais, qui sait, partiellement catholique, juive, slave ou latine.

Un peuple qui, se sentant intérieurement miné, réagit en cherchant à se retremper aux sources mêmes de sa vitalité morale et nationale, tel est le spectacle des États-Unis au lendemain de la guerre. Nous allons étudier les principaux aspects de cette défense, qui répond à une phase, passagère peut-être mais en tout cas significatif, de 1'histoire américaine

[32]

Première partie.
La crise ethnique et religieuse
du peuple américain.
Restera-t-il anglo-saxon et protestant ?

Chapitre III

LE FACTEUR RELIGIEUX

Retour à la table des matières

Quand les Américains éprouvent le besoin d'un retour au type, c'est invariablement à la tradition puritaine qu'ils se réfèrent, particulièrement au XVIIe siècle anglais. Il faut toujours revenir là si l'on veut comprendre l'inspiration profonde qui les anime. La civilisation des États-Unis, dans ces conditions, ne peut être que protestante : si quelqu'un souhaite une alternative, catholique par exemple, c'est un mauvais Américain, que le patriotisme des purs réprouve. La seule religion nationale, c'est le protestantisme ; vouloir l'ignorer serait prendre tout le pays à contresens.

Il ne suffit pas de rappeler que l'Amérique est protestante ; elle est, dans sa formation religieuse et sociale, essentiellement calviniste ; en dépit d'influences luthériennes dues à l'immigration allemande, sa pensée demeure à l'antipode du luthéranisme. Pour Luther, les lois du monde sont mauvaises, la nature est livrée à l'injustice et au mal ; dans le domaine terrestre où se meut l'État, il n'est d'autre loi que la force, l'évangile y est inapplicable tel quel. Aux saints donc de vivre entre eux, dans une société spirituelle, revendiquant jalousement l'indépendance mystique de leur vie intérieure. Mais sur terre c'est le Prince qui

a reçu de Dieu le droit de manier l'épée, la charge de maintenir la vie de l'État, conformément à des règles que la morale n'a pas à connaître et que la Providence cependant a voulues telles. Le chrétien sera donc serviteur de l'État dans les choses temporelles, sans discuter, mais il réservera la liberté de son âme : conception mystique religieusement et [33] cynique politiquement, qui fait du fidèle une individualité spirituelle souveraine, mais un humble sujet dans la Cité.

Cette conception de la morale politique, la démocratie anglo-saxonne, issue de Calvin la tient presque pour un scandale. Calvin, comme on sait, regarde surtout la doctrine comme un moyen en vue de l'action. La tâche de l'individu n'est plus dès lors de se concentrer en lui-même mais de coopérer à l'œuvre divine dans le monde : renouvelé par la grâce il devient un chargé de mission dans la société, son devoir est de sanctifier la vie sociale, de moraliser l'État ; il ne saurait être question d'admettre deux domaines étanches, l'esprit du Christ doit pénétrer la vie tout entière. Ce qui désormais devient primordial, ce n'est plus la sécession d'une âme blessée qui se retire pour demeurer pure, c'est la communion sociale du chrétien agissant. Du quasi-médiévalisme de Luther quelle transposition soudaine dans l'idéalisme pratique des Anglo-Américains ! Quelle ouverture surtout sur cette chose si vraiment anglo-saxonne, le sens du groupe ! L'individualiste de formation latine souffre, aux États-Unis, de sentir constamment sa personnalité pourchassée, brimée. Ne devrait-il pas comprendre que, dans la conception calviniste, ce qui devient la cellule véritable de l'organisme social, le sujet même de la vie religieuse, ce n'est pas l'individu mais le groupe ? *Vae soli !* voilà la grande malédiction en Amérique : la bienséance, la statistique, toutes les forces sociales vous contraignent à vous ranger dans une collectivité. La liberté, dans ces conditions, n'apparaît plus comme un droit sans limites, elle ne se conçoit que comme réglée, limitée par un réseau serré de disciplines morales ; il ne s'agit pas d'une liberté qui résiste à l'autorité, mais bien au contraire d'une liberté se donnant comme devoir de l'appuyer, non sans toutefois s'être assurée que l'État travaille à réaliser sur terre l'idéal protestant.

Ainsi la démocratie puritaine comporte des devoirs en même temps que des droits, et c'est une première différence avec nos démocraties latines, individualistes et négatives. Seconde différence, non moins importante, c'est une « élite », au sens étymologique [34] du mot,

c'est-à-dire en somme une aristocratie morale. Ceux qui sont appelés à la grâce par la prédestination ne peuvent être tout le monde, ils sont « le sel de la terre » ; par le devoir qu'ils assument dans la société ils apparaissent en outre pénétrés de cette caractéristique si spécialement anglo-saxonne, l'esprit missionnaire. Et ce n'est pas seulement la mission au dehors, chez les sauvages, les nègres ou les Français, mais à l'intérieur, pour christianiser intégralement le milieu où ils vivent. En Amérique, comme en Angleterre, c'est l'esprit missionnaire qui inspire la lutte contre l'alcool, contre le taudis, contre la cigarette, la propagande féministe, pacifiste, antivivisectionniste, l'américanisation des immigrants, jusqu'à l'apostolat eugénique ou néo-malthusien. Cette passion de réformer, de moraliser, d'évangéliser serait vraiment un monopole américain s'il n'y avait aussi l'Angleterre.Tout Américain, qu'il s'appelle Wilson, Bryan ou Rockefeller, est un évangéliste, qui ne peut laisser les gens tranquilles et qui constamment se sent le devoir de prêcher. La bonne volonté est incontestable, mais dans cet effort souvent magnifique perce presque toujours trait le plus antipathique sans doute des Anglo-Saxons la conscience d'une supériorité morale, le sentiment de la « propre justice », comme on dit en patois biblique, la notion, à vrai dire insupportable, du devoir envers autrui pour le convertir, le purifier, le rapprocher du niveau moral de l'élite américaine.

Cette pratique du devoir social n'aboutit donc pas à une conviction véritablement sincère de l'égale dignité de tous les hommes. Du point de vue ethnique, les Américains d'origine anglo-saxonne méprisent les noirs, les Méditerranéens, bien d'autres races encore. Sous l'angle religieux, ils disent qu'ils croient en l'homme, mais quand il s'agit de définir l'homme l'interprétation devient parfois restrictive. Contrairement aux apparences premières le protestantisme ainsi compris tend à devenir moins démocratique que le catholicisme : du moins peut-on dire qu'aux États-Unis celui-ci est au fond plus humain. Rien de plus opposé en effet que le calvinisme au [35] principe impliqué dans la doctrine catholique de la rédemption universelle et d'après lequel Jésus-Christ n'est pas mort pour quelques élus mais pour tous les hommes. Cette universalité du catholicisme, que nous aurons à souligner plus loin, fait contraste avec une sorte de pharisaïsme ethnique des protestants américains.

Luther recommande au chrétien de descendre dans l'arène pour y servir l'État corporellement, mais il ne lui demande pas d'y faire descendre son âme : réserve significative, qui ne permet pas au croyant de jouir sans réticence des avantages et des biens de ce monde. Avec Calvin la religion et la vie pratique s'unissent pour la première fois depuis la Cité antique. Dans l'exercice honnête de sa profession terrestre le fidèle travaille pour Dieu, et d'autant plus qu'il réussit mieux. On a vu de tout temps 1’Église catholique s'allier à la richesse, mais elle ne l'a jamais vantée comme une dignité ; le pauvre, à ses yeux, conserve toujours sa noblesse et peut-être est-il plus près de Dieu. Le puritain, lui, s'honore d'être riche ; s'il encaisse des bénéfices, il aime à se dire que c'est la Providence qui les lui envoie ; sa richesse même devient, à ses yeux comme aux yeux des autres, un signe visible de l'approbation divine. Il en arrive à ne plus savoir quand il agit par devoir, et quand par intérêt ; il ne veut même plus le savoir, car il s'accoutume à expliquer par son sentiment du devoir ceux mêmes de ses actes qui le servent le plus utilement. À ce point, dans son manque voulu ou non de pénétration psychologique, il est intellectuellement au-dessous de 1’hypocrisie. Cette même confusion, dont on ne sait si elle est habile ou naïve, se retrouve chez presque tous les protestants anglais.

Il devient difficile, dans ces conditions, de distinguer l'aspiration religieuse de la poursuite de la richesse. En effet, dès la mise en train de la splendide colonisation qui a fait les États-Unis, les vertus qui se prêtaient le mieux à l'endurance physique, aux réalisations matérielles furent magnifiées ; mais celles qui conduisaient au quiétisme mystique tendirent à être considérées comme inutiles, presque nuisibles. La religion, de ce [36] fait, se trouva partiellement matérialisée : le vocabulaire mystique survécut, de même qu'une certaine façon d'aborder tous les problèmes du point de vue religieux ; mais l'Église prit l'habitude d'apporter sa force motrice au moulin de la production ; l'argent devint non seulement le symbole du pouvoir de créer mais une sorte de justification morale ; l'efficacité dans l'action apparut comme une vertu chrétienne et l'on ne distingua plus qu'incomplètement ce que l'on accomplissait pour Dieu du concours qu'on donnait au développement économique de la nation. La notion actuellement à la mode du « service » est en germe dans la conception puritaine de l'argent sanctifié par le travail.

Aucun de ces traits originels ne s'est effacé depuis trois siècles. On les retrouve chez les non-conformistes, descendants authentiques des puritains, chez la plupart des apôtres sociaux et même chez les chrétiens scientistes. Mais il faut classer à part, comme représentant des traditions entièrement différentes, les luthériens, les anglicans et surtout les catholiques romains. Il est difficile malheureusement de préciser par des statistiques l'influence respective des divers groupements religieux, car, si les frontières du catholicisme sont nettes, celles du protestantisme ne le sont pas. Si l'on envisage le nombre des seuls communiants, il y aurait en 1923, d'après le *Year Book of Churches* de 1924-25, 18 261 000 catholiques et 28 366 000 protestants, mais c'est à près de 80 millions qu'il faudrait porter ce dernier chiffre, si l'on tient compte des innombrables adhérents se rattachant au protestantisme par l'inspiration ou la sympathie. Par ordre d'importance numérique de leurs communiants (statistique d'une étroitesse évidemment excessive), les principales dénominations protestantes sont les méthodistes (8 433 000), les baptistes (8 189 000), les presbytériens (2 509 000), les luthériens (2 466 000), les « disciples » (1 383 000), les anglicans, qui s'appellent, aux États-Unis, épiscopaux (1 129 000), les congrégationalistes (858 000). Ces sept groupements, sur le total des 28 366 000 communiants du protestantisme, en réunissent 24 969 000. Les chrétiens scientistes, particulièrement nombreux [37] dans les milieux aisés des grandes villes, font systématiquement bande à part et ne publient pas de statistiques officielles de leurs membres.

Les méthodistes sont surtout nombreux dans l'Est et le Middle West, notamment dans la vallée de l'Ohio, ainsi que dans le Sud ; les baptistes dans le Sud et le Sud-Ouest ; les presbytériens dans l'Est et le début du Middle West, principalement dans la partie occidentale de la Pennsylvanie ; les luthériens dans le Nord-Ouest germanique et Scandinave ; les congrégationalistes dans la Nouvelle Angleterre ; les anglicans dans l'Est ; les « disciples » dans l'Ohio et en général dans le Middle West ; les quakers en Pennsylvanie et dans le New Jersey, ainsi que dans la Nouvelle-Angleterre et le Middle West. D'une façon générale, le protestantisme domine incontestablement dans le Sud, l'Ouest, l'extrême Nord-Ouest ; il domine encore, mais moins complètement, dans le Middle West et le Nord-Ouest des prairies. Les catholiques par contre sont nombreux et puissants partout où l'immigration étrangère s'est accumulée, principalement dans les grandes cités du

Nord-Est et du Middle West, dans la Louisiane, le Wisconsin, le Montana, la Californie, enfin sur la frontière mexicaine.

Cette topographie sommaire est aussi essentielle à connaître pour la compréhension des États-Unis que n'importe quelle carte économique, surtout si nous rappelons que les anglicans sont les gens chics de vieille richesse acquise, les méthodistes, des commerçants aisés dont Dieu a bien voulu « bénir » les affaires, les baptistes, des petites gens sans prestige vivant dans les campagnes et les villes de troisième ordre, les presbytériens et les congrégationalistes, des descendants de la Nouvelle Angleterre intellectuelle d'il y a cinquante ans, les luthériens, des Allemands méfiants et timorés, les quakers, des bourgeois solides à la conscience scrupuleuse assis sur des sacs d'or, les catholiques enfin, des étrangers, des *aliens*, appartenant à ces races et à ces classes « inférieures » que le pharisaïsme anglo-saxon dédaigne.

Pour mesurer, parmi l'émiettement de ces sectes multiples, [38] l'influence réelle du protestantisme, il faut bien se garder de le considérer sous l'aspect d'Églises organisées : sa force, c'est qu'il est un esprit, un esprit national. Dénombrer les communiants, les pasteurs, ce n'est rien, car, au fond, l'authentique protestant n'admet vraiment, dans leur signification stricte, ni le sacrement, ni le sacerdoce ; le rituel, le dogme incarné dans une autorité ecclésiastique, tout ce qui est prêtrise en un mot, lui apparaît intolérable. En tant qu'Église, le protestantisme américain est ouvert, extraordinairement tolérant, nullement jaloux. Mais, en tant que force spirituelle moralisante et missionnaire, il tend à prendre au contraire les caractéristiques, entièrement opposées à celles de notre protestantisme français, d'une religion de la majorité et à vrai dire d'une religion nationale. Engagé dans cette voie, il subit les tentations classiques de toutes les religions d'État.

La pensée protestante contemporaine aux États-Unis comporte deux tendances, fondamentalisme et modernisme, qui correspondent aux positions dénommées orthodoxie et libéralisme par les réformés français. La controverse entre la lettre et l'esprit n'est pas nouvelle ; elle remonte, dans le nouveau comme dans l'ancien monde, au milieu du XIXe siècle. Mais le modernisme a pris, de l'autre côté de l'Atlantique, une force telle que le fondamentalisme, surtout depuis la guerre, a vigoureusement réagi, l'ardeur de cette réaction n'étant peut-être pas imputable tout entière à des motifs religieux. Nous sommes ici au cœur même des problèmes actuels de l'Amérique.

A un étonnant degré le modernisme américain s'échappe du dogme, du rite, de l'interprétation littérale des écritures, de toutes les formes purement extérieures de la pensée religieuse. Il est à peine exagéré de dire que tout ce qui subit son inspiration abandonne rapidement les derniers lambeaux de croyance en une religion dogmatique, directement révélée. À première vue ce phénomène pourrait étonner, de la part d'un peuple chez qui les Églises sont associées si étroitement à tous les actes de la vie. En réalité le modernisme est strictement dans la tradition puritaine par la préoccupation essentielle de sincérité [39] morale et d'action sociale qui l'anime. Il faut, dit-il, que le christianisme soit avant tout une vie, qu'il s'adapte aux conditions du temps pour jouer dans la société le rôle d'inspirateur qui est le sien. Car si la religion se désintéresse de la morale sociale et même de la politique, comment peut-elle satisfaire une conscience délicate ? N'est-ce pas là chose plus essentielle que le maintien formel de dogmes périmés et sans vie ? C'est surtout, je crois, par cette pénétration de l'inspiration religieuse dans le domaine social que l'Amérique s'estime supérieure à l'Orient.

Cette souveraineté de la conscience est de l'essence religieuse la plus pure. Le modernisme recèle néanmoins ses dangers, justement dans la mesure où il confirme trop bien certaine confusion de l'esprit et de l'action terrestre, dont le puritanisme originel, nous l'avons dit, n'était pas exempt. L'Américain n'est vraiment à son aise que sur le plan de la pratique, le pragmatisme exprime à merveille ses possibilités et ses limites. Quand il n'agit pas, le voici de suite désorienté ; il ne lui suffit jamais d'« être », toujours il lui faut réaliser, réaliser d'une façon qui se voie. S'il sert la science, il estimera l'équipement du laboratoire davantage que la recherche ; s'il s'agit de religion, les briques de l'église à construire l'intéresseront plus que la prière ou la méditation. De là une association, pour ainsi dire statutaire, de la religion et de l'action, qui peut assurément christianiser la seconde mais qui court aussi le risque de domestiquer, de matérialiser la première. Il suffît de vivre quelques semaines aux États-Unis pour rencontrer partout cette collaboration, dans laquelle certain modernisme finit par situer le centre de gravité même de la vie religieuse. « Le meilleur chrétien, entend-on couramment affirmer, fait aussi le meilleur citoyen : son rendement, au bureau, à l'usine, est le plus élevé. » De là à penser que le pays doit devenir plus chrétien afin de produire davantage, il n'y a

qu'un pas : c'est du reste actuellement, semble-t-il, la doctrine du haut patronat.

S'il vient à surgir un conflit entre la conscience et les nécessités de la pratique, l'optimisme américain se plaît à l'éluder, [40] non par l'hypocrisie mais en admettant comme normal et désirable que l'esprit religieux devienne un facteur de progrès social, de développement économique. Pareil conflit se produit, mais on évite généralement de l'envenimer, lorsque des consciences sincères mettent en question les doctrines touchant directement de grands intérêts. Quand une élite spirituelle se met à regarder en face le problème social ou ethnique, dénonce des scandales, affirme la nécessité de chercher les solutions du seul point de vue chrétien, cela ne peut évidemment pas plaire à tout le monde, notamment pas aux riches qui accablent les Églises ou les œuvres sociales de leur générosité mais prétendent ensuite surveiller l'aspect politique de leur activité. L'action sociale plaît naturellement aux capitalistes chrétiens dans la mesure où ils la contrôlent ; ils ne tarderaient pas à la réprouver si ce qu'il y a de révolutionnaire dans l'évangile était mis en vedette ; on les verrait alors soutenir que l'Église ne doit pas s'occuper de problèmes qu'elle ne connaît pas, qu'elle n'est pas équipée pour résoudre... et très vite ils ne donneraient plus d'argent. Or, que faire en Amérique, dans l'ordre des réalisations sociales, sans l'appui des riches ? Il en résulte que la conception d'une Église sociale n'obéissant qu'à la conscience chrétienne ne peut pas pousser jusqu'au bout sa logique sans se heurter à la mauvaise volonté de l'Argent (avec un grand A). Mais, un jour prochain, des âmes scrupuleuses subiront l'équivalent de la tentation du Christ. Le Diable un banquier, naturellement ! les conduira sur le sommet de quelque building, d'où il déroulera sous leurs yeux les richesses immenses qui pourront leur être données pour construire des temples, des écoles, des clubs, des hôpitaux... « Tout cela est à vous, leur dira Méphistophélès, pour que vous en usiez au mieux du progrès social, mais à une condition, c'est que vous vous incliniez devant moi ! » Si ces âmes veulent agir, elles s'inclineront. Mais si elles prétendent conserver leur intégrale liberté spirituelle, il faudra qu'elles refusent et acceptent de regarder en face l'éventualité de l'action dans la pauvreté.

[41]

Le modernisme agissant se recrute surtout dans l'Est, actif, riche, vivant et producteur. À cette tendance d'attacher les Églises au char de

la production la recrudescence fondamentaliste, dans le Sud et dans l'Ouest, peut apparaître comme une réponse, mais c'est une réaction contre bien d'autres choses encore. Fidèles à l'interprétation littérale de la Bible, qu'ils semblent, dans la hiérarchie de leurs vénérations, faire passer avant Dieu lui-même, les fondamentalistes prétendent croire, comme leurs pères, tout ce qu'elle contient : ils acceptent sans réserve la divinité du Christ, sa naissance miraculeuse, sa vie parfaitement sainte, sa résurrection physique, son ascension au ciel dans un sens matériel, la promesse de son retour corporel sur la terre, et par dessus le marché les miracles les plus énormes de l'Ancien Testament. Ils ne discutent rien, car, s'ils commençaient, où s'arrêteraient-ils ? William Jennings Bryan, dont l'autorité comme chef populaire du mouvement fondamentaliste était immense, répondait ainsi, pendant le procès de Dayton (Tennessee), aux questions ironiques de l'avocat Darrow : « *Q* Prétendez-vous que tout ce qui est dans la Bible doit être interprété littéralement ? *R.* Je crois que tout ce qui est dans la Bible doit être accepté tel quel. *Q.* Vous croyez que Dieu a créé un poisson assez gros pour avaler Jonas ? *R.* Oui, et laissez-moi vous dire qu'un miracle est aussi facile à admettre qu'un autre. *Q.* Facile, dites-vous, d'admettre que la baleine a avalé Jonas ? *R.* Oui, Monsieur, si la Bible le dit. » Et il y a dix colonnes de journal sur ce même ton. L'homme de loi sceptique qui retournait ainsi Bryan sur le gril pensait le ridiculiser. Aux yeux de millions d'admirateurs il lui donnait au contraire l'auréole du martyr. L'Est peut rire du fondamentalisme, en faire un sujet de caricatures ou de bons mots. Le Sud, l'Ouest le prennent au sérieux.

Qui sont donc les fondamentalistes ? Ils se recrutent à peu près exclusivement dans les confessions non-conformistes, en particulier dans le baptisme. On les trouve surtout dans les campagnes et les petites villes peuplées depuis longtemps d'Américains authentiques, dans le Sud figé depuis un demi-siècle [42] dans sa crainte du nègre, dans les régions de l'Ouest au delà du Mississipi que les puritains ont colonisées. Pourtant les États de l'Ouest ne constituent pas un milieu économique ment arriéré ; la vie y est active, hier encore la population s'y composait de pionniers, l'initiative et le progrès y sont plus que tout admirés et recommandés. Oui, mais le pionnier n'a pas le loisir de penser, même s'il lit des journaux de cinquante pages ; toutes ses énergies sont dérivées vers la réalisation ; actif matériellement, il est

spirituellement conservateur ; extérieurement libre, il est mentalement enchaîné, et de la sorte, par un curieux paradoxe, cet homme qui sincèrement croit conduire le monde vers l'avenir est au fond un homme du passé.

Que représente, dès lors, sous sa forme actuelle, le mouvement fondamentaliste ? Au point de vue religieux, c'est essentiellement une réaction de défense contre l'influence croissante de conceptions nouvelles ou étrangères, dangereuses pour l'intégrité de la tradition protestante : science négatrice venue d’Europe, papisme, philosophies qui sèment le doute parmi les jeunes générations. En présence de ces abominations, on se serre autour de la Bible, livre sacré des ancêtres et, à proprement parler, centre de ralliement national. Au point de vue moral c'est, de même, une réaction contre les mœurs du siècle, dangereuses en soi, doublement telles si l'on y voit une importation étrangère. Dans cette campagne de préservation morale, l'étroitesse, la passion des pasteurs, en particulier des pasteurs baptistes et méthodistes, tient du fanatisme : contre les Babylones modernes, New-York, Paris surtout, ils éclatent en diatribes furieuses ; c'est avec une sorte de rage qu'ils vitupèrent le vin, la danse, la cigarette. Et c'est, en fin de compte, une résistance obscure de la petite classe moyenne du Sud et de l'Ouest, baptiste ou méthodiste, parfois presbytérienne ou congrégationaliste, jamais anglicane ou catholique, contre les grandes villes de l'Est et la puissance de domination financière qu'elles symbolisent. Spirituellement issue de l'Angleterre cromwélienne, restée fidèle à son étroitesse religieuse qui ne transige pas, plus insulaire dans son isolement moral que les [43] Anglais eux-mêmes, cette classe, que les visiteurs européens ne rencontrent pas, se contracte dans une méfiance têtue. Le Ku Klux Klan exprime ses préventions et ses craintes. Hypnotisée par la conservation littérale du dogme, par la défense des mœurs d'hier contre celles d'aujourd'hui, vaguement inquiète d’une incursion des « consciences » du Nord dans la question nègre, elle demeure instinctivement hostile à la conception élargie d'une Église sociale. Elle se rencontre en cela avec les fondamentalistes de l'Est, moins nombreux, mais qui comprennent les deux cents millionnaires les plus riches et les plus étroits de New-York ou de la Nouvelle Angleterre ; ceux-ci préfèrent que la religion laisse les affaires tranquilles. De part et d'autre, mais pour des raisons différentes, on souhaite que le centre de gravité de l'Église protestante ne glisse pas vers la

préoccupation dominante des problèmes sociaux. On aime mieux que certaines questions ne soient pas posées.

Entre les croyances, conservées en gelée, du fondamentalisme et le domaine fuyant du modernisme, où faut-il chercher l'esprit véritable du protestantisme américain ? Peut-on même légitimement parler ici au singulier ? En dépit de contradictions que nous avons signalées, il se dégage une façon, proprement américaine, d'envisager la religion. Au XVII[e] siècle, les puritains d'Angleterre avaient apporté avec eux la doctrine pessimiste du péché originel. Bien que les pasteurs fondamentalistes la prêchent encore, il est aisé de voir qu'elle ne répond plus à la sensibilité ambiante. Cent ans d'énergie, couronnée des plus magnifiques victoires matérielles, ont donné aux Américains la foi dans l'homme, moins peut-être dans sa bonté naturelle que dans son pouvoir. La mystique du succès, c'est peut-être aujourd'hui la religion la plus essentielle de l'Amérique. Il y entre, avec beaucoup de naïf optimisme russéen, beaucoup d'utilitarisme benthamien ; et c'est, tout au fond, un culte inconscient de l'énergie et de la Vie. Il faut sans cesse à l'Américain le mouvement, l'ascension, le progrès ; il croit naturellement au progrès indéfini, pour la simple raison qu'autour de lui, depuis cent ans, toutes les valeurs n'ont cessé de monter : et il apporte [44] au service du progrès toutes les solides vertus que lui a léguées le pessimisme moral des puritains. Voyez les termes qui reviennent sans cesse dans le vocabulaire des *Rotary clubs,* sanctuaires de ce qu'on nomme aux États-Unis le « service » : *pep, punch, go, vigour, enterprise, red blood, he-man...* Ce sont invariablement des expressions qui exaltent la vitalité de l'individu, pour la mettre au service du rendement social, qu'on ne sépare du reste pas de l'intérêt ou du profit personnel.Vue strictement utilitaire, qui satisfait pleinement le naïf idéalisme national. Personnifié dans l'immortel Babbitt, le *rotarian* croit dur comme fer qu'il sert l'humanité en remplissant sa poche de confortables dollars.

Il a fallu que l'image du Christ s'adaptât elle-même à cette conception. Le Christ américain n'est pas hiératique, sentimental ou mystique, ce n'est pas un apôtre de la non-résistance à la russe ni, grands Dieux non, un révolutionnaire ; c'est un leader et, pour beaucoup, le type même du surhomme. Il y a longtemps qu'il est devenu banal aux États-Unis de le présenter comme le type parfait du citoyen utile, du producteur efficace, presque du commerçant honnête qui réussit, voire

même du *booster* [3] (1). Transformation profonde par rapport à l'ancienne dogmatique protestante, c'est moins désormais le Christ du sacrifice que celui de l'énergie morale ; et le viatique qu'on vous indique, en fait, pour la conquête du ciel, c'est moins la rédemption que les œuvres, disons presque les œuvres sociales. Cette sensibilité tout entière tournée vers l'action s'exprime dans le type de pasteurs que les fidèles réclament : on les veut jeunes d'abord ; puis il faut qu'ils soient, suivant l'argot évocateur du jour, des *live wires,* c'est-à-dire des fils électriques frémissants de courant, et en même temps des *drawing cards* qui attirent la foule, des *good mixers*, pas fiers, sachant rompre la glace. Un mystique ne serait guère apprécié que de quelques communautés très riches, déjà touchées de snobisme anglican, qui l'installeraient dans un temple élégant, un peu à l'écart. [45] Mais on préférera généralement quelque pasteur bien pratique, quêteur efficace, mêlé à la vie, à la rigueur un peu commun dans sa cordialité.

L'orientation par trop terre à terre de ce protestantisme, son caractère de religion nationale réservée à une race privilégiée, tendent à éloigner de lui non seulement ses adversaires mais jusqu'à certains de ses membres. Tout d'abord, dans cette religion qui souvent se réduit à une simple morale, beaucoup de gens éprouvent obscurément qu'il manque quelque chose, l'élément religieux proprement dit. Puis, dans ce moralisme intolérant, qui prétend colorer jusqu'au civisme, beaucoup, et surtout les étrangers, cherchent en vain la miséricorde et la pitié. Les Églises protestantes se plaignent de l'indifférence des masses. Dans ce peuple crédule, qu'aucune armature critique ne maintient en équilibre, la mystique des guérisseurs fait d'innombrables conquêtes.

Trois Églises, en marge soit du puritanisme, soit du protestantisme, se distinguent par une résistance à la tendance générale. L'Église luthérienne d'abord, par timidité dogmatique et surtout parce qu'elle se recrute dans une race étrangère à la tradition britannique et calviniste. La majorité des luthériens ne collaborent qu'avec mauvaise grâce à l'action commune des autres protestants : le modernisme les effraie par son enseignement doctrinal incertain ; la conception d'une Église sociale leur déplaît, ils n'aiment pas mêler politique et religion. L'Égli-

---

[3] Citoyen plein d'enthousiasme et d'optimisme, qui croit et travaille au développement sensationnel et illimité de la ville qui est sa petite patrie.

se anglicane, dont l'inspiration n'est même pas strictement protestante, se distingue davantage encore. Sacramentelle, fondée sur la succession apostolique, sacerdotale par sa hiérarchie ecclésiastique, elle peut, à bon droit, se prétendre catholique d'esprit et toute son aile droite, comme en Angleterre, subit l'attraction ritualiste. Pénétrée de la notion de l'adoration, elle laisse ses temples constamment ouverts à la prière et à la méditation ; ses dirigeants sont des artistes, soucieux de belles réalisations architecturales, de noble musique religieuse, sensibles aux impressions de grandeur et de recueillement. Est-ce là une atmosphère américaine ? Les influences britanniques y persistent [46] en effet, nombreuses. Sur trois « recteurs » anglicans des États-Unis, on compte peut-être un Anglais, un Canadien, et seulement un Américain. Le pôle religieux de cet aristocratique clergé est à Londres ; ses membres restent de tradition, de culture, souvent même de physique britannique ; le désir secret de chacun d'eux c'est d’être présenté à l'archevêque de Canterbury, c'est — suprême honneur — de prêcher à Westminster ! Et cependant, avec tous ces traits, dont la saveur est d'ancien régime, l'anglicanisme exerce sur les Américains un singulier attrait : prestige du rite et de la tenue dans une société sans raffinement, séduction de la poésie religieuse dans un milieu où le moralisme prosaïque a tout absorbé, tentations d'élégance et d'ascension mondaine dans un pays où la fréquentation de l'église épiscopale est toujours une excellente « savonnette à vilains ». Si le baptisme demeure un centre intact de fondamentalisme revêche, le méthodisme, sur certaines de ses frontières, n'est pas totalement exempt de tentations ritualistes.

Mais c'est surtout l'Église catholique qui s'oppose aux tendances essentielles de l'américanisme protestant. Outre une puissante vitalité, qui l'incline à des ambitions sans doute excessives, le catholicisme américain possède, c'est incontestable, le prestige religieux. Dans une atmosphère d'où la civilisation matérielle a banni le mystère, le prêtre, aux yeux d'un grand nombre, paraît avoir conservé le secret de l'évoquer. Parlant de ce que représente le chemin de fer pour les ternes habitants de quelque bourg de la prairie, Sinclair Lewis écrit dans *Main Street :* « C'était leur romance, leur seul mystère, en dehors de la messe à l'église catholique ». Remarque significative ! Ce mystère, en effet, le ministre baptiste l'abomine, mais certaine sentimentalité religieuse, même aux États-Unis, s'en émeut. Il peut donc exister, en de-

hors de l'obsédante morale puritaine, un ravissement de lame dépourvu d'utilisations sociales immédiates ? Pour l'âme en quête de détente, quelle oasis au pays de la prohibition !

D'un autre point de vue encore le catholicisme nous le connaissons peut-être moins sous ce jour en Europe apparaît [47] aux États-Unis comme un asile, parce qu'il est avant tout l'Église des étrangers. Et cela veut dire qu'il ne se présente pas comme le camp altier d'une élite mais, combien plus humainement, comme un refuge ouvert à tous. Le protestantisme, même quand il proclame sincèrement le contraire, demeure en Amérique la religion des Anglo-Saxons, celle de la race « supérieure ». S'il accueille l'étranger, ce n'est pas tout à fait sur pied d'égalité : l'étranger ne se sentira tout à fait à l'aise, au milieu de ces « frères » d'essence privilégiée, qu'une fois intégralement américanisé. L'Église catholique reprend au contraire à son compte, sans arrière-pensée de stage, l'appel du Christ : « Venez à moi, vous tous qui êtes travaillés et chargés »... Elle ne fait acception ni de races, ni de personnes. Et il y a là quelque chose d'humain, d'ouvert, une société sans morgue où le plus humble, même le pécheur, même le nègre (ou à peu près) communie avec tous. On saisit, par comparaison, ce qu'il y a de profond dans le terme d'Église universelle.

Cette même impression de détente se retrouve dans l'attitude catholique à l'égard des questions morales. Toute la sollicitude du prêtre se concentre sur la famille, chargée sous sa direction de l’éducation de la jeunesse : contre l'État, contre la société il se fait le champion de son autonomie. Toute campagne contre la licence des mœurs, dans la mesure où celle-ci menace le foyer, est assurée de son concours. Mais, au fond, à la hantise moralisatrice ambiante il ne participe pas ; on sent chez lui comme une réserve et presque une sorte de scepticisme : il est indulgent à certaines faiblesses humaines qu'il sait ne pouvoir corriger. Cette différence d'attitude du prêtre et du pasteur, quand il s'agit du perfectionnement moral de l'individu, suggère des comparaisons singulières. Dans son fanatisme de réformateur des mœurs, le clergyman se révèle en somme pauvre psychologue : il nie obstinément les limitations de l'homme, comme s'il ne les voyait même pas. Quel recul, dans cette vision primaire, sur la pénétration des jésuites, sur celle des moralistes français du grand siècle ! Et, par contraste avec la naïveté de ce réformateur quand même, que le prêtre catholique apparaît [48] donc chargé d'une expérience séculaire ! Oh ! il n'attend pas trop

de l'homme ; celui-ci, il ne fait pas aux ressources de son énergie un appel excessif ; il sait d'avance ce qu'on ne peut lui demander et, en opportuniste, il l'accepte tel qu'il est. Moralement ce n'est pas noble, et la dignité profonde du protestantisme est ici bien supérieure ; mais, psychologiquement, c'est le prêtre qui est le plus averti. Curieusement, du reste, sa soumission complète à une autorité auguste et universelle lui donne une liberté d'allures que leur conscience tourmentée semble refuser aux pasteurs fondamentalistes. Alors que Bryan croit le monde créé en l'an 4004 avant Jésus-Christ, ou, à ses heures de libéralisme, en l'an 15000, beaucoup de prêtres se disent évolutionnistes. Presque tous sont contre la prohibition, partisans pour le peuple de dimanches joyeux : ce sont des réalistes et ce sont surtout des politiques.

Cette pitié pour les faiblesses humaines, dans laquelle il entre de l'indulgence et du scepticisme, c'est une carte magnifique à jouer dans un pays où l'étranger, venu pauvre, demeure un citoyen de seconde zone. Le catholicisme y est le centre de ralliement naturel de tous ceux dont on veut bousculer l'américanisation, brimer les mœurs. Le danger pour lui, c'est de contredire l'esprit largement humain de ce programme en se laissant aller à partager l'exclusivisme des races qu'il protège et dont il se sent solidaire, Irlandais, Allemands, Italiens, Polonais, Canadiens français... Il y aune trentaine d'années, l'action du grand politique qu'était le cardinal Gibbons avait orienté l'Église catholique dans une voie bien différente. Il voulait qu'elle prît rang parmi les institutions nationales du pays, qu'elle ne fût ni irlandaise, ni allemande, mais simplement et essentiellement américaine : à l'intérieur de l'Église il s'attachait, en dépit de résistances passionnées, à briser les nationalismes. Mais, depuis sa mort, le catholicisme revient à son type initial, la religion des étrangers ; il se compartimente en fiefs nationaux dans lesquels persistent des formes religieuses exotiques et parfois primitives. L'influence irlandaise et, à côté d'elle, l'influence allemande y sont redevenues prédominantes : sur cinq prêtres il y [49] a bien trois Irlandais et un Allemand ! Par là, le catholicisme des États Unis, champion par ailleurs d'un internationalisme libéral, se trouve lié à divers nationalismes, notamment, plus qu'à tout autre, au nationalisme irlandais. Dans les grandes cités cosmopolites de l'Est, du Centre et même du Far-West, l'alliance est traditionnelle entre l'Irlande et le prêtre ; elle colore la religion d'un aspect à la fois primitif, rude et touchant qui sent encore son moyen âge : chez le fidèle, éton-

namment dévot, c'est la crainte qui domine, crainte de l'enfer, crainte du prêtre auquel on prête un pouvoir surhumain ; on ne peut exactement dire de celui-ci qu'il soit vénéré, mais il est aimé avec dévouement, servi avec passion, comme dans un clan ; ses ouailles ferment les yeux sur ses défauts, sont pleines d'indulgence pour ses faiblesses, couvrent de cadeaux le *poor father :* il peut tout demander pour l'Église et pour le parti.

Des traits analogues, tout aussi proches des sociétés religieuses d'autrefois, se retrouvent dans les autres sections, catholiques, allemande, italienne, polonaise... D'où le caractère incurablement étranger de cette Église du nouveau monde, qui conserve, dans l'ancien, des racines politico-religieuses si pieusement entretenues. À Boston, ville désormais catholique, quand le cardinal irlandais paraît, entouré de monsignor celtiques qui baisent son anneau, cependant qu'une foule cosmopolite s'agenouille sur son passage, les vieux protestants éprouvent l'impression troublante de quelque cérémonie médiévale, exotique et mystérieuse, qu'ils ne comprennent pas. Pendant de longs jours les cérémonies colossales et grandioses du congrès eucharistique de Chicago, en juin 1926, leur ont donné la même impression d'exotisme et de gêne. Moralement, socialement, dans l'Amérique protestante, ces mœurs romaines sont de l’ordre inassimilable.

L’Église catholique constitue donc, au sein du corps américain, un organe particulier, qui collabore à ses heures et à sa manière, mais en fin de compte demeure distinct et ne fusionne pas. D'autre part, plus que le protestantisme, elle conserve le contact du continent européen. En France, un pasteur a plus [50] de fenêtres ouvertes sur l'étranger qu'un curé moyen. C'est tout le contraire aux États-Unis : le clergyman ordinaire, surtout dans le Sud et l'Ouest, y reste strictement national, étroitement borné dans ses connaissances et ses expériences, profondément ignorant du vieux monde et du monde en général, même quand il a voyagé. Très différent est le prêtre, qui souvent parle plusieurs langues, se rend à Rome au moins une fois dans sa vie et parfois davantage, considère malgré tout l'Europe comme un centre d'intérêt et d'attraction. Il y aurait là de brillantes possibilités, si ce clergé catholique n'avait, hélas, l'âme politicienne et si le matérialisme ambiant ne le guettait, lui aussi.

Nous saisissons ici sur le vif la puissance assimilatrice de l'atmosphère américaine. Ce prêtre, qui lutte pour préserver son groupe reli-

gieux d'une américanisation trop rapide, il est devenu lui-même parfaitement américain dans sa façon de vivre et de concevoir la vie. C'est en homme d affaires qu'il administre son église, à l'instar du moderniste le plus pratique ; non seulement dans les paroisses, mais dans les couvents, il s'est accoutumé à un confort qu'il n'abandonnerait plus : il lui faut son chauffage central, son bain, son *sleeping* quand il voyage. Bien plus, il en est arrivé à mépriser ses collègues d'Europe pour leur pauvreté : « *Poor fellow*, dit-il en pensant à notre curé de campagne, *I am sorry for him !* » Quel dédain dans cette commisération, quand il compare au modeste presbytère français son propre presbytère, confortable, cossu, *business-like*, ses magnifiques séminaires, pourvus de tout le confort moderne, plus que riches, luxueux, laissant éclater partout les signes extérieurs de la fortune ! Il finit par croire, lui aussi, en bon Américain, que l'intensité de la vie religieuse se mesure au cube des buildings. La méditation, le recueillement du mystique ne sont pas loin d'apparaître à ses yeux comme des manifestations morbides.

Ainsi, de quelque côté que l'on se tourne, le terre à terre de l'action matérielle tend à empiéter sur la vie propre de l'esprit. Ni le protestantisme, ni le catholicisme ne sont menacés du dehors, aux États-Unis, par l'incroyance agressive : les agnostiques, [51] extrêmement nombreux, conservent eux-mêmes le vocabulaire protestant, la manière protestante de poser les problèmes moraux ; ils aiment ce cadre qui les rassure, ce ne sont pas des ennemis. On ne saurait dire d'autre part, malgré l'indéniable vigueur de son armée, que le catholicisme soit en train de conquérir le pays : une tradition séculaire, surtout une résistance nationale sauraient l'en empêcher. Le courant central, qui menace d'entraîner toutes choses en Amérique, dont chacun, protestant, catholique on juif, ressent l'attraction, c'est le besoin de la réalisation matérielle tangible. Il semble parfois que le but de la société religieuse ne soit plus de faire vivre mystiquement les esprits et les âmes, mais d'embrigader, d'organiser les énergies. C'est le plus puissant levier de rendement social que le monde ait connu.

[52]

Première partie.
La crise ethnique et religieuse du peuple américain. Restera-t-il anglo-saxon et protestant ?

Chapitre IV

LA RÉSISTANCE PURITAINE ET LA LIBERTÉ DE PENSER

Retour à la table des matières

La civilisation américaine évoluerait différemment si la conception luthérienne ou catholique de l'État l'emportait sur celle du calvinisme. La recrudescence de cette dernière est surtout le signe d'une société qui se défend. En présence d'influences étrangères croissantes, il s'agit en effet de maintenir des mœurs qui soient conformes à la tradition nationale. S'il y a des dissidents, on entreprend de les convaincre par l'action constante de croisades innombrables et multiformes ; finalement on leur impose d'autorité les conditions de vie qu'on estime pour eux les meilleures : la minorité aurait tort de se plaindre car, sincèrement, on n'a voulu que son bien. Dans tout ce qui concerne l'organisation de la vie sociale, l'Américain n'est rien moins qu'un collectiviste, intolérant comme les convaincus, et d'autant plus qu'au point de vue religieux c'est un absolutiste.

La résistance à ce programme de conformité vient soit des groupes hétérogènes, soit des intérêts, lorsque ceux-ci par hasard n'ont pu s'entendre avec les moralisateurs, pour profiter de leurs campagnes ou bien les canaliser. Le luthérien conserve son héréditaire respect de

l'État, et il a aussi des mœurs allemandes à défendre. Le catholique, et parfois avec lui l'anglican ritualiste, s'indignent de voir l'État soumis, non à l'Église mais à l'action de consciences individuelles, organisées pour l'inspirer, en dehors de l'autorité ecclésiastique romaine et par-dessus la famille. Les clans irlandais des grandes villes, mi-catholiques mi-cyniques, ont enfin importé, dans leur façon d'envisager la pratique du gouvernement, un point de vue original, [53] qu'ils ont naturalisé américain. Avant la vague irlandaise de 1840, la notion anglaise du gouvernement des gentlemen se consacrant avec désintéressement à l'intérêt général n'était pas complètement périmée. Avec ces nouveaux venus l'État apparut désormais comme la chose de tous la propriété du peuple, mise à sa disposition pour en tirer, au bénéfice des amis, le maximum d'avantages personnels. À la tradition de la démocratie puritaine venait ainsi se juxtaposer cet extraordinaire pot-pourri de farce, d'intrigue, de brio, de favoritisme et de fantaisie qu'est la politique à l'irlandaise. Avec tous ses défauts, reconnaissons qu'elle a préservé l'Amérique de l'ennui total d'un meeting d'édification et de prière.

Les réformateurs des mœurs ont à compter encore avec une bien autre puissance. Aux États-Unis comme ailleurs, la concurrence dans les affaires s'exerce selon les lois naturelles de la lutte et non pas conformément à la charité évangélique, tout le « service » du monde n'y peut rien changer. Rien ne saurait donc se faire contre les grands intérêts organisés de la production, surtout depuis que l'évolution de l'industrie moderne les a concentrés et disciplinés. Si l'élite religieuse veut modifier les mœurs de la nation, ou bien au contraire maintenir intacte une tradition qui faiblit, il faut de toute nécessité qu'elle ne heurte pas de front l'armature économique. Dès l'instant toutefois que l'intérêt du haut patronat coïncide avec l'idéal de l'apôtre, le flot moralisateur devient irrésistible, dans ce pays où le riche est chrétien et où nulle doctrine ne défend au chrétien d'être riche. Nous pénétrons, dans pareille alliance, l'intime ressort de cette société, que la mystique puritaine inspire et que la richesse fait vivre, sans que la liberté individuelle réussisse à y trouver sa place.

Il est essentiel de comprendre que, dans ce concours de forces sociales, le libéralisme philosophique du XVIIIe siècle ne figure qu'accessoirement. Lors des origines de la Constitution, l'inspiration jeffersonienne, si française par certains de ses aspects, si peu religieuse,

pouvait paraître un aspect primordial de l'esprit politique américain. Mais actuellement, avec la renaissance [54] puritaine et au lendemain de l'éruption singulière du Ku KIux Klan, il faut bien constater que la masse populaire protestante ne pense pas, en politique, comme Franklin, Paine ou Jefferson. Par delà ces grands libéraux, si proches de nous en somme, il faudrait plutôt se référer au précédent sectaire et passionné des têtes rondes de Cromwell. C'est l'antipode du laïcisme français. Celui qui s'en rend compte ne s'étonnera plus de certaines intolérances que l'Europe, du moins l'Europe occidentale, estime ne plus appartenir à notre temps.

On croit généralement que, du jour où le premier amendement à la Constitution fut adopté [4], en 1791, une complète égalité religieuse se trouva assurée à tous les Américains, les laissant libres d'adorer Dieu, Jéhovah ou Bouddha, ou même d'affirmer qu'il n'y a pas de Dieu. Ce n'est pas vrai. S'il est exact qu'il n'y a pas d'Église d'État, il reste néanmoins bien entendu que la nation américaine est une nation chrétienne, et qu'elle a une religion nationale, qui est le protestantisme. La distinction, subtile peut-être aux yeux du catholique qui ne sépare pas Église et religion, apparaît parfaitement plausible au protestant, chez lequel la notion d'Église est atténuée mais la notion de la religion extrêmement vivante. Quand le président Wilson, en 1917, faisait imprimer sur la page de garde du Nouveau Testament distribué aux soldats : « La Bible est la parole de Dieu, je vous demande de la lire... », l'opinion n'estimait pas qu'il sortît de son rôle de chef d'un gouvernement chrétien.

Au XVIII[e] siècle, dans les divers États de l'Union, la religion protestante était établie par la loi : un État sans religion fût apparu comme une anomalie. Les juifs, les athées, les catholiques même dans certains cas ne jouissaient pas de tous les droits du citoyen. Le premier amendement, dans ces conditions, ne laïcisait pas l'État, mais se préoccupait surtout de maintenir la balance égale entre les innombrables sectes du protestantisme. Ce qu'a voulu, dès cette époque et depuis lors, [55] le libéralisme américain, c'est assurer le divorce des Églises et de l'État, nullement séparer l'État de la religion chrétienne et du protestantisme en particulier. L'indifférence officielle en matière religieuse,

---

4 « Congress shall make no law rcapecting an establishment of religion, or prohibiting the free exercice thereof... »

qui caractérise notre laïcisme, paraîtrait, aujourd'hui encore, presque scandaleuse à la majorité des Américains.

Même après un siècle d'atténuations, les lois protectrices de la religion subsistent encore dans nombre d'États. Travailler le dimanche est un délit partout : le juif, après avoir observé le samedi son propre sabbat, est obligé le lendemain de respecter celui des chrétiens. Dans la Caroline du Nord, la loi interdit de vendre de l'essence aux automobilistes pendant les services religieux dominicaux. C'est un crime, dans le Maryland, de « prononcer des paroles impies relativement à Notre Seigneur ». Dans le New-Hampshire, c'est un crime de « nier l'existence de Dieu ». Dans plusieurs États, tels que le Maryland, l'Arkansas, la Caroline du Sud, les juifs, pendant longtemps, n'ont pas été juridiquement sur le même pied que les chrétiens. En 1921, dans le Massachusetts, un conférencier finlandais, pour avoir raillé la Bible, est condamné en vertu du *Blasphemg Act*, avec les considérants suivants : « La religion du Christ est la religion dominante de cet État et de ce pays. Peut-on soutenir qu'une liberté religieuse constitutionnelle quelconque protège celui qui tourne en ridicule Dieu ou la religion chrétienne ? Nous déclarons solennellement que non. »

Il est donc faux de parler d'une tradition américaine d'égalité et de liberté religieuses. Le christianisme, sous sa forme protestante, est si étroitement incorporé dans la contexture même de la société que la séparation, à supposer qu'on la souhaite, serait inconcevable. Le vote récent, par l'État de Tennessee, d'une loi interdisant l'enseignement de l'évolution dans les écoles publiques, le procès désormais fameux auquel la violation de cette interdiction a donné lieu, au mois de juillet 1925, cessent d'apparaître comme des faits divers pittoresques, dès l'instant qu'on les situe dans la tradition, nullement périmée, d'une législation séculaire. L'intolérance qui s'exprime ainsi n'est même [56] pas une simple relique du passé : elle répond aux passions, très actuelles, d'un nationalisme qui distingue mal le patriotisme de la religion.

Au revers occidental des Alleghanies, le Tennessee représente ce que le Sud, figé dans son isolement, possède de plus rétrograde : un État de fermiers, honnêtes et frustes, de pure origine anglo-saxonne, chez lesquels la foi protestante d'autrefois s'est conservée comme dans la glace. Dayton, lieu du procès, n'est qu'un bourg : quelques milliers d'habitants tout au plus, parfaitement décents et respectables. Ce ne sont pas des intellectuels, ils n'ont pas voyagé, leur vision du monde

est étroite ; mais ce ne sont pas non plus des fous ni des détraqués ; ils sont exactement comme des millions d'autres Américains de la vallée du Mississipi, vivant dans d'autres Daytons, et que nous ne connaîtrons jamais. Notez cependant une chose : Dayton ne contient ni catholiques, ni juifs, ni anglicans ; tout le monde y est non-conformiste ; il y a deux églises méthodistes, deux baptistes, une presbytérienne, une « chrétienne ». C'est autour de ces églises que gravite toute la vie sociale, c'est à elles que les neuf dixièmes de la population viennent demander leurs récréations, leurs distractions, la détente poétique dont tout être a besoin, bref tout ce que l'art, la musique, la conversation ne peuvent évidemment donner dans un semblable milieu. Quel jour sur ce coin d'émotion méthodiste, préservé, cent cinquante ans après Wesley, dans ce lointain comté !

Sous la direction autoritaire de pasteurs fondamentalistes, qui prêchent des doctrines de moyen âge avec une passion d'inquisiteurs, cette petite communauté, contre la marée des idées modernes et des influences étrangères, s'abrite obstinément derrière la Bible, livre saint des ancêtres. À ses yeux les États de l'Est, submergés parles catholiques, les juifs, les étrangers, n'apparaissent guère moins abominables que la décadente Europe : il s'agit avant tout d'éviter la contagion. On comprend dès lors que, conscients d'être légalement maîtres chez eux, les habitants du Tennessee se montrent réfractaires à toute centralisation : ils entendent révérer Dieu à leur manière, sans recevoir [57] du dehors aucune leçon. La constitution fédérale sans doute, ainsi que leur constitution locale (sous réserve d'interprétations diverses), leur interdisent sans doute de favoriser, dans les écoles, telle Église au détriment de telle autre : aucun enseignement religieux proprement dit ne peut être donné par l'État. Et cependant la majorité conserve un obscur désir de sanctionner ses croyances par la loi.

Or, le Tennessee a entendu parler, non sans quelque retard, des doctrines évolutionnistes, comme dangereuses pour la foi. Des livres darwinistes ont été brûlés publiquement, dans la vallée du Mississipi, par des ministres baptistes, devant des foules enthousiastes et complices. Les pasteurs qui enseignent la résurrection physique des corps, la réalité matérielle des flammes de l'enfer, la stricte exactitude des récits de la Genèse, maudissent l'évolution comme un scandale. Le Sud, que son orthodoxie suffirait à convaincre, surenchérit encore pour d'autres raisons, qui le touchent de près : si le singe peut devenir

homme, le nègre ne va-t-il pas prétendre qu'il peut, lui, devenir blanc ? Fixées une fois pour toutes par la sagesse divine, que les espèces demeurent donc, chacune au niveau que la Providence a choisi pour elle !

Les sectes fondamentalistes « contrôlent » la législature du Tennessee. N'était-il pas humain qu'elles en profitassent pour faire légalement interdire, dans les écoles publiques, l'enseignement d'une théorie qui contredit leur interprétation particulière des Écritures ? En vertu du texte adopté sous leur influence, « il est illégal, pour tout professeur de l'une quelconque des universités, écoles normales ou autres écoles publiques de 1'État qui sont soutenues totalement ou partiellement par le budget de l'Instruction publique, d'enseigner n'importe quelle théorie contredisant le récit de la création divine de l'homme, tel qu'il est contenu dans la Bible, et d'enseigner en lieu et place que l'homme descend d'une espèce inférieure d'animaux ». Les reporters nous ont décrit John Washington Butler, l'initiateur de la loi devant la législature, comme « un homme de solide carrure physique, lent de mouvements [58] et de parole, rendu brun comme un Indien par le labeur de la ferme, surtout plein de confiance en soi... Ces gens qui craignent Dieu (c'est toujours le reporter qui parle) ne doutent pas d'eux-mêmes ». Qu'a-t-il prétendu faire avec son bill, ce paysan du Danube ? Mais, défendre la foi, tout simplement. « Je ne savais rien de l'évolution, a-t-il déclaré dans une interview. J'avais lu dans les journaux que garçons et filles, après avoir passé par l'école, disaient couramment que tout ce qu'il y a dans la Bible est *nonsense.* Je pensais quant à moi que tous les gens sensés *(right thinking people)* croient en la Bible. »

John Thomas Scopes, professeur de biologie de la *Rhea county high school* à Dayton, s'étant rendu coupable d'enseigner à ses élèves que l'homme descend d'une espèce inférieure d'animaux, tombait évidemment sous le coup de la loi. C'est l'État de Tennessee qui a pris lui-même l'initiative de la poursuite, soutenu dans son accusation par le champion le plus populaire du fondamentalisme, William Jennings Bryan, ancien candidat à la présidence de la République, ancien secrétaire d'État du président Wilson. Le procès s'est déroulé dans une atmosphère de cirque, devant des foules passionnées, avec le concours d'avocats célèbres, d'experts innombrables, de savants arrachés tout exprès à leur laboratoire, de témoins amenés des quatre coins du pays.

Par-dessus le marché dans une température d'étuve, car c'était juillet et le Sud. Sauf deux, tous les jurés étaient des fermiers, et du cru. La majorité d'entre eux, observent les journaux, portent des ceintures ; les bretelles, attribut de l'intellectualité, paraît-il, ne soutiennent qu'une minorité de pantalons. On le peut d'autant mieux constater que tout le monde est en manches de chemise, les avocats, les jurés, le président du tribunal lui-même et jusqu'aux pasteurs qui inaugurent chaque audience par une prière (étroit en matière de dogmes, le Dieu des Américains est libéral dans les questions de tenue). L'Amérique, épanouie, se reconnaît pleinement elle-même dans cette discussion sans gêne, où la voix populaire est appelée à se prononcer sur le maintien de la foi.

[59]

En étudiant les deux thèses qui se sont affrontées devant ce singulier aréopage, nous sommes au cœur d'une lutte, éternellement jeune, entre les ambitions tyranniques de la majorité et la défense libérale des droits de la minorité. Elle est vieille comme le monde la prétention des Églises de faire sanctionner leurs dogmes par l'autorité de la loi civile. En instaurant la Bible des fondamentalistes comme règle officielle de vérité, dans les écoles publiques du Tennessee, on aboutit exactement à pareil résultat. C'est justement ce qu'ont voulu les auteurs de la loi, et avec eux l'opinion publique locale. Lisez les déclarations répétées de Bryan, interprète fidèle, pendant tout le procès, de cette démagogie religieuse, vous verrez combien il serait vain de chercher ici une séparation quelconque entre l'Église et l'État. « Le pouvoir, dans ce pays, vient du peuple, dit-il. Et si la majorité du peuple estime que l'évolution détruit la foi et menace le christianisme, cette majorité a le droit d'exiger que l'enseignement de l'évolution soit supprimé ou du moins uniquement confié au petit groupe des hommes de recherche... La seule moralité vient de la Bible, toutes nos institutions, toute notre vie sociale sont fondées sur une croyance implicite en elle. En dehors de là, point de base sur laquelle il soit possible d'édifier un enseignement moral. » Il ne s'agit pas, on le voit, de froides constitutions, de textes protégeant les minorités, de libéralisme philosophique à la mode du XVIIIe siècle. Le problème apparaît brûlant à tous ces simples : il faut empêcher l'incroyance de contaminer la foi ! Comme on sent qu'il touche au point sensible, le grand leader fondamentaliste, quand, les bras étendus en croix, les yeux levés vers le ciel, il s'écrie pathétiquement : « Veut-on m'obliger à croire que j'ai

été un ver de terre, rampant dans la poussière, prétend-on m'enlever mon espoir d'une vie future ? Je veux survivre, dans un monde nouveau où il y aura un bonheur éternel ! » Le procureur *{attorney general)* élu par le peuple surenchérit encore, pleinement représentatif manifestement : « Quand la science foule un terrain sacré, halte ! qu'elle n'avance pas plus loin... On dit que c'est une bataille entre la [60] science et la religion ? Eh bien, je le déclare devant Dieu, je suis, moi, pour la religion. » Une affiche, apposée pendant le procès sur les murs de Dayton, résume d'une façon saisissante le point de vue populaire : « Serons-nous taxés pour damner nos enfants ? »

La défense avait beau jeu : contester l'usage fait du pouvoir politique pour des fins sectaires, comme une violation du principe de la séparation entre les Églises et l'État ; soutenir qu'aucune autorité légale, quelle qu'elle soit, n'a le droit d'imposer des conditions religieuses à l'exercice d'une fonction publique. N'est-ce pas aller à l'encontre de la constitution du Tennessee — établie en 1790 sur le modèle jeffersonien de la constitution virginienne — que de consacrer un dogme ou même simplement une interprétation biblique par voie législative ? Cette thèse, c'est bien celle qu'en des interventions éloquentes les défenseurs de Scopes commencent par affirmer. Mais bientôt, saisis eux-mêmes par l'irrésistible hantise de l'atmosphère ambiante, les voilà qui se laissent attirer sur le terrain de la controverse religieuse : tout leur effort s'attache à prouver que l'évolution n'est pas en contradiction avec la Bible, que par conséquent leur client n'a pas violé la loi. Alors que la thèse véritable eût été de contester, comme anticonstitutionnelle, comme antiaméricaine, cette loi d'étroitesse et d'intolérance, ils aboutissent à confirmer ses prémisses en disculpant l'accusé de l'avoir méconnue.

Ce glissement de la discussion vers la controverse théologique souligne le caractère véritable du procès : religieux au fond, et non pas juridique. Pour réussir, pour se faire simplement écouter dans ce milieu de foi quand même, qui s'étend, semble-t-il, sur tout le Sud et l'Ouest, il faut d'abord avoir prouvé qu'on est croyant. La cour elle-même, en tant qu'institution de l'État, n'est pas neutre à cet égard. Elle commence chaque audience par la prière d'un pasteur ; son impartialité va seulement jusqu'à charger tantôt un fondamentaliste et tantôt un moderniste d'invoquer Dieu, en vertu d'une sorte de représentation proportionnelle. Si l'un des avocats, lassé à la longue [61] de ces priè-

res insidieuses, démagogiques, qui s'adressent moins à l'Éternel qu'aux jurés, propose qu'on les supprime, *l'attorney general* le remet sévèrement à sa place : « Je tiens à vous rappeler, pour votre gouverne, que nous sommes dans un pays qui a la crainte de Dieu. » La foule ombrageuse et vibrante qui remplit la salle tient à l'œil les « infidèles de New-York ». Un propagandiste de la libre-pensée, qui s'est fourvoyé là, est conduit au poste : on le relâche, mais qu'il ne recommence pas ! Le juge Raulston lui-même, produit authentique des collines du Tennessee, prêcheur laïque à ses heures, affirme à tout instant, avec l'autorité qui s'attache à sa fonction, son respect pour la Bible et pour la foi. On a l'impression que, devant pareil tribunal, la position d'un athée ne serait pas enviable. L'Europe peut rire et les États atlantiques s'excuser, un peu honteux de ce débordement de fanatisme, mais l'impression est immense dans les profondeurs du Sud et de l'Ouest. Quand Bryan meurt, frappé en plein procès d'une congestion cérébrale, c'est en saint et en martyr qu'on le conduit au tombeau.

Scopes finalement est condamné, et il devait l'être, car sans aucun doute il a violé la loi. Mais le texte en cause est-il constitutionnel, c'est ce qu'il appartient à la Cour suprême de l'État de Tennessee, puis éventuellement à la Cour suprême des États-Unis de décider. Le Missisipi a voté, à l'instar du Tennessee, une loi interdisant l'enseignement de l'évolution ; la Floride, une résolution dans le même sens. D'autres États, ont montré des velléités de s'engager dans cette voie. Ce courant d'opinion, s'il se généralisait, risquerait de mettre en péril la liberté de penser. Le rempart qui protège celle-ci, c'est un simple texte d'une constitution rédigée il y a plus d'un siècle. Ce texte, il est peu probable qu'on l'abroge, mais, sous la pression d’une opinion passionnée, qui sait comment les juges pourraient l'interpréter ?

Si l'on peut, aujourd'hui, faire un délit d'enseigner l'évolution dans une école publique, ne pourra-t-on, demain, étendre aux établissements privés cette interdiction ? L'école libre ne sera-t-elle même pas, quelque jour, poursuivie jusque dans son [62] existence par des majorités sectaires, hantées du besoin d'unité morale et impatientes de toute diversité. Une loi de 1’État d'Oregon, votée en 1922 et cassée du reste comme anticonstitutionnelle par la Cour suprême, a montré que pareille menace n'était pas invraisemblable, révélant, à l'autre extrémité des États-Unis, l'existence du même courant d'intolérance que dans le Tennessee. L'Oregon représente, dans le Nord Ouest, un centre de pu-

ritanisme et de résistance anglo-saxonne. Sur la côte du Pacifique, par contraste avec le persistant libéralisme de l'exotique et charmant Frisco, Portland et Los Angeles sont deux pôles de nationalisme. Les « réveils » de l'évangéliste Billy Sunday, le prohibitionnisme y trouvent le terrain le plus approprié, pour les mêmes raisons de part et d'autre : deux courants de migrations puritaines, issus de la vallée du Mississipi, se sont dirigés, l'un dans la seconde moitié du XIX[e] siècle vers l'Oregon, l'autre au début du XX[e] vers la basse Californie. Sous une apparence plus moderne que dans les Alleghanies, les mêmes préventions, les mêmes craintes, la même étroitesse religieuse y prévalent.

Par une loi d'initiative populaire, l'Oregon a décidé, en 1922, qu'entre huit et seize ans tous les enfants devraient être éduqués dans une école publique, ce qui revenait à supprimer l'enseignement primaire libre. L'inspiration de cette mesure, quand on en cherche l'origine, apparaît étonnamment semblable à celle des antiévolutionnistes du Tennessee : il s'agit de se servir de l'école publique, dont la majorité protestante a le contrôle, pour soustraire à l'influence catholique, juive et même luthérienne, ceux des éléments de la jeunesse qui, pour des raisons religieuses ou ethniques, ne s'assimilent pas avec une suffisante rapidité. La circulaire publiée au moment du vote par les initiateurs de la loi s'exprime, à cet égard, sans ambages : « L'école, explique ce document, forme les véritables citoyens, leur enseigne les règles de vie sur lesquelles repose le gouvernement du pays. Institution de défense, l'école est aussi l'instrument le plus essentiel de l'assimilation des étrangers. Les immigrants nouveaux venus ne doivent pas former de [63] groupes séparés, ni élever leurs enfants ou constituer leurs écoles dans une atmosphère hostile aux principes de la société américaine. Il faut mêler les enfants de l'étranger avec ceux de l'Américain, le riche avec le pauvre, fondre les préjugés dans le creuset de l'école publique pendant que les cerveaux sont plastiques, aboutir, bref, à ce produit fini : le véritable Américain. » C'est l'argument classique des « deux jeunesses ». Dans les milieux « vraiment américains », c'est avec une impatience croissante que l'on supporte aujourd'hui le courant distinct, entretenu systématiquement par le catholicisme au moyen de la famille et de l'école séparée. Contre cette volonté de demeurer distinct, encore que loyal, tout ce qui est franc-maçon, tout ce qui est protestantisme populaire, tout ce qui subit l'influence de Ku

Klux Klan proteste. Si des textes, combien anciens déjà, ne se fussent interposés par l'autorité de la justice, la majorité orégonaise eût montré, comme celle du Tennessee, que l'unité prime pour elle la liberté.

La législation antilibérale adoptée par l'Orégon, le Tennessee, le Mississipi, est à la fois moins dangereuse légalement et plus dangereuse réellement qu'il ne paraît à première vue. Ces manifestations d'étroitesse sont en effet restées sporadiques, et, s'il est admis finalement qu'elles sont anticonstitutionnelles, elles ne survivront pas. Mais rien ne dit, d'une part que des lois analogues ne seront pas votées ailleurs, de l'autre que les juges, sous la pression de l'opinion, ne relâcheront pas leur résistance, timide du reste, à ces innovations. Le véritable péril, en l'espèce, c'est que l'enseignement, à tous ses degrés, se trouve constamment sous la surveillance méfiante, non d'inspecteurs professionnels offrant des garanties de compétence et de sang-froid, mais d'une opinion publique émotive, extraordinairement dépourvue de sens critique et toujours susceptible de s'enflammer à la voix de quelque évangéliste éloquent. Dans les États fondamentalistes, et même d'une façon générale dans les États protestants, l'instituteur est ainsi tenu en laisse courte. Mais les universités elles-mêmes n'échappent pas à la pression ambiante. S'il s'agit d'universités d États, entretenues [64] par les finances publiques, leur budget est à la merci des législatures, c'est-à-dire du suffrage universel : un cours hétérodoxe peut toujours être supprimé. Quant aux établissements d'enseignement supérieur libres, ils ont leurs *trustees*, administrateurs qui tiennent les cordons de la bourse et, bien pensants d'ordinaire, ne témoignent aucun penchant pour les pensées hardies. Dans ces conditions, le professeur libre d'esprit, soucieux simplement de dire ce qu'il croit être la vérité, s'expose sans cesse à soulever un scandale, à provoquer dans la presse locale ou même dans la chaire des protestations, finalement à perdre sa place. En 1924, à Minneapolis, exemple pris entre cent, un professeur de biologie de l'Université du Minnesota discute et conteste dans son cours la thèse fondamentaliste de la création. La réponse ne se fait pas attendre : M. Bryan accourt et, dans une réunion organisée au plus vaste auditorium de la ville, fulmine pendant toute une soirée, devant 8000 personnes, contre les doctrines délétères de l'évolution et les « professeurs sans Dieu ». Les journaux, qui connaissent leur public, reproduisent *in extenso* ces harangues, dont l'effet se répercute d'un bout à l'autre du pays. Sous la menace, toujours latente, de ces campa-

gnes d'indignation, déchaînées par des agitateurs aux aguets, les maîtres ne se sentent pas les coudées franches. L'atmosphère ambiante leur révèle et leurs chefs directs ne leur cachent pas que ce qu'on attend d'eux c'est qu'ils soient aussi conventionnels que possible. Le bon professeur, dans l'Ouest et le Sud, c'est celui qu'on ne prend pas en flagrant délit d'indépendance, celui qui ne dit rien que ne puissent approuver les trustées, les grands industriels ou banquiers de l'endroit, les pasteurs des sectes dominantes, les membres élus de la législature.

Ainsi, dans leur orientation présente, qui n'est peut-être du reste qu'une phase passagère dans l'histoire des États-Unis, les militants du protestantisme populaire américain semblent revenir à la croyance, de tout temps combattue par les sages et cependant toujours prête à renaître, qu'il existe une vérité sociale et que, si tout le monde n'est pas mis en demeure de [65] l'accepter, l'unité morale de la nation est en péril. Les descendants des *dissenters* anglais et écossais se sont transformés, spectacle paradoxal, en d'étroits « conformistes » ; et les États-Unis deviennent un pays où celui qui ne se conforme pas à la volonté morale et sociale de la majorité risque de ne pouvoir s'épanouir librement. Nous assistons de la sorte à une transformation dans la conception des droits de l'individu. La liberté de la parole, de la presse, de l'association, l'inviolabilité de la personne et du domicile, le droit d'être jugé par le jury conformément à une procédure régulière, ce sont autant de principes, solennellement garantis par la Constitution, faisant partie de l'héritage sacré que l'Amérique a reçu du libéralisme britannique. Cependant une doctrine contraire, vivace sinon toujours consciente, est en train de les miner sourdement, celle des droits quasi illimités du corps social dans sa défense contre les éléments étrangers ou les ferments de dissolution qui menacent son intégrité. Depuis une trentaine d'années, depuis la guerre de 1914 surtouts, ce n'est pas seulement la liberté de parole que des textes, dangereusement rédigés, limitent, c'est la liberté syndicale et jusqu'aux garanties du citoyen contre l'arbitraire policier.

La constitution américaine survit pourtant, sans atténuations essentielles ; des textes révérés maintiennent dans le droit écrit la défense de l'individu contre l'État. Avouons qu'ils contredisent, sur plus d'un point, les tendances instinctives de l'opinion : préoccupé de se défendre contre les atteintes de la pensée étrangère, ce peuple ne rêve qu'assimilation, unification, standardisation morale. Les textes qui le re-

tiennent sur cette pente sont d'inspiration ancienne : s'ils étaient à refaire maintenant, les rédigerait-on dans le même esprit ? Jefferson, l'aristocrate libéral, le déiste vague que des générations de pasteurs ruraux ont dénoncé comme athée, est moins populaire, dans l'Ouest, que le démagogue fondamentaliste de Dayton. Si la tradition jeffersonienne se perpétue encore quelque part combien dénaturée du reste, c'est, chose inattendue, dans les milieux démocrates des grandes villes de l'Est : les minorités ethniques [66] ou religieuses, même sans convictions de doctrine, sont toujours pour la liberté. Mais que penser d'un pays, d'origine britannique, où le libéralisme en vient à trouver des champions chez les étrangers et les catholiques ? C'est que, dans sa course vers la richesse et la puissance, l'Amérique à déserté 1'axe de la liberté pour suivre celui du rendement. L'orientation n'en est pas la même.

[67]

Première partie.
La crise ethnique et religieuse du peuple américain.
Restera-t-il anglo-saxon et protestant ?

Chapitre V

LA RÉSISTANCE PURITAINE ET LES MŒURS : LA PROHIBITION.

Retour à la table des matières

La prohibition appartient à la même série législative que la défense d'enseigner révolution : c'est une mesure de moralisation nationale. Machiavel dit qu'il est facile de gouverner une population étrangère, si l'on ne cherche pas à modifier ses anciennes coutumes. En présence de gens qui diffèrent de lui, le « véritable Américain » n'a pas cet opportunisme. Il faut toujours qu'il « sauve » son prochain, c'est sa vocation ; et notamment il considère comme son devoir de donner les mœurs anglo-saxonnes aux étrangers : dans sa pensée, l'assimilé fait toujours un peu figure de converti. Chaque peuple établit à sa façon la hiérarchie des péchés. Aux États-Unis, les relations sexuelles en dehors du mariage ont été longtemps l'abomination suprême ; la cigarette, le billard, la danse, l'alcoolisme ne venaient qu'ensuite dans les malédictions du pasteur méthodiste ou baptiste, sans parler du mensonge et du vol. Mais, depuis la guerre, l'intempérance paraît avoir pris la première place dans ces anathèmes. Le mouvement prohibitionniste a

donc sa source au « saint des saints » ; de là son immense portée. Celui qui en aurait la compréhension intégrale pourrait se vanter d'avoir pénétré l'âme américaine. Mais est-ce possible ? Renan pensait ne pouvoir envisager la vérité que sous la forme d'un dialogue. N'espérons pas aller plus loin dans la controverse, demi-hystérique, des « secs » et des « mouillés ».

Sous sa forme présente d'interdiction fédérale, la prohibition [68] est fille de la guerre. Sans le concours exceptionnel de circonstances qui s'est produit alors, on eût vraisemblablement, par des solutions locales, tendu vers une réglementation de plus en plus sévère, mais sans aboutir, géographiquement, à une suppression totale. Ce qu'il y a désormais de nouveau, c'est que la majorité prétend imposer à des minorités réfractaires un régime qu'elle avait, pour son compte, librement accepté. Le vote du 18e amendement n'est en effet que le couronnement d'une longue série de conquêtes préparatoires : avant de s'attaquer à la constitution fédérale elle-même, les prohibitionnistes avaient patiemment investi le village, le comté, la cité et enfin l'État.

Quand le Congrès des États-Unis vota, en décembre 1917, l'extension de la prohibition à l'ensemble du territoire, celle ci était déjà appliquée radicalement, du fait de législations locales, dans vingt-sept États. Neuf d'entre eux — des pionniers ! — l'avaient adoptée dès avant 1914 : c'étaient le Maine (puritains ruraux de la Nouvelle Angleterre), le Kansas (foyer du néo puritanisme dans l'Ouest), le North Dakota (fermiers norvégiens), la Caroline du Nord, la Géorgie, le Tennessee, le Mississipi, l'Oklahoma (fondamentalistes du Sud redoutant l'ivresse du nègre), la Virginie occidentale. Entre 1914 et 1917, dix-huit nouveaux États avaient suivi l'exemple : Arizona, Colorado, Washington, Orégon, Virginie, Caroline du Sud, Arkansas, Alabama, Idaho, Iowa, Michigan, Montana, Nebraska, South Dakota, Indiana, New Hampshire, New Mexico, Utah. De 1917 à 1920, six autres États s'étaient encore associés au mouvement : Floride, Nevada, Ohio, Texas, Wyoming, Kentucky. De telle sorte qu'en 1920, date de la mise en vigueur du 18e amendement, trente-trois États en avaient volontairement devancé l'application : c'était en somme tout le Sud et l'Ouest (à l'exception de la Californie et des États de population germanique au nord-ouest de Chicago) et, d'une façon générale, le groupe des régions dirigées par l'élément vieil américain, sous une influence protestante.

Les États qui conservaient encore soit la majorité, soit une [69] partie de leur population sous le régime « mouillé » ne restaient plus qu'au nombre de quinze : c'étaient le Massachusetts, le Connecticut, le Rhode-Island (Nouvelle Angleterre industrielle submergée par les Irlandais, les Canadiens français, les Latins et les Slaves), New-York, le New-Jersey, la Pennsylvanie et l'Illinois (étrangers catholiques et juifs de toutes races), le Missouri, le Minnesota, le Wisconsin (Allemands et Scandinaves), la Californie (influences cosmopolites et catholiques), la Louisiane (éléments français créoles), le Maryland (catholiques et immigrés exotiques), le Delaware et le Vermont (ce dernier presque « sec »). Aces deux dernières exceptions près, il s'agissait de milieux fortement pénétrés d'influences étrangères, catholiques, juives, luthériennes, où l'esprit puritain ne dominait pas les masses (fig. 2, p. 71).

Cette carte de l'opinion prohibitionniste, au moment de la mise en application du nouveau régime, est essentielle à connaître, car elle souligne à quel point il s'agit d'une opposition entre autochtones et nouveaux venus, entre protestants et catholiques, enfin (une carte détaillée par comtés le montrerait clairement) entre gens des campagnes et citadins. Le Sud est sans doute aujourd'hui la forteresse « sèche » la plus fanatique du pays. Mais un fait à peine moins essentiel, c'est que le centre de gravité du protestantisme agressif de l'Est s'est transféré, depuis la dernière partie du XIXe siècle, des rivages de la Nouvelle Angleterre vers l'immensité de l'Ouest (Kansas, Iowa, Nebraska, Oregon, Californie méridionale), où, nouveau peuple de Dieu, les petits-fils des puritains de Boston continuent la sévère tradition de leurs pères. Mais Boston, comme la Rome de la décadence, n'est plus qu'une cité de métèques.

Pour comprendre la passion des prohibitionnistes il faut ne jamais oublier ce qu'était, ce que peut être l'alcoolisme aux États-Unis. Le climat, en général sec et excitant, bien qu'énervant à la longue, n'y excuse aucun abus de l'alcool. L'atmosphère humide et déprimante des Iles Britanniques nécessite chaque, jour pour leurs habitants un coup de fouet qui, simplement, les maintienne au niveau vital. Mais ici, quel besoin, [70] honnêtement, d'ajouter encore un coefficient à la trépidation ambiante ? L'Américain, c'est vrai, a perpétuellement soif, on le voit se précipiter à toute occasion sur l'eau glacée. Mais s'il se sent à la longue épuisé par la vie active qu'il mène, dans une atmosphère à

laquelle peut-être la race n'est pas complètement adaptée, c'est de réconfortants, non d'excitants, qu'il peut ressentir l'utilité. Or, il se trouve que les Anglais ont apporté leur attitude en matière d'alcool, comme si l'on était encore sous les bruines éternelles du Lancashire ou de la Clyde. Les Américains, en vertu du trait peut-être le plus typique de leur caractère, qui est l'exagération dans toutes les avenues de la pensée et de la conduite, ont encore surenchéri : devant une boisson fermentée, combien d'entre eux ne savent pas se contenir ! Peu à peu, le bar américain, le *saloon,* équivalent aggravé de notre bistro, était devenu un scandale public, un centre ignoble de louches négociations politiques, d'ivrognerie et de vice. C'est principalement sous l'aspect du *saloon* que l'alcoolisme est apparu aux éléments les plus sains de la population, comme un chancre qu'il fallait, à tout prix, extirper.

Trois groupes d'influences ont préconisé la prohibition : il a fallu leur concours simultané, à un moment précis, pour lui permettre d'aboutir. Il y a d'abord eu, facteur essentiel, l'action protestante. Protestante, disons-nous, et non pas religieuse, au sens plus large de ce mot, car l'Église catholique n'a pas pris une part prépondérante à la campagne antialcoolique. Soit, au fond, manque d’intérêt, soit souci de ménager des fidèles buveurs de bière ou de vin, elle a généralement conservée une attitude de demi réserve, de scepticisme, et même de discrète désapprobation. Le prêtre américain, comme le curé de France, ne croit pas mal faire en offrant au visiteur un doigt de vin. La même réserve, un peu méfiante, s'observe chez certains luthériens. C'est chez les calvinistes et les anglicans (avec quelques exceptions chez ces derniers) que se trouvent les militants véritables de la prohibition. Ils apportent à la défendre une passion — le terme n'est pas excessif — de fanatiques : c'est, au fond, pour sauver les âmes parce que c'est mal de boire, qu'ils préconisent

[71]

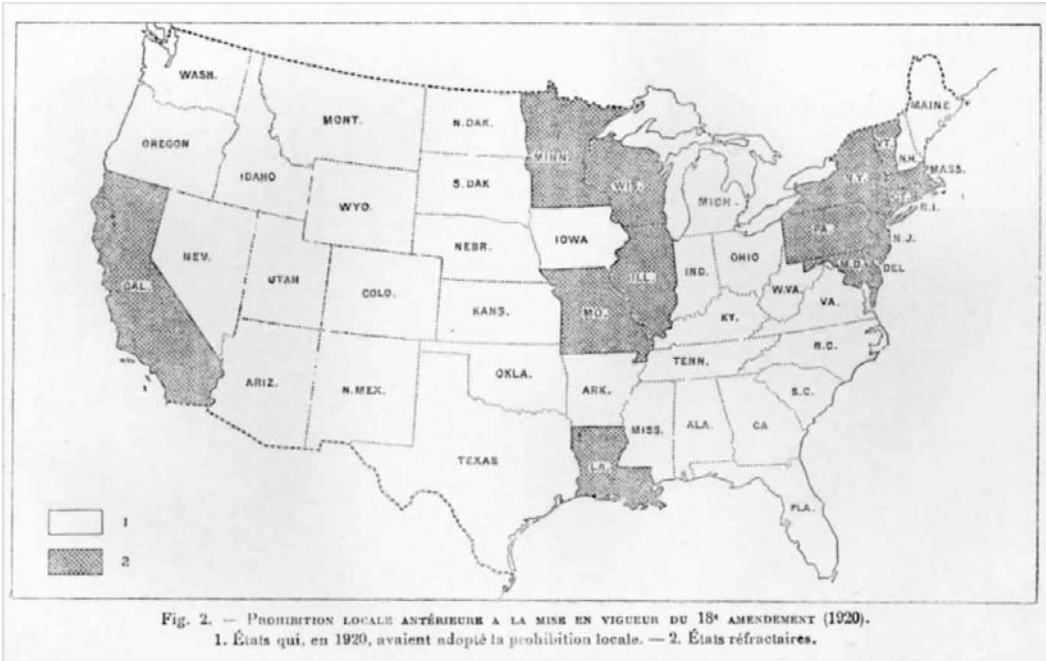


Fig. 2. — Prohibition locale antérieure à la mise en vigueur du 18e amendement (1920). 1. États qui, en 1920, avaient adopté la prohibition locale. 2. États réfractaires.

Retour à la table des matières

[72]

l'abstinence ; ils savent aussi que l'alcool ruine la santé, diminue la race, mais cet argument, dans leur pensée, ne se classe qu'en second. Il y a là un point de vue de moralisme protestant, sans lequel la nature véritable du mouvement prohibitionniste aux États-Unis risquerait de demeurer entièrement lettre close.

À côté de ces militants, parmi eux souvent car ils sont en majorité protestants eux-mêmes, les employeurs de main-d'œuvre, grands patrons de l’Est, cultivateurs de l'Ouest ou du Sud, ont jeté dans la balance le poids de leur immense pouvoir. Ils ne raisonnent pas en apôtres, mais l'expérience leur a enseigné que l'alcoolique, l'ivrogne font de mauvais ouvriers, irréguliers et sans rendement. Avec le développement du machinisme, il devient franchement dangereux de confier

tels mécanismes délicats et coûteux à des travailleurs intempérants. Le fermier, qui doit faire couper son blé aujourd'hui, pas demain, risque des pertes irréparables si l'ivresse rend indisponible l'équipe sur laquelle il comptait. Gomment ne serait-il pas prohibitionniste ? À cet argument s'ajoute, dans les régions peuplées de nègres, un obscur sentiment de terreur : le Sud entier est « solide » pour la prohibition.

Il s'est enfin constitué, dans certaines classes sociales influentes et représentatives, une opinion collective favorable aux mesures antialcooliques les plus sévères. Elle se recrute principalement chez les riches protestants de l'Est, les fondamentalistes du Sud, surtout dans la classe moyenne, si largement nationale et puritaine d'origine, des villes et des campagnes de l'Ouest. N'allez surtout pas vous imaginer l'Ouest d'aujourd'hui comme un pays fantaisiste de pionniers aventureux, libres d'esprit et de manières, héritiers des chercheurs d'or. Non, c'est devenu un milieu de bourgeois respectables, moralement timorés, qui ne manquent jamais l'église, pensent comme leur voisin, se couchent tôt, bref sont aussi ennuyeux que des gardes nationaux de Louis-Philippe. Avec leur formalisme, ils sont les vrais héritiers de l'Angleterre prêcheuse et parisienne de la période victorienne. Aux États-Unis, on ne peut actuellement rien faire contre eux ou sans eux ; or, pour la propreté [73] morale de la société américaine, ils ont voulu la prohibition. Regardez la carte : partout où ils sont en force, elle a triomphé.

Le camp adverse n'a pas cette belle unité de convergence. Il contient une armée nombreuse, non moins convaincue, susceptible, elle aussi, de belles furies, mais hétérogène, et vigoureuse seulement dans des zones géographiquement limitées qui, comme nombre de kilomètres carrés, n'impressionnent pas. La résistance anti-prohibitionniste se manifeste surtout dans les villes : chez les mondains d'abord, dans la mesure où ce ne sont pas des piliers d'église, chez un peu tout le monde ensuite, enfin dans la masse des populations d'origine étrangère. Gardons-nous de penser que tous les « vrais Américains » sont « secs » de conviction. Comment expliquerait-on alors l'extraordinaire attrait que l'alcool semble exercer sur un si grand nombre d'entre eux ? La vérité est que dans les grands clubs, dans la société, les campagnes rigoristes ne suscitent qu'ironie, opposition ou colère. Une sorte de hantise y ramène implacablement la conversation sur le 18e amendement : c'est neuf fois sur dix pour le condamner.

Chez les étrangers c'est surtout une question de mœurs ; ils veulent continuer à vivre selon leurs goûts, sans que la loi s'en mêle : l'Italien tient à son chianti, l'Allemand à sa bière, l'Irlandais à son whiskey ; ils sont imperméables à la prédication antialcoolique et demandent qu'on les laisse tranquilles. Leurs prêtres, qui n'ont en somme aucune hâte de les voir fondus dans l'uniformité anglo-saxonne, ne font rien pour accélérer cette forme particulière d'assimilation. La revendication de cette sorte *de home rule* des mœurs étrangères est un des articles les plus populaires du programme démocrate dans les grandes cités de l'Est. C'est pour des raisons analogues que les populations, même rurales, de l'Illinois, du Wisconsin, de Minnesota, qui sont si fortement mêlées d'éléments germaniques, demeurent largement hostiles aux entreprises prohibitionnistes. Catholiques ou luthériennes, elles opposent une résistance têtue. Leur fera-t-on vraiment croire que la bière est un péché ?

[74]

Il est difficile de dire si, à la veille de l'entrée des États-Unis dans la grande guerre, le pays contenait une majorité de stricts prohibitionnistes. C'est peu probable cependant, car il faut ajouter aux adversaires le groupe immense et vague des citoyens amorphes, incapables sans doute de s'opposer utilement au fait accompli, mais qui jamais n'eussent concouru volontairement à sa réalisation : S'il existait une majorité, c'était plutôt contre les *saloons,* dont la partie sérieuse de l'opinion ne voulait décidément plus. Il est vraisemblable que beaucoup de gens ne se sont résignés à la prohibition que parce qu'elle les supprimait. Il est vraisemblable surtout que, sans des conjonctures absolument exceptionnelles, aucun des deux groupes ne l'eût, d'une façon décisive emporté. La guerre, en soumettant la nation entière à une rigide discipline collective, en favorisant la suggestion demi-messianique qu'en ces temps extraordinaires une régénération morale s'imposait, a rendu possible le vote d'une loi fédérale faisant violence à l'évidente volonté de plusieurs États. Il faut ajouter que quatre millions de soldats se trouvaient momentanément dans l'incapacité d'exprimer leur manière devoir, cependant que les organisations de propagande prohibitionniste, merveilleusement équipées, s'étaient peu à peu, par tous les moyens appropriés, emparées des avenues du pouvoir. Ce que l'apostolat des convaincus n'eût pas réalisé par ses seules forces est alors devenu possible, quand le haut patronat, particulièrement intéressé

depuis 1914 à une production intensive, s'est mis de la partie, et surtout quand l'argument national, en raison de l'état de guerre, s'est imposé effectivement sans réplique. Il y a là des conditions anormales, qui ne sont pas sans justifier l'opposition, quand elle parle de surprise et d'hystérie. Mais il ne s'ensuit pas que les États-Unis reviendraient aisément sur ce qu'ils ont fait en 1917.

Le mouvement antialcoolique américain est séculaire, mais la campagne tendant à inscrire la prohibition dans la constitution fédérale remonte seulement au mois de novembre 1913, date du congrès tenu à Columbus (Ohio) par *l'Anti-Saloon League*. [75] Dès ce moment, nous l'avons vu, la majorité des États était sur le point de se laisser convaincre : ce qu'il fallait réduire, c'étaient plutôt de gros centres de résistance, assez nettement localisés. Par exemple, il subsistait moins de *salerons* dans tout le pays situé au sud de la ligne Mason-Dixon (frontière du Sud) que dans la seule ville de New-York. Quelle tentation, sans égard désormais pour l'autonomie des États, de faire jouer, dans la nation considérée comme une circonscription unique, la loi brutale de la majorité ! Groupées derrière *l'Anti-Saloon League* et la *Woman's Christian Temperance Union*, toutes les sociétés antialcooliques des États-Unis concentraient dès lors leurs efforts vers ce but unique.

Le passage, par le Congrès, d'une résolution soumettant aux États un amendement à la constitution fédérale exige une majorité des deux tiers. Dès la fin de 1913 une majorité simple était acquise. Il fallut la guerre pour enlever l'affaire : le 1er août 1917 par 65 voix contre 20 au Sénat, le 17 décembre par 282 voix contre 128 à la Chambre des représentants, le 18 décembre par un vote définitif des deux assemblées, la résolution tendant à inscrire la prohibition dans la constitution fédérale recueillait l'adhésion des deux tiers du Congrès. Treize mois plus tard, le 16 janvier 1919, par la ratification requise de trois quarts des États, elle devenait légalement le 18° amendement à la constitution des États-Unis [5].

---

5 Le texte du 18e amendement est ainsi libellé : « I. À partir d'une année après la ratification de cet article, la fabrication, la vente, le transport des boissons enivrantes à l'intérieur des États-Unis et de tout territoire soumis à la juridiction de ces derniers, leur importation ou leur exportation à fins de boisson, sont interdits. —II. Le Congrès et les États auront concurremment le pouvoir

La constitution ne donnant que des indications de principe, il restait à déterminer, par des lois spéciales, les conditions d'exécution. Ne perdons pas de vue cependant qu'on se trouvait en présence d'un fait déjà largement accompli. Dès la participation [76] des États-Unis à la guerre, en 1917, des mesures sévères de restriction avaient été prises par le gouvernement. Puis, le 1er juillet 1919, une loi d'exception, préparée pendant qu'on se battait encore, la *War time prohibition*, avait, sans attendre davantage, prononcé la fermeture immédiate et radicale des distilleries, des brasseries et des *saloons*. Mais il fallait une législation permanente : ce furent, d'une part le *Volstead act* (28 octobre 1919), de l'autre le *Campbell Willis act* (23 novembre 1921) qui l'établirent.

Ce sont les textes essentiels, parce qu'ils définissent ce qu'il faut entendre par « boisson enivrante », en même temps qu'ils précisent les sanctions et modalités d'application. D'après le Volstead act, est considérée comme « enivrante » toute boisson contenant au moins un demi pour cent d'alcool, ce qui signifie que la bière, le cidre ou le vin sont interdits, au même titre que l'alcool proprement dit. En vertu du Campbell Willis act, l'usage de la bière pour les besoins médicaux est prohibé et l'importation des vins et spiritueux pour l'usage pharmaceutique ou liturgique strictement limitée. Ainsi, la prohibition résulte, en principe, d'un amendement à la constitution, sur lequel il serait en pratique à peu près impossible de revenir, en raison de l'extrême complication de la procédure de révision ; mais la définition de la prohibition, c'est-à-dire on interprétation étroite interdisant le vin et la bière, provient d'un simple vote du Congrès, qu'un vote contraire, sans même qu'une majorité des deux tiers soit requise, pourrait annuler. C'est sur le Volstead act que la lutte entre prohibitionnistes et antiprohibitionnistes se poursuit avec une passion qui ne diminue pas, au contraire, car, pour admettre la bière, le cidre ou le vin, il suffirait de relever de quelques degrés le pour-cent d'alcool caractérisant légalement les « boissons enivrantes ». C'est donc une question d'appréciation, dans laquelle la politique a plus à voir que la Faculté. Aussi convient-il de

---

d'assurer l'application de cet article par une législation appropriée. — III. Cet article sera inopérant tant qu'il n'aura pas été ratifié, en tant qu'amendement à la constitution, par les législatures des divers États, ainsi que le prévoit la constitution, dans une période de sept années à compter de la date à laquelle il aura été soumis par le Congrès à l'examen des États ».

chercher maintenant dans quelle mesure l'opinion publique a vraiment ratifié la prohibition.

Il faut d'abord faire une distinction entre le vote des élus et [77] les tendances réelles de la masse. À la Chambre des représentants, la députation de 42 États s'est prononcée, à l'unanimité ou en majorité, pour le 18e amendement ; six députations d'États seulement (New-York, New-Jersey, Connecticut, Rhode-Island, Maryland, Nevada) ont, totalement ou partiellement, voté contre. Le sentiment du Congrès ne peut donc être mis en doute, d'autant moins qu'il ne s'agissait pas d'un scrutin de parti (141 démocrates et 137 républicains pour, 64 démocrates et 62 républicains contre). Mais c'est un fait que les députés ont voté sous la pression, directe et redoutable, de *l'Anti-Saloon League*, qui avait su imposer son propre texte et a obtenu le maximum de ce qu'elle réclamait. Ses agents et ses propagandistes ont entretenu, dans les circonscriptions, une campagne trépidante et passionnée ; ils n'ont même pas reculé devant le chantage ; dans nombre de cas une surveillance policière cynique notait les dettes du représentant, ses faiblesses de mœurs, les tares de sa vie privée, et finalement on lui faisait dire : votez droit ou nous parlons ! Le Congrès s'est donc probablement manifesté plus prohibitionniste que l'opinion, d'autant plus qu'on était en 1917 et que la propagande de guerre, l'enthousiasme ambiant avaient artificiellement surchauffé l'atmosphère, privant en même temps l'opposition d'une partie de sa liberté d'allure. Cependant, les chambres élues depuis le vote du 18e amendement ont toutes contenu une puissante majorité prohibitionniste. Le Sénat et la Chambre des représentants élus en novembre 1926 demeurent, en dépit d'une bruyante opposition « mouillée », aux deux tiers « secs ». Quelle valeur faut-il, d'autre part, attribuer à la ratification des États ? Sauf deux, le Connecticut et le Rhode-Island, tous ont confirmé l'amendement par un vote de leurs législatures. C'est une manifestation dont la portée est réelle, surtout quand l'approbation a été accordée de suite, par un vote unanime ou quasi unanime (par exemple Delaware, South Dakota, Arizona, Floride, Michigan, Idaho, Virginie occidentale, Washington Tennessee, Arkansas, Kansas, Orégon, Utah, Colorado, Nebraska, Wyoming, New Mexico). Mais on ne saurait méconnaître [78] que, par lassitude, par inutilité de résistance au fait accompli, il s'est aussi trouvé, pour ratifier, des États notoirement hostiles ou au

moins suspects de tiédeur : que vaut par exemple l'accession de New-York ou de New-Jersey ?

Ce qui est vraiment révélateur, c'est l'attitude des divers États dans l'application même de la prohibition. Le 18e amendement escompte leur concours, sous forme d'une législation locale appropriée, étayant le Volstead act, comportant une police et des sanctions. Qu'ont ils fait jusqu'ici ? Nous pouvons, à cet égard, les classer en trois groupes, et là, nous touchons immédiatement la réalité (fig. 3, p. 79).

Le premier groupe est celui des États qui se sont associés avec conviction à l'application de la prohibition fédérale, en votant à l'appui une législation adéquate, dont la sévérité égale où même dépasse celle du Volstead ou du Campbell Willis act. La liste de ces États fournit le domaine véritable de l'opinion prohibitionniste. Ce sont, dans le Sud, la Virginie, les deux Carolines, la Géorgie, la Floride, l'Arkansas, l'Alabama, le Mississipi, le Tennessee, le Texas, l'Oklahoma ; dans l'Ouest, le Missouri, l'Iowa, le Minnesota, le Kansas, le Nebraska, les deux Dakotas, le New Mexico, l'Arizona, le Colorado, l'Utah, le Wyoming, l'Idaho, l'Orégon, le Washington ; dans l'Est ou le Centre-Ouest, l'Indiana, la Virginie occidentale, le Delaware ; enfin, dans la partie de la Nouvelle Angleterre encore incomplètement industrialisée, le Vermont, le New-Hamspbire et le Maine Un second groupe, par contraste, est celui des adversaires qui, carrément comme New-York, New-Jersey, Maryland, Rhode-Island, refusent de collaborer, ou bien qui, comme le Connecticut, le Massachusetts, le Wisconsin, ne votent que des lois d'application sans sévérité, en deçà des termes de la législation fédérale. Un troisième groupe enfin comprend, comme partout où il y a des hommes, les États hésitants, qui tantôt ne se décident qu'avec un long retard à conformer leur législation aux prescriptions fédérales, tantôt reviennent sur de bonnes intentions d'abord affirmées, tantôt encore contiennent des oppositions qui les paralysent. Ce sont la Californie, l'Illinois, l'Ohio,

[79]

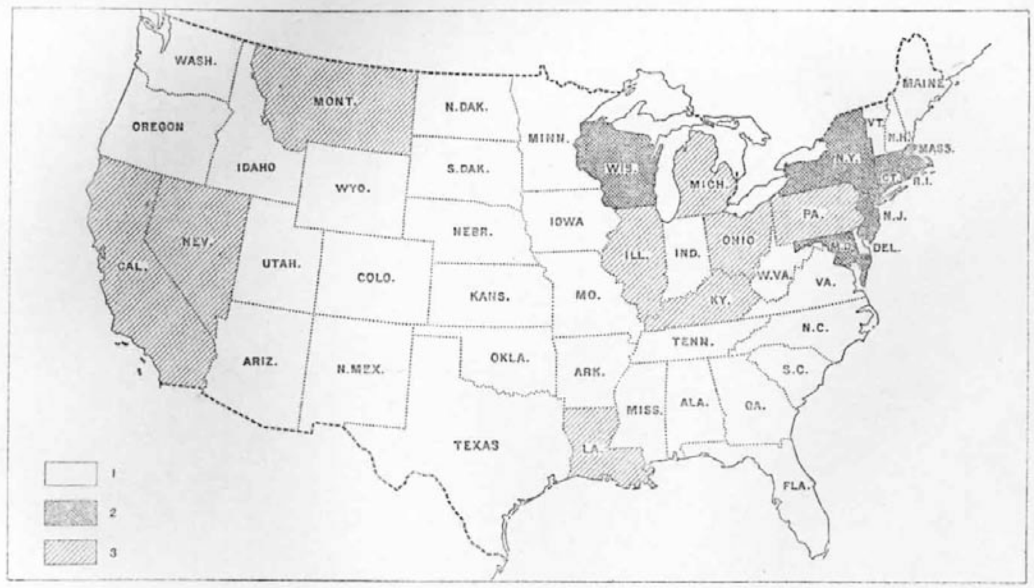


Fig. 3 — Mise en vigueur de la prohibition fédérale.
1. États qui s'associent pleinement à la mise en vigueur. — 2. États malveillants. — 3. États hésitants.

Fig 3. — Mise en vigueur de la prohibition fédérale.

1. États qui s’associent pleinement à la mise en vigueur. 2. États malveillants. 3. États hésitants.

Retour à la table des matières

[80]

la Pennsylvanie, le Michigan, la Louisiane, le Kentucky, le Montana, le Nevada. Les plus grands sont presque tous divisés géographiquement dans leur attitude : campagnes et petites villes « sèches », grandes villes irréconciliables.

Nous arrivons de la sorte à une approximation suffisante de l'état de l'opinion. Les prohibitionnistes sont la majorité dans les campagnes, surtout au sud et à l'ouest, peut être même dans l'arrière-pays des États atlantiques ; mais les grandes villes, New-York, Boston, Philadelphie, Baltimore, Chicago, Saint-Louis, la Nouvelle-Orléans, San-Franscisco, bien d'autres encore, sont ouvertement hostiles. Il s'agit, tout au fond, de l'opposition entre deux conceptions de la religion, des

mœurs, de la société politique. L'étranger catholique n'est pas plus porté vers l'alcoolisme que l'Américain, mais il tient à son vin, à sa bière, son éducation religieuse ne l'incline pas au rigorisme moral, il n'aime pas qu'on l'embête. Le protestant autochtone, lui, veut avant tout une vie sociale « propre », pénétrée d'inspiration morale, et il n'est pas d'argument libéral qui le retiendra de l'imposer, d'autant plus que pour lui c'est en même temps un devoir. Il est d'autant moins disposé, dans ces conditions, à consentir un compromis qu'il n'aime pas le vin, que la bière coulait à flots dans les *saloons*, qu'il sait par expérience que l'Américain est incapable de mesure : s'il commence à boire, il est perdu. Voilà pourquoi la solution du bon sens, interdire l'alcool mais autoriser le vin et la bière, apparaît aux prohibitionnistes non seulement dangereuse mais coupable. C'est affaire de conscience : pactise-t-on avec le péché ? C'est aussi, pour certains, obscure prévention nationaliste : la bière, breuvage des Allemands, le vin, boisson des Français immoraux, est-ce sérieux, est-ce recommandable ?

Je ne sais rien de plus significatif, pour éclairer cette psychologie, que l'attitude du peuple californien en la matière. Après de nombreux votes négatifs, il a fini par approuver, en 1922, dans un référendum, par 445 000 voix contre 411 000, une loi donnant à l'État de Californie les pouvoirs nécessaires pour appliquer la prohibition fédérale. (Un nouveau vote, en novembre [81] 1926, a confirmé cette orientation). Or, il s'agit d'un grand État viticole : imagine-t-on la Gironde interdisant par plébiscite la consommation du vin ? Quel est donc le secret de ce paradoxe ? L'origine des éléments divers de la population, leur répartition géographique peuvent seuls, à mon avis, le révéler. Le centre de la Californie, où se perpétue, libre, sceptique, cosmopolite, la tradition des premiers chercheurs d'or, forme un bloc compact de comtés qui, dans ce référendum, ont voté contre la prohibition : San-Francisco, ville catholique et demi latine (91 000 *non* contre 32 000 *oui),* Sacramento (15 000 *non* contre 10 000 *oui)* sont des adversaires sans doute irréductibles. Mais toute la Californie méridionale est dans le camp opposé. C'est pourtant le même pays, d'atmosphère andalouse, mais, attention, ce ne sont pas les mêmes gens ! Los Angeles abrite, par dizaines de milliers, ces piliers de puritanisme que sont les fermiers enrichis et retirés de l'Iowa, du Nebraska, du Kansas : ils haïssent le vin, la fantaisie, l'immoralité. Au vote, cette puissante agglomération urbaine a donné 143 000 *oui* contre 84 000 *non.* Tout le

sud de l'État, ainsi qu'à l'autre extrémité quelques comtés du nord, sur lesquels le protestant Orégon paraît avoir déteint, se sont prononcés dans le même sens. La division géographique des deux partis est saisissante (fig. 4, p. 83). Mais les vignerons, dira t-on ? Il a fallu pourtant qu'ils ne souffrissent pas trop : dans plusieurs comtés, à Fresno par exemple, ils ont eux-mêmes voté pour la prohibition, parce que le raisin, depuis que le vin est interdit, se vend beaucoup plus cher aux gens innombrables qui, en fraude, le fabriquent chez eux.

En fin de compte, la mesure dans laquelle la prohibition fédérale est appliquée dépend largement de l'opinion ambiante. Dans nombre d États qui ont adhéré de bonne grâce à l'interdiction, qui même l'avaient devancée, l'application peut être tenue pour passable, à condition qu'il n'y ait ni grande ville, ni frontière, ni côte, ni montagnes servant de refuges aux contrebandiers dans le voisinage. Mais il en est tout autrement partout où le nouveau régime a été imposé du dehors, [82] contrairement à la volonté locale. Dans ce cas l'autorité locale se désintéresse, si même elle n'oppose pas une malveillance à peine déguisée. Pense-t-on par exemple que la police de New-York, essentiellement composée d'agents irlandais, apportera beaucoup de zèle à découvrir les fraudeurs ? Et les juges locaux, élus par des citoyens « mouillés », vont-ils montrer beaucoup de sévérité dans leurs arrêts ? Il leur suffit, pour bloquer tout le système, d'opposer la force d'inertie. Bien vite alors agents et juges fédéraux, sur qui tout retombe, se voient débordés. Les contrebandiers, les receleurs, les « bouilleurs » de tout acabit ont donc beau jeu, sans parler des montagnards isolés, comme ceux des Alleghanies, dont la résistance, individualiste et farouche, rappelle l'hostilité de notre Vendée contre les édits du pouvoir central.

On comprend que, piqué au jeu et du, reste surveillé de près par les grands inquisiteurs du méthodisme et du baptisme, le gouvernement fédéral soit tenté de recourir aux arguments massifs. C'est un militaire qui, en avril 1925, a finalement été chargé de concentrer sous son autorité, au *Treasury department,* tous les services relatifs à l'application de la prohibition fédérale : un véritable petit ministère de la Guerre, avec son armée, sa marine, ses aéroplanes, sa police, ses délateurs, et un coût annuel d'au moins 20 millions de dollars. Quelle que soit l'invraisemblable patience du peuple américain pour supporter les interventions policières, les réglementations tatillonnes et jusqu'aux pra-

tiques de l'espionnage, on peut se demander si l’entreprise n'est pas au dessus des forces de n'importe quel gouvernement.

Il est difficile pour conclure, étant donné surtout la partialité des polémiques, de déterminer quel a pu être, jusqu'ici, l'effet social du 18e amendement. Toute réponse d'ensemble serait prématurée ; quelques faits, toutefois, se dessinent. Tout d'abord, il est trop évident qu'un nombre énorme de gens continuent de consommer des « boissons enivrantes ». On peut même se demander si certains ne le font pas davantage qu'auparavant. Dans les clubs, les *country clubs,* où les femmes sont [83] nombreuses, dans les universités, même dans les collèges, c est devenu non seulement une mode mais parfois une sorte de hantise. Dans combien de bals, de pique-niques, de réunions de bridge, celui qui n'apporte pas sa fiole ou sa gourde plate en forme de poche ne se fait-il pas, même auprès des femmes et des jeunes filles, une réputation de convive ennuyeux ! Comme l'alcool est devenu extrêmement cher, son prix englobant le bénéfice du contrebandier, la corruption de

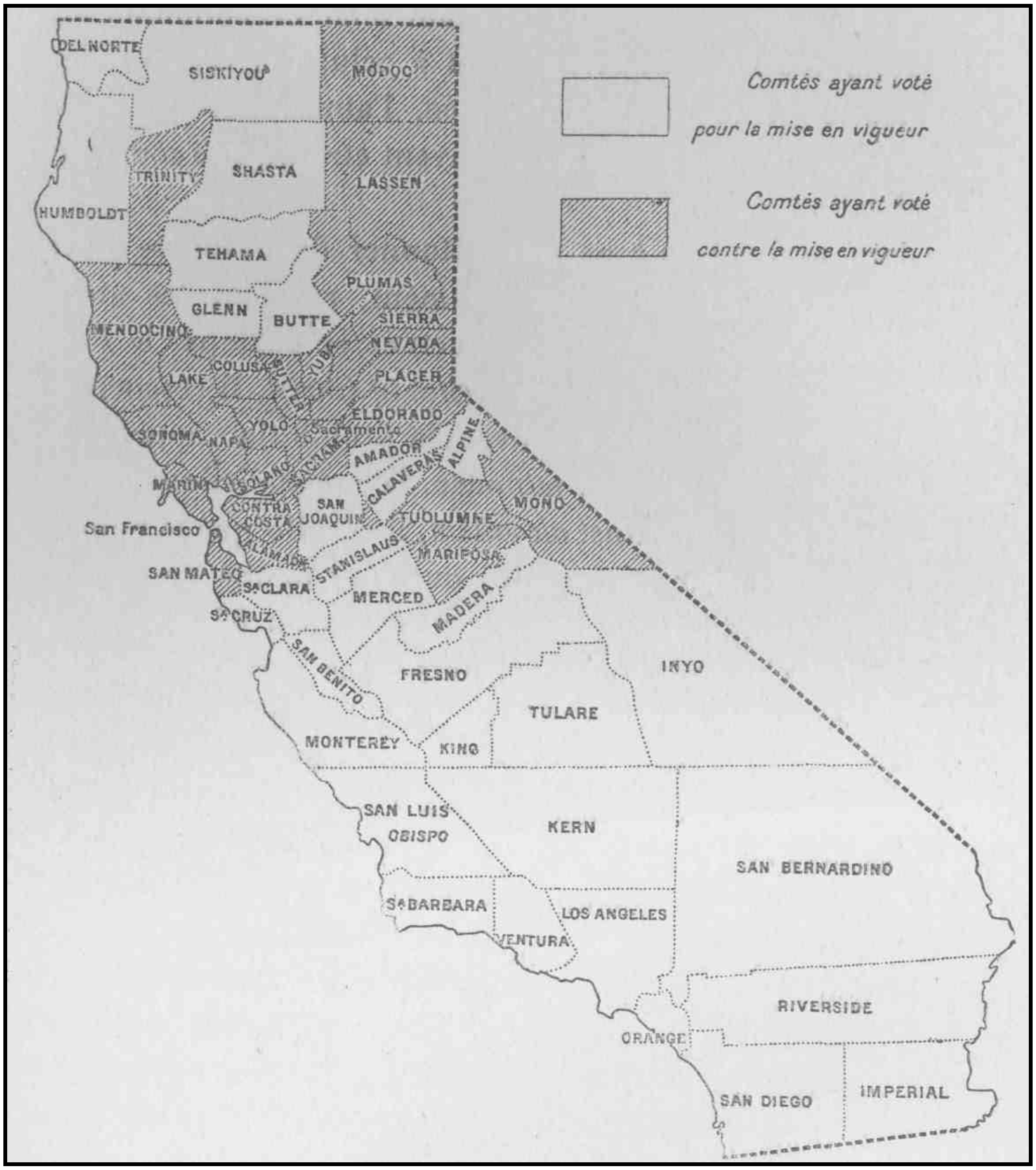


Fig. 4. — Référendum californien du 7 novembre 1922, sur la mise en vigueur de la prohibition fédérale par une législation locale.

Retour à la table des matières

[84]

la police et la rétribution d'autres intermédiaires plus ou moins avouables, les moins riches se rabattent sur des produits frelatés, presque toujours malsains, parfois mortels, et le pauvre se dit avec amertume (sentiment pourtant bien exceptionnel aux États-Unis) que l’argent permet tout à celui qui veut frauder. Le spectacle de la loi ainsi bafouée, l'atmosphère de basse intrigue qui s'insinue partout ne peuvent être qu'une source de démoralisation.

Aussi en arrive-t-on à ne pas s'étonner du désordre moral troublant que, depuis 1920 notamment, révèlent les statistiques. D'une enquête spéciale, effectuée en 1925 par le *Fédéral council* de la *Federation of Churches of Christ,* il ressort que les jeunes gens boivent plus qu'avant la prohibition, que le respect général de la légalité est moindre. D'une statistique établie par la *World League against alcoolism,* il résulte que le nombre des arrestations pour ivrognerie, qui était tombé de l'indice 119 en 1913 à 1’indice 43 en 1920, est remonté à 67 en 1924. A Chicago, les chiffres sont effrayants : les arrestations pour crimes *(felony)* ont passé de 15 273 en 1920 à 16 516 en 1924, et celles pour mauvaise conduite *(misdemeanor)* de 79 180 à 239 829. À New-York, les décès dus à l'alcoolisme, qui étaient en baisse marquée depuis 1917, sont de nouveau en hausse. L'établissement de la prohibition fédérale paraît donc avoir coïncidé avec une recrudescence de l'immoralité. Sans doute l'année 1920 constitue-t-elle un mauvais point de départ pour les comparaisons, car, entre 1917 et 1920, la prohibition de guerre, étayée d'une autorité plus forte, avait produit d'indéniables résultats, qui ne se sont pas maintenus. Dire que le nouveau régime est cause de ce relâchement serait injuste ; mais il ne l'a pas empêché.

Dans le sens contraire, —je ne serais pas loin d'être impressionné par ce second aspect plus que par le premier, — on ne saurait méconnaître que la masse du peuple boit moins que précédemment, tout simplement parce que l'occasion ne s'offre pas, parce que c'est cher, parce qu'il faut se donner quelque peine pour obtenir un article prohibé. La fraude est là qui se [85] cache, tout près, c'est certain, mais on peut traverser des régions entières sans voir d'alcool, sans rencontrer d'ivrognes : boire est devenu un privilège dont s'excluent les moins

fortunés, les lymphatiques, tous ceux qui n'aiment ni l'intrigue, ni l'effort. De ces conditions nouvelles, qui renversent la psychologie antérieure de la tentation, le peuple anonyme, celui que vous ne connaissez pas, retire d'incontestable avantages dans sa santé, le confort de son existence, l'efficacité de son travail, l'accroissement de ses salaires. Le rendement de l'ouvrier sobre est plus grand : sans charger leur coût de production les patrons ont donc pu augmenter sa rétribution ; et les salaires, laissés disponibles dans une proportion accrue par la disparition des *saloons*, se sont mués en Ford, en essence, en pneus, en radios, en maisons et aussi en épargnes. Le 18e amendement a contribué, pour sa part, à élever le travailleur américain au niveau de vie le plus haut que le monde ait jamais vu. L'état-major de la production, qui connaît cet épanouissement du pouvoir d'achat populaire se chiffrant par des milliards de dollars chaque année, n'accepterait pas volontiers de revenir au régime d'autrefois.

S'il s'agissait d'une simple question d'hygiène, la prohibition n'aurait sans doute pas suscité une crise aussi aiguë. Ce qui fait l'âpreté de la dispute, c'est qu'elle se complique de passion religieuse et politique. Infliger des mœurs, au nom d'une éthique au fond religieuse, c'est une immixtion intolérable dans l'autonomie de la vie privée. La chose serait possible chez un peuple homogène, groupé sur un territoire restreint, parce qu'il n'aurait pas l'impression d'un régime imposé du dehors. Il n'y a pas eu de crise prohibitionniste aux États-Unis tant que le problème est resté du ressort des États, c'est-à-dire tant que les minorités régionales ont été respectées. La difficulté a vraiment commencé quand les zélateurs d'une morale nationale ont prétendu contraindre à une règle commune des États, ethniquement et géographiquement distincts, qui s'y refusaient. En dépit d'amendements, pourtant bien nets, inscrits dans la [86] constitution fédérale après la guerre de Sécession, le Nord n'a jamais pu imposer au Sud sa solution du problème nègre. Il n'est pas sûr que le Sud et l'Ouest réussissent davantage à imposer dans l'Est leur point de vue en matière de prohibition

[87]

Première partie.
La crise ethnique et religieuse
du peuple américain.
Restera-t-il anglo-saxon et protestant ?

Chapitre VI

LA DÉFENSE DES BLANCS CONTRE LES NOIRS.

Retour à la table des matières

L'Américain partage avec l'Anglais l'horreur, presque sacrée, du mariage entre blancs et gens de couleur : dix millions et demi de noirs aux États-Unis, dans ces conditions, c'est un problème insoluble, qui fait trembler les plus confiants. Les vainqueurs de la guerre de Sécession pensaient résoudre la question nègre en supprimant l'esclavage : résidu pire encore, une haine de races a survécu. Car l'esclavage, en un sens, était une solution, une hiérarchie ; mais il n'y a plus aujourd'hui que la brutale superposition de deux races, maintenue par l'intimidation, en dehors de toute légalité. Le Nord croyait avoir imposé sa manière de voir : c'est le Sud [6] qui a eu le dernier mot.

---

[6] Le Sud englobe les États de Maryland (partie Sud), Virginie (partie Est), Caroline du Nord (partie Est), Caroline du Sud. Géorgie, Alabama, Floride, Mississipi, Louisiane, Texas (partie Est), Arkansas, Oklahoma (partie Est), Missouri (partie Sud), Kentucky (partie Ouest), Tennessee (partie Ouest). La région des Alleghanies, qui ne contient pas de noirs, n'appartient pas en fait au Sud.

Les saturnales de la « reconstruction », pendant lesquelles les noirs, soutenus par des politiciens du Nord, dominèrent politiquement plusieurs des États du Sud, y ont laissé une impression profonde, qui dure encore. La terreur d'un retour de ces années affreuses explique certains actes, ou du moins [88] leur sert de prétexte. Pour les anciens maîtres, n'était-ce pas assez d'avoir tout perdu ? Fallait-il encore, humiliation suprême, subir comme gouvernants les esclaves d'hier ? La naissance du Ku Klus Klan, en 1866, fut la première tentative de libération. Puis les blancs reprirent possession des gouvernements locaux : une législation arbitraire priva les hommes de couleur des conquêtes que leur avait values la victoire de leurs protecteurs et que la constitution fédérale amendée leur garantissait ; ils furent relégués dans un état de demi-servage. Tout l'effort du Sud tendait à faire comme si la guerre n'avait pas eu lieu. A partir de 1890, le Nord n'essaya même plus de résister.

Si l'on en croit les gens du Sud, l'affaire est désormais réglée : il n'y a pas de question noire ; ou, s'il y en a une, c'est une affaire locale, que seul le Sud est apte à régler et qui ne regarde pas le reste du pays. « Les nègres, disent-ils, ne sont qu'une race irrémédiablement inférieure, dégradée par l'esclavage, inéducable : il faut, sans pitié, la maintenir au bas de l'échelle, place que Dieu a voulue pour elle et qu'il serait impie — oui, impie ! — de prétendre changer. C'est à ce niveau que le noir pourra être utile à la communauté, et s'il accepte sans arrière-pensée d'y rester pour toujours, nous admettrons volontiers qu'il est sympathique comme individu et qu'au fond nous l'aimons. Une cohabitation séculaire nous a en effet appris à le comprendre, nous savons lui parler, le faire travailler, plaisanter avec lui sans perdre les distances, le traiter simplement comme l'enfant qu'il est, le protéger comme c'est notre devoir. Pris ainsi, il est maniable ; mais rendez-lui la main, ce n'est plus qu'une brute dangereuse, que nous saurons mater. Car, sachez-le bien, il ne s'agit ici ni de sentiment, ni de morale, ni de droit, mais du prestige, c'est-à-dire de l'existence même de la race blanche. Or le Sud est *white man's country* et le demeurera : plutôt que de tolé-

---

Les États qui ont plus de 50 p. 100 de noirs sont la Caroline du Sud et le Mississipi ; ceux qui en ont 37 1/2 à 50 p. 100 sont la Louisiane, l'Alabama, la Géorgie ; ceux qui en ont de 25 à 37 1/2 p. 100 sont l'Arkansas, la Floride, la Caroline du Nord et la Virginie ; ceux qui en ont de 12 1/2 à 25 p. 100 sont le Texas, le Tennessee, le Delaware et le Maryland.

rer le contraire nous prendrons la torche et la grenade. Tous ces inconscients du Nord, qui viennent exciter la population de couleur en lui parlant de ses droits, de sa dignité, ne la connaissent ni ne l'aiment. Qu'on nous laisse [89] donc procéder à notre manière, qui est la bonne, et surtout qu'on ne s'en mêle pas ! »

Cette thèse, cent fois entendue, laisse deviner le fond de la pensée sudiste : cordialité égoïste, mêlée de paternalisme, du maître qui jamais n'admettra que le serviteur devienne un égal ; puis jalousie féroce, si l'inférieur fait mine de vouloir s'élever. Tout alors est bon pour le faire rentrer dans le rang : la violence, le massacre et même la torture. Il faut, pour comprendre cet état d'esprit, imaginer le genre spécial d'amitié qu'on éprouve pour un chien familier, puis le scandale si, quelque jour, il se prétendait votre égal. On le ferait abattre, n'est ce pas ! Avez-vous lu *l'Ile du docteur Moreau,* de Wells, l'histoire fantastique de ces animaux qu'un savant transforme en demi-humains, qui réclament les mêmes droits que l'homme et qu'on finit par tuer, tous ? C'est cela la question nègre.

Les noirs, présentement, sont tenus sous le talon. D'abord, tout droit politique leur est dénié. D'après le 15e amendement à la constitution fédérale, ratifié le 30 mars 1870, « le droit de vote des citoyens des États-Unis ne sera supprimé ou limité, par les États-Unis ou par un État, sous aucun prétexte de race, de couleur ou de servitude antérieure ». Les États du Sud ont refusé la ratification, qui s'est faite contre eux. Mais, à partir de 1890, tous ont voté des lois qui, sans désigner les noirs, les excluent du suffrage, soit par l'établissement d'un cens électoral, soit par l'institution d'un examen sur la constitution : on leur en demande « une interprétation raisonnable », que naturellement ils ne donneront jamais. La clause dite « du grand-père » laisse par contre automatiquement le vote aux blancs, même pauvres ou illettrés, s'ils sont anciens soldats ou descendants d'un père ou d'un grand-père électeur en 1867. La supercherie est évidente, elle viole l'esprit de la constitution, mais le Nord ferme les yeux. Et si par hasard quelques nègres passent à travers les mailles de ce filet, qu'ils ne prétendent pas se présenter aux urnes : avec des matraques on les empêcherait, ils risqueraient leur vie. Dans les États limitrophes de l'Est, en Virginie, en Caroline du Nord, cette rigueur s'atténue [90] quelque peu, mais, dans l'ensemble du Sud, la quasi-totalité des nègres sont traités en parias : pas un d'eux n'occupe d'office public, pas un n'obtient de poste

électif ; si, par une exception infiniment rare, quelque position fédérale, dans la douane par exemple, leur échoit, c'est uniquement grâce à l'influence fédérale. Sur place, contre la « couleur », les blancs constituent un front uni, qui n'a pas de fissure. Il ne faut pas s'y tromper, la société politique du Sud repose, non sur la légalité, mais sur la force.

Les amendements à la constitution fédérale, votés après la guerre de Sécession, ne visaient pas à supprimer toute distinction entre les races, mais seulement l'injustice des traitements différentiels. Là encore, la législation du Sud a confirmé non seulement la distinction, mais le traitement différentiel. C'est en vertu de lois sévèrement appliquées *(Jim. Crow laws)* que les nègres sont tenus de voyager dans des wagons séparés, de s'asseoir seulement à l'arrière des tramways. L'intransigeance de la séparation va plus loin encore : les quartiers de certaines villes sont réservés aux blancs, les noirs n'y peuvent louer ou acheter de logements ; il y a de même des comtés dont l'accès est interdit aux gens de couleur et où les trains ne peuvent les déposer. N'était-il pas superflu d'inscrire dans la loi ces prescriptions ? Les blancs — toujours cette domination de la race en dehors de la légalité ! — se chargent eux-mêmes, spontanément, de les appliquer : on a vu, dans un théâtre, un nègre lynché par une foule en furie, parce qu'il prétendait s'asseoir dans une partie de la salle réservée aux blancs ! Ce véritable cordon sanitaire s'étend jusqu'aux églises, qui sont rigoureusement distinctes selon la race : dans le Sud, les noirs comme les blancs sont en majorité baptistes et méthodistes, mais ils ne se rencontrent jamais pour prier. L'humiliation voulue pénètre jusqu'aux moindres détails de la vie. Le nègre, quel qu'il soit, passe par la porte de service : aucun domestique blanc ne tolérerait de l'introduire autrement. Jamais on ne lui dit « Monsieur », fût-il évêque ou docteur, mais John ou Joseph ; si l'on essaie d'être poli, on le qualifiera tout au plus de « professeur », [91] appellation qui parfois n'est pas exempte, en anglais, d'une certaine ironie.

Contre ces brimades, dont certaines touchent à la persécution, le noir ne peut se défendre, d'abord parce qu'il n'a pas de représentation politique et qu'on ne l'écoute pas, puis parce qu'il n'y a pas de justice pour lui : devant les tribunaux, les deux races ne se présentent pas sur pied d'égalité ; c'est le blanc dont les affirmations sont retenues, jusqu'à preuve du contraire ; l'homme de couleur doit avoir dix fois raison pour l'emporter. La vie administrative du Sud laisse apparaître au

grand jour toutes ces injustices, qu'on ne cherche même pas à dissimuler. En ce qui concerne l'instruction par exemple, la population noire est volontairement maintenue dans un état d'infériorité. Dans la Caroline du Sud, où les nègres sont 51 p. 100, leur part du budget scolaire n'est que de 11 p. 100 : il ne faut pas qu'ils progressent, et l'on a besoin d'eux comme basse main-d'œuvre. Même négligence dans l'administration municipale : les noirs sont relégués dans des quartiers insalubres et mal tenus, parce que les crédits sont d'abord affectés aux blancs. Voici une rue réservée à la race privilégiée : elle est à peu près balayée, avec des trottoirs, des ruisseaux, un éclairage ; deux cents mètres plus loin, la rue nègre est sans égouts, avec des cloaques, des maisons décrépites, et le soir la nuit complète. Dans les villes du Sud, en 1922, le taux de la mortalité est de 12,1 p. 1000 pour les blancs, de 20,5 pour les noirs. Que de fois n'ai-je pas entendu ces chiffres commentés d'un ricanement : « Tuberculose, pneumonie, c'est peut être la solution du problème, sans quoi ces gaillards pulluleraient ! »

En présence de cette proie d'illettrés, incapables de faire utilement appel à la justice, l'impunité de l'exploiteur est à peu près complète. Tout récemment encore, dans les campagnes du Sud, l'exploitation du petit fermier ou métayer de couleur était courante : on trompait le nègre sur la superficie exacte de sa ferme ; quand il y avait un règlement en nature le contrôle du métayer était illusoire, on lui imposait les chiffres, on retardait indéfiniment la liquidation, et jamais il n'y avait de recours. Ce [92] n'est plus aussi vrai depuis que la prospérité de la guerre s'est étendue à beaucoup de petits propriétaires noirs, surtout depuis que l'émigration massive vers les villes du Nord a, malgré tout, fait réfléchir, dans le Sud, les employeurs de main-d'œuvre. D'une façon générale toutefois, dans les rapports économiques, l'homme de couleur ne lutte pas à armes égales. Et il ne lui suffirait pas de gagner à sa cause la bienveillance des patrons : il lui faudrait surtout, c'est là que réside peut-être le pire virus, triompher de la féroce jalousie d'une classe persistante de « pauvres blancs », qui sont le pire ennemi de sa race.

Dans une « colonie d'exploitation », le chef pâle commande une main-d'œuvre exotique, et c'est une conception de la production. Mais dans une « colonie de peuplement », où toute la population est censée homogène, la présence d'un bloc de couleur ne peut qu'être malsaine : concurrencé par une race dont les besoins sont moindres, le travailleur

blanc est rabaissé au niveau de vie de ses compétiteurs. C'est ainsi que l'esclavage a laissé, dans le Sud, un résidu de « pauvres blancs » qui ne pouvaient, faute de terres, s'élever au rang des maîtres et que, par en bas, la main-d'œuvre servile évinçait. Leur descendance, la plus pure peut-être des États-Unis au point de vue ethnique, survit, médiocre, misérable souvent, physiquement affaiblie par le climat, la malaria, les parasites : perpétuellement au-dessous de leurs affaires, ils constituent une réserve de bras dans laquelle les patrons peuvent indéfiniment puiser.

On prétend souvent, dans le Sud, que le gros travail est pour le nègre, mais que les métiers qualifiés sont réservés pour la race supérieure. S'il en était toujours ainsi, le contact serait limité, la rivalité atténuée. En réalité, beaucoup de blancs sont candidats, eux aussi, à des travaux vulgaires, tandis que les nègres prétendent, en nombre croissant, à des emplois comportant quelque technique. Contre cette ambition, ce n'est pas des patrons que vient surtout l'objection, car la main-d'œuvre de couleur se paie moins cher et obéit mieux ; c'est de l'ouvrier blanc qui, sur la frontière des deux races, craint constamment d'être rejeté vers l'inférieur, confondu avec lui. S'il reste dans [93] les bonnes familles, à l'égard du vieux serviteur transmis par l'esclavage, quelque chose de la sentimentalité passée, le « pauvre blanc », lui, ne voit dans le nègre qu'un compétiteur brutal, qui cherche à lui prendre son *job*, à le dégrader : sa haine, compliquée de crainte, est sans répit et sans merci. On n'a pas compris le Sud si l'on ne se rend compte que la haine contre le nègre est d'autant plus violente qu'on descend plus bas dans l'échelle sociale.

Les dirigeants profitent de cette division pour régner. Avec le concours du « pauvre blanc » ils ont supprimé le vote du noir ; puis, par la menace d'embaucher le noir, ils tiennent à son tour le « pauvre blanc ». La grève est presque impossible, car il ne saurait être question pour les salariés de se coaliser dans des syndicats mixtes : *l'American Federation of Labor* peut bien, de Washington, recommander pareille tactique, mais les syndicats locaux, dans le Sud, ne s'y prêtent pas. Il existe, dès lors, toujours prête, une équipe de briseurs de grèves. Dans ces conditions l'ouvrier blanc, qui redoute par-dessus tout de se laisser confondre avec un inférieur méprisé, se trouve rivé à la destinée de sa race, dont la défense prime pour lui toute autre considération. Moins bien payé que dans le Nord, mal protégé légalement dans l'atelier, le

« pauvre blanc » possède cette satisfaction d'amour-propre, qui n'est pas négligeable, de se sentir membre d'une aristocratie.

Ainsi, quelque complexes que soient les causes de l'hostilité envers les noirs, celle-ci finit toujours par se concentrer dans une défense physique de la race : c'est là qu'en est le fond. Toute discussion relative aux nègres révèle une sorte de hantise sexuelle, pénétrant, implacable, jusqu'aux moindres replis de la pensée et de la sensibilité. C'est une terreur vague, demi-physique, de la population de couleur environnante, surtout dans les villages où elle est le nombre et donne l'impression de vous submerger ; c'est la peur hallucinante d'une hérédité barbare, bestiale, qui se manifesterait tout à coup par une tentative de viol : si l'on sort le soir, laissant une femme seule à la maison, jamais on ne se sent tout à fait rassuré. À la longue, [94] cela devient une idée fixe qu'on ne raisonne plus, une sorte d'hystérie, de fureur, qui peut conduire aux pires horreurs. On comprend que si un viol vient alors à se produire effectivement, si même il n en existe que le simple soupçon, la répression sorte du domaine de la légalité pour entrer dans celui de la vengeance passionnelle. Il faut un exemple, à tout prix, tout de suite, et la foule qui s'est ameutée ne retrouve de détente que quand le sang a coulé, parfois avec d'affreux raffinements de cruauté. Les meilleurs éléments sont là parfois, des gens de bonne société, des fonctionnaires, des juges même : ils approuvent, ils ne s'en cachent pas, ils me l'ont dit ! Voilà pourquoi, dans l'atmosphère de ce pays de romance, flotte je ne sais quoi d'inquiétant, de trouble, de barbare. Ces gens cordiaux, ces gentilshommes aux manières parfaites qui vous parlent, ce sont peut-être des assassins : la nuit, dans les bois, ils se sont mis à cent pour tuer un homme ; et des milliers d'autres, que vous pouvez connaître, que vous avez sans doute rencontrés, ont été leurs complices ! Le Texas, la Géorgie, la Caroline du Sud, ce sont des États du XXe siècle, extérieurement civilisés. Ils s'apparentent pourtant aux pays de pogroms.

« Nous défendons ainsi le front de la race blanche, dit le Sud, c'est grâce à nous que les États-Unis ne sont pas devenus un second Brésil. » Tout l'effort se concentre sur l'interdiction du mariage entre les deux races et surtout sur la défense de la femme blanche : dans tous les États du Sud, dans quelques autres même, la loi prohibe cette *misgeneration* (il suffit d'un arrière-grand parent noir pour que l'interdiction joue). L'union extra-légale d'une blanche et d'un nègre n'est guère

davantage possible. Ce n'est plus alors l'affaire des procureurs ou de la police : le Ku Klux Klan ou quelque autre organisation secrète fait savoir au couple qu'il doit se séparer ou partir ; sinon sa vie est en péril, et les assassins resteront toujours impunis. La femme blanche est donc effectivement défendue, la négresse par contre ne l'est pas. Pour s'assurer que le mélange des deux races continue, il suffit de comparer le nègre biologique africain au nègre sociologique américain : le premier est noir ; dans un [95] bon tiers des cas la pigmentation du second est atténuée. Jadis c'étaient les maîtres qui prenaient des maîtresses parmi leurs esclaves ; aujourd'hui, nombreux sont les gens de classe médiocre qui entretiennent des femmes de couleur et ont des enfants d'elles. Si la race blanche dit éprouver une répulsion physique, il faut bien constater que ce n'est pas vrai. Bien au contraire, c'est un des aspects les plus troubles de la vie du Sud que cette obscure attirance vers la femme noire. Il y a là un mystère qui inquiète et humilie profondément ceux qui pensent, à cause du péril biologique et moral qu'il comporte.

De cette tunique de Nessus le Sud n'arrive pas à se dégager, car le prix dont il paie cette existence, tissée de violence et d'abus, est terrible. Matériellement, les ruines de la guerre de Sécession sont oubliées, la richesse est revenue. Mais intellectuellement, moralement, quelle stérilité ! Tout, jusqu'à la religion, est empoisonné. Le vieux droit du maître sur l'esclave est toujours là, livrant sans défense la femme noire aux fantaisies du blanc, sans que celui-ci accepte, envisage même une responsabilité quelconque. Peut-être la victime ne résiste-t-elle pas toujours, mais, dans les rues, dans les magasins, les femmes de couleur les mieux élevées sont elles-mêmes l'objet des démarches les plus insultantes : c'est au risque de leur vie que leurs maris lèveraient la main pour les défendre. Ce qu'à ce jeu la race blanche a perdu, c'est le sentiment et le respect de la légalité : tout lui est permis, jusqu'au crime ; la religion même n'est plus un facteur de retenue, car, dans les Églises elles aussi compartimentées, la conscience morale du chrétien ne lui dit même pas qu'il a tort.

Les nègres se sont, du moins dans le Sud, adaptés passivement à la condition qui leur était faite. Leur attitude, en général, est parasitaire, ils gravitent autour des blancs, qu'ils considèrent comme des patrons : le terme de *boss*, dont ils les qualifient souvent, répond à la reconnaissance instinctive d'une hiérarchie ethnique. C'est du même point de

vue qu’ils se classent, entre eux, en catégories sociales. L'hérédité servile est considérée comme humiliante ; à Charleston, à Richmond, il [96] existe des clans, originaires des Antilles, dont les ancêtres étaient libres : ils ne se mêlent pas aux autres. En vertu d'un snobisme qui se rencontre aussi dans la grande domesticité britannique, on est mieux coté si l'on descend d'esclaves ayant appartenu aux grandes familles des planteurs. Il n'est pas étonnant, dès lors, qu'un teint relativement clair soit plus apprécié des nègres eux-mêmes. Ils distinguent à cet égard des nuances qui nous échappent : noir, brun, brun foncé, jaune, brun rouge, jaune foncé, brun noir, chocolat, gingembre, clair, brun clair, rouge, rose, tanné, olive, cuivré, bleu, crème, noir atténué, noir brut, bronzé, banane… Les complexions pâles sont plus fréquentes chez les nègres des professions libérales, plus fréquentes aussi en Caroline du Nord et en Virginie que dans l'extrême Sud ; on a remarqué que, dans une église noire élégante, les premiers bancs sont généralement réservés aux fidèles les moins foncés. Par contre, dans les milieux populaires, on inspirera plus de confiance à la masse si l'on est franchement noir. Pareille observation s'appliquera par exemple au pasteur d'une communauté baptiste de basse classe : sans doute parce que toute trahison ethnique lui serait impossible. Il existe en effet des gens de couleur si pâles qu'on s'y trompe et qu'ils « passent » — c'est l'expression consacrée — dans la race supérieure, où ils se perdent.

Cette humilité, dont une élite commence seule à se dégager, caractérise bien, dans le Sud, la psychologie de l'immense majorité des nègres. Ils sont maniables, passifs, ils acceptent leur sujétion ; une révolte de Spartacus est la dernière chose à redouter. Leurs efforts s'orientent plutôt dans le sens de l'adaptation. Les circonstances ont en effet développé chez eux un instinct extraordinaire pour juger les gens, savoir ce qu’ils en peuvent tirer : ils discernent finement, dans l’autre race, les étages sociaux ; leur dédain des « pauvres blancs » est sans bornes ; mais vis-à-vis des riches ils sont adroits à prendre l'attitude qui les fera bien voir. Dans ces limites, c'est-à-dire s'ils restent à leur place, s'ils sont prêts pour ainsi dire à signer une reconnaissance de perpétuelle infériorité, le Sud les [97] admet comme faisant partie de la famille, comme étant même plus authentiquement américains que le juif de New-York ou l'Italien de Boston, Mais, s'ils veulent gravir les échelons, ce ne sont plus que des bêtes dangereuses. Au fond, on redoute leur progrès plus que leur brutalité.

Supposons la zone noire entourée d'un cordon sanitaire hermétique : peut-être, dans ce vase clos, le problème se serait-il figé. Mais, événement capital, une migration récente, en déplaçant vers le nord toute une fraction de la population nègre, a rendu cet isolement impossible. En 1917, du fait de la mobilisation, l'industrie manqua de bras ; attirés par les hauts salaires proposés, par le traitement social meilleur qu'ils espéraient trouver, profondément découragés surtout quant aux perspectives d'avenir que le Sud pouvait leur réserver, les noirs désertèrent en masse leurs États d'origine : ceux de l'Atlantique, déjà dégrossis, se dirigèrent vers Philadelphie, New-York, Boston ; un autre courant porta ceux du Mississipi, plus primitifs, vers Saint-Louis, Chicago et les autres grandes villes manufacturières du Centre-Ouest. En deux vagues principales, l'une de 1916 à 1920, l'autre de 1922 à 1924, six ou sept cent mille nègres, davantage même peut-être, se déplacèrent ainsi. Il y a maintenant, dans les États du Nord, près d'un million et demi de noirs, dont plus de 250 000 à Harlem (quartier de New-York), plus de 150 000 à Chicago. Le fruste travailleur, qui gagnait d’un à trois dollars dans une plantation du Mississipi, en reçoit fréquemment huit ou dix dans la région industrielle des Grands Lacs. Il connaît la prospérité matérielle. Mais le problème ethnique est-il résolu ?

Le Nord, qui a émancipé les nègres, leur a toujours, collectivement, témoigné de la bienveillance, par principe d'abord, peut-être aussi parce qu'il n'était pas en contact direct avec eux. Leur arrivée subite, par doses massives, ne pouvait que provoquer une crise. Analysons par exemple les difficultés qui se sont produites à Chicago. La première fut celle du logement. Les nouveaux venus s'entassaient d'abord dans les rues déjà occupées par les gens de couleur, puis ils débordèrent sur les [98] quartiers voisins. L'envahissement était pacifique mais effectif ; certaines maisons appartenant à des blancs se trouvèrent un beau jour entourées, cernées : dégoûtés, ceux-ci n'insistèrent pas, cédèrent la place. Aujourd’hui un immense quartier, presque d'un seul tenant entre les abattoirs et le lac Michigan, contient une population de couleur. Dans certaines rues les nègres sont 90 p. 100, et cela se voit : dans les taudis, dans les résidences confortables, jusque dans les palais d'anciens nouveaux riches, à toutes les portes, à toutes les fenêtres, à toutes les vérandas, ils pullulent ! Même pression dans les usines. Quand l'armée revint d'Europe, nombre de places

avaient été prises par ces intrus. Les patrons, dont plusieurs voient en eux des briseurs de grèves commodes, les admettent non seulement dans les emplois inférieurs mais dans les métiers qualifiés ; la résistance commence aux contremaîtres, dont beaucoup, par jalousie, les relèguent systématiquement dans de basses fonctions. Mais c'est surtout chez les ouvriers que le ressentiment est violent, notamment chez les manœuvres d'origine étrangère. Contre le noir la coalition est tacite et spontanée : exceptionnellement on le reçoit dans le syndicat, plus généralement on le boycotte. Toute la vie ouvrière en est contaminée, car, non sans avantage pour les employeurs, l'unité syndicale est compromise.

Ainsi l'atmosphère est rapidement devenue celle d'une guerre de races. En 1919, un simple fait divers, le meurtre d'un noir par un blanc et le refus de la police d'arrêter le coupable, la fait éclater : pendant plusieurs jours ce fut la terreur, une populace déchaînée maîtresse de certains quartiers, massacrant les nègres dans une ambiance de pogrom. La paix est en apparence revenue, mais l'intimidation quotidienne continue, les attentats sont courants ; la menace d'une nouvelle crise est toujours latente, le virus empoisonné du Sud a pénétré là.

C'est d'autant plus inquiétant que les États du Nord accordent aux nègres l'égalité civile : ils votent, sont représentés dans les assemblées locales, leurs enfants vont à l'école avec tout le monde, le mariage mixte même n'est pas interdit par la [99] loi... Que reste-t-il donc à faire pour que le problème puisse être considéré comme résolu ? Légalement peu de chose, en fait presque tout dès l'instant que persiste la quarantaine sans merci qui exclut l'homme de couleur de tout contact social. Avouons même que cette nouvelle expérience n'a fait que reculer l'espoir d'une prochaine solution : théoriquement bien disposé, le Nord est en train de perdre son ancienne bienveillance depuis qu'il ne s'agit plus simplement de doctrine ou de conseils à donner aux autres mais bel et bien de contact direct ; de son côté le nègre, à mesure qu'il se civilise par la vie urbaine, ne supporte plus qu'avec une impatience croissante l'ostracisme dont il est l'objet. L'hostilité, dans ces conditions, prend une amertume, une dureté que le Sud même ne connaît pas, car aucune sentimentalité héréditaire ne vient ici l'atténuer

Le noir des grandes villes du Nord n'est plus en effet le « bon nègre » de la légende, humble et déférent. Dans la lutte économique il n'a pas mal tiré son épingle du jeu : à l'usine il touche de beaux salai-

res ; il possède ses journaux, ses banques, ses théâtres ; l'élite comprend des avocats, des docteurs, des écrivains, des artistes, elle est la preuve vivante que la race peut s'élever. Que veulent de plus ces parvenus, dont les grands-parents n'eussent pas rêvé pareille ascension ? Ce qu’ils voudraient au fond et c'est tragique parce qu'ils ne se rendent pas bien compte que c'est impossible c'est, avec l'égalité civile, l'égalité sociale, au moins la reconnaissance théorique de légalité sociale. « Ne sommes-nous pas des hommes, se disent les meilleurs d'entre eux, conscients de leur mérite, pourquoi ce traitement de parias qui nous tient pour pestiférés, pire, pour inexistants ? » Ainsi se produit justement ce que le Sud, pardessus tout, redoutait : une prétention basée sur des titres ou un semblant de titres.

Il y a donc maintenant deux questions nègres, celle du Sud et celle du Nord, mais la seconde réagit sur la première, parce que la guerre a élargi les horizons. L'homme de couleur qui a vécu à New-York, celui surtout qui est venu en Europe avec l'armée, ne se prête plus qu'avec peine aux brimades traditionnelles [100] Ce fait ouvre une phase nouvelle dans la question que d'aucuns prétendaient réglée.

Le premier grand effort noir de relèvement, celui de Booker T. Washington, fondateur du *Tuskegee Institute* à la fin du siècle dernier, était demeuré opportuniste : avec le concours des riches blancs de l'Est il voulait donner aux siens la dignité professionnelle, en leur enseignant des métiers. L'élite nègre du Sud, avec ses évêques méthodistes, ses éducateurs, le remarquable état-major de Tuskegee, continue cette politique. Mais les éléments les plus ardents de l'intelligentsia, surtout dans le Nord, ne se contentent plus de cette collaboration pacifique. S'ils s'attachent à défendre, avec *l’Urban League* ou le *Messenger,* les intérêts matériels de leurs frères émigrés dans les agglomérations urbaines, ils exaltent aussi, dans la *Crisis* et *l’Opportunity,* la conscience de la race, ses réalisations dans le domaine de l'art, ses possibilités intellectuelles, rageusement contestées par ceux qui veulent la maintenir sous le boisseau. Le brillant écrivain de couleur W. E. Burghardt Du Bois soutient que le noir peut faire tout ce que fait le blanc et réclame l'égalité sociale sans compromission. S'il ne faut pas prendre au sérieux le mouvement demi-messianique de l'agitateur Garvey en faveur du retour en Afrique, il convient de ne pas ignorer que le sentiment de l'unité de la race noire dans le monde grandit dans son élite américaine. Dans ce milieu, celui qui « passe » est considéré

comme un traître, la femme qui épouse un blanc est mal vue, celle qui devient sa maîtresse se déclasse. New-York est incontestablement la capitale de cette pensée nègre avancée, mais le Sud lui-même évolue, soit par réaction de ces influences extérieures, soit par transformation propre. Le noir aisé, considéré par la banque locale pour son crédit, plus riche que le « pauvre blanc », c'est, dans les campagnes du *cotton belt,* un facteur nouveau d'évolution qu'il ne faut pas négliger. Mais dans quel sens jouera l'action de ce leader influent sur les masses, sinon instruit ou méritant, qu'est le pasteur noir baptiste ou méthodiste de village, c'est un mystère qui n'a pas encore sa réponse. Entre le nègre [101] évolué de Harlem et le géant brutal des plantations du Missisipi, la distance, ne l'oublions pas, est grande : les solutions, de part et d'autre, ne peuvent être les mêmes.

À ces tentatives les blancs répondent diversement. Dans le Nord ou n'a pas la haine du noir, on lui sait plutôt gré du bien qu'on lui a fait en l'affranchissant ; jusque tout récemment on le voyait à peine ; s'occuper de lui, c'était un peu comme un travail de mission, cela se faisait dans le Sud, très loin ; depuis qu'il s'est rapproché le problème a pris une toute autre portée, et il faut un beau courage aux Églises protestantes pour oser l'aborder de face : les leaders des Y.M.C.A., des Y.W.C.A., la *Fédération of Churches of Christ,* la *Christian Students Fédération ne* craignent pas de l'envisager, sans faux-fuyants, du point de vue de la conscience chrétienne. La tentative est généreuse, pure de tout alliage à la source, mais obligée à mille compromissions dès qu'on arrive à la pratique quotidienne. Que tous les hommes soient frères, on l'affirme sincèrement, mais le contact dans les mêmes clubs, les mêmes universités, les mêmes piscines est impossible. En fait, un nègre n'est guère plus reçu à New-York qu'à Nouvelle-Orléans : s'il se trouve quelques esprits libres pour fréquenter l'élite intellectuelle noire et quelques Méditerranéens, sévèrement jugés, pour se mêler à la plèbe de couleur, la grande majorité tend plutôt à adopter la manière de voir du Sud. La séparation s'affirme d'une façon moins insultante, au fond à peine moins réelle.

Le Sud reste obstiné dans sa résistance, et cependant d'intéressants efforts y sont faits. Les nègres n'ayant pas d'élus susceptibles de parler officiellement en leur nom, des succédanés de représentation ont spontanément surgi : dans plusieurs villes les Chambres de commerce ont établi des commissions de relations ethniques, qui assurent entre

les races une sorte de liaison. C'est d'une inspiration analogue, dans les milieux religieux, qu'est née à Atlanta, en 1906, l'idée de la *Commission on interracial relations,* qui a créé des sous-comités dans plus de 800 comtés : ils agit de mettre en contact personnel et permanent les meilleurs éléments des deux races pour régler, d'un [102] commun accord, les difficultés pratiques de la vie quotidienne. C'est, enfin, dans un sens analogue, quoique pour d'autres raisons, que s'est fait sentir indirectement l'effet de la migration vers le Nord : furieux de perdre une main-d'œuvre précieuse, le Sud a d'abord voulu la retenir de force, puis il a essayé, surtout à l'ouest du Mississipi, de la remplacer par des Mexicains ; finalement les gens avisés se sont aperçus que, si l'on veut retenir les noirs, le plus raisonnable est de les mieux traiter. Tout cela n'est cependant qu'une goutte d'eau dans un océan de haines. Le Sud n'évolue guère, et c'est plutôt lui qui influerait sur le reste du pays.

L'observateur de bonne foi aboutit ainsi à une conclusion qui ne peut être qu'angoissante. La prétention de maintenir sous le talon dix millions d'hommes, toute une race, a pu être possible autrefois ; elle devient malaisée ; elle risque d'être impossible demain. Mais alors, quelles sont les autres avenues qui demeurent ouvertes ? Le retour en Afrique ? Ce n'est pas sérieux. La destruction ? Pas davantage. La fusion ? Elle se fait officieusement dans une certaine mesure, mais oserait-on la proposer comme une solution ! Il faut donc s'accoutumer à vivre côte à côte avec un bloc indigérable. Tout au plus peut-on faire valoir, pour se rassurer, que le pourcentage des noirs par rapport à la population totale des États-Unis tend à baisser : ils sont, en 1920, 10 463 000 sur 105 711 000, soit 9,9 p. 100 ; ils étaient 14, 1 p. 100 en 1860. C'est que, si leur natalité est supérieure à celle des blancs (25,3 p. 1 000 en 1922 contre 22,2), leur mortalité l'est également (16,3 contre 11,6). Dans les cités, où ils s'accumulent de plus en plus, ils meurent comme des mouches. Sans doute peut-on, par des mesures d'hygiène, diminuer ce taux de mortalité (les blancs du Sud n'observent les efforts faits dans ce sens qu'avec une certaine inquiétude), mais si l'on améliore le *standard of living* des nègres il est bien à prévoir que le taux de natalité décroîtra corrélativement. La crainte d'une irrésistible marée de la race noire peut, dans ces conditions, être écartée comme chimérique. Les dix millions, qui seront douze ou quinze millions demain, n'en restent pas moins là et [103] l'on retombe dans

le même cercle vicieux. Peut-on continuer le régime d'hier, d'aujourd'hui ? Oui, répond le Sud, et c'est le seul. Ne peut-on, suggèrent des consciences délicates, supprimer, tout en maintenant la séparation ethnique, ce qu'elle a d'insultant, reconnaître au nègre la dignité d'homme ? Non, répond encore le Sud avec une sorte d'horreur, car c'est ce mépris même qui sert de barrière : une fois cette ligne de défense débordée, c'est le mélange, le hideux mélange ! Ainsi, de quelque côté qu'on se tourne, la solution échappe, et tout aussi bien au Nord qu'au Sud. Ce problème est un gouffre, sur lequel on ne peut se pencher sans effroi, et où la race supérieure elle-même risque de perdre quelque chose de sa dignité.

[104]

Première partie.
La crise ethnique et religieuse du peuple américain.
Restera-t-il anglo-saxon et protestant ?

Chapitre VII

L'EUGÉNISME, CONSCIENCE ETHNIQUE

Retour à la table des matières

Jusqu'au début du XXe siècle, conformément aux théories alors à la mode, l'Amérique croyait à la vertu de l'environnement ; elle adopta Mendel et Gobineau quand le creuset des immigrants commençait à s'engorger. Popularisée par de brillants vulgarisateurs, la thèse selon laquelle c'est l'hérédité qui finalement prime le milieu conquit une large clientèle, et bientôt l'on en vint à conclure que la hiérarchie des races, avec primauté nordique, fait partie des vérités scientifiques désormais acquises. L'eugénisme, qui participe à la fois de la biologie et de la politique, cherche à cette doctrine une base scientifique et pour l'avenir de la « race américaine » un programme : de ce point de vue il concourt à la réaction de nationalisme protestant qui caractérise l'évolution américaine depuis la guerre. Si vous partez pour les États-Unis, prenez une Bible, mais n'oubliez pas non plus d'emporter un traité d'eugénique : muni de ces viatiques, vous ne serez jamais loin de l'axe !

Dans quelques ouvrages de large circulation, M. Lothrop Stoddard [7], M. Madison Grant [8] ont répandu dans le public américain quelques idées générales qui s'y sont fortement implantées. La civilisation, plante fragile, ne survit que par l'effet d'une énergie humaine continue, résultant elle-même de l'élan créateur de plasmas germinatifs supérieurs : fondamentalement, elle dépend donc de la race. De nos jours l'invasion des hordes [105] barbares n'est plus un péril, mais la pénétration pacifique d'éléments humains inférieurs constitue un danger, plus subtil peut-être, au fond non moins redoutable. Prolifiques, physiquement vigoureux parfois, les peuples les plus arriérés de la terre sont attirés, par les hauts salaires, par les conditions de vie meilleures, vers les foyers de progrès les plus développés. Pareil afflux peut aboutir au pire désastre, car il bouleverse les étages d'existence, risque de stériliser les races autochtones supérieures. Si, comme c'est fatal, il y a mélange de sangs, le fondement ethnique de la civilisation est sourdement miné : l'ancienne population, désormais abâtardie *(mongrelized),* sombre à un niveau de décadence. Or, chacun sait aujourd'hui (théorie de Mendel) que les caractères acquis ne sont pas héréditairement transmissibles, que l'influence transformatrice du milieu est étroitement limitée, que l'individu ne peut rien donner de plus que ce que recèle déjà le plasma germinatif qu'il tient de ses ascendants : cette importance suprême de l'hérédité, c'est la « nouvelle révélation biologique » des temps modernes.

Qu'attendre, dans ces conditions, de l'apport des immigrants ? Ils proviennent, surtout depuis 1890, des races généralement « inférieures », qui ne se fondront pas, resteront éternellement distinctes, avec leurs possibilités spéciales sans doute, mais aussi leurs incorrigibles limitations. Or, phénomène grave observé partout au cours de l'histoire, ces inférieurs croîtront en raison de leur infériorité même, cependant que les supérieurs, en raison de leur supériorité, tendront à ne plus se perpétuer. Ainsi vidé de son aristocratie ethnique, le peuple américain périclitera, ou plutôt ce ne sera plus le peuple américain, mais un autre, qui, subrepticement, se sera substitué à lui. Changez supérieurs en Anglo-Saxons, et inférieurs en Slaves, Latins ou Méditerranéens (sans même parler des noirs et des jaunes dont la cause est

---

[7] *The rising tide* of color, *The revolt against civilisation.*

[8] *The passing of the great race.*

entendue), vous aurez l'aspect politique, contresigné par le Ku Klux Klan, de cette thèse scientifique. Admettez que l'hérédité directe transmet seule la supériorité, vous aurez la conclusion des eugénistes qu'il faut, par des mesures légales, préserver l'individualité de la race. Sparte, avec une préoccupation [106] analogue, avait abouti à une doctrine de l'amélioration ethnique par l'élimination des éléments médiocres et la multiplication des meilleurs. II est singulier de constater que la notion de caste, rejetée par l'Europe, n'apparaît pas sans attrait à certains Américains.

On voit que le problème de la natalité ne se présente pas aux États-Unis sous le même angle qu'à la France : celle-ci, pour des raisons politiques, plus exactement militaires, craint que le chiffre global de sa population ne décroisse. Aucune appréhension de cet ordre ne peut exister en Amérique où, d'autre part, la tradition malthusienne, héritée de l'Angleterre, fait plutôt considérer tout excédent de population comme un mal. Ce qui, par contre, alarme l'opinion, c'est qu'en dehors du Sud et de certaines parties de l'Ouest, la descendance anglo-saxonne ne se reproduit pas, tandis que la natalité des immigrants demeure élevée. Dans le Massachusetts par exemple, la fécondité des étrangères est deux fois plus grande que celle des femmes nées aux États-Unis. D'une enquête approfondie des professeurs Ross et Baber il résulte de même que, dans la classe moyenne purement américaine des États du Centre, la diminution du volume des familles par rapport à la génération précédente est de 38 1/2 p. 100 : 13 p. 100 des ménages sont stériles, 18 p. 100 n'ont qu'un enfant. Or, les ménages stériles ne sont que 2,4p. 100 dans les familles d'origine tchécoslovaque, 2,5 p. 100 chez les Russes, 2,6 p. 100 chez les Polonais, 3,9 p. 100 chez les Allemands, 4,9 p. 100 chez les Italiens. Dans certaines classes américaines la reproduction est comme arrêtée : les intellectuels, gradués des universités, se marient tard, n'ont pour ainsi dire pas de postérité : 60 p. 100 des femmes ayant obtenu leurs degrés universitaires ne se marient même pas et 36 p. 100 de celles qui se marient n'ont pas d'enfant, de sorte que les trois cinquièmes des femmes les plus cultivées ne laissent pas de progéniture. Ces chiffres, fréquemment reproduits, ont fait le tour du pays, et les professeurs Ross et Baber concluent mélancoliquement : « Le vieil élément anglo-saxon diminue, aussi bien absolument que relativement... Dans un siècle il est probable [107] qu'il ne constituera plus qu'un facteur négligeable du

peuple américain. » Partant de ces données, du reste incontestables, les eugénistes se risquent à des prophéties sinistres : sur la base du taux actuel de natalité, d'après le Dr Davenport, 1 000 gradués d'Harvard n'auraient plus dans deux siècles que 50 descendants, tandis que 1 000 Roumains de Boston seraient devenus 100 000 !

Ces déductions sensationnelles, chères au nouveau monde, ne tiennent pas compte des changements qui surviennent chez les immigrants : quand, avec l'assimilation, leur *standard of living* s'élève, ils adoptent, en fait de natalité, les mœurs ambiantes ; la seconde génération a encore plus d'enfants que les autochtones, mais la troisième et surtout la quatrième ne diffèrent pas beaucoup, par leur fécondité, de la moyenne générale du pays. Les calculs des pessimistes sont donc empreints d'une exagération manifeste. Cependant le décalage joue en faveur des étrangers contre les Américains, des catholiques contre les protestants. Le « cent pour cent », du moins dans les villes, possède à cet égard une mentalité qui conduit droit à la mort de sa race : s'il n'a que peu d'enfants, si même souvent il n'en a pas, c'est parce que c'est cher, impossible même en raison des difficultés de logement ou de service (on préfère acheter une auto) ; ou bien encore parce que les occupations professionnelles de la femme l'en détournent ; peut-être aussi dans certains cas parce que le mariage est trop tardif, les préoccupations sexuelles tout à fait secondaires. Le problème qui se pose dans ces conditions n'est pas celui de la dépopulation, mais plutôt un problème d'équilibre ethnique : ce qu'on redoute, conformément au raisonnement indiqué plus haut, c'est le remplacement d'une race par une autre avec tout ce que cela comporte de modifications dans le tempérament national, dans l'idéal national, dans les institutions. Deux influences principales représentent à ce sujet la pensée américaine : le néo-malthusianisme *(birth control)* et l'eugénisme ; tandis que l'Église catholique, foyer de résistance, soutient la thèse de la fécondité sans restrictions. De part et d'autre l'argumentation [108] invoque la morale, l'hygiène, la santé sociale, mais tout au fond il y a aussi de la politique : où sera, dans l'avenir, le centre de gravité ethnique de la nation ?

La propagande du *birth control* est conduite, comme en Angleterre, dans un esprit de croisade, par des intellectuels, souvent haut placés, flanqués de fanatiques à idée fixe. On s'explique mal leur passion, dès l'instant que l'opinion moyenne du protestantisme paraît effecti-

vement gagnée à la limitation volontaire des naissances : elle considère, en effet, toute doctrine mise à part, qu'une forte natalité coïncidant avec une forte mortalité est choquante, que les familles trop nombreuses risquent de constituer une charge pour la société, qu'en fin de compte le monde est toujours assez peuplé, surtout quand on veut maintenir un niveau de vie suffisant. Dans ces conditions, l'action des néo-malthusiens se concentre en fait sur les « pauvres blancs » des Alleghanies et du Sud, surtout sur les étrangers de la première ou de la seconde génération qui, soit ignorance, soit influence du prêtre, laissent à la nature le soin de fixer l'étendue de leur progéniture. Le sens véritable de cette propagande, qu'il soit conscient ou non, apparaît alors dans toute sa portée. Les inférieurs ont beaucoup d'enfants, les supérieurs en ont peu : pour rétablir l'équilibre il serait mauvais, et du reste parfaitement vain, de vouloir accroître la fécondité des seconds ; mais il est possible — c'est chose qui s'enseigne — de ralentir le rythme de reproduction des premiers. Les cliniques spéciales de la *Birth Control League* poursuivent un but de cette nature : leur activité répond parfaitement à la manière de voir des classes sociales responsables, chargées du soin des « pauvres ». Si un humoriste proposait une conférence pour la limitation internationale des naissances, son idée ne manquerait pas de plaire en Amérique.

Le mouvement eugénique, anglais d'origine par Francis Galton son initiateur, a pris aux États-Unis depuis vingt ans une ampleur considérable : réserve faite pour les exagérations de quelques enthousiastes, il exprime une orientation marquée de la pensée américaine et il ne faudrait pas s'étonner qu'il en [109] sortit à la longue une nouvelle éthique de la race, avec toute une législation de la reproduction. L'eugénique repose essentiellement sur la primauté du facteur héréditaire dans le développement humain : rien, dans un individu, ne peut remplacer les qualités innées, c'est-à-dire héritées, et il est futile de prétendre développer tels traits de caractère quand le germe initial manque. Si l'on veut améliorer une race, on ne peut donc y arriver qu'en déterminant, parmi les individus actuellement vivants, ceux auxquels il sera permis de se reproduire ; c'est aboutir à une sélection humaine rationnelle, basée comme celle des éleveurs sur la biologie et non plus, comme autrefois, sur le sentiment ou la fantaisie de chacun : la chose est trop grosse de conséquences pour qu'on l'abandonne au caprice des inconscients. Le programme à suivre se composera dès lors d'un en-

semble de mesures médicales, légales ou sociales devant avoir pour effet : 1° que plus de personnes supérieures aient des enfants ; 2° que le nombre moyen des rejetons de chaque personne supérieure soit plus élevé qu'actuellement ; 3° que les personnes les plus inférieures n'aient pas d'enfants ; 4° que les personnes inférieures, d'une façon générale, aient moins d'enfants qu'aujourd'hui.

La portée d'un pareil système est énorme ; car il s'agit de fonder une conscience eugénique, une morale de la reproduction, à peu près inexistantes jusqu'ici ; bien plus, on propose d'instituer une législation pour limiter la dégénérescence et construire rationnellement une race nouvelle. Cette conception, renouvelée des Grecs, et que Bouvard et Pécuchet auraient approfondie avec passion, a tout ce qu'il faut pour séduire l'opinion américaine, toujours prête à accepter, avec une passivité béate, les conclusions qu'on lui présente comme étant celles de la science. Ajoutons du reste que, comme leurs cousins britanniques, les Américains conscients paraissent avoir toujours possédé un sens ethnique développé : on sait avec quelle rigueur ils tiennent à distance les noirs, les jaunes, jusqu'aux Portugais ou Méditerranéens suspects de sang mêlé. L'idée grandit parmi eux, depuis une génération, qu'une race [110] supérieure a des devoirs vis-à-vis d'elle-même, qu'il existe pour elle une obligation morale de se renouveler par le sommet, de perpétuer une progéniture saine, exempte d'hérédités douteuses. Ce n'est pas strictement une préoccupation religieuse, encore que le protestantisme, qui se considère comme une élite et prône tout ce qui est « propre », l'encourage ; ni même entièrement une arrière-pensée de résistance nationale : on discerne comme un sens sportif de la reproduction, que tous les Anglais, tous les éleveurs comprendront.

L'individualisme européen proteste contre cet embrigadement de ce que la sensibilité a de plus intime pour des fins sociales. Mais le réformateur du nouveau monde penche à faire bon marché du facteur « passion », car l'organisation américaine a fait de si magnifiques progrès qu'on l'estime, de bonne foi, susceptible de résoudre tous les problèmes. Le « rendement » est, de l'autre côté de l'Océan, une notion si pleine de prestige qu'aucune objection ne saurait contredire ses exigences : en son nom les expériences les plus hardies seront approuvées. Sous ce jour l'eugénisme fait partie de ce qu'on appelle, aux États-Unis, le « service ».

Toute une législation s'est épanouie de la sorte. Sans doute ne peut-on qualifier d'eugéniques des mesures, comme l'examen médical prénuptial (obligatoire par exemple dans le Wisconsin), qui appartiennent plutôt à l'hygiène sociale. Il arrive aussi que des lois, eugéniques dans leurs effets, ne le sont pas dans l'inspiration qui les a fait adopter : quand on stérilise un assassin pour le punir (loi de 1911 dans le Nevada), ce n'est guère autre chose qu'une forme de répression. Mais il y a proprement eugénisme quand le législateur s'applique, soit à favoriser la reproduction des meilleurs, soit à prévenir celle des « cacogéniques » *(sic)*. La stérilisation en tant qu'elle vise l'amélioration ethnique, la restriction de l'immigration pour exclure certaines races, ont nettement ce caractère.

La stérilisation eugénique a pour but de supprimer, par une opération légalement effectuée *(vasectomy, salpingcctomy)*, la capacité reproductrice d'individus dégénérés (faibles d'esprit, [111] aliénés) ou socialement inférieurs. Ce n'est pas une castration, l'opéré peut encore avoir des rapports sexuels, mais il ne peut plus avoir d'enfants. Depuis 1907, 23 États ont voté des lois dans ce sens, qui sont encore, au début de 1926, appliquées dans 19 d'entre eux (Washington, Californie, Connecticut, Iowa, North Dakota, Kansas, Wisconsin, Michigan, Nebraska, New-Hampshire, Orégon, South Dakota, Montana, Delaware, Virginie, Idaho, Minnesota, Utab, Maine) ; dans les quatre autres (Indiana, New-York, New-Jersey, Nevada) les textes adoptés ont été cassés comme inconstitutionnels, ou bien rappelés.

Une certaine confusion, relativement au but poursuivi, s'était d'abord manifestée dans l'esprit de certains législateurs. Le Nevada, par exemple, voulait simplement punir les criminels coupables de viol sur des petites filles de moins de dix ans. Pareille vengeance contre le sexe est bien puritaine, mais, outre qu'elle n'équivaut pas toujours à une punition (certaines personnes demandent à être stérilisées), la jurisprudence l'a estimée inconstitutionnelle. Par contre, l'opération a été reconnue légale, quand elle cherche non pas une répression mais l'amélioration de la race. La législation actuellement en vigueur rentre, tout entière, dans cette définition : son application vise les fous, les dégénérés incurables de toutes sortes quand ils ne sont pas internés à vie dans les asiles, les récidivistes de certains crimes enfermés dans les prisons d'État, les irresponsables ou les vicieux qui, rendus à la liberté, courraient le risque de procréer des indésirables.

Mais l'ambition des eugénistes va beaucoup plus loin. Leur espoir est qu'il sera possible, quand le diagnostic de la cacogénie aura été perfectionné, d'utiliser légalement la stérilisation en vue d'une élimination radicale, non plus seulement des fous ou des dégénérés, mais des alcooliques, des tuberculeux ou syphilitiques, des aveugles, des sourds, des bossus, d'une façon générale des « parents potentiels d'une progéniture inadéquate ». Comme dans la vaccination, l'individu pourra être contraint de subir une intervention dont l'utilité sociale est le [112] but. Pareil programme serait-il légal ? Ne violerait-il pas les droits que l'individu tient de la constitution américaine ? Dans les États dont la législation stérilisatrice s'est vue confirmée comme constitutionnelle, il a été estimé que le jugement d'un tribunal, la décision d'un comité de médecins des asiles ou des hôpitaux, comme condition de l'opération, représentaient une garantie suffisante. Mais les lois de l'Indiana, de New-Jersey, de New-York ont été cassées justement parce qu'elles n'accordaient pas en la matière le recours légal que le 14e amendement à la constitution fédérale doit assurer à tout citoyen. La controverse est fondamentale : si la société s'arrogeait sans limite le droit de contraindre arbitrairement l'individu, l'humanité civilisée s'engagerait vraiment dans une nouvelle voie.

Nous n'en sommes pas là, du reste, et jusqu'ici l'application de la stérilisation légale est demeurée très limitée. Au 1er juillet 1925, il n'y avait eu en tout que 6244 opérations, dont 4636 en Californie, 355 dans le Kansas, 313 dans l'Oregon, 262 dans le Nebraska. ..Une faut pas se dissimuler toutefois que, dans l'avenir, les garanties de l'individu résideront moins dans les textes que dans l'interprétation qui pourra en être donnée par des juges très sensibles aux pressions de l'opinion. Il convient donc de chercher ce que pense le public de ces conceptions audacieuses. En fait, ce n'est pas lui qui en a demandé la réalisation. Pour qu'une loi eugénique fût votée il a généralement suffi, dans un État, que quelques individualités prissent en main l'idée : le directeur d'un bureau d'hygiène, par exemple, ou bien quelque chirurgien, soutenu par des professeurs de l'université voisine ; ces quelques initiés ont préparé un texte que la législature locale a voté sans fracas, dans la mesure toutefois où aucune opposition organisée ne se formulait. Les objections sont le plus souvent venues de l'Église catholique, qui maintient que la société n'a pas le droit d'empêcher la naissance d'un être ; des docteurs ont parfois protesté ; des gouverneurs, ont opposé

leur veto. Mais il ne semble pas que le public se soit ému : des spécialistes lui disaient que la mesure envisagée servirait le bien-être de la communauté ; on faisait [113] valoir auprès des contribuables que les déchets humains pèsent sur les budgets des bureaux de bienfaisance ; enfin l'Américain, par esprit de progrès, est toujours prêt à voter une nouvelle loi, quitte à ne pas l'appliquer.

En dépit de ces réserves, l'eugénisme doit être considéré comme un des mouvements typiques de l'Amérique actuelle, car il représente une préoccupation avertie, sinon toujours intelligente, de l'avenir physique de la race. Contre elle l'individu ne tiendra guère, vraisemblablement, car une sorte de mystique exalte, aux États-Unis, les droits suprêmes de la communauté. Depuis la République de Platon cet esprit collectiviste, car qu'est-ce d'autre, était en sommeil ; du moins ne persistait-il que chez des visionnaires. Entre les mains d'un peuple conscient de sa supériorité, qui stériliserait sans remords les nègres, les jaunes, les « inférieurs », dont nous serions peut-être, l'eugénisme intégral reléguerait éventuellement à l'état de souvenir cette conquête démodée que sont les « droits de l'homme ».

[114]

Première partie.
La crise ethnique et religieuse du peuple américain.
Restera-t-il anglo-saxon et protestant ?

Chapitre VIII

LA DÉFENSE DE L’AMÉRIQUE CONTRE L’EUROPE. L’IMMIGRATION.

Retour à la table des matières

La restriction de l'immigration, par les lois de 1917, 1921 et 1924, est l'aboutissement logique des préventions instinctives, des craintes, des doctrines enfin de toute une génération : politique eugénique au sens littéral, puisqu'elle règle désormais l'admission, non sur la valeur personnelle, mais sur l'hérédité. Par cette réaction de défense le peuple américain marque qu'il se sent parvenu à la maturité, qu'un âge nouveau s'ouvre pour lui : peut-être aucun événement plus considérable ne s'est-il produit dans son histoire depuis la guerre de Sécession.

Pendant la plus grande partie du XIXe siècle le principe de la « libre immigration » avait prédominé aux Etats-Unis. C'est seulement à partir de 1882 qu'une sélection individuelle avait été instituée ; la loi de 1907, confirmation et développement de plusieurs textes antérieurs fermait rigoureusement la porte aux indésirables. C'était l'affirmation pour le pays du droit de se protéger contre toute addition, non voulue de lui, à sa population. Cependant, sauf à l'égard des Chinois et Japo-

nais, exclus en vertu de mesures ou d'ententes spéciales, aucune considération de race n'intervenait.

Tout en maintenant et même en resserrant encore la sélection individuelle, la nouvelle législation introduit la doctrine, entièrement différente, de l'origine ethnique. La loi de 1917, initiatrice en l'espèce, détermine une certaine section de la surface terrestre, d'où l'immigration est purement et simplement interdite : [115] il s'agit de la plus grande partie de l'Asie méridionale et occidentale (Inde, Siam, Indo-Chine, Afghanistan, Baloutchistan, Arabie) et des îles de la Polynésie, le traitement de l'immigration chinoise et japonaise étant d'ores et déjà réglé par ailleurs ; le but non dissimulé est d'exclure les races jaune et brune, considérées comme inassimilables. Dans les lois de 1921 et 1924, cette préoccupation de défense persiste, mais on l'étend en outre partiellement à l'Europe. Les « personnes non admise » à la naturalisation » se voient interdire toute forme permanente d'établissement, ce qui, indépendamment de toute condition géographique, repousse sans appel les Asiatiques. Quant aux autres races, elles sont traitées selon leur continent ou leur pays d'origine : les immigrants du Canada, de l'Amérique centrale ou méridionale sont admis sans limitation de nombre, en voisins ; mais à ceux originaires de l'Europe, de l'Afrique, de 1’Asie méditerranéenne ou russe, on applique le système du quota, c'est-à-dire que le contingent alloué à chaque pays ne peut s'élever qu'à 2 p. 100 des personnes nées dans ce pays qui résidaient aux États-Unis en 1890 (la loi de 1921 avait dit 3 p. 100 et 1910). Ce traitement différentiel vise à favoriser, dans l'immigration européenne, l'élément nordique au détriment des Méditerranéens et des Slaves, car, en 1890, le nombre de ces derniers ayant traversé l'Atlantique n'était pas encore important : il en résulte que, sur la base de la loi de 1924, le contingent annuellement admis ne peut comprendre que 13,3 p. 100 de Latins-Slaves contre 86,6 p. 100 de Nordiques ; sur 165 000 immigrants autorisés, les Anglo-Irlandais peuvent être 62 000 et les Allemands 51 000, mais il ne saurait y avoir plus de 3 845 Italiens et 2 248 Russes. À partir de 1927, l'admission doit être réduite au chiffre permanent de 150 000 (sans préjudice des immigrants en provenance du nouveau monde), chaque nationalité étant reçue dans la proportion où elle a contribué à la formation du peuple américain.

Par cette réglementation draconienne le pays signifie nettement qu’il entend demeurer un pays de race blanche — ce qu'on savait déjà

—, mais surtout qu'il ne veut plus d'immigration [116] massive et qu'il prétend conserver son caractère anglo-saxon. Comment une orientation aussi décisive s'est-elle imposée, au point de réduire presque au silence les intérêts lésés par elle ? Quand Lothrop Stoddard, Madison Grant, et avec eux les plus qualifiés des eugénistes, se servent de Mendel pour rajeunir Gobineau, la sincérité de ces hommes de talent n'est pas en cause, mais ils expriment des passions latentes autour d'eux : au moment où ils croient faire de la science ils font de la politique. L'intérêt pris, en Amérique, aux discussions sur l'hérédité, l'environnement, la supériorité des races nordiques n'aurait pas été si vif, si la controverse n'avait directement évoqué des situations que chaque ville, chaque bourg connaissait trop bien : l'invasion slavo latine, l'inondation étrangère, la menace catholique, ce n'est pas, dans l'Est ou le Centre-Ouest, une invention des pamphlétaires, mais la pure réalité. Dès l'instant qu'arrêté pendant la guerre le flot des immigrants méditerranéens et orientaux tendait à reprendre son intensité antérieure (111 000 entrées en 1918, 141 000 en 1919, 430 000 en 1920, 805 000 en 1921), n'était-il pas naturel qu'une doctrine d'exclusivisme, parfaitement élaborée, s'emparât d'un public nerveux, inquiet, jaloux de rester maître chez lui ?

Cette base affective n'eût pourtant pas suffi, si une coïncidence extraordinaire d'intérêts, habituellement opposés, ne s'était parallèlement affirmée. L'introduction persistante de main-d'œuvre, tirée des plus basses classes de l'Europe, pèse sur les salaires : le travail organisé souhaitait donc limiter l'immigration. L'intérêt des employeurs eût été normalement dans l'autre sens : au lendemain de l'armistice, s'ils n'eussent écouté que les besoins de l'usine, ils eussent préféré la libre importation d'un nombre illimité de bras ; mais, sous l'impression encore chaude des soviets, ils redoutaient par contre, en introduisant des bras, de laisser en même temps pénétrer des cerveaux, des cerveaux révolutionnaires ! Le haut patronat se trouvait ainsi conduit à partager, exceptionnellement, le point de vue ouvrier en matière d'immigration : la coalition était irrésistible et devait fatalement l'emporter sur de plus faibles résistances.

[117]

Il restait en effet malgré tout une opposition. Elle comprenait des employeurs, qui persistaient à réclamer une main-d'œuvre au rabais ; des juifs, désireux d'appeler auprès d'eux d'autres juifs ; des résidents

d origine étrangère, soucieux d'attirer aux États-Unis le reste de leur famille restée en Europe ; des sentimentalistes d'opinion avancée, demeurés fidèles à la vieille tradition du bon accueil américain ; l'Église catholique enfin, que l'on retrouve toujours à un moment donné dans l'opposition et qui, avec sa clientèle exotique et disparate, ne pouvait évidemment approuver une politique d'exclusion ethnique. Mais il ne s'agissait là que de minorités, dont la tendance n'était pas dans l'axe général et dont l'influence s'est, en fin de compte, révélée minime. Les diverses lois contre l'immigration ont été votées par de grosses majorités, avec le concours des deux partis : à la Chambre des représentants, assemblée de 435 membres, l'opposition à la loi de 1924 n'a pas réuni plus de 58 voix, provenant surtout des grandes villes peuplées d'étrangers.

On est donc en droit de considérer la nouvelle politique de l'immigration comme l'expression d'une volonté nationale. Elle a fait l'objet d'études approfondies, d'enquêtes consciencieuses, elle n'est pas une œuvre de parti. La collaboration de la Science elle-même a été sollicitée : Philippe le Bel avait ses légistes, mais le Congrès ne s'est pas prononcé sans avoir reçu l'avis de ses eugénistes. Us lui ont prouvé, pièces en mains, que l'Europe nordique (Iles Britanniques, Scandinavie, Allemagne, Belgique et Hollande, Suisse, Lombardie, France, du moins au nord de la Loire) peut à la rigueur concourir utilement au développement ethnique du peuple américain, mais que l'Europe slavo-latine risque, par ses apports, de le dégrader. La biologie, l'ethnologie, Weismann, Mendel sont appelés à la rescousse, mais, derrière cet appareil scientifique, il est aisé de discerner la réaction, toute primitive, de la vieille Amérique, anglo-saxonne et protestante, qui se défend.

Nous avons maintenant à étudier les effets immédiats de la nouvelle législation et ses conséquences lointaines : on entrevoit les premiers, mais les secondes ne peuvent encore donner lieu [118] qu'à des conjectures. Le régime, sous sa forme vraiment restrictive, n'a commencé de faire sentir sérieusement son action qu'à partir de 1925. Après plusieurs années durant lesquelles l'immigration était encore restée importante, les chiffres sont descendus à un niveau beaucoup plus bas, qui paraît devoir demeurer celui de l'avenir :

	IMMIGRATION BRUTE	IMMIGRATION NETTE (émigrants déduits).
1922	310 000	111 000
1923	523 000	441 000
1924	707 000	630 000
1925	294 000	201 000
1926	304 000	227 000

Sur les 227 000 immigrants de 1926, l'Europe en a fourni 95 000, le nouveau continent 132 000. Sur les 294 000 immigrants de 1925, l'Europe en a fourni 148 000, le nouveau continent 141 000, et, dans ces limites restreintes, le but poursuivi par les puristes anglo-saxons a été atteint : dans le total des entrées soumises au quota, l'Europe nordique figure pour 85,6 p. 100, celle du Sud-Est pour 13,3 p. 100 ; c'est le renversement complet des proportions d'avant-guerre. Le contingent alloué, qui était de 165 000, na du reste même pas été atteint ! Sans doute y a-t-il lieu de penser que beaucoup d'Européens ont traversé incognito la frontière canadienne ou mexicaine : c'est toutefois une fraude que les services de l'immigration réussiront vraisemblablement à réduire de plus en plus. En réalité, le vieux continent a cessé de jouer un rôle notable dans le peuplement des États-Unis.

Mais cette privation subite d'une main-d'œuvre dont le besoin restait urgent a provoqué la recherche active de succédanés : la frontière demeurant légalement ouverte aux habitants des pays contigus, ceux-ci ont pénétré en masse. C'est par centaines de mille notamment que les Mexicains sont entrés dans les États du Sud-Ouest. D'après les données officielles du bureau fédéral de l'immigration, 435 000 Mexicains se sont établis aux États-Unis de 1912 à 1925. Le chiffre est manifestement approximatif, [119] et en réalité ils sont aujourd'hui plus d'un million, peut-être quinze cent mille. D'après une estimation de *l'Immigration Department* de l'État de Californie, le Texas en contiendrait, en 1925, plus de 500 000, la Californie 250 000, le New Mexico 180 000 l'Arizona et le Colorado chacun 60 000. Ils s'avancent jusque dans le Nord-Ouest, où ils travaillent aux moissons, jusqu'aux Lacs, où la grande métallurgie les emploie. On ne peut les recenser, parce

qu'ils sont essentiellement instables, vont, viennent, repartent, passent et repassent la frontière sans être repérés. Faciles à vivre, peu exigeants, au fond inassimilables comme des Indiens, ils assument à leur tour ce métier de manœuvres, chargés des gros et durs travaux, que les Chinois, les Italiens, les Austro-Hongrois ont exercé avant eux. Mais ils forment cette fois-ci la dernière équipe exotique à laquelle on puisse s'adresser ; après eux il faudra que le pays vive sur sa propre main-d'œuvre : dans l'histoire du travail aux États-Unis, c'est une phase qui se clôt.

Un mouvement analogue d’appel s'est produit du côté du Canada : de 1921 à 1926, le nombre d'immigrants canadiens officiellement recensés a été de 629 000, dont 201 000 en 1924, 101 000 en 1925 et 91 000 en 1926. Ce, ne sont pas tous naturellement des Canadiens authentiques, car il y a parmi eux beaucoup d'Européens camouflés. Si l'on observe, toutefois, qu'au recensement de 1920 résidaient déjà, aux États-Unis, plus de 1 125 000 personnes nées au Canada, on met le doigt sur l'un des phénomènes démographiques les plus curieux de l'Amérique du Nord actuelle : l'étonnante attraction exercée par les États-Unis sur les pays voisins, au point de les vider d'une part appréciable de leur substance. C'est la preuve que la limitation de l'immigration, mesure politique raisonnable, est malgré tout venue un peu avant son heure, du point de vue de la maturité économique du pays.

C'est ici que s'indiquent des conséquences lointaines, qui sont d'immense portée. La diminution désormais permanente de la réserve de main-d'œuvre, qu'il ne sera plus possible de renouveler par le bas, aura pour effet d'imposer au patronat un [120] recours de plus en plus intense au machinisme ; par là les États-Unis se verront confirmés dans l'évolution qui les oriente vers une standardisation croissante de la production. C'est seulement dans la mesure où, secouant la dépendance du nombre, ils pourront se reposer essentiellement sur la machine, qu'ils seront à même de soutenir la concurrence des pays de population dense et de bas salaires. Mais cette nécessité même de lutte maintient le peuple américain dans l'atmosphère d'initiative et de perpétuelle recherche qui fait sa santé économique : le nouveau régime, à cet égard, l'empêche de s'endormir dans une prospérité facile.

La portée sociale de cette évolution peut être considérable. Par la disparition définitive de l'artisanat, par l'utilisation perfectionnée de chaque unité humaine comme annexe d'une machine, il se crée une

classe innombrable de travailleurs, rapides de mouvement plutôt qu'actifs de pensée, chez lesquels l'automatisme risque de tuer l'initiative. C'est la fin d'un âge de la production, que la France connaît encore, où l'effort était individuel, la création consciente. Condamnés par les circonstances à se spécialiser de plus en plus dans la fabrication en séries, les États-Unis exagèrent le type industriel de leur civilisation, au moment même où le disponible de bras se raréfie. La répercussion s'étend bien au delà du monde ouvrier lui-même, car, dès l'instant que, l'immigration étant tarie, la masse est attirée vers l'usine par les hauts salaires, le service domestique devient impossible à recruter, et c'est un fait social capital. Les très riches, à prix d'or, trouvent encore moyen de se faire servir ; mais la classe moyenne, qui le peut de moins en moins, se trouve ramenée à cette condition d'existence où chacun doit tout faire soi-même. L'impossibilité de se faire seconder dans la tenue de la maison hâte ainsi l'uniformité sociale, rend difficile la vie de famille en éloignant les gens de chez eux, tend indirectement à diminuer la natalité. L'adaptation se fait dans le sens d'une société organisée en grand, nullement inconfortable du reste, mais standardisée jusque dans le *home* et ne comportant plus d'existence vraiment individualisée que pour le petit nombre.

[121]

De ce point de vue la société américaine atteint un degré d'égalité sociale dans la démocratie, qu'aucun pays d'Europe n'a réalisé jusqu'ici : le nouveau régime de l'immigration ne peut que l'accentuer encore. Cette unification sociale n'est du reste pas la seule qu'il faut prévoir, car l'unification ethnique des milieux ouvriers ne peut désormais manquer de se produire. Actuellement, les différences de races, de langues, de mœurs, qui séparent jusqu'aux travailleurs d une même usine, les empêchent fréquemment de se grouper en syndicats concentrés et puissants. L'extraordinaire domination des patrons américains tient partiellement à cette circonstance, mais c'est un avantage (le cas des nègres mis à part) qu'ils ne sauraient guère maintenant conserver au delà d'une génération. Ce sera l'affaire du patronat de prévoir l'approche de cette phase nouvelle de l'organisation ouvrière.

Enfin, la répercussion sans doute la plus grave d'une immigration réduite est celle qui s'exerce sur le volume même de la population, dont l'accroissement dépend dès lors presque exclusivement de l'excédent des naissances sur les décès. Le tableau ci-joint montre dans

quelles proportions l'immigration nette (entrées moins sorties) a contribué, depuis un siècle, à l'accroissement numérique du peuple américain [9] (1) :

	ACCROISSEMENT total.	ACCROISSEMENT par immigration.	
1820-1830	3 228 000	137 000	4 p. 100.
1830-1840	4 203 000	558 000	13 —
1840-1850	6 122 000	1 599 000	26 —
1850-1860	8 251 000	2 663 000	32 —
1860-1870	8 375 000	2 356 000	28
1870-1880	10 337 000	2 530 000	24
1880-1890	12 792 000	4 273 000	31 —
1890-1900	13 047 000	3 239 000	24 —
1900-1910	15 978 000	5 558 000	34
1910-1920	13 738 000	3 467 000	25 —
	96 071 000	26 380 000	27,4 p. 100.

[122]

Ainsi l'immigration a contribué pour un peu plus du quart à l'accroissement total du dernier siècle. Les vagues d'immigration de 1850, 1880, 1900 se manifestent par un léger renflement du pourcentage contributif qu'elles apportent, mais elles ne modifient pas sensiblement la courbe générale de l'accroissement. De même, la chute de l'immigration se marque visiblement dans le résultat d'une décade prise isolément, comme celle de 1910-1920 ; mais à la longue c'est l'excédent régulier des naissances sur les décès qui demeure le facteur fondamental. Or, nous allons voir le chiffre des immigrants se réduire considérablement dès la décade 1920-1930, et davantage encore après cette date. La question centrale est donc, plus que jamais, de savoir

---

9 *Increase of population in the United States*, 1910-1920, *Census monograph*, I, p. 21.

comment le taux de la natalité et celui de la mortalité vont tendre à se comporter dans l'avenir.

Disons de suite que la présence d'une large population d'origine étrangère, jusqu'ici constamment renouvelée, a certainement eu pour effet d'élever anormalement le taux de la natalité-américaine. Le chiffre de 22,5 naissances par 1000 habitants ne correspond évidemment pas aux mœurs moyennes des États-Unis. L'élément autochtone, dans les villes, se reproduit à peine et cette demi-stérilité des « cent pour cent » remonte fort loin. Si les conséquences démographiques ne s'en sont pas manifestées davantage, c'est d'une part à cause du déclin rapide de la mortalité (11,9 p. 1 000 en 1924), de l'autre parce que les campagnes du Sud et de l'Ouest, ainsi que les États peuplés d'étrangers, ont conservé une natalité élevée. C'est dans ces conditions seulement qu'on a pu avoir l'impression, l'illusion d'un accroissement normal rapide. Désormais, en même temps que l'immigration, va se tarir une source importante de reproduction, dans une partie de la population exceptionnellement féconde. Il est donc improbable que le taux de natalité se maintienne au-dessus de 22 p. 1000. Dès lors, même si la mortalité reste basse, il ne faut pas s'attendre à ce que le taux de survivance, qui est de 10,6 p. 1 000 en 1924, puisse continuer à rester tel. Il faudrait, pour qu'il en fût autrement, ou bien un retour vers les campagnes, ou bien une recrudescence [123] de l'alleux étranger, ou bien un changement dans les mœurs familiales, toutes éventualités peu vraisemblables. Sur la base d'un taux de survivance de 11 p. 1 000, même sans immigration, la population doublerait en soixante ans. Comme ce taux de survivance, et avec lui celui d'accroissement, tendra à diminuer lentement dans les décades qui vont venir, il est à croire qu'à la fin du siècle les États-Unis n'auront même pas atteint leurs 200 millions d'habitants.

En 1925, avec 113 millions d'habitants, le territoire continental de l'union américaine n'a que 14 habitants par kilomètre carré. La densité française (71 habitants par kilomètre) lui en donnerait plus de 550 millions. Même avec une population de 200 millions d'habitants, vraisemblable, nous l'avons vu, pour la fin du XXe siècle, la densité ne serait que de 25 habitants par kilomètre carré. Le pays contient des surfaces désertiques, sans doute, mais on avouera que le péril du surpeuplement n'est pas prochain. C'est en partie pour le conjurer cependant que l'opinion américaine a voulu restreindre l'immigration. Il est

curieux de constater à quel point les conceptions de Malthus, dont l'optimiste XIXe siècle, s'était écarté, sont redevenues à la mode chez les Anglo-Saxons. L'Amérique ne veut plus des grands nombres, qui lui paraissent une menace pour son *standard of living ;* sa confiance dans le rendement individuel multiplié par le machinisme la persuade qu'elle n'a plus besoin de ces armées immenses de main-d'œuvre qui avaient contribué à son peuplement, à la constitution de son industrie, à la formation de son marché national. Aux avantages éventuels d'une population nombreuse, comme celle de l'Europe ou de la Chine, elle préfère ceux d'une faible densité humaine coïncidant avec un niveau supérieur de vie, dans un continent volontairement fermé. C'est, dans la vie d'un grand peuple, une orientation décisive, nécessitant une savante organisation de la production et comportant aussi, à la longue, une politique militaire, car l'expérience prouve que, tôt ou tard, les territoires riches et peu peuplés ont besoin d'être défendus. L'opinion américaine n'est pas aveugle à de pareils dangers, mais [124] elle a fait son choix : en dépit d'objections patronales qui persistent, la restriction de l'immigration répond trop à une volonté nationale pour que le régime inauguré depuis la guerre ait chance d'être sérieusement modifié.

Le péril d'une inondation numérique peut être considéré comme écarté, et la natalité déclinante rend peu probable l'éventualité du surpeuplement. Du point de vue de la composition ethnique, cependant, il est permis de se demander si les mesures de défense contre la pénétration étrangère ne sont pas venues trop tard, quand déjà des germes hétérogènes, qui continueront de croître, avaient été déposés dans l'organisme social de la nation. On aurait tort de passionner le débat, ce n'est pas une menace pour la « civilisation » : tous les étrangers, quels qu'ils soient, s'américaniseront. Mais, il ne faut pas s'y tromper, ce ne seront pas des Anglo-Saxons : l'Amérique protestante, de tradition britannique, ne les aura pas assimilés. Nul ne peut donc savoir ce que sera, dans l'avenir, l'individualité américaine, et l'on comprend que ce point d'interrogation, qui reste posé, trouble profondément tous ceux qui se rattachent à la tradition nationale du passé.

[125]

Première partie.
La crise ethnique et religieuse du peuple américain.
Restera-t-il anglo-saxon et protestant ?

Chapitre IX

LE KU KLUX KLAN ET LE NATIONALISME PROTESTANT

Retour à la table des matières

Il y a des manifestations éruptives qui sont virulentes pendant un temps, puis s'apaisent et disparaissent ; pendant la crise on les prend au tragique, ensuite on ne les prend même plus au sérieux : elles révélaient pourtant un trouble latent, qui persiste peut-être. Le Ku Klux Klan, forme aiguë du nationalisme protestant, est une de ces manifestations. Il faut l'envisager comme une fièvre, faute de quoi l'on risque d'exagérer sa portée au moment du paroxysme et de la réduire à l'excès quand survient la détente.

Plus qu'une société secrète, le Ku Klux Klan est un état d'esprit ; plus qu'une nouveauté, c'est une reviviscence de toute une série de révoltes antérieures contre l'immigrant, le nègre, le catholique, l'étranger. L'exclusivisme nationaliste est, en effet, ancien aux États-Unis, avec un vocabulaire qui n'a presque pas changé. Dès la fin du XVIIIe siècle, une opinion jalouse réprouve les *unamerican ideas.* Quand, vers 1830, l'immigration irlandaise commence d'affluer, surgissent

spontanément, aux élections, des *natives american tickets,* pour écarter des postes électifs ou honorifiques toutes personnes de naissance étrangère. En 1855, au plein de la pacifique invasion germano-irlandaise, la société secrète des *Know nothing* atteint son apogée ; avec ses mots de passe, ses secrets, ses cérémonies, elle combat surtout le catholicisme, dont l'influence se fait sentir d'une façon croissante dans 1'« *ignorant foreign vote* » : on estime ses membres à 1 250 000 ! Une génération passe et, contre la vague d'immigration slavo-latine, voici qu'en [126] 1887 se dresse l'anticatholique *American Protective Association* ; le pape, prétend-elle sur la foi d'une fausse encyclique, revendique comme sien le continent découvert par le catholique Christophe Colomb, l'Amérique protestante est menacée ! Le Centre-Ouest, l'Ouest, pénétrés d'influences puritaines, s'indignent à l'appel de l'A.P.A., qui recueille de nombreuses adhésions dans le Michigan, l'Ohio, l'Illinois, l'Iowa, le Missouri, le Kansas, le Nebraska. Les *Know nothing, l'A.P.A.,* sont les véritables précurseurs du Klan actuel, dans la mesure où celui-ci est surtout dirigé contre les catholiques, les juifs, les étrangers.

Il est aussi dirigé, sinon principalement, contre les nègres, et à cet égard c'est du premier Ku Klux Klan, fondé en 1866 à Pulaski (Tennessee) par les sudistes « pour le maintien de la suprématie blanche dans les États à esclaves », qu'il tient ses méthodes, sa hiérarchie, son pittoresque langage. Quand, au lendemain de la guerre de Sécession, les *carpets baggers* associés aux noirs brimaient le Sud, il ne restait plus à celui-ci, pour résister, que les moyens extra-légaux. Contre une domination impie, au nom d'une justice ethnique supérieure, les membres du Klan prenaient eux-mêmes en mains l'exécution de la loi non écrite qu'ils estimaient seule juste. Connaissant l'impression produite sur le nègre ignorant et superstitieux par tout ce qui est solennel, mystérieux, inexplicable, ils choisissaient cette arme du secret, qui semble avoir tant d'attrait pour l'imagination américaine ; leur cagoule blanche, leurs défilés silencieux, la nuit, à la lumière des torches, la main squelettique qu'ils tendaient au noir épouvanté, sans parler des lettres de menaces, des affiches anonymes comminatoires, du fouet administré aux récalcitrants, d'exécutions plus terribles même, tout cet attirail leur valait un pouvoir de terreur, un prestige légendaire, que rehaussait encore la hiérarchie grandiloquente de leurs chefs : le Grand Sorcier commandait 1'« Invisible Empire », chaque royaume possédait un

Grand Cyclope, sans parler du Grand Moine, du Grand Turc, de la Grande Sentinelle... D'abord composé de bons éléments, le Klan ne tarda [127] pas à attirer les pires ; il fut dissous en 1869 par ses propres fondateurs. Mais l'opinion locale estime qu'à cette heure de crise c'est son intervention qui sauva la société blanche : son esprit en tout cas a survécu dans la farouche résolution du Sud de rester, au besoin par la force, *a white man's country*.

Il a suffi en effet de la crainte d'une nouvelle crise pour faire revivre, cinquante ans plus tard, un mouvement analogue. C'est en 1915, à Atlanta (Géorgie), que le nouveau Ku Klus Klan a reparu, mais il n'a vraiment pris d'essor que vers 1917 ou 1918, quand la psychologie collective du temps de guerre commençait de se manifester par un renouveau de nationalisme et de xénophobie. Le fondateur, William Joseph Simmons, le « colonel Simmons » (il avait été soldat de seconde classe pendant la guerre hispano-américaine), était l'un de ces nombreux prédicateurs protestants laïques, que la guerre imprégnait d'une sorte de mysticisme impérialiste. La société secrète qu'il institue, avec le vieux nom prestigieux de Ku Klux Klan, est « consacrée, en tant que société protestante, à l'enseignement de la religion chrétienne ; elle s'engage, en tant que société de blancs, au maintien perpétuel de la suprématie de la race blanche ». C'est la vieille hantise du Sud, mais les circonstances lui donnent un renouveau d'actualité : en 1917, les nègres ont été incorporés dans l'armée, nombre d'entre eux sont allés à ce titre en Europe ; on les a souvent traités sur pied d'égalité, plusieurs ont même pu connaître des femmes blanches... À aucun prix il ne faut qu'au retour ils relèvent la tête : le Klan sera là poulies en empêcher, comme au temps de la reconstruction. Et si, à côté du noir, l'étranger catholique révèle des prétentions, si le bolshevik pénètre de ses doctrines odieuses la vieille Amérique, les bons citoyens protestants seront encore là pour s'y opposer. Vers 1919-1920, les membres du Klan pouvaient être quelques dizaines de mille : leur action s'exerçait, comme un demi-siècle plus tôt, par des interventions spontanées pour le maintien de l'ordre, des avertissements aux « mauvais citoyens », des « exemples » propres à frapper l'imagination, des affiches menaçantes, des parades mystérieuses et solennelles.

[128]

Ce n'est toutefois pas des années de guerre que date le véritable épanouissement du mouvement, mais de la période consécutive aux

traités de paix. L'Amérique se crut alors menacée d'une invasion des éléments les plus inférieurs, les plus dangereux du vieux continent. L'armée était revenue d'Europe plutôt antieuropéenne. Quant aux hommes qui étaient restés en arrière, sans avoir combattu, une ardeur non employée bouillonnait en eux. Combien de démobilisés, du reste, qui trouvaient leur place prise, soit par un nègre, soit par quelque exotique à peine dégrossi ! Il n'en fallait pas davantage pour exciter une rancœur collective : « Tous ces étrangers se groupent, s'organisent, entendait-on dire, l'Église catholique les enrégimente et les encadre. Pourquoi ne nous organiserions-nous pas aussi, nous autres Américains ? » C'est le moment où le Ku Klux Klan, qui végétait un peu sous l'administration brouillonne du colonel Simmons, se reconstitue, à l'américaine, sous une nouvelle direction qui, conformément aux meilleures méthodes des *boosters,* en fait financièrement une bonne affaire. Sous cette impulsion son caractère se modifie, il cesse d'être simplement une réaction sudiste locale pour devenir l'expression exaltée d'une sorte d'instinct national de défense. En même temps, son centre de gravité se déplace, du Sud proprement dit vers le Sud-Ouest et l'Ouest.

Le *Kloran,* rituel du Klan, rédigé par Simmons en 1915, contenait du reste par avance toute la substance d'un mouvement anticatholique ou antijuif. C'est un parfait manuel d'américanisme « cent pour cent », un appel direct à toutes les préventions de la classe moyenne autochtone, c'est enfin, à la base, une manifestation de protestantisme outré, propre à satisfaire le fondamentalisme le plus étroit. On dirait parfois, à le lire, qu'il s'agit d'une simple association morale : « Répandre et cultiver le véritable patriotisme, donner nous-mêmes l'exemple d'une bienveillance agissante, défendre la sainteté du home et les vertus de la femme, préserver par une action pratique et maintenir dans leur essence les institutions, les droits, les privilèges, les traditions, l'idéal du pur américanisme... » Il ne faut [129] pas méconnaître la portée de ce langage, que le vocabulaire politique français peut du reste nous aider à comprendre : chez nous, les « bons citoyens » ont un relent de bonapartisme, les « honnêtes gens » sont des amis de l'ordre, capables de taper dur à l'occasion ; nombreux sont, dans notre histoire, les appels factieux de coups d'État qui ont escompté leur concours. C'est dans ce sens que les membres du Klan sont d'« honnêtes gens », prêts à se charger spontanément d'appliquer la loi, même non écrite *(take the*

law into their own hands), si le gouvernement faiblit. Par cette façon extra-légale de donner une expression au sentiment de la communauté, le Klan est fasciste d'inspiration ; en tant que société secrète, il tient du « noyau », du comité de vigilance chargé d'administrer des corrections, de faire des exemples ; c'est une démagogie de l'ordre, entre les mains des « purs » du nationalisme protestant. Pour en faire partie il faut en effet être né aux États-Unis, ce qui exclut les étrangers ; il faut être chrétien, ce qui exclut les juifs ; il faut admettre les institutions américaines, ce qui n'a l'air de rien mais tend à exclure les catholiques sujets du pape, ce souverain étranger !

Le Ku Klux Klan bénéficiait, dans le Sud, d'un terrain préparé depuis deux générations. Dans le Sud-Ouest, au delà du Mississipi (Arkansas, Texas, Oklahoma, Missouri, Kansas...), c'est une clientèle déjà différente qu'il touche, celle de l'Américain moyen de petite ville, descendant des pionniers de souche nationale et puritaine qui ont colonisé l'Ouest au milieu du XIX[e] siècle. Là, sous une couche imperméable d'ennui, l'orthodoxie protestante et le vieil américanisme se conservent sans changement. Nulle part n'est dépassée la médiocrité de ces petites communautés, où l'opinion locale surveille agressivement tout individu suspect d'être différent. Ni la grande cité avec son mélange de races et de groupes, ni la pleine campagne avec son isolement ne se prêtent complètement au succès du Klan, mais il est essentiellement une éclosion de petite ville. Dans ces milieux sans horizon, l'aristocratie intellectuelle est inexistante, le corps enseignant tenu en laisse courte ; c'est à [130] d'étroits petits bourgeois qu'y appartient la direction sociale, sous l'inspiration d'un clergé protestant non-conformiste pour lequel 1'« Invisible Empire » n'est pas sans attrait. Le pasteur baptiste — lui surtout — est fréquemment en sympathie avec l'action du Klan ; il lui arrive d'être « *kleagle* », c'est-à-dire agent de propagande locale de l'organisation. Quand une bande masquée surgit en grand mystère pour offrir une bourse remplie de dollars à quelque « digne pasteur », ce n'est jamais sur un prêtre catholique que son choix s'arrête, ni sur un recteur anglican, mais sur le pasteur baptiste ou méthodiste du lieu.

Ce clergé dissident des confessions de classes moyennes, dont l'influence grandit dans l'Ouest depuis la guerre, c'est largement par son entremise que se déclenchent ces « peurs », avec lesquelles on ameute l'opinion bien pensante et timorée : peur du catholicisme, de l'athéisme, de l'évolutionnisme, du vin, de l'immoralité européenne, du radi-

calisme, *du* bolshevisme, de la révolution, de l'invasion noire, jaune, slavo-latine, de l'abâtardissement de la race... Quand, d'accord avec les fondamentalistes, les prohibitionnistes ou les antiévolutionnistes (ce sont toujours les mêmes personnes), le Ku Klux Klan se présente en champion de la morale nationale, qu'on ne s'y trompe pas, son autorité est grande : avec le pasteur local, dont les roués chefs de *l'Anti-saloon League* ont fait un agent électoral, avec *Babbitt,* l'honnête commerçant du cru, c'est lui qui sauve la société. New-York peut bien en rire, mais les politiciens locaux savent à quoi s'en tenir et prennent bonne note de ce qu'ils doivent ou ne doivent pas faire. On a ainsi l'explication toute naturelle de ces manifestations, en apparence paradoxale, la loi antiévolutionniste du Tennessee, la prohibition, sans parler de centaines d'autres textes visant l'assainissement des mœurs ou des esprits. C'est l'américanisme menacé qui se réfugie dans la forteresse de la conformité.

On voit assez bien, dans ces conditions, auprès de quels éléments sociaux cette propagande doit réussir. Qu'elle attire tôt ou tard la crapule, toujours tentée de s'associer à des exécutions [131] d'action directe, c'est évident : le Sud surtout paraît avoir souffert de cet abus. Mais il y a, dans le programme du Klan, de quoi séduire de très honnêtes gens. La classe moyenne constitue en effet la plus grande part de son personnel, et le mouvement s'épanouit d'autant plus, qu'on est dans un milieu où les groupes autochtones se sont maintenus distincts et forts. C'est de ce point de vue que la géographie du Ku Klux Klan s'éclaire le mieux. Elle est très difficile à faire, parce qu'elle ne comporte pas de données certaines et surtout parce qu'elle se modifie pour ainsi dire de mois en mois. L'« Invisible Empire » n'a pas de domaine stable. Pour évoquer ses conquêtes il faut avoir recours à des comparaisons, comme par exemple celle de l'orage qui se meut et dont le centre de dépression barométrique se déplace d'instant en instant : jusque vers 1920 la zone atteinte était surtout le Sud ; puis la dépression a glissé vers le Sud-Ouest et l'Ouest ; de là elle s'est étendue d'une part vers la Californie méridionale, forteresse de puritanisme, et d'autre part vers le Nord-Ouest, jusqu'à l'Oregon ; en même temps le Klan remontait la vallée du Mississipi, s'installait en forces dans les parties demeurées vraiment américaines de l'Indiana, de 1 Ohio ; sans s'arrêter en chemin il pénétrait enfin jusque dans l'Est, principalement dans les petites villes peu industrialisées où le vieil élément national

conserve encore quelque personnalité distincte, dans l'arrière-pays des États de New-York et de Massachusetts par exemple, dans le nord-est de Long-Island...

Il ressort de cette topographie que le Ku Klux Klan est surtout vivace quand les groupes exotiques ne sont pas trop nombreux : dans les grandes villes bariolées, comme New-York ou Boston, il n'arrive pas à être une puissance. Il en est une au contraire dans certaines zones, restées très américaines, qui sont en état de réagir utilement contre les infiltrations étrangères. Pour provoquer l'éruption soudaine il suffit alors souvent d'un simple incident : le scandale causé par une « machine » corrompue entre les mains de politiciens irlandais, l'activité excessive de la propagande catholique, la venue collective dans [132] un quartier antérieurement indemne d'un groupe de nègres ou de juifs... La réaction, dans l'Indiana par exemple, prend alors la forme d'un redressement américain par voie d'intimidation : une pression agressive est exercée sur le commerce, les élus, la société tout entière. Cette opposition actuelle, entre les régions industrielles urbanisées que submerge le cosmopolitisme et la zone des petites villes où survit l'esprit national d'autrefois, est de toute première importance : elle est à la base de la politique américaine d'après-guerre.

Les raisons qui attirent une clientèle au Ku Klux Klan varient avec la géographie ; les buts qu'il poursuit, également. Dans le Sud, c'est la défense du blanc ; dans l'Ouest, l'affirmation du protestantisme anglo-saxon contre Rome ou la démoralisation européenne ; dans le Nord-Est, la réaction instinctive contre tous les exotiques, catholiques ou juifs, russes, irlandais ou méditerranéens. Le véritable résidu, partout, c'est l'anticatholicisme. L'anticléricalisme français peut aider à saisir la genèse de cette prévention : on en veut moins en somme à une religion qu'à l'Église, institution politique, dont le chef est un Italien. Du point de vue de l'Américain intransigeant ou ignorant, le catholique, soumis à la Hiérarchie, ne peut se conformer pleinement à l'esprit de la constitution : il demeure à tout instant susceptible de recevoir un mot d'ordre. Périodiquement, du reste, aux élections, l'expérience prouve qu'il en reçoit un, sinon du pape, du moins du prêtre. L'objection, qui est classique, apparaît d'autant plus forte aux États-Unis que l'action romaine y a pris l'aspect d'une colonisation religieuse étrangère : ce qui chez nous est querelle de doctrines se matérialise là-bas en rivalité de races.

On s'explique dès lors que dans ce pays, dont le sens critique n est pas la qualité maîtresse, les racontars les plus invraisemblables circulent. L'*American Standard*, organe national bimensuel du Ku Klux Klan, constitue à cet égard une magnifique collection de perles. Je cite au hasard : « Savez-vous… que Rome considère Washington comme le futur centre de sa puissance et remplit de papistes nos départements ministériels ? que [133] la Hiérarchie, depuis des années, achète dans notre capitale des terrains stratégiques ? que dans notre département d'État (affaires étrangères), à Washington, 61 p. 100 des employés sont catholiques romains ? que dans le département de la trésorerie, chargé de la mise en vigueur de la prohibition, 70 p. 100 des employés sont catholiques romains ? » *(American Standard*, 1e octobre 1925). Mais voici plus fort : « C'est Ericson qui a découvert l'Amérique... En prétendant frauduleusement que c'est Colomb, la Hiérarchie romaine revendique des droits qui sont la propriété des peuples nordiques seuls, grâce à la découverte de ce continent par Leif Ericson, en l'an mille » *(American Standard,* 1e octobre 1925). Les catholiques répondent qu’il n'y avait pas de protestants en l'an mille, que par conséquent Leif Ericson était, lui aussi, catholique, mais *l’American Standard* n'est pas ébranlé : « Les serviles populations de la Méditerranée ont été les humbles sujets du Vatican, mais les chevaleresques, libres, idéalistes peuples nordiques ont toujours été hostiles à Rome » *(American Standard,* 15 octobre 1925). Porté par cette inspiration, qui se maintient constamment au diapason du sublime, *l’American Standard* aboutit à un programme d'exclusivisme, sans doute inexécutable, mais cohérent : 1° obligation légale de lire la sainte Bible dans les écoles publiques ; 2° reconnaissance du fait que les principes du romanisme monarchique et ceux de l'américanisme républicain sont incompatibles ; 3° reconnaissance de la thèse d'après laquelle les catholiques, dès l'instant qu'ils reconnaissent obéissance à un souverain étranger, ne doivent pas avoir droit au vote dans un pays protestant ; 4° révision des lois américaines pour supprimer le vote des étrangers ; 5° obligation légale, pour la presse américaine, de se servir exclusivement de la langue anglaise ; 6° exclusion des juifs qui travaillent contre la société chrétienne ; 7° retour des nègres dans leur patrie africaine ; 8° droit de vote réservé à ceux seuls qui ont suivi les écoles publiques pendant quatre années ; 9° adhésion formelle de tous les citoyens à la constitution, y compris le 18° amendement (la prohibition) ; 10° adoption par-le peuple américain, comme règle de conduite [134] dans sa vie publi-

que et privée, des enseignements de Jésus-Christ, tels qu'ils sont donnés dans la sainte Bible, parole de Dieu *(American Standard,* 1e novembre 1925).

L'« impérial sorcier » Evans, chef suprême du Klan, se vante d'être « l'homme le plus moyen des États-Unis » *(the most average man in America).* Dépouillés de leur forme ridicule ou volontairement agressive, les idées que nous venons de résumer sont en effet, ne nous y trompons pas, très répandues dans l'opinion protestante peu éclairée. Elles peuvent survivre à la société secrète qui leur donne cette expression passionnée. L'américanisme « cent pour cent » s'en inspire : il représente une tendance profonde, dont le Ku Klux Klan n'a été que l'épisode pittoresque et sans doute passager. Le nombre de ses membres, dans ces conditions, à supposer qu'on le puisse connaître, n'est pas une donnée vraiment instructive, car l'organisation est moins importante que l'état d'esprit. L'organisation, en tant que telle, est depuis 1923 ou 1924 sur la pente d'une décadence rapide. En 1921, le *New York World* estimait à un demi-million les membres du Klan ; en 1922, une commission d'enquête du Congrès disait n'en trouver que 100 000 ; en 1923, le *World's Work* suggère le chiffre de deux millions et demi ; en 1924, Mecklin, auteur d'un livre excellent, *The Ku Klux Klan, a study of the american mind* (Harcourt, Brace et C), parle de « millions ». La décadence a cependant déjà commencé, d'abord dans le Sud, puis dans le Sud-Ouest... En septembre 1925, le Klan est encore en mesure de remplir les rues de Washington d'un immense cortège, mais, en février 1926, une enquête du *New York Times* révèle partout un véritable effondrement.

La vraie faiblesse du mouvement réside dans le fait que, mis à pied d'œuvre et sollicité d'action constructive, il s'en est toujours révélé incapable. Il lui est arrivé de conquérir politiquement des États, l'Oklahoma, la Géorgie, d'autres encore : il n'en est rien résulté, car, une fois au pouvoir, la société secrète perdait sa force en perdant son mystère. La puissance du Klan s'est marquée davantage sous forme de pression occulte, soit [135] dans les législatures locales, soit même dans la politique fédérale : en 1924, lors des conventions nationales pour la désignation des candidats à la présidence de la République, il a prouvé qu'il tenait une bonne moitié des démocrates et que les républicains n'osaient pas grand'chose contre lui. Cette période d'intimidation semble passée : il est vraisemblable que, dans quelques années, le Ku

Klux Klan ne sera plus une influence qui compte. Mais les préventions qu'il représentait survivent, et il n'en reste pas moins une des manifestations les plus symptomatiques de l'après-guerre : dégagez-le de ses violences (tradition du Sud), de son rituel puéril et grandiloquent (tradition de toute l'Amérique maçonne), vous avez un résidu de nationalisme protestant, réaction périodique des générations autochtones contre le flot des étrangers.

[136]

Première partie.
La crise ethnique et religieuse du peuple américain.
Restera-t-il anglo-saxon et protestant ?

Chapitre X

LES DEUX AMÉRICANISMES.

Retour à la table des matières

Embrassons maintenant d'un coup d'œil, pour conclure, l'ensemble de ces manifestations : la campagne antiévolutionniste, l'intolérance scolaire, la prohibition, la restriction de l'immigration, la crainte de l'Europe catholique, sans parler du Ku Klux Klan. Elles ont toutes une inspiration commune, qui pourrait se résumer dans la formule « l'Amérique aux vieux Américains ». Ce nativisme est la forme présente de l'américanisme. En sera-ce la forme définitive ?

Au XIXe siècle, le nouveau continent s'était ouvert généreusement aux opprimés de tous les pays ; ils y trouvaient une nouvelle patrie et le droit de se dire américains. C'est une conception tout autre qui tend à s'affirmer aujourd'hui : d'après elle, l'avenir national ne peut se concevoir en dehors d'une certaine race, avec sa religion, sa loi morale propre, sa tradition exclusive ; la nation, selon les purs qui en gardent les avenues, ne serait plus la chose de tous, mais n'appartiendrait qu'à ceux qui sont nés dans la lignée de ses fondateurs ; ce n'est plus une question d'adaptation mais de naissance : on est ou on n'est pas de la famille.

Cette doctrine, toute récente aux États-Unis, il ne faut pas perdre de vue que les mœurs, dans la pratique, l'avaient devancée de longue date. L'Américain protestant de souche anglo-saxonne se considère, s'est toujours considéré comme constituant une aristocratie, titulaire de droits spéciaux. En dépit de la constitution, l'égalité morale et sociale n'est pas complète entre ceux qui sont et ceux qui ne sont pas nés ; il y a en fait [137] des citoyens de première et de seconde zone. C'est naturellement affaire de retard dans l'assimilation, infériorité classique du « nouveau » vis-à-vis de 1'« ancien ». Cet immigrant, qui baragouine l'anglais ou l'ignore, qui ne s'est pas débarrassé de ses mœurs singulières, qui sent et raisonne d'une façon différente, comment ne serait-il pas considéré avec méfiance par le « cent pour cent », sûr de son hérédité, fier de son niveau de vie, conscient de sa supériorité morale au point d'oser, selon le mot du « grand sorcier » Evans, « regarder son Dieu face à face » ? Quand l'assimilation est survenue, la distance s'atténue, mais toute insuffisance d'adaptation est inconsciemment jugée par l'Américain comme un signe d'infériorité.

On ne s'en étonnera pas, si l'on songe que l'Europe, surtout depuis un demi-siècle, n'a pas envoyé de l'autre côté de l'Atlantique ce qu'elle avait de meilleur. Pour l'enfant américain, l'Italien c'est un petit mercanti, le Grec un louche restaurateur, le Français un garçon coiffeur de bas étage ; il ne lui vient même pas à l'idée que d'autres Italiens, d'autres Français, dans leur pays, sont des *gentlemen*, beaucoup plus raffinés que lui. Les parents intelligents envoient leurs enfants en Europe pour qu'ils l'apprennent. Mais l'Américain qui n'a jamais voyagé ne le croit pas ; son mépris pour les gens du vieux monde est insondable : des peuples immoraux et décadents, ignorants des plus élémentaires prescriptions de l'hygiène, dominés par une prêtrise fanatique, constamment menacés d'anarchie ou de révolution, vivant dans des pays où l'on meurt de faim... je n'exagère pas.

Cela, se traduit, dans la vie sociale, par un traitement différentiel. La justice, au fond, n'est pas tout à fait la même pour l'autochtone et pour l'exotique : entre un témoin américain et un témoin étranger, le juge penche malgré lui à croire de préférence le premier ; en cas de doute, il est vraisemblable que la présomption jouera plutôt contre l'Italien, le Russe ou le Grec. S'il s'agit de races de couleur, on sera tenté de prendre encore moins de précautions. Envisage-t-on un nouveau système d'exécution capitale, elle sera d'abord essayée sur un

Chinois, régulièrement [138] condamné naturellement (le cas s'est produit dans le Nevada). Si l'on « stérilise » un nègre, est-il bien sûr que toutes les précautions légales seront observées ? Dans les relations privées de la vie quotidienne, la distance est encore plus accentuée. Les anciens résidents, menacés par l'infiltration dans leurs clubs, leurs hôtels et jusque dans leurs maisons, se préservent (et comme on les comprend !) par tout un réseau de défenses, avec ses cordons sanitaires, ses ouvrages fortifiés et même son saint des saints, où l'influence étrangère ne pénètre jamais. Il y a aux États-Unis des milieux, de pure origine britannique, peu connus du grand public, dont l'autorité sociale et même politique demeure considérable, en raison même de la tradition, pure de tout alliage, qu'ils représentent.

Ce contentement de soi-même, cette certitude ingénue que le reste du monde est inférieur ne provienne d'aucune mauvaise volonté. L'Américain est bienveillant, il veut votre bien, mais il n arrive pas à concevoir qu'on n'accepte pas avec enthousiasme, avec reconnaissance, ses manières de voir et de faire ; la supériorité de sa civilisation lui paraît si évidente que la discuter c'est, à ses yeux, nier l'éclat même du soleil. Un remarquable article de *l'American Journal of Sociology (Ku Klux Klan interpreted,* par F. Bohn, janvier 1925) résume ainsi, dans une page humoristique, l'idée que le peuple américain se fait de lui-même : « Nous sommes le plus grand peuple du monde. Notre gouvernement est le meilleur. En matière de religion, de foi, de pratique morale, nous autres protestants sommes exactement ce que l'homme doit être, et nous sommes aussi les meilleurs combattants qu'il y ait sur la terre. Comme peuple, nous sommes le plus sage, politiquement le plus libre, socialement le plus développé. D'autres nations pourront se tromper, choir, mais en ce qui nous concerne nous sommes à l'abri *(safe).* Notre histoire est le récit du triomphe de la justice : nous voyons cette force se dessiner à travers chaque génération de notre glorieux passé. Notre développement, notre succès sont certains dans l'avenir, aussi certains que les lois mathématiques. La Providence est toujours de notre côté. La seule guerre que les Américains [139] aient perdue, c'est une guerre où un tiers d'entre eux a été vaincu par les deux autres tiers. Nous avons été choisis par Dieu pour sauver et purifier le monde par notre exemple. Si seulement les autres nations voulaient adopter nos principes religieux et politiques, notre attitude générale à l'égard de la vie, bien vite, sans aucun doute, elles seraient aussi

heureuses, aussi prospères que nous ». Les États atlantiques, la vieille Californie, quelques villes universitaires de-ci de-là contiennent une société cultivée et fine, capable d'ironie, susceptible à ses heures d'admirer l'Europe, et qui ne pense pas tout à fait ainsi. Mais j'avoue que ces lignes me paraissent exprimer, à la lettre, le point de vue des masses américaines, dans les profondeurs de l'Ouest.

S'américaniser, dans ces conditions, c'est adopter les principes moraux, sociaux, politiques des Anglo-Saxons. L'assimilation, dans la pensée des vrais Américains, n'a pas d'autre sens : avec des Italiens, des Russes, des Allemands, se sont-ils dit au cours du XIXe siècle, nous sommes capables de faire des hommes semblables à nous. Il ne s'agit pas, qu'on le comprenne bien, d'une fusion, où le mélange de plusieurs éléments produit un alliage inédit, mais d'une digestion qui ne laisse pas subsister l'individualité de l'aliment absorbé. C'est quand les assimilateurs s'aperçurent que le peuple américain changeait de caractère à ce régime, la prétendue assimilation n'étant souvent qu'une fusion, parfois même une simple juxtaposition, qu'ils transformèrent leur américanisme, jusqu'alors accueillant, en une doctrine de défense et d'exclusion.

Ils avaient cependant laissé pénétrer suffisamment d'étrangers pour qu'un autre américanisme, en opposition avec le leur, se fût dessiné. À mesure que les étrangers arrivaient plus nombreux, il s'en trouvait en effet pour ne plus admettre le verdict d'infériorité dont on condamnait leur origine. Ardents à s'américaniser, comme les autres, les meilleurs ne pouvaient cependant manquer de connaître leur valeur individuelle propre. Que l'Anglo-Saxon, dans une société de coopération sociale faite pour son tempérament, ait de suite un meilleur rendement, [140] c'est un fait ; mais dire sans nuances que les races nordiques sont supérieures, c'est un peu contredire, aux États-Unis, l'expérience de chaque jour. Sans prétendre généraliser, quand vous voyez briller un œil vif, évoluer une intelligence rapide, c'est bien souvent un Italien, un Juif, un Russe... Ils sont venus d'Europe apportant avec eux, parfois comme un joyau non taillé, la tradition de civilisations brillantes, qu'on leur demande de rayer d'un seul coup. Plusieurs, en pleine conscience, surtout quand ce sont des intellectuels, s'y refusent : cet Italo-Américain qui écrit l'anglais avec un brio méditerranéen, ce Judéo-Américain qui apporte le trésor d'une intellectualité millénaire, ce nègre même dont la musique et la danse s'ajoutent au patrimoine artisti-

que de l'humanité, ils prétendent contribuer pour leur part à la civilisation américaine en train de se faire ; en s'enrôlant sous une nouvelle discipline, ils demandent qu'on les reçoive avec les honneurs de la guerre, avec armes et bagages.

Il s'agit là, on le voit, d'un « américanisme » entièrement différent de celui des assimilateurs. C'est celui que préconisait avec une sorte de mysticisme, l'écrivain juif Israël Zangwill, qui a mis à la mode la comparaison du creuset *(melting pot) :* « L'Amérique, c'est le creuset de Dieu, le grand creuset de toutes les races de l'Europe, dans lequel elles seront fondues et reformées. Le vrai Américain n'est pas encore né... » C'est une opinion analogue que chérissent au fond de leur cœur les catholiques, lorsqu'ils estiment, en toute sincérité, n'avoir pas besoin, pour s'américaniser pleinement, de faire le sacrifice de leur catholicisme. C'est enfin la conception magnifiquement défendue, dans son livre *Our America*, par Waldo Frank, quand il réclame, pour tous le droit de collaborer à une Amérique de l'avenir, en voie de création. Il faut se garder de méconnaître le prestige, la puissance de cet américanisme-là, car il a, comme l'autre, ses croyants et ses mystiques. Innombrables sont les immigrants qui ont quitté la vieille Europe sur la foi de la liberté qu'ils allaient trouver aux États-Unis : dans leur désir passionné de régénération, sous un ciel [141] nouveau, ils se sont transformés avec joie, dans l'idée qu'ils contribuaient à former une nation nouvelle, à laquelle ils vouaient une reconnaissance sincère et une admiration sans bornes. Cette religion du pays qui régénère le malheureux, dans une atmosphère d'indépendance, c'est le ciment le plus fort de l'unité américaine. Mais quand les « cent pour cent » prétendent que la vraie Amérique n'est pas dans l'avenir mais dans le passé, qu'elle appartient par privilège à ceux qui en détiennent des parts de fondateurs, alors les nouveaux venus ne reconnaissent plus l'idéal qu'ils avaient rêvé.

Peut-on imaginer des États-Unis dont l'essence ne serait plus anglo-saxonne et protestante ? Ceux qui souhaitent pareil avenir ne sont qu'une opposition, qui ne construit pas, qui se borne instinctivement à résister, mais qui persiste. Que son action devienne constructive, qu'elle soit un jour le pouvoir, on aurait une autre Amérique. New-

York, à certains égards, peut en évoquer dès maintenant l'image : elle effraie, comme une perversion, les tenants de la tradition puritaine. Dans cette lutte, la destinée finale du pays demeure en suspens : cette nation toute-puissante ne peut pas dire ce que son âme même sera demain.

[142]

[143]

LES ÉTATS-UNIS D'AUJOURD'HUI

Deuxième partie

L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Retour à la table des matières

[143]

Deuxième partie.
L'équilibre économique des États-Unis au lendemain de la guerre

Chapitre XI

LA MAIN-D'OEUVRE

Retour à la table des matières

Aux États-Unis, le rôle de la main-d'œuvre n'est pas le même que dans les autres continents : par le machinisme, par l'organisation perfectionnée du travail collectif, la production y tend à se libérer du bras de l'homme dans une mesure que nous imaginons incomplètement ; et, de ce fait, l'ouvrier change de caractère, s'éloigne de plus en plus de l'ancien artisan. C'est facile à comprendre, mais, pour se faire une sensibilité qui s'adapte à cette transformation, il faut tout un acclimatement à l'atmosphère américaine. Une autre différence, à peine moins importante, avec nos pays européens si homogènes, c'est que les États-Unis doivent à l'immigration composite du dernier siècle une étonnante hiérarchie ethnique des métiers et des occupations, qui, par certains côtés, rappelle le moyen âge et l'Orient. Les formes les plus avancées de la civilisation industrielle coexistent ainsi, paradoxalement, avec une géologie sociale dont l'Europe occidentale, du moins jusqu'à la guerre, avait perdu le souvenir.

Il faut se représenter la formation historique de la main-d'œuvre américaine comme un perpétuel processus d'ascension, [144] qui d'abord répartit les immigrants dans les diverses fonctions économiques, selon leur origine, leurs affinités ou leurs moyens, puis les élève

de degré en degré dans le niveau de leurs occupations, cependant qu'ils sont eux-mêmes remplacés, au bas de l'échelle, par de nouveaux venus, les derniers arrivés. On a l'impression d'une loi naturelle qui, sous réserve du degré variable de rapidité dans l'assimilation individuelle, fonctionne avec une inéluctable régularité. L'évolution est toujours et partout la même : en débarquant, l'étranger accepte d'ordinaire le métier le plus inférieur, le plus pénible, le plus mal payé ; puis, la génération suivante monte d'un étage, se hausse à des professions plus techniques et mieux rétribuées, devient américaine dans sa manière de vivre, change de quartier ; entre temps, une autre couche ethnique l'a remplacée dans les emplois les plus rudes, dans les pauvres logements, dans le dédain à peine dissimulé de la société. Ainsi, la vie circule, et cette main-d'œuvre abondante, sans cesse renouvelée par le bas, se fond toujours par le haut dans la civilisation proprement américaine. Mais si, à un moment donné, tout ce développement était bloqué, si par exemple l'assimilation ou la fusion des races hétérogènes cessait de se faire, si chacun était figé à la place qu'il occupe, on aurait l'équivalent d'un régime quasi asiatique, dont aujourd'hui même certains traits ne sont pas complètement absents.

La succession de ces équipes a commencé, après les guerres du premier Empire, parles Irlandais, qui s'engageaient comme terrassiers ou manœuvres ; quand ils sont devenus contremaîtres, entrepreneurs, politiciens, policiers ou avocats, des Allemands, des Italiens ont d'abord pris leur place ; mais ceux-ci, ayant aussi trouvé leur voie, ont à leur tour délaissé les bas métiers ; c'est alors qu'est survenue la grande vague slavo-latine et orientale, qui a rempli les cadres inférieurs de la grande industrie ; enfin, quand, à partir de 1914, cette source même s'est trouvée tarie, les nègres des États du Sud, les Mexicains sont arrivés. Maintenant, la liste est close.

Donnons ici, pour préciser davantage, quelques exemples [145] empruntés à des régions particulières. L'industrie cotonnière du Massachusetts a vu ainsi, depuis soixante-quinze ans, son personnel ouvrier changer plusieurs fois de caractère. Vers 1870, les Irlandais, avec des Anglo-Écossais, en formaient encore la majeure partie ; depuis lors, sans que leur nombre ait sensiblement décliné, la place relative tenue par eux a subi une forte baisse, cependant qu'ils tendaient à se grouper dans les spécialités les plus techniques. C'est qu'une pression, venue du bas, les obligeait à monter. De 1870 à 1880 environ,

l'on voit en effet arriver, par masses, les Canadiens français : à la fin de la décade, ils dépassent à eux seuls toutes les autres nationalités étrangères ; leur immigration a beau diminuer ensuite, à partir de 1890, ils continuent, grâce à leur prolificité bien connue, de se multiplier, au point de constituer la base fondamentale de la main-d'œuvre textile : les patrons apprécient leur docilité, leurs longues journées de travail, l'influence de leurs prêtres, qui les détournent des grèves ; à l'ancienneté, ils arrivent à occuper dans l'usine des fonctions de tous ordres et de tous niveaux. Ils ne sont plus du reste l'étage inférieur, car, dans la dernière décade du siècle, le gros ouvrage passe à un conglomérat invraisemblable et bariolé de Polonais, de Portugais, de Syriens, de Grecs, de Russes...

Réparties en quartiers distincts, selon les races, les villes industrielles de la Nouvelle Angleterre ressemblent désormais à ces bazars de l'Orient, où chaque catégorie d'étrangers possède sa rue. Voici le quartier polonais, domaine des Polaki, des Kosciusko ; et voici le quartier irlandais, où tout le monde paraît s'appeler Murphy, Sullivan ou Donnelly ; les rues italiennes, qui semblent déborder de fruits, de raisins, de salamis tentateurs, abritent une population grouillante de Canelli, de Fratelli, de Sbarboro ; et chez les Canadiens français, dont les églises de brique rouge ressemblent elles-mêmes à des filatures, le bloc solide des Béjin, des Dandurand, des Lagloire se serre autour de prêtres, habillés comme des clergymen, mais parlant un bon vieux français du terroir. Les « Américains », car il en reste, occupent les quartiers d'affaires et habitent les [146] belles résidences excentriques. La division de la société en étages horizontaux répond à cette mosaïque : en haut la descendance des premiers colons et les immigrants du début, avec les juifs qui ont réussi ; au milieu l'Irlandais politicien, l'Italien commerçant, le Grec restaurateur, le juif possesseur du magasin ; en bas toute l'Europe sud-orientale et le juif encore. Dans les campagnes environnantes, jadis américaines et puritaines, ce sont des Polonais qui cultivent les arbres fruitiers de la vallée du Connecticut, des Finnois les légumes du Massachusetts septentrional, cependant que les Portugais font pousser les *cranberries* du cap Cod.

À l'autre extrémité du pays, sur la côte du Pacifique, la main-d'œuvre californienne est le résultat d'une formation analogue. Au début, vers 1850 et dans les années qui suivent, ce sont des Indiens, des Chinois qui font le gros travail, dans les mines, dans les haciendas,

dans la construction des premiers chemins de fer. Mais les Indiens disparaissent, et très vite les Chinois sont arrêtés à la frontière. Cependant, ni les Irlandais, ni les Allemands, ni les Italiens, distraits par une rapide prospérité, ne demeurent longtemps disponibles ; il faut se rabattre sur les Japonais, bien vite filtrés à l'entrée, sur les Méditerranéens et les Slaves, même sur les immigrants de l'Asie occidentale ; et, dernière étape, c'est par dizaines, par centaines de mille qu'on fait appel aux Mexicains. Comme chaque groupe s'est cantonné dans une activité correspondant à ses dons, la topographie des races et des occupations ressemble à un damier : la pèche est entre les mains des Portugais, des Grecs, des Finlandais, des Japonais, des Siciliens ; le coton est surtout cultivé par des nègres ou des Mexicains ; les artichauts par des Portugais ; les raisins par des Italiens, des Arméniens ; les pommes par des Slaves danubiens ; les fraises, les asperges, les cantaloups par des Japonais ; le riz, la betterave par des Japonais et des Hindous ; la laiterie est aux mains des Suisses, des Allemands, des Italiens ; les restaurants sont tenus par des Français, des Grecs, des Italiens, des Dalmates ; les Mexicains font les terrassements des voies ferrées ; les Américains, eux, [147] dirigent les grandes exploitations agricoles et l'industrie, ou bien y concourent comme employés et ouvriers qualifiés ; ils sont les animateurs de l'activité économique.

Ces exemples, tirés de la Nouvelle Angleterre ou de la Californie, sont typiques et représentent ce qui s'est passé partout où l'immigration cosmopolite a pénétré. Il en ressort que l'Américain se spécialise, se limite dans l'organisation capitaliste de la grande production ; les activités à côté sont laissées aux races étrangères et même exotiques, qui tendent à les monopoliser et s'établissent en marge de l'armature : bref, l'Américain a le génie industriel, dans le sens le plus large du terme ; l'étranger conserve celui du cultivateur et celui de l'artisan.

Le recensement de 1920 confirme avec évidence cette répartition des occupations. Dans l'ensemble de la population se livrant à un travail productif, les Américains d'origine (ceux dont les père et mère sont eux-mêmes Américains) représentent une proportion de 49,3 p. 100 ; les individus d'origine étrangère (nés au dehors, ou bien aux États-Unis d'un ou de deux parents étrangers) sont 38,7 p. 100 ; les races de couleur enfin entrent dans le total pour 12 p. 100. Or, si les Américains sont la majorité dans les professions libérales (62,5 p. 100), l'agriculture (58,4), le personnel des employés (55,7) et des

fonctionnaires (52,5), le commerce (51,7) les transports (51), s'ils le sont également dans un certain nombre de métiers qualifiés de la grande industrie, tels que mécaniciens (59,4), électriciens (58,3), charpentiers (53,8), fumistes (51,4), typographes (50,9), ils sont en minorité ailleurs. Dans les mines par exemple les ouvriers d'origine étrangère ou de couleur sont 55,3 p. 100, dont 34,6 nés au dehors ; dans la grande industrie manufacturière et mécanique ils sont 58 p. 100, dont 28,3 nés au dehors ; dans le service domestique 70,2 p. 100, dont 32,6 appartenant aux races de couleur. Certains métiers sont presque monopolisés par les immigrants : les boulangers sont aux trois quarts étrangers, 54,8 p. 100 d'entre eux ne sont pas nés aux États-Unis ; les ouvriers de la confection sont également étrangers, [148] dans la proportion de plus des deux tiers, 43,1 p. 100 d'entre eux sont nés au dehors ; quant aux manœuvres de la métallurgie du fer, ils comprennent 14,6 p. 100 de nègres, 45,1 d'immigrants nés au dehors, 13,3 d'ouvriers d'origine étrangère et seulement 27 p. 100 d'Américains. Il y a plus de 50 p. 100 d'étrangers ou gens de couleur chez les maçons, mouleurs, ouvriers de l'alimentation, polisseurs de métaux, chauffeurs, ouvriers du textile, de la chaussure, manœuvres du bâtiment, métallurgistes, bûcherons, plombiers, peintres. Plusieurs des plus grandes industries du pays n'auraient pu se constituer sans cet appoint, décisif, de main-d'œuvre étrangère ; la construction des principales voies ferrées aurait été difficile ; aujourd'hui encore, privées subitement de leurs éléments non américains, la métallurgie, les mines ne réussiraient qu'avec peine à poursuivre leurs opérations. Il en serait peut être de même, sinon dans la grande agriculture organisée et mécanisée de l'Ouest (blé, maïs), du moins dans la production du coton, qui ne peut se passer du nègre, et de même dans le jardinage et l'horticulture, besognes spéciales exigeant un génie, une dévotion pour la terre, que les Américains ne possèdent pas.

Nous touchons ici à l'opposition profonde, fondamentale, entre la conception américaine du travail et celle qu'ont héritée d'une tradition séculaire les vieux continents (à distance, ce que l'Europe et l'Asie ont de commun s'éclaire). Fervent de l'organisation, l'Américain aime le travail en groupe, autour d'une machine, dans l'esprit de la coopération ; partout où il y a possibilité de machinisme il est à sa place, et si la division excessive du travail limite l'angle d'intérêt qu'il peut prendre au résultat, on ne s'aperçoit pas qu'il le regrette ; quand il faut par

contre se livrer à un effort solitaire, exigeant une dépense obstinée d'énergie physique, de la patience, le goût du détail, un souci d'artiste, bref à un ouvrage d'artisan ou de cultivateur, dans le sens de l'artisan, du paysan français ou chinois, il n'est plus à son affaire : le fils d'Américain, ou simplement l'assimilé, ne veut faire aucun travail physiquement pénible ou [149] jugé par lui inférieur (traire les vaches, planter les betteraves...), il lui faut gagner vite, il néglige le résultat qui ne s'atteint que lentement ; son dédain se dissimulée peine pour le petit artisan, concentré longuement sur l'objet qu'il fabrique et qui tout entier est son œuvre, ou bien pour l'horticulteur, inlassablement penché vers le sol, dont il sollicite la récolte avec une sorte de passion. A ce *back bender* (dos courbé), terrien français, jardinier chinois (car ils sont de même formation morale), il se croit, lui, très supérieur, dans son usine, sa banque ou dans l'ascenseur qu'il conduit, sans se douter qu'il y a là un type d'homme de la plus ancienne et de la plus belle civilisation, collaborant avec la terre et les saisons, obligé de connaître la signification des climats, capable d'avoir comme individu une conception philosophique et morale de la vie, susceptible d'embrasser l'ensemble de ce qu'il fait. Il m'est arrivé de suggérer ce point de vue aux Américains, mais ils m'ont le plus souvent ri au nez : à leurs yeux, le paysan est un type arriéré, reliquat du moyen âge [10], et ils ne paraissent pas regretter l'artisan ; certaines nostalgies du Français individualiste leur sont incompréhensibles.

On voit quelles catégories de main-d'œuvre vont se trouver raréfiées par la restriction de l'immigration : l'Europe nordique, qui envoyait des techniciens de la grande industrie, continuera partiellement d'en fournir, mais l'Europe sud-orientale ne donnera plus ses manœuvres, ses travailleurs agricoles, ses cultivateurs, ses ouvriers de petits métiers. Dans l'immigration (nette) de 1925, réduite à 202 000 unités, les ouvriers qualifiés *(skilled)* sont encore 42 000, presque tous originaires de Grande-Bretagne, d'Irlande et d'Allemagne, mais les ouvriers agricoles ne sont plus que 15 000, et (du moins d'après les statistiques officielles) il y aurait eu excédent de sorties de 15 000 manœuvres industriels. Dans l'immigration (nette) de 1926, les manœuvres proprement dits ne sont que 10 000 ! [150] Quand l'appel aux nègres,

[10] Ce jugement, notamment en ce qui concerne le paysan français, paraît provenir en partie d'une équivoque : en anglais, *peasant* évoque limage du serf attaché à la glèbe.

aux Mexicains, expédient forcément temporaire, aura épuisé ses effets, une refonte générale des conditions du travail sera nécessaire. Elle se fait déjà.

La hausse des salaires, surtout celle qui s'applique aux manœuvres, en est la première conséquence : et c'est logique, dès l'instant que la recrue fléchit tandis que la production continue de s'accroître. Le patron se voit donc contraint de chercher à tout prix l'économie du personnel ; c'est une politique qu'il pratique depuis un demi-siècle, mais dont il lui faut maintenant redoubler l'intensité. Toutefois, quand la limite de ce que le machinisme peut accomplir sera atteinte — et malgré tout cette limite existe —, un moment peut venir où l'insuffisance de main-d'œuvre s'inscrira dans le coût de revient accru du produit, rendant ainsi plus malaisé l'alignement aux prix mondiaux. Les auteurs des lois d'immigration n'avaient pas méconnu ce danger, mais ils ont mis à la première place, dans leurs préoccupations, l'assimilation rapide des étrangers et la constitution d'un peuple homogène. Si les hauts salaires se justifient par le rendement accru d'un nombre moindre de travailleurs, il est certain que le nouveau régime sert, dans des conditions économiques qui n'ont rien de malsain, le confort matériel de la masse.

L'ouvrier américain est de beaucoup le mieux payé du monde entier ; son *standard of living* dépasse, d'une marge énorme, celui des classes analogues, dans n'importe quel pays. Cette différence de niveaux, déjà sensible avant la guerre, mais fortement exagérée depuis, marque actuellement, entre l'ancien et le nouveau continent, un contraste économique essentiel. En 1925-28, les travailleurs sans spécialité gagnent en moyenne de 3 à 5 dollars par jour (en moyenne 40 cents par heure) ; les ouvriers qualifiés, de 5 à 10 ; dans certains métiers bénéficiant soit de circonstances exceptionnelles, soit d'une organisation syndicale particulièrement efficace, la rémunération atteint des chiffres plus élevés encore : pendant le *boom* du bâtiment de 1925-26 par exemple, les maçons gagnaient, à New-York et dans d'autres grandes villes, jusqu'à 15 ou 17 dollars ! Ajoutons, [151] au hasard et à simple titre d'indication, qu'un ouvrier des filatures de coton du Sud reçoit, logé, 2 dollars par jour ; que, dans la Nouvelle Angleterre, un ouvrier du textile, non logé, a en moyenne 4 dollars par jour ; qu'un ouvrier agricole, non nourri, se fait environ 46 dollars par mois, et 3 dollars par jour pendant la récolte ; qu'un enfant d'une dizaine

d'années, doué pour le cinéma, peut, dans les studios de Los Angeles, gagner 150 dollars par semaine. Bref, le travail est rémunéré largement : dire que les bras constituent un capital, ce n'est pas, aux États-Unis, une simple figure de style.

Ces observations restent strictement valables si, tenant compte du prix de la vie, on considère le pouvoir d'achat du salaire. Le graphique reproduit plus loin (p. 153) est, à cet égard, saisissant. Comme on le voit, d'un simple coup d'œil, les prix de gros et de détail suivent des courbes très analogues à celles qu'on observe, depuis la guerre, dans les pays à monnaie saine : jusqu'en 1920, hausse rapide du gros, suivie avec quelque retard par le détail ; puis, à partir de 1920, chute abrupte du gros, suivie d'une chute un peu plus lente du détail ; à partir de 1922, stabilisation des deux lignes, aux environs de l'indice 150 pour la première et de l'indice 170 pour la seconde. Le graphique correspondant, établi pour l'Angleterre, ne serait pas sensiblement différent. C'est dans la courbe des salaires que l'originalité de l'Amérique éclate. Jusqu'en 1920, leur tendance ne manifeste rien d'anormal, c'est-à-dire que, comme partout, leur progrès est en retard sur celui des prix : c'est en 1920-21 seulement qu'ils rejoignent les prix de détail ; mais à ce moment la courbe des salaires prend une indépendance étonnante : alors qu'on se fût attendu à la voir fléchir lentement, en retard sur celle des prix mais néanmoins solidairement avec elle, voici qu'elle demeure d'abord presque étale pendant la crise, en 1921-22, puis se reprend à monter de façon marquée, cependant que les prix restent fixés à un niveau stable, bien au-dessous d'elle. En 1925, l'écart est flagrant, avec l'indice 159 pour les prix de gros, l'indice 173 pour les prix de détail, et l'indice 238 pour les salaires.

[152]

La conclusion évidente, qui répond du reste à l'expérience de chaque jour aux États-Unis, c'est que l'ouvrier bénéficie d un salaire réel supérieur à celui d'avant-guerre. Pendant la période de hausse des prix, comme les salaires suivaient mal, leur pouvoir d'achat s'est effrité, jusqu'à n'être plus, en 1918, que 76 p. 100 de ce qu'il avait été en 1913 ; en 1920, il s'en fallait encore de 5 p. 100 que le niveau de base ne fût regagné. Mais, à partir de 1921, c'est une évolution toute contraire qui s'est fait jour, portant le pouvoir d'achat du salaire, en 1925, jusqu'à l'indice 137, c'est-à-dire l'accroissant de près d'un tiers, par rapport aux années, dites normales, d'avant 1914. Sans doute ces

calculs sont-ils effectués d'après les taux horaires des *unions*, qui sont comparativement élevés. Cependant, si l'on envisage des industries où l'organisation de la main-d'œuvre n'est pas spécialement développée, c'est encore la même tendance qui prévaut : dans l'industrie cotonnière par exemple, le pouvoir d'achat du salaire est, en 1924, à l'indice 147, et dans l'industrie lainière à 176 (il s'agit d'industries qui payaient mal leur personnel et ont dû se rattraper). Même dans la chaussure, qui souffre d'une crise prolongée, l'accroissement du pouvoir d'achat du salaire est encore de 25 p. 100 par rapport à 1913 ; l'indice est de 149 dans les hauts fourneaux, de 138 dans les chemins de fer [11]. Dans ces conditions, l'amélioration effective du sort de l'ouvrier, depuis la guerre, n'est pas contestable. Tout au plus convient-il de signaler que, dans la baisse des prix qui l'a rendue possible, figure un facteur anormal, le cours exceptionnellement bas des produits agricoles, suite d'une crise agricole qui se prolonge mais ne durera pas toujours.

Les raisons de cette hausse des salaires sont claires, encore qu'il soit difficile de mesurer la part de chacune d'elles. La plus immédiate est, semble-t-il, la diminution de l'immigration, qui, en limitant le nombre des travailleurs disponibles, accroît

[11] *Ethelbort Stewart, V. S. commissioner for Labor Slatistics :* Are average rates keeping pace wilh the increased cost of living ? *{Monthly Labor Review*, janvier et avril 1926.)

[153]

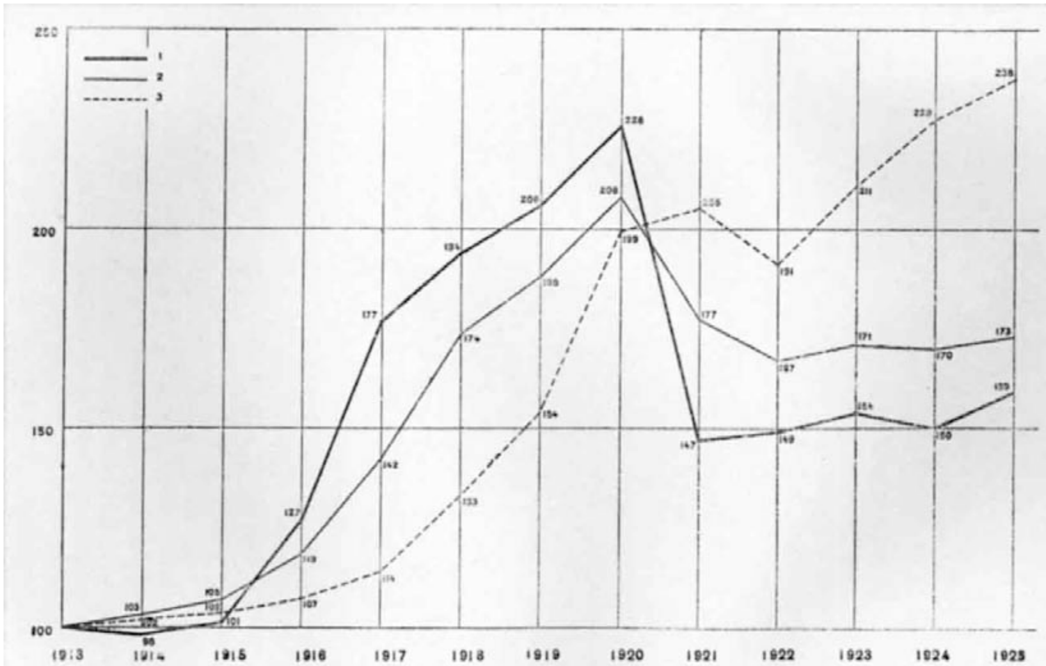


Fig. 5. — Mouvement des prix et des salaires (moyennes annuelles).
1. Gros (wholesale commodity price, Dep. of Labor). — 2. Détail (cost of living, Dep. of Labor). — 3. Salaires (taux horaire des « unions »).

Fig. 5. Mouvement des prix et des salaires (moyennes annuelles). 1. Gros (wholesale commodity price, Dept. of Labor). 2. Détail (cost of living, Dept. of Labor). 3. Salaires (taux horaire des « unions »).

[154]

la valeur de chacun d'eux. Pour les manœuvres, le progrès est d'autant plus accentué que maintenant ils font prime, alors qu'avant la guerre, par suite d'un afflux continuel d'immigrants de basse classe, leur rémunération, par rapport à celle des ouvriers qualifiés, était demeurée relativement faible. Les circonstances nouvelles, d'autre part, coïncident — considération essentielle, ne l'oublions pas — avec une période de déflation, pendant laquelle, conformément à tous les précédents, les salaires doivent baisser moins vite que les prix. Ces explications demeureraient toutefois insuffisantes, à elles seules, si l'on ne mentionnait la condition *sine qua non* qui a permis à ce progrès du salaire, nominal et réel, de s'opérer sainement. En Angleterre aussi la paie réelle de l'ouvrier s'est accrue, mais c'est au prix d'une crise dangereuse

pour l'équilibre même de la puissance britannique, parce que la production n'a pas grandi en proportion. Si, aux États-Unis, l'amélioration magnifique du sort de l'ouvrier a été possible, normale, aisée même, c'est parce qu'elle a marché de pair avec un accroissement de la production, résultat lui-même, soit de l'abondance des ressources exploitables, soit de l'augmentation du rendement individuel chez le travailleur : avec un fond de richesses naturelles merveilleux, le développement du machinisme, l'organisation plus efficace de l'usine et du bureau, la tenue meilleure du personnel (conséquence en grande partie de la prohibition) permettent de rétribuer davantage chaque individu, sans élever et même parfois en diminuant le prix de revient.

Voilà le phénomène, spécifiquement américain, sur lequel il faut avant tout mettre l'accent si l'on veut comprendre l'extraordinaire prospérité des États-Unis. Sans doute l'Europe, modeste promontoire, n'a-t-elle pas les possibilités naturelles des continents massifs. Mais, en Europe, l'ouvrier s'imagine encore trop souvent qu'il peut normalement gagner davantage tout en produisant moins : il se désintéresse du résultat ; et, trop souvent aussi, c'est sur le salaire que le patron cherche à réaliser une réduction de son coût de fabrication. De l'autre côté de l'Océan, ces notions sont dépassées. Le travailleur [155] accepte sans arrière-pensée de contribuer à la production : « Le véritable intérêt du salarié, déclare l'*American Fédération of Labor,* comme celui de la société tout entière, est servi par une production croissante, en qualité et en quantité, de même que par un taux élevé du salaire, assurant au travailleur une capacité de consommation régulière, et au milieu dont il fait partie un niveau accru de vie et de culture » [12]. L'employeur américain, de son côté, considère qu'il doit bien payer ses employés. Confirmant ce point de vue, l'opinion publique est sévère pour les patrons qui traitent mal leur personnel ; elle estime qu'ils rejettent ainsi indûment sur la communauté une charge qui leur incombe : la mauvaise réputation d'une usine. à cet égard, rejaillit sur ses ventes, c'est une ambiance qu'on ne saurait négliger.

Les plus avisés du reste parmi les grands industriels savent bien, sans qu'on ait à le leur dire, que, dans un pays de large marché intérieur et d'organisation économique perfectionnée, « les gros salaires

---

12 Résolution de la 45e convention annuelle de l'*American Fédération of Labor,* 1925. Rapport de la convention, p. 271.

contribuent à l'abaissement du coût de fabrication », qu'il faut « deux ou trois ouvriers mal payés pour remplacer un ouvrier bien payé » [13]. L'expérience, une expérience toute récente, leur a par ailleurs appris qu'un travailleur bien rétribué devient très vite un précieux consommateur, qui restitue ses salaires en clientèle. À ce degré, la prospérité, conséquence logique des hauts salaires, travaille elle-même à les faire monter encore, car l'ouvrier enrichi travaille moins, tend à disparaître de certains étages du marché de la main-d'œuvre, augmentant par là les chances et les possibilités de ceux qui y demeurent candidats aux emplois. Pareille situation ne deviendrait malsaine que si l'accroissement des salaires ne répondait plus à un accroissement du rendement. Il y a là une moralité dont le vieux continent devrait faire son profit.

La condition de l'ouvrier américain aboutit ainsi à être quelque chose d'unique au monde. Avec les autres continents, [156] avec l'Europe même, il n'y a plus de commune mesure. Comparez le salaire d'un Américain avec celui d'un Européen, réduit à sa valeur or, la différence peut atteindre et même dépasser le décuple. Même en tenant compte du pouvoir d'achat local respectif des monnaies, même en faisant entrer en ligne la durée du travail (en 1923, aux États-Unis, 53,9 p. 100 des ouvriers travaillent plus de quarante-huit heures par semaine), le contraste est encore formidable. Il se peut qu'à certains égards notre vie, même populaire, soit plus raffinée. Il se peut aussi que diverses classes de la population américaine ne bénéficient pas de tous ces avantages : les nouveaux immigrants dans les grandes villes, les fermiers du Nord-Ouest partiellement ruinés par la dernière crise, les pauvres blancs du Sud... En réalité, au sein d'une abondance énorme, l'Amérique du Nord (en y comprenant le Canada) jouit d'un *standard of living* complètement distinct du nôtre. Les statistiques permettent peut-être de le mesurer approximativement, mais il faut l'avoir vu de ses yeux pour l'imaginer. Ce niveau différent de l'existence, c'est cela, plus que tout autre chose, qui sépare les Américains des Européens, dans leurs conceptions pratiques naturellement, mais même par répercussion dans leurs points de vue moraux et sociaux. Les riches et les pauvres, on le sait, ne se comprennent jamais bien : depuis la guerre surtout, c'est ici le cas.

[13] Henry Ford, *Ma vie et mon œuvre*, p. 168.

Évoquer ce *standard of living* est impossible, il faudrait décrire toute la vie américaine. Disons seulement que le luxe de l'Europe est fréquemment devenu le besoin de l'Amérique, besoin dont celle-ci ne saurait plus se passer. Disons encore que là où l'Europe, 1'Asie surtout comptent et ménagent, l'Amérique consomme sans compter : de son gaspillage, de ses restes on ferait vivre, dans les vieux continents, des peuples entiers. De part et d'autre, les bornes de la notion du confort, du superflu, de la frugalité ne sont plus les mêmes : il faut savoir ce qu'on appelle là-bas « se restreindre » ! Aux États-Unis, la vie quotidienne de la majorité est conçue, installée sur un pied que seuls connaissent ailleurs les privilégiés. Les [157] bas quartiers des grandes villes de l'Est et du Centre exceptés, ainsi que les zones peuplées de nègres et de Mexicains, il n'est pas excessif de dire que le grand nombre des maisons sont munies du « confort moderne ». La salle de bains, le chauffage central sont devenus des clauses de style, dont les habitants n'admettraient plus l'absence. Monter un escalier dans une maison de quatre étages apparaît aujourd'hui à l'Américain une sorte de scandale : il se croit revenu au moyen âge.

Quant au régime des communications entre les hommes, les Américains l'ont porté à un degré de perfection qui tient du merveilleux et qui, une fois encore, s'est incorporé au minimum de confort requis par chacun. Le téléphone est commodité courante : en 1925 il y a quinze abonnés par 100 habitants (contre deux en Europe), en moyenne 49 millions de conversations par jour ; les États-Unis possèdent 61 p. 100 des téléphones du monde, l'Europe 28 p. 100 [14]. Le radio est en train de prendre rapidement une place analogue : en 1924, l'agriculture seule en possède déjà 550 000, dans lesquels il ne faut pas voir qu'un amusement, car on s'en sert pour connaître les cours, la prévision officielle du temps.

Mais c'est dans l'automobile qu'il faut chercher le signe le plus visible de la richesse américaine. Les statistiques donnent [15] pour 1925, 19 954 000 voitures (dont 2 442 000 camions), sur un total mondial de 24 565 000, dont 2 676 000 dans toute l'Europe, 903 000 dans le

---

[14] *Annual Report of the American Telephone and Telegraph Company for tke year 1925.* New-York, 1926.

[15] *Facts and Figures of the Automobile Industry, National automobile Chamber of Commerce,* 1926.

Royaume-Uni, 735 000 en France. Cela veut dire que les États-Unis possèdent 81 p. 100 des automobiles existantes dans le monde, qu'ils en ont une pour 5,6 habitants, tandis que l'Angleterre et la France n'en ont une, respectivement, que pour 49 et 54 habitants. Mais cette proportion de un à six reste elle-même en deçà de la réalité, car elle tient compte, soit du Sud où les nègres n'ont guère d'autos, soit des très grandes villes où la possession d'une voiture est souvent [158] inutile à caisse de l'encombrement. La vérité est que dans l'Ouest, l'Extrême-Ouest, surtout à la campagne, il y a une auto par trois ou quatre personnes (une pour 3,30 en Californie par exemple, *une* pour 4,08 dans l'Iowa), ce qui signifie que chaque famille a la sienne. Dans une maison d'ouvriers, il n'est pas rare que le père ait sa machine, chacun des fils déjà grands la sienne. Il est très fréquent, dans la classe moyenne, que le mari et la femme aient chacun leur voiture. Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas de véhicules de luxe, conduits par des chauffeurs rétribués ; ce sont, dans l'immense majorité des cas, des autos que l'on conduit soi-même. En 1925, le prix moyen des voitures vendues a été de 825 dollars, mais la Ford coûte 450 dollars, et l'on peut avoir des occasions pour 150 DOLLARS, CAR l'Américain est changeant et se lasse vite de ce qu'il a acheté. Comme la pratique des paiements différés est générale, il n'est presque personne, sauf en période de crise, qui ne puisse faire la dépense. Il y a trois ou quatre ans, l'Europe s'étonnait encore que les ouvriers américains vinssent en automobile à l'usine, mais c'est un spectacle qui, là-bas, n'attire même pas l'attention : autour des immeubles en construction, des ministères, des établissements industriels, c'est par dizaines, par centaines, par milliers que sont alignées ou parquées les voitures des maçons, des fonctionnaires, des ouvriers.

La part prélevée par le peuple américain sur la production mondiale des grands produits naturels, matières premières ou aliments, montre avec une évidence non moins grande qu'il s'est accoutumé, surtout depuis plusieurs années, à un rythme de consommation formidable : par comparaison, les achats de l'Europe n'apparaissent plus que comme ceux du parent pauvre. Avec une population qui ne dépasse pas 6 p. 100 de tous les êtres humains, les États-Unis consomment en effet aujourd'hui près des trois quarts du caoutchouc, du pétrole produits sur la terre, les deux tiers de la soie brute (et certaines années davantage), le quart du sucre... En 1923, la consommation du pétrole a été

de 958 kilogrammes par tête aux États-Unis, [159] de 37 kilogrammes en France. Il y a là une revendication massive des produits de la planète, par laquelle les Américains tendent à ressembler à ces riches, ou plutôt à ces fils de riches qui trouvent naturel de satisfaire non seulement leurs besoins mais leurs fantaisies. Toute l'organisation sociale, du reste, oriente, aux États-Unis, le public dans cette voie, et celui-ci est parfaitement ingénu et sincère dans sa conviction que cela est bien, justifié, normal. La tradition n'est pas d'honorer l'économie : la frugalité classique de l'immigrant italien est considérée comme une pratique étrangère, *unamericain*, qui retarde l'assimilation. Par la fabrication perpétuelle de nouveaux articles, par la publicité sans limites qui les fait connaître à tous, par l'usage et l'abus du paiement à terme qui permet à chacun d'acquérir les choses sans les régler de suite, depuis les radios jusqu'aux maisons, la société reprend sans délai à l'Américain ce qu'il a gagné. Celui-ci ne s'en inquiète pas le moins du monde : il sait, par expérience, que son travail aura vite reconstitué de nouvelles disponibilités et il croit aussi que les ressources naturelles du pays sont infinies. De là son dédain, qui se dissimule à peine, pour l'Asie misérable et surpeuplée, même pour la vieille Europe où les gens habitent des maisons démodées et se rendent à pied à leur travail.

Il importe cependant de noter une évolution toute récente, qui marque peut-être le début d'un renversement dans ces habitudes. Autrefois, naguère encore, la presque totalité des ouvriers n'accumulaient pas d'argent : les plus prudents se constituaient une assurance, quelques-uns achetaient une maison. Aujourd'hui le travailleur, dont les salaires ont grandi plus vite encore que les dépenses, s'offre une auto, puis une maison, sans parler de l'assurance. Mais la prospérité des dernières années a été telle, si généralement et profondément répartie dans la masse, qu'il reste un surplus. On est entré dans une phase, véritablement nouvelle aux États-Unis, d'épargne et de placements. Sous des formes variées, l'ouvrier devient propriétaire et même capitaliste. Tout d'abord la traditionnelle [160] pratique du dépôt dans les banques et les caisses d'épargne continue et s'accroît :

	TOTAL DES DÉPÔTS	PAR TÊTE	NOMBRE de déposants.
1914	$ 8 729 millions	$ 89	11 386 000
1924	$ 2 0874 millions	$186	38 868 000 [16]

Ainsi, en dix ans, les dépôts et le montant par tête ont doublé, le nombre des déposants a triplé, et c'est la classe ouvrière qui a fait cela. Le mouvement des assurances sur la vie est plus frappant encore : en 1912, on en estimait le montant total à un demi-milliard de dollars ; en janvier 1925, il y avait 83 millions de polices, représentant 60 milliards de dollars, dont plus des deux tiers détenus par des ouvriers [17].

Cependant, dépôts, épargnes et assurances ne suffisent encore pas à absorber l'excédent de richesse, qui s'accumule avec une force vraiment impressionnante. Il se forme maintenant, dans les rangs supérieurs des ouvriers, une classe épargnante, au sens plein du terme, qui place ses économies. Avant la guerre, en dehors des riches, la plupart des gens n'avaient pas de capital. Les riches se sont multipliés. Les moins à l'aise aujourd'hui sont peut-être les demi-riches, ceux qui dépensent trente à quarante mille dollars par an : pour eux la vie mondaine, avec ses obligations, tend à devenir trop chère, ils éprouvent quelque difficulté à joindre les deux bouts et, en réalité, n'ont jamais d'argent disponible. Mais l'ouvrier vraiment bien rémunéré n'est pas dans ce cas ; fréquemment à la fin de l'année son compte à la banque est créditeur : il achète alors des actions, des obligations, devient une clientèle intéressante pour les marchands de capitaux. Il n'y avait par exemple, en 1910, que 300 000 porteurs de titres ferroviaires ; il y en a maintenant plus de 800 000, accroissement dû en [161] grande partie aux achats effectués par le personnel même des compagnies de chemins de fer ; on estime que 630 000 personnes sont intéressées dans les compagnies téléphoniques. D'une façon générale, c'est surtout vers les entreprises publiques (gaz, électricité, tramways, téléphones...) que

---

16 Cité par Thomas Nixon Carver, *The présent économie revolution in the United States* (Little, Brown et C°, Boston, 1925), p. 92.

17 Estimation do M. David F. Houston, ancien secrétaire de la Trésorerie *World's Work*, janvier 1925.

se tourne cette épargne populaire, encouragée du reste dans ce sens par les compagnies intéressées elles-mêmes. Celles-ci en effet, ayant un large et facile accès auprès de leurs employés et de leurs clients, procèdent elles-mêmes à leurs émissions ; en classant ainsi, d'une façon locale et décentralisée, leurs actions et obligations, elles nouent des liens précieux entre capital, usagers et personnel, s'orientant de la sorte dans la voie d'un système coopératif. Beaucoup des plus importantes affaires des États-Unis voient avec faveur leurs employés acquérir leurs propres titres : en 1923, 16 p. 100 du personnel de l'*United Steel Trust* en était actionnaire ; la proportion s'élevait à 33 p. 100 pour la *Goodyear Tire and Rubber Company*. 75 p. 100 pour *l'International Harvester*, 95 p. 100 pour la *Firestone Tire and Rubber Company*, presque 100 p. 100 pour la *Proctor and Gamble Company*.

Sans doute presque tous ces systèmes d'actionnariat ouvrier, encouragé par le haut patronat, sont-ils conçus et organisés de telle sorte que le personnel ne puisse s'assurer le contrôle effectif de l'entreprise. Il n'en reste pas moins qu'une, démocratie de capitalistes, populaire et conservatrice parce que satisfaite, est en train de se constituer. Les campagnes de souscription aux emprunts de guerre ont accéléré, à cet égard, l'éducation du public ; la prohibition, génératrice d'épargne, puis surtout l'énorme prospérité du pays l'ont complétée. L'ouvrier américain, qui sait que la société présente lui assure une vie confortable, une large aisance, accepte de plus en plus, comme un fait, le cadre actuel de l'organisation industrielle : il s'y fait sa place, qui est excellente, au lieu de chercher à détruire révolutionnairement l'armature sociale qui l'abrite. Lord Randolph Churchill disait, il y a quarante ans : « Si vous voulez rendre la démocratie conservatrice, donnez lui quelque [162] chose à conserver ! » Ce que le peuple américain a à conserver, c'est un niveau de vie, acquisition qu'il considère comme sacrée, sur laquelle il n'admettra en aucun cas de revenir, et qu'il défendra, sans concession aucune, contre la concurrence ou l'invasion subreptice des autres continents.

[163]

Deuxième partie.
L'équilibre économique des États-Unis au lendemain de la guerre

Chapitre XII

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE : SON ESPRIT ET SES MÉTHODES

Retour à la table des matières

Instinctivement, l'Européen se demande comment, avec ces salaires énormes et ce *standard of living* surélevé, l'Amérique, à la longue, pourra soutenir la concurrence internationale. Peut-être ne se rend-il pas exactement compte de l'immense effort accompli depuis la guerre pour adapter l'industrie américaine aux conditions nouvelles du marché de la main-d'œuvre et l'équiper des derniers progrès ? Il est tenté de se dire que l'Europe, intelligente, technique et civilisée, pourrait, elle aussi, pratiquer la même politique, bénéficiant alors de ses salaires moindres et de ses moindres prétentions au confort. Dans ce raisonnement il perd de vue que les États-Unis sont un pays géographiquement et politiquement différent, où les circonstances permettent justement de faire, avec moins d'effort et peut-être moins de génie, ce que le vieux continent n'a pas réalisé jusqu'ici.

On n'a pas compris la philosophie de la production américaine si l'on oublie, même un instant, qu'elle travaille pour un marché intérieur de près de 120 millions d'hommes. Il se peut que les États-Unis soient

le pays le plus protectionniste du monde, il n'en reste pas moins vrai qu'à l'intérieur de la barrière douanière implacable qui l'entoure règne, sur 8 millions de kilomètres carrés, un libre-échange complet. Où trouverait-on ailleurs un marché libre, entièrement libre, de cette étendue ? La conséquence logique, c'est que l'industriel est

164

naturellement incité à entreprendre de suite la fabrication en grand : s'appuyant dès le début sur une large base qui ne lui manquera pas, il sait qu'un marché énorme, pratiquement illimité jusqu'ici dans sa capacité d'absorption, est non seulement à sa portée mais à sa disposition privilégiée. Comme les produits, d'autre part, circulent sans entraves de l'Atlantique au Pacifique, les usines peuvent être placées à l'endroit mathématiquement le plus favorable, que ce soit à Boston, Los Angeles ou Saint-Louis. Dans ces conditions, à l'intérieur du moins de ce vase clos, les saines lois du libre-échange, faussées ailleurs, reprennent largement leur vertu : c'est par des considérations économiques que l'Amérique résout les problèmes économiques. Ainsi, rien ne s'oppose à la conception la plus rationnelle de la production, sans qu'interviennent ces rivalités nationales qui empoisonnent l'Europe. Cette possibilité de voir grand, sans laquelle l'industrie moderne ne réalise pas son essence, voilà le premier atout des États-Unis.

Mais ce n'est encore là qu'un aspect de la question. L'organisation de la production est une chose, la standardisation en est une autre. Dans les pays de vieille civilisation, où la population est différenciée dans ses goûts par les coutumes locales ou bien par le raffinement d'une ancienne culture, l'industrie, obligée de fournir une grande variété de types, ne peut se spécialiser dans la fabrication en séries d'un petit nombre d'articles. Les cent millions d'Américains au contraire, en dépit de différences qui s'abaissent à n'être que des nuances, sont étonnamment semblables les uns aux autres, parlant la même langue avec moins d'accents divers que les Anglais, ayant partout les mêmes habitudes de vie, à peine déviées par les climats. Si les immigrants conservent d'abord quelque originalité de mœurs, la rupture brusque de tradition qu'ils ont subie facilite l'adaptation de leurs fils, qui se mettent sans résistance à l'alignement. Il n'est donc pas nécessaire, pour donner satisfaction à une clientèle si bien laminée, d'avoir recours à des créations infiniment compliquées : un petit nombre de

modèles, partout semblables, [165] variant seulement avec une mode elle même réglementée, suffisent.

La grande production ne s'est pas contentée de cette similarité naturelle des Américains, elle s'est appliquée scientifiquement à l'accentuer encore par l'emploi rationnel de la publicité. Entre les mains d'hommes remarquablement intelligents, celle-ci est devenue, aux États-Unis, un facteur important et peut-être essentiel de la vie économique. Grâce au concours technique de savants, d'économistes, de psychologues, elle comporte désormais toute une philosophie. Il ne lui suffit pas d'attirer la clientèle vers des modèles existants, elle vise — et c'est là l'originalité véritable de sa politique — à « éduquer » le public, c'est-à-dire à canaliser ses goûts dans un nombre limité de larges avenues : en l'accoutumant à un petit nombre de marques réputées, elle facilite la fabrication de l'article en masse, à moindre prix. Pour avoir du champ, la réclame-type, en Amérique, doit être conçue dans le cadre national tout entier, on pourrait presque dire continental, en y englobant le Canada.

L'opinion s'y prête : l'Américain, qui se croit volontiers indomptable comme un cheval de la prairie, mais qui est en fait l'homme le plus docile du monde, constitue, pour l'action de la grande publicité, une pâte merveilleusement plastique. Elles exagèrent à peine ces lignes de Sinclair Lewis, dans *Main Street :* « Les neuf dixièmes des villes américaines sont si semblables que c'est ennui mortel d'aller de l'une à l'autre. À l'Ouest de Pittsburgh, et parfois à l'Est, toujours c'est le même chantier de bois, la même station de chemin de fer, le même garage Ford, la même crémerie, les mêmes maisons en forme de boîtes, les mêmes boutiques à deux étages. Plus prétentieuses, les nouvelles demeures témoignent de la même similitude dans leur recherche de diversité : mêmes bungalows, mêmes bâtisses carrées de stuc, mêmes briques à aspect de tapisserie. Les boutiques étalent les mêmes produits nationaux standardisés, recommandés par une réclame standardisée... Les journaux, à 5 000 kilomètres de distance, présentent la même [166] composition, décidée en haut lieu par un trust. Le boy de l'Arkansas arbore le même complet de confection que le boy du Delaware, tous les deux parlent le même argot, approprié aux mêmes sports. Si l'un des deux étudie dans une université et si l'autre est barbier, nul ne les peut distinguer, ils sont interchangeables. »

Ainsi comprise, la publicité devient un facteur évident de la réduction du prix de revient : elle concourt, parallèlement avec le machinisme, à la simplification et au meilleur rendement de la production. Si elle est constamment sous la surveillance de l'opinion, qu'elle ne saurait tromper longtemps, et maintenue de la sorte, pour garder son crédit, à un certain niveau, incontestable, de moralité, n'oublions pas cependant que *l'«* éducation » du public qu'elle prétend faire est au fond inspirée par l'intérêt du vendeur. Il n'est pas sûr, dans ces conditions, en dépit des services rendus au confort populaire, qu'elle travaille vraiment, en fin de compte, pour la cause de la civilisation. Standardiser l'individu, afin de pouvoir mieux standardiser le produit qu'on lui vendra, c'est perdre de vue en effet que les choses sont faites pour l'homme et non l'homme pour les choses.

Réduire le prix de revient par la fabrication en séries, transférer à l'ouvrier sous forme de salaires accrus une fraction de l'économie réalisée, la lui reprendre sous forme de clientèle, c'est un circuit fermé qui n'a rien de malsain, tant que le pays, vivant indépendant sur ses propres ressources naturelles, développe normalement sa richesse par leur exploitation. Le système est d'une limpidité parfaite, et c'est pourquoi sans doute tout le monde y concourt avec tant d'entrain. Quand on opère sur peu d'articles et sur une base presque sans limites de consommateurs, le moindre progrès « paie » automatiquement et chacun s'en rend compte. Dans une usine comme celle de Ford, par exemple, les plus minimes économies se répercutent en résultats tangibles : « Chaque pied carré paie sa part des frais généraux : il faut donc que le consommateur paie un surplus de frais généraux et de frais de transports, si les machines [167] sont placées à six pouces seulement trop loin l'une de l'autre » [18].

Pas de patron américain qui ignore pareille vérité. Où est son mérite ? L'expérience, chaque jour, la lui fait toucher du doigt. Reconnaissons par contre que ce n'est pas uniquement la routine qui retient, sur ce terrain, tant d'Européens, surtout tant de Français : ils ont été à même de constater que, sur un marché limité, les lois dont il s'agit ne jouent pas toujours pleinement. Pour que le vieux continent s'adapte complètement aux conditions, désormais nécessaires, de l'organisation industrielle en grand, il faudrait non seulement qu'il supprime ses

[18] Henry Ford, *Ma vie et mon œuvre,* p. 129.

frontières économiques, qui trop souvent séparent la matière première de l'usine et celle-ci du consommateur, mais encore qu'il puisse faire abstraction des frontières politiques, qui perpétuent côte à côte autant d'étages de civilisations distincts. Ces nationalités, que les bons Américains du Kansas ou du Nebraska nous conseillent amicalement de supprimer comme démodées et incompatibles avec la « fordisation » de l'Europe, ce sont, après tout, des patrimoines humains, comportant des langues, des mœurs, des cultures intellectuelles variées. Mais, au point de vue économique, cette personnalité même est un handicap, il vaudrait mieux être coulé au moule commun. Le vieil Européen, surtout le Français — ce civilisé — se dit avec mélancolie qu'ici grande production et civilisation n'ont pas exactement le même sens.

L'industrie américaine est donc en train de prendre conscience d'une doctrine qui l'éclairé sur ses conditions d'existence, d'une méthode que son expérience a élaborée, d'une morale qui détermine sa place et son rôle dans la communauté. C'est un moment important dans révolution nationale, car il signifie, — l'enfance, la jeunesse même étant dépassées, — l'accès à une sorte de maturité.

L'enfance, c'était le temps des pionniers, durant lequel la mise en valeur commençait à se faire par l'effort individuel, sans grands moyens, avec peine, lentement... Puis, à partir de [168] la guerre de Sécession et surtout des années 1880, c'est la jeunesse qui vient, et avec elle la capacité d'action, l'efficacité d'organisation subitement décuplées. Cependant que les ressources vierges demeurent inépuisables, voici que des groupes puissants s'équipent pour les exploiter ; mais c'est fait sans méthode d'ensemble, par des initiatives vigoureuses ressemblant encore à des expéditions de conquête, dans un progrès rapide, désordonné, fantastique. C'est la période de la fondation des grands trusts, avec la réaction instinctive de la société qui se défend contre eux ; elle dure jusqu'au début du XXe siècle.

À ce degré du développement américain, l'esprit civique, la moralité économique des dirigeants de la production n'ont pas progressé du même pas rapide que leur succès matériel ; par bien des aspects, leur ambition déchaînée évoque une transposition industrielle de l'âge des conquistadors : il y a déséquilibre chez eux entre la méthode, déjà savante, et la passion, encore erratique. Dès leur origine, les trusts ont conçu la production industrielle comme devant être rationnellement organisée, mais en même temps ils étranglent leurs concurrents par

des procédés rappelant ceux de la piraterie, et, moins soucieux de servir le consommateur que de le tondre, ils semblent ne pas envisager leur intérêt comme coïncidant normalement avec celui de la communauté. Dans toute la société américaine, et d'autant plus qu'on avance vers l'Ouest, l'objectif est de gagner le plus d'argent possible dans le moindre temps possible ; on est pressé, c'est la note, avec une mentalité de nomade qui ira, demain, planter sa tente plus loin : l'ardeur déchaînée, l'appétit du gain, l'acceptation du risque inspirent toute cette période, que caractérise, même dans les affaires sérieuses, une intense spéculation. C'est l'âge des capitaines d'industrie légendaires, des trusts dominateurs et perfides, des booms et des krachs, un âge de croissance rapide, de fièvre, de mouvements désordonnés, d'audaces incroyables qui partout ailleurs vous casseraient les reins. Et, du reste, les victoires étonnantes de cette ère encore pleine d'aventures n'en doivent [169] pas laisser oublier les désastres : ruines cruelles de compétiteurs évincés, consommateurs rançonnés, différends aigus, compliqués de grèves sanglantes, entre employeurs et employés, gaspillage invraisemblable des ressources du pays. A ce stage, nulle industrie qui fût plus anarchique d'esprit dans son organisation déjà savante que celle des États-Unis, plus vouée aux luttes fratricides en dépit de son degré avancé d'association, plus gaspilleuse malgré son intuition géniale des méthodes de l'avenir en matière de grande production.

Peu à peu les excès de cet âge héroïque se sont atténués et une réaction s'est dessinée, chez les hommes d'affaires eux-mêmes, contre les tempéraments de proie. Vers la fin du siècle il n'y a plus eu, vers l'Ouest, cette frontière de la civilisation, au delà de laquelle survivait le domaine de l'aventure. On a commencé de s'orienter lentement vers l'idée que l'industrie, le commerce sont une manière de fonction publique, comportant des responsabilités sociales, des devoirs envers la communauté. C'est en un sens, avons-nous dit plus haut, la tradition puritaine. La guerre, en mettant pour la première fois, selon un plan d'ensemble, l'industrie au service de la nation, a hâté l'évolution de ce mouvement, en soulignant dans quelle mesure la production est affaire, non seulement individuelle, mais nationale. L'effort colossal accompli alors pour coordonner, sous l'impulsion du gouvernement, l'activité productrice de tous, a révélé clairement les pertes, les manques à gagner, les abus sans nombre dont l'industrie américaine souffrait,

sans même s'en apercevoir, telle était la pléthore d avantages naturels dont elle bénéficiait.

La commission nommée au lendemain de la guerre, sous la présidence de M. Hoover, pour étudier le problème du gaspillage dans l'industrie, avait conclu que, par une politique rationnelle d'économie, la production pouvait être considérablement accrue, en même temps que le prix de revient diminué, parfois de moitié. En dépit des efforts accomplis depuis une génération déjà pour organiser méthodiquement l'usine, cette préoccupation de l'économie était chose nouvelle, car, dans l'enthousiasme [170] de la prospérité et de la jeunesse, les Américains n'avaient guère éprouvé le besoin de compter. À l'approche de la maturité, plus nombreux devenaient ceux qui commençaient à comprendre que les ressources de la nature ne sont pas sans fin. Aussi un déplacement évident de point de vue tendait-il à se marquer. Répondant en cela au désir du gouvernement, du public, des ouvriers eux-mêmes, le patronat s'attache désormais surtout à établir les entreprises sur une base saine, durable, normale, les mettant autant que possible à l'abri des crises, des troubles sociaux, leur assurant des débouchés réguliers. Le vœu général est la stabilité, le mot d'ordre à la mode est le « service ». Nous assistons ainsi à la mise sur pied et au commencement d'application d une doctrine, à laquelle concourent non seulement les pouvoirs publics, mais l'opinion et les producteurs eux-mêmes : c'est un frappant exemple de cette capacité de convergence vers un même but que révèlent les divers organes de la société américaine, par contraste avec d'autres pays qui, hélas, consacrent le meilleur de leurs forces à se détruire.

L'étude de cette adaptation de l'industrie à des conditions nouvelles exigerait tout un livre, avec une compétence technique qui n'est pas la notre, mais il faut cependant en tracer ici les grandes lignes. L'économie de personnel est le premier, le plus pressant article du programme envisagé, dès l'instant que la main-d'œuvre n'est pas inépuisable. L'accroissement du rendement individuel devient, par conséquent, une urgente nécessité. Les résultats obtenus à cet égard, depuis vingt-cinq ans et surtout depuis la guerre, ressortent avec évidence du tableau d'indices suivant [19] :

---

[19] Chiffres du *National Industrial Conference Board.*

	1899	1914	1919	1923
Force motrice	100	220	278	336
Production	100	156	198	285
Nombre d'ouvriers	100	134	161	190

Cette évolution signifie que, par accroissement de rendement, [171] la production a augmenté plus vite que le nombre des ouvriers. Grâce à une utilisation efficace de la force motrice et de la main-d'œuvre, on est à même de réaliser une unité donnée de production avec un nombre moindre de bras. C'est en raison de ce fait, qui s'applique à la majorité sinon (nous le verrons plus loin) à la totalité des industries, que les salaires ont pu s'élever sans compromettre, bien au contraire, l'équilibre économique et social du pays.

Non moins importante est l'utilisation méthodique du personnel, vieille idée américaine, mise en œuvre de longue date dans de grandes usines et associée à tort ou raison avec le nom célèbre de Taylor : elle a été poussée systématiquement, souvent même implacablement, à un degré de perfection incomparable. Parfois, les représentants conscients de la classe ouvrière protestent, faisant valoir qu'un rendement excessif use le matériel humain. Mais la masse, hypnotisée par les hauts salaires, ne se rendant pas toujours compte, au début, de l'épuisement qui résulte d'un rythme de travail trop intense, n'oppose pas de résistance sérieuse au système. Les individus qui n'ont pu suivre le mouvement partent sans claquer la porte. La vérité est que l'impression produite par Ford, ce prince du rendement industriel, a été immense : l'opinion admire tellement *l'efficiency* qu'elle ferme les yeux sur certains de ses périls.

Un développement récent a porté plus loin encore les essais d'adaptation du personnel à ses fonctions. Le système des *tests* d'intelligence, invention française des Drs Binet et Simon, dont nous subordonnons prudemment l'usage à l'interprétation intelligente de l'opérateur, a été adopté par l'Amérique avec une sorte d'engouement. Dans les écoles, les universités, les usines, les grands magasins, le *test* est de plus en plus considéré comme susceptible de donner une indication

automatique et décisive sur les possibilités de chacun : mécaniquement consigné sur votre dossier, il vous suit alors, comme une fiche de police dont vous ne pourrez plus vous défaire ; c'est lui qui décide si vous serez affecté à des fonctions d'artiste, de comptable ou de portefaix, admis au tableau d'avancement ou bien [172] maintenu dans les cadres inférieurs (on a vu des professeurs attribuer plus d'importance au test qu'à l'examen). Aujourd'hui, nombre de grandes entreprises possèdent leur « psychologue », chargé de déterminer, de mesurer les aptitudes. Beaucoup de gens haut placés estiment que c'est la tentative la plus grosse de conséquences qu'ait encore faite l'humanité civilisée pour classer rationnellement, dans l'armature des professions et des métiers, les capacités et les vocations. Ce que les vieilles civilisations, disent-ils, abandonnaient à l'inspiration individuelle (les eugénistes appliquent le même raisonnement à la reproduction), les sociétés de l'avenir le décideront consciemment, selon les règles scientifiques des techniciens. Ce goût de l'automatisme, qu'on retrouve aux États-Unis dans le diagnostic des médecins, inquiète un peu l'Europe, encore imbue de l'esprit de finesse : nulle conception en effet qui ressemble davantage aux rêves des premiers socialistes, nulle qui soit éventuellement plus dangereuse entre les mains de « professeurs » dénués d'ironie !

Dès l'instant que la production n'est plus envisagée comme une aventure brillante mais comme une science difficile, l'image qu'on se fait du chef se transforme. Chez lui, les qualités d'expérience, d'intuition, de décision conservent toute leur valeur, mais elles ne suffisent plus. La complexité des problèmes à résoudre est en effet devenue telle qu'à ses côtés s'impose l'institution d'un véritable état-major de la direction : qu'il s'agisse des achats de matières premières, de l'outillage, du recrutement ouvrier, des rapports avec le personnel, du marché intérieur ou extérieur, de la tendance des prix, de la situation générale des affaires, chaque question doit être étudiée séparément suivant sa technique propre, puis mise à sa place dans l'ensemble. Une modification profonde dans l'équilibre des chefs et des employés en résulte.

D'une part, en effet, la spécialisation devient de moins en moins nécessaire chez l'ouvrier ; devant les machines travaillent de plus en plus, non pas des « qualifiés » *(skilled),* mais des « demi qualifiés » *{semi-skilled),* éduqués en deux semaines et [173] qui ne s'élèvent pas beaucoup au-dessus du niveau de l'ouvrier sans métier *(unskilled) :* ils

passeront toute leur vie, chez Ford ou Me Cormick, à percer des trous dans des plaques de tôle ou bien à visser au même endroit le même écrou. Il sera malaisé de choisir parmi eux des chefs, et souvent, eux-mêmes, satisfaits de leur situation matérielle sans responsabilité (Ford en fait la remarque), ils ne souhaiteront pas de promotion. Par contre, une culture générale, basée non seulement sur l'expérience mais sur l'instruction, devient de plus en plus indispensable au sommet. À mesure que les entreprises grandissent, les problèmes qu'elles comportent, devenus plus larges, exigent pour les résoudre des intelligences de plus en plus alertes, averties, étendues. Le temps est passé où l'on initiait la jeunesse aux affaires en lui faisant balayer le bureau. Pour les chefs, les secrétaires généraux, les collaborateurs qui les entourent, l'Amérique croit sincèrement aujourd'hui à l'éducation économique. Elle n'entend pas seulement par là l'enseignement normal des écoles de commerce (comptabilité, correspondance commerciale, géographie économique...) ; elle vise à former des jeunes gens ayant une culture générale. Pareille expression semblera peut-être singulière, appliquée à ces Américains que, sur la foi de notions dépassées, nous croyons volontiers si terre à terre, mais de cette culture la demande n'est nulle part aujourd'hui plus insistante que dans les milieux dirigeants de New-York, de Boston ou de Chicago. La remarquable *School of Business Administration,* de l'université d'Harvard, est le type le plus intéressant des écoles procédant à cette préparation.

Dans ces conditions, l'élite des affaires, forte de son expérience et avec le concours des économistes et des statisticiens, est en train de faire, faire à la science économique de remarquables progrès. Ce sont les Anglais qui ont eu, les premiers, le sens des marchés extérieurs, la connaissance des lois qui régissent l'équilibre des échanges entre les nations ; aujourd'hui encore, à cet égard, ils devancent de beaucoup tous les autres peuples. Mais les Américains, plus enclins par leur propre tradition à l'étude de leur marché national, en construisent peu à peu la [174] science avec une incontestable maîtrise. Ce n'est pas seulement la préoccupation des professeurs ou des savants : le banquier de Wall street, le directeur du grand magasin de Chicago, le *realtor* (agent foncier) de Los Angeles sont, chaque jour, penchés sur leurs graphiques, ils suivent dans ses moindres détails la courbe des prix de gros ou de détail, celle des salaires, du taux de l'escompte..., se demandant quels orages, quelles accalmies, quelles périodes de beau

fixe elles peuvent bien présager. On a vu des *morticians* (c'est le nom noble, trop expressif, que se donnent aux États-Unis les entrepreneurs de pompes funèbres) se réunir à Chicago pour discuter les dangers que fait courir à leur profession la baisse persistante du taux de la mortalité ! Toutes les grandes sociétés, beaucoup de moyennes même s'attachent un météorologiste économique, qui observe la température financière, consulte journellement le thermomètre, le baromètre, le tempétomètre des affaires. Les chefs savent se réserver le temps de réfléchir sur les graphiques qui leur sont soumis, ils croient à la science économique : à cet étage, comme à tous les autres, c'est la victoire de la méthode et de l'organisation.

Commandée par les nécessités du temps, voulue par l'industrie et approuvée du public, cette réforme générale des procédés de la production est patronnée par le gouvernement avec une intelligence rare, une autorité morale extraordinaire : le nom de M. Hoover, le plus grand ministre du Commerce américain, est associé à ce programme national d'économie dans l'effort, dont l'ampleur de conception fait penser à Colbert. Il y a plus de vingt ans déjà que l'État a discerné l'urgence de préserver, par une intervention des pouvoirs publics, les ressources nationales mises au pillage par une exploitation sans frein. La politique actuelle poursuit l'élimination du gaspillage jusque dans les moindres détails de la fabrication. Dans ce programme de vaste envergure, citons seulement, comme particulièrement significatif, l'effort accompli par le ministère du Commerce pour réduire, dans chaque industrie, le nombre des types produits, pour ramener à un petit nombre de mesures, toujours les [175] mêmes, les dimensions des matériaux, dont la variété anarchique était, jusqu'ici, non seulement inutile mais antiéconomique. Une enquête approfondie a montré, par exemple, que les types de paniers communément employés pour le ramassage des raisins étaient au nombre de 78 et qu'il était possible, sans inconvénient quelconque, de les réduire à 11, que de 210 formes de bouteilles on pouvait passer à 20, de 175 espèces de roues d'automobiles à 4, de 66 dimensions de briques à 7, de 287 genres de pneus à 32. Par la collaboration du gouvernement avec les groupements économiques, ces simplifications, non pas imposées mais suggérées, et du reste acceptées avec empressement par les intéressés, sont déjà entrées dans le domaine des faits : depuis 1921, dans 50 articles divers, le mi-

nistère du Commerce a réduit en moyenne de 73% la vaine complexité des types antérieurement fabriqués [20].

Il s'agit en somme d'une nouvelle doctrine des rapports de l'État (de la société si l'on veut) avec la grande production. Il y a trente ou quarante ans, les premiers trusts avaient été les précurseurs de la fabrication en séries, mais ils l'utilisaient trop souvent pour une recherche de monopole. Le gouvernement, qui les combattait à ce titre, risquait par là de méconnaître ce qu'il y avait de juste dans leur effort vers la concentration. La distinction s'est maintenant faite entre les deux points de vue : le monopole est toujours aussi impopulaire et les lois qui l'interdisent subsistent ; mais l'État, instruit par l'expérience, accepte l'idée que la production doit être désormais, sinon concentrée entre quelques mains, du moins organisée selon une vue d'ensemble, pour le plus grand bien de la collectivité.

De cette théorie de la collaboration est née la doctrine du « service », mot de passe indispensable à qui veut justifier ses bénéfices et qui tourne un peu, avouons-le, à la rengaine. Volontairement optimiste, l'Amérique, enrichie et satisfaite, se plaît à déclarer que le service rendu est aujourd'hui devenu la [176] condition même du bénéfice, qu'en conséquence le grand industriel, le grand commerçant ne sont pas là seulement pour gagner des fortunes mais pour servir la communauté. Ceux-ci du reste affirment, à l'envi, que telle est bien leur première préoccupation : on est tenté de sourire en écoutant ces hommes d'affaires trapus clamer, dans l'instant même où ils alignent de superbes bilans, que le service de la société est leur grande passion. Peut-être le croient-ils, car l'Américain s'abuse aisément lui-même ; c'est du reste toujours bon à dire : la littérature standardisée qui travaille à la gloire de la production américaine est remplie, *ad nauseam*, de professions de foi de cet ordre ; l'éloquence des chambres de commerce, ces modernes temples du progrès économique, en est saturée.

---

[20] *Anmual Report of the Secretary of Commerce*, années 1921 et suivantes. *Simplification and Standardisation, a means of reducing waste*, brochure publié » par la *Chamber of Commerce of the United States*, 1923.

Il y a là un véritable substitut de morale sociale, fait de civisme protestant, d'utilitarisme benthamien, de dévotion au progrès. Le « service » en effet n'est pas une notion catholique ; il ne fleurit pas dans l'Europe latine, mais on en trouve des traces en Angleterre, en Suisse, en Scandinavie. Ce n'est pas non plus une conception d'intellectuels ou d'artistes, accoutumés au travail individuel, mais de marchands ayant le sens du crédit [21] : c'est par un service consciencieux qu'on retient le consommateur, qui demain renouvellera ses achats ; Bœdeker, ce philosophe, recommande de donner de bons pourboires « si [177] l'on doit revenir ». Il s'agit, en fin de compte, de la doctrine d'un peuple optimiste et un peu pharisien, qui cherche à réconcilier le succès avec la justice. Nul doute du reste que pareille éthique ne soit utile, car elle enseigne des pratiques d'honnêteté, de correction et de bon vouloir : elle exprime à merveille ce qu'il y a, chez l'Américain, d'intelligence pratique, d'idéalisme sincère et de naïveté.

Ainsi, par le concours du gouvernement, des industriels, des ouvriers, des consommateurs, de l'opinion publique elle-même, unis dans un impressionnant accord, les États-Unis ont su mettre sur pied, au lendemain de la guerre, une doctrine de la production adaptée aux exigences économiques du temps. L'Allemagne est le seul autre pays

[21] *L'American Mercury,* dans une page humoristique, note le contraste frappant qui existe entre les professions qui donnent des « services » et celles qui n'en donnent pas. Dans le « service » on trouve des banquiers, des pharmaciens, des directeurs d'écoles, des propriétaires de maisons de confection pour hommes, des instituteurs, des professeurs d'universités de troisième ordre, des bouchers, des gérants de garages Ford, des propriétaires de magasins de chaussures, des commerçants de l'alimentation, des papetiers et vendeurs de fournitures scolaires, des marchands de glace, de charbon, de bois, des dentistes, des propriétaires de cafés antialcooliques, des agents de corsets hygiéniques, des gérants de pensions de famille, des courtiers d'assurances, des propriétaires de petits restaurants pour lunchs, des agents de publicité, des secrétaires d'associations, des promoteurs de cimetières et mausolées, des agents fonciers, des directeurs des postes. En dehors du « service » on trouve des cow-boys, des acteurs, des contrebandiers, des chanteurs d'opéra, des lutteurs, des bûcherons, des maîtres d'hôtel, des champions sportifs, des joueurs de baseball, des ratés, des écrivains, des journalistes, des intermédiaires, des sculpteurs, des soldats, des prostituées, des acrobates, des docteurs... (James M. Cain, *The pathology of service, American Mercury,* nov. 1925.)

qui ait abordé le même problème avec autant de prévision, de méthode et d'audace. Mais au même moment, malgré des équipes admirables, l'Angleterre était entravée dans cette voie par ses trade-unions, la France par ses politiciens.

[178]

Deuxième partie.
L'équilibre économique des États-Unis au lendemain de la guerre

Chapitre XIII

LA LIMITE DU SYSTÈME

Retour à la table des matières

Un système qui repose sur le machinisme a forcément sa limite, parce que la machine ne peut pas tout faire : un moment arrive où il faut le bras de l'homme, plus exactement l'intervention libre d'une intelligence distincte de l'automate ; le manque d'ouvriers met alors des bornes à la production, et le haut salaire pèse de tout son poids sur le prix de revient. Il y a là un péril éventuel et lointain qui se dessine...

Cette limite peut être reculée presque indéfiniment ; elle l'est chaque jour, bien au delà de ce que nous croyons possible, par l'ingéniosité américaine : l'Europe ici manque d'imagination et surtout de foi. Et cependant l'Amérique elle-même aboutit à des paliers, où tout nouveau progrès se révèle momentanément irréalisable. Chacun sait par exemple que les dimensions d'une usine ne peuvent être indéfiniment augmentées avec utilité, qu'à un certain point le coût de revient cesse de baisser et s'accroît, laissant jouer la loi du rendement non proportionnel ; de même, dans la métallurgie du fer, en dépit de perfectionnements merveilleux, un certain minimum de main-d'œuvre demeure nécessaire, et pour l'instant incompressible ; plus marquée encore est cette résistance dans l'agriculture, où les possibilités mécaniques sont

moins souples, où l'on attendra longtemps la « machine à cueillir les fraises ».

Ainsi solidaires de la machine, les Américains sont logiquement amenés à se désintéresser des productions ne comportant pas la série. Ils laissent le jardinage, la petite pêche, les petits métiers aux exotiques. Même dans les industries où ils sont [179] passés maîtres, comme la métallurgie, ils renoncent à fabriquer certains aciers spéciaux, par exemple celui des rasoirs automatiques ; la Suède s'en charge pour eux : c'est que la quantité de matière requise est trop réduite pour paraître intéressante à des gens qui ne savent faire « payer » les opérations que dans un cadre élargi. Une atmosphère économique naît de la sorte où ce qui exige la main de l'homme, au sens littéral du terme, doit tendre tôt ou tard à renchérir, — influence latente qui contredit celle de la standardisation industrielle, génératrice de bas prix. Il faudrait être prophète pour savoir, des deux facteurs, lequel à la longue aura le dessus.

Mais le système américain suggère une objection plus grave, c'est que toute une province de la production, la plus raffinée, se prête mal à la standardisation, que le machinisme poussé à l'extrême y est inefficace, voire même nuisible à certain génie créateur dont on ne saurait se passer. Il s'agit, à vrai dire, d'un autre monde — qui sait, l'ancien monde peut-être ? —, dont la France traditionnelle peut être prise comme le type le plus accompli. Dans nos industries les plus françaises en effet, c'est la perfection, l'originalité de l'article créé qui constituent l'essentiel de sa valeur ; et le meilleur moyen de le mettre à l'abri des concurrences éventuelles, ce n'est pas de le standardiser, mais de le spécialiser dans les qualités supérieures, en accroissant le nombre des types au lieu de le réduire. L'esprit est juste le contraire de celui que nous décrivions plus haut : ici, la série tend à détruire la valeur individuelle du produit, c'est-à-dire une part de sa raison d'être. Comme illustration de ce contraste, voici par exemple une usine lyonnaise de soie qui fabrique 81 articles avec 200 métiers ; l'usine américaine correspondante, avec 800 métiers, se limite à 14 articles. Dans la conception française, nous sommes d'autant plus forts que l'intervention créatrice est plus grande, la qualité plus belle, l'article plus individualisé ; d'autant plus forts aussi que la main-d'œuvre est moins mécanisée, plus personnelle et, en somme, plus artiste.

Une tendance analogue se manifeste dans le domaine de notre production alimentaire. Ce que la France vend, surtout [180] à sa clientèle étrangère, ce n'est pas la denrée agricole courante, mais un produit raffiné, travaillé avec goût, avec art, parfois presque avec amour. Quelle différence avec les exportations agricoles en séries de certains pays extra-européens, qui traient les vaches à la machine, standardisent jusqu'à la nature, pèlent industriellement les pêches en les plongeant dans une solution chimique ! La supériorité de l'article fin tient ici au labeur patient, à la tradition terrienne, au goût inné de ceux qui le cultivent ou le préparent. Il ne faut pas que le jardinier français, cet individualiste, travaille à l'américaine : trois hectares, soignés par lui avec une ferveur de tous les instants, donneront un rendement de qualité plus intéressant que vingt hectares exploités ailleurs mécaniquement, par une main-d'œuvre quelconque, qui n'aimera pas la terre et ne songera qu'à s'éclipser les huit heures finies. Qu'il s'agisse de soie ou de jardinage, c'est toute une civilisation distincte, dont la culture originale, fruit d'une expérience séculaire, d'une longue adaptation au sol, repose moins sur des notions sociales comme le crédit ou le « service » que sur l'honneur professionnel de l'ouvrage bien fait. Il faut conclure que, partout où la machine, la série, l’organisation triomphent, le génie américain triomphe avec elles. Mais il n'est plus adapté et ne peut donner son plein rendement quand, au lieu d'une coopération réglementée, c'est l'attention consciencieuse, l'intérêt pris au « bel ouvrage », l'initiative artistique, le libre jaillissement de la personnalité qui sont requis. Or ce sont justement qualités que, dans son effort d'organisation rationnelle, la société américaine tend plutôt à atrophier. Dans certaines spécialités l'industrie textile des États-Unis ne réussit, de son propre aveu, à lutter que s il existe une machine permettant de réduire le degré d'attention exigé de l'ouvrier. Quand il faut au contraire fabriquer, plus ou moins sur mesure, des articles de prix ne se prêtant pas à la standardisation, le nouveau monde n'est plus à son aise : il a fait du travailleur l'écrou admirablement adapté d'une suprême machine, mais en lui laissant perdre cette activité multiple de l'esprit que possède l'artisan, ou même le paysan, habitué à considérer [181] l'ensemble de l'objet qu’il produit, que ce soit une pendule, un fruit ou une fleur. Ainsi, dans la mesure où la standardisation ne s'impose pas, 1’Amérique ne domine pas industriellement le monde, et elle reste même vulnérable à la concurrence. La topographie de la protection douanière, la position des diverses industries vis-à-vis de leurs

rivales étrangères vont nous permettre maintenant de discerner sur quels terrains les États-Unis sont effectivement imbattables, et sur lesquels par contre l'abri d'un tarif demeure, pour eux, une incontestable nécessité.

Nous savons déjà que les industries qui fabriquent en séries, sur une large hase *(mass production)*, avec un machinisme développé et une organisation savante, sont en mesure, malgré les hauts salaires, de réaliser un coût de production assez bas pour lutter aisément contre quiconque, et même exporter sur les marchés mondiaux. En fait, elles n'ont pas besoin d'un tarif protecteur ; leur protection véritable contre la concurrence internationale réside dans les conditions mêmes où elles travaillent et que l'Europe ne possède pas : abondance de ressources naturelles et de capital disponible sur place, vaste marché intérieur uniformisé, permettant une fabrication standardisée et, à ce titre, économique.

La liste de ces industries vigoureuses, pour l’instant *hors concours*, comporte diverses catégories. Au premier rang figurent celles que le génie américain a marquées de son sceau : machines à écrire, à classer, à calculer, machines-outils de toutes sortes, machines agricoles, films de cinémas... Leur supériorité incontestée tient non seulement à la qualité et au prix mais à l'invention, stimulée par les besoins du milieu et qui se renouvelle sans cesse. Vient ensuite un groupe nombreux et varié de productions qui, sans être spécifiquement américaines, réalisent cependant, par la série, des prix de revient suffisamment bas pour leur assurer l'avantage, ou du moins l'immunité, contre la concurrence étrangère : ce sont par exemple l'automobile (sauf les voitures de luxe), la chaussure (sauf la chaussure fine), la mécanique, la quincaillerie, les fournitures électriques, les conserves [182] de fruits et de légumes (sous certaines réserves), les spécialités pharmaceutiques, les instruments de musique en métal (sauf les orgues)... L'Europe ici fait éventuellement aussi bien, et même mieux dans les qualités supérieures, mais les circonstances économiques permettent aux États-Unis un rendement meilleur. Il faut enfin classer dans une troisième catégorie un certain nombre de fabrications, rentrant du reste dans les conditions ci-dessus, mais conçues tout exprès pour les besoins particuliers de la clientèle américaine, et par là difficilement vulnérables aux rivalités du dehors : machines agricoles spécialement dessinées pour certaines cultures nationales (blé de la prairie, fruits et légumes de la Ca-

lifornie, coton du Sud), automobiles construites exprès pour la campagne avec leurs pièces de rechange, porcelaine sanitaire répandue à un degré inconnu en Europe, petit outillage électrique des ménagères, infiniment varié et absolument nécessaire dans un pays où le service domestique est en train de disparaître.

Il n'est pas une de ces fabrications qui, sous réserve d'un reclassement dans les qualités produites, ne soit en mesure de supporter un régime de libre-échange. L'Angleterre fut, au milieu du XIXe siècle, l'endroit du monde où la transformation industrielle des produits se pratiquait dans les meilleures conditions possibles : Cobden et Peel en tirèrent les conséquences, en abrogeant des droits protecteurs désormais inutiles. Pour les branches de l'industrie que nous venons d'évoquer, le centre de gravité planétaire de la fabrication à bon marché déserte désormais les rivages de l'Europe pour la région des grands lacs de l'Amérique du Nord. L'es patrons du nouveau monde ne l'ignorent pas, ils conviennent, individuellement et dans le privé, n'avoir plus besoin d'une muraille de Chine.

Cependant les industries ayant renoncé à la protection et ne bénéficiant d'aucun droit de douane dans le tarif de 1922 demeurent en infiniment petit nombre : machines agricoles, machines à écrire ou articles similaires, chaussure, machines-outils pour la chaussure, quelques rares autres... Il s'agit surtout, on le voit, d'industries exportatrices, qui craignent des [183] représailles. Mais le reste du groupe demeure protectionniste et protégé. Tantôt c'est par simple habitude, par désir d'assurance contre l'inconnu, par crainte vague de la concurrence déconcertante des pays à change déprécié ; tantôt encore c'est parce que la protection, inutile pour les modèles de fabrication courante, reste nécessaire pour l'article de luxe ou simplement de qualité (l'automobile chère par exemple, alors que la Ford ne craint rien) ; c'est surtout enfin parce que l'on préfère toujours être protégé, même si cela ne fait pas de bien, quand cela ne fait pas ou ne paraît pas faire de mal. Or, la grande majorité des patrons américains, qui travaillent surtout pour le marché intérieur, se préoccupent assez peu de l'étranger ; même quand ils exportent, ce n'est le plus souvent qu'un minime pourcentage de leur production : c'est ce pourcentage qu'il faudrait accroître pour leur donner une sensibilité d'exportateurs et les orienter, en conséquence, dans la voie du libre-échange.

Dès qu'on sort de ce domaine, où s'affirme le génie propre de l'Amérique, celle-ci ne marque plus sur l'Europe d'avantage décisif. Le protectionnisme, au lieu d'un luxe, devient alors bel et bien une nécessité. C'est le cas d'abord, par essence, pour tout ce qui ne se prête pas à la série : dans le nouveau monde, tout ce qui se fabrique sur mesure, que ce soit une robe ou une machine, est de ce fait handicapé. La mécanique américaine est de premier ordre, c'est indiscutable, mais s'il s'agit d'une machine à exécuter sur commande, avec beaucoup de soin, l'Angleterre, l'Allemagne, la France ou la Belgique emporteront fréquemment la commande : d'où droit de douane. Dans le textile, principalement pour l'article fin et la bonneterie, l'Amérique se défend par des droits de douane surélevés, variant de 40 à 60p. 100 *ad valorem.* Le protectionnisme demeure également nécessaire dans les productions en série pour lesquelles l'Europe est aussi bien équipée que les États-Unis, avec des salaires infiniment moindres et une tradition technique supérieure : l'ensemble du textile par exemple, notamment l'industrie lainière, rentre dans cette catégorie. Sous la réserve, importante du reste, que les conditions politiques du vieux monde limitent [184] les possibilités de standardisation, le nombre d'usines européennes pourvues de l'équipement le plus moderne grandit de jour en jour. À l'occasion, le capital du nouveau monde y contribue lui-même : Ford, McCormick, d'autres encore, afin de s'installer à l'intérieur de certaines barrières douanières et de profiter d'une main d'œuvre bon marché, ont créé des usines « américaines » dans plusieurs pays d'Europe. Le principal avantage qui reste alors à l'Amérique, en dehors de son immense marché unifié, pour faire face à la concurrence de pays bien outillés et pourvus d'ouvriers moins prétentieux dans leurs exigences, c'est finalement une certaine avance acquise dans l'optimisme, l'absence totale de routine, l’habitude d'apporter sans cesse des améliorations. Dans la mesure où c'est insuffisant, les États-Unis s'accrochent à leur traditionnel tarif.

Cet état d'esprit de défense est encore plus accentué quand il s'agit d'une dernière catégorie d'industries, en parties nées de la guerre ou hypertrophiées par elle, dans lesquelles la technique américaine manque décidément de tradition. Il s'agit en particulier de ces fabrications méticuleuses, dont l'Allemagne, depuis un demi-siècle, s'est fait la spécialité : instruments scientifiques, verrerie optique, produits chimiques, teintures, jouets... Sans l'appui de l'État elles ne survivraient

qu'avec peine. Dans cette branche en effet le pays en est encore à l'âge des *infant industries ;* en ce qui les concerne, les arguments protectionnistes d'Hamilton, de Clay, de Mc Kinley continuent d'être pleinement valables : il s'agit, pour tout un groupe de productions, d'assurer l’indépendance économique du nouveau continent. L'Europe, redoutée dans l'espèce, aurait donc tort de se considérer comme définitivement reléguée au second plan par son jeune et géant rival, car celui-ci, nous le voyons, pâtit malgré tout d'infériorités graves, se résumant en l'espèce dans la coexistence d'une moindre culture avec un niveau de vie matérielle trop élevé.

C'est ainsi qu'il faut mentionner l'agriculture comme rentrant dans les formes de production que la standardisation et le machinisme ne peuvent renouveler au même degré que l’industrie. [185] De 1899 à 1925, la population américaine s'est accrue dans la proportion de 100 à 150, l'industrie de 100 à 262, l'agriculture seulement de 100 à 140. À la différence de l'usine, le champ demeure solidaire de la population et du territoire. Les possibilités, dès lors, ne sont pas infinies, comme elles le sont ou paraissent l'être actuellement pour l'activité manufacturière : alors que celle-ci est encore en plein dans la phase où le rendement s'accroît, l'agriculture commence à sentir la résistance de la loi du rendement non proportionnel. Quelles que soient les améliorations techniques apportées — et l'on sait de quoi les Américains sont capables, — les charges se révèlent trop lourdes quand la production et les prix de vente ne se relèvent pas en proportion. En 1924, par rapport à l'index de base 100 pour 1914, le niveau des prix non agricoles est 162, celui des prix agricoles 134 seulement ; mais le fermier paie ses salaires 184, son outillage 182, ses charges d'impôts et intérêts 245. C'est une exploitation à perte, dans laquelle le bas prix de vente tient, non pas à un rendement favorable, mais à l'impossibilité d'obtenir mieux, en raison de la répercussion des prix mondiaux sur une production partiellement exportatrice. En 1925, année de pleine prospérité pour l'ensemble du pays, la situation n'est qu'à peine meilleure : l'index des prix agricoles est à 144, mais celui de l'ensemble des charges d'exploitation de l'agriculture est à 168 (chiffres du *National Industrial Conférence Board).* Dans ces conditions, l'agriculture, jadis libre-échangiste, a cessé de l'être : elle souhaite s'enfermer dans le marché intérieur protégé, quitte à disposer du surplus exportable par des pratiques de dumping. Ce n'est pas l'attitude d'une production dans

l'enfance, mais d'une branche d'activité qui vieillit et commence à raisonner comme on fait dans les vieux pays.

La possibilité ou l'impossibilité d'exporter, à des prix rémunérateurs, sont impliquées dans l'analyse qu'on vient de lire. Dans le groupe des industries susceptibles de supporter le libre-échange, celles qui sont spécifiquement américaines d'inspiration se montrent, presque sans exception, capables de tenir [186] tête à la concurrence mondiale sur n'importe quels marchés : les machines à écrire ou à calculer, les machines agricoles, les machines-outils originaires des États-Unis jouissent dans le monde d'une situation incomparable. Il en est de même pour les industries qui, sans être de création américaine, sont standardisées sur une large échelle : elles exportent largement les qualités communes et moyennes (dans l'automobile par exemple), mais elles sont fort empêchées de vendre au dehors, en libre concurrence, les qualités supérieures ; bien au contraire, dans ce groupe, c'est le marché national lui-même qui est pénétré, nous l'avons vu, par les importations étrangères d'articles chers. Quant aux industries spécialement équipées pour les besoins propres du marché américain, elles doivent à cette circonstance de posséder une position privilégiée sur les marchés analogues par le climat, les mœurs, les conditions de production : par exemple au Canada, et à un moindre degré dans les autres Dominions britanniques. Par contre, les productions peu susceptibles de standardisation, celles qui exigent une expérience technique que le nouveau monde ne possède pas encore, plusieurs branches de l'agriculture enfin sont dans une situation différente : dans les deux premiers cas l'exportation se fera vraisemblablement attendre assez longtemps ; dans le troisième, phénomène gros de conséquences, on tendra probablement à se cantonner partiellement, mais de plus en plus, dans le marché intérieur.

On voit se dessiner de la sorte une classification des activités américaines, selon leur degré d'adaptation aux saines méthodes de la grande production ; aux États-Unis c'est la condition nécessaire du succès : si l'on ne réussit à accroître par le machinisme ou l'organisation le rendement de la main-d'œuvre, on est condamné. Nous savons déjà que, dans l'ensemble, l'industrie américaine a résolu le problème : de 1899 à 1919, la production s'est, en moyenne, élevée de 100 à 198, tandis que le nombre d'ouvriers ne montait que de 100 à 161. Cependant, la belle publication du *National Industrial Conference Board*,

intitulée *A graphic Analysis of the Census of Manufactures,* [187] *1899 to 1919,* laisse constater que, de 1899 à 1919, le progrès du rendement, évident pour l'ensemble, ne s'est pas manifesté dans toutes les industries. Par exemple, la production s'est accrue plus vite que la main-d'œuvre (ce qui veut dire progrès du rendement) dans les conserves de fruits, le tricotage mécanique, les soieries, les explosifs, les engrais, les aiguilles et crochets, les articles de métallurgie et de mécanique en général, l'automobile, les hauts fourneaux, les gants. (Dans l'industrie sainement gérée des conserves de fruits, la production a passé de 100 à 354, tandis que le nombre des ouvriers montait seulement de 100 à 164.) Il y a eu également avance, quoique minime, de la production sur la main-d'œuvre dans les rizeries, les conserves de poisson, les cotonnades et lainages, le jute, la chapellerie, les produits chimiques, le sel, l'étain, les cycles et motocycles, les wagons, la glace, la gazoline, le coke, le papier et la pâte à papier, la peinture, la verrerie, les briques, le beurre, le fromage, le lait condensé... Mais par contre, dans plusieurs industries, la production n'a pas suivi l'accroissement du nombre des ouvriers : c'est le cas des abattoirs, des minoteries, de la teinture et des extraits tinctoriaux, de la parfumerie, de la tannerie. (Dans les teintures et extraits tinctoriaux, la production a bien passé de 100 à 259, mais dans une envolée la main-d'œuvre s'est élevée jusqu'à 364.) Et il faudrait, à ce groupe, ajouter l'agriculture.

L'exportation américaine dépend, comme on le voit, de conditions relativement simples, qui en limitent les possibilités. Actuellement, c'est à peine une préoccupation, parce que le pays vit sur lui-même, n'a pas besoin de vendre au dehors. Le jour où, éventuellement, ce ne serait plus le cas, les États-Unis pourraient se voir obligés, pour adapter leurs prix, tous leurs prix, au niveau mondial, d'admettre une certaine solidarité entre leur *standard of living* et celui d'autres continents. La question se pose donc, décisive pour l'avenir américain : cette superbe indépendance économique peut-elle durer toujours ?

[188]

Deuxième partie.
L'équilibre économique des États-Unis au lendemain de la guerre

Chapitre XIV

L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS

Retour à la table des matières

L'Amérique peut fort bien maintenir un train de vie supérieur à celui du reste du monde, tant qu'elle mène une existence économique indépendante, n'achetant et ne vendant au dehors qu'une faible part de ce qu'elle consomme ou produit ; et cet isolement demeure possible aussi longtemps qu'elle dispose sur place de ressources naturelles suffisantes, qui la dispensent d'importer des produits bruts et, pour les payer, d'exporter des articles manufacturés : c'est, au fond, affaire de richesse naturelle du sol.

En 1923, les États-Unis n'ont importé que 7,9% de leur consommation. Si l'on songe qu'avant la guerre l'Angleterre importait 35% de sa consommation alimentaire et 64% de ses matières premières, on saisit de suite une différence essentielle : l'Angleterre est solidaire du monde, l'Amérique ne l'est pas ; d'un côté l'inquiétude est instinctive et chronique, de l'autre règne une superbe sécurité. On n'attend pas de nous une étude des ressources américaines, qui dépasserait le cadre de ce livre, mais il est nécessaire de rappeler que le territoire des États-Unis produit (1924) 38% du charbon mondial, 70% du pétrole, 38% des forces motrices équipées, 54% du cuivre, 40% du plomb, un tiers

du minerai de fer, 75% du maïs, 25% du blé, 30% des céréales autres que le blé, 55% du coton, 53p. 100 du bois, un tiers du tabac... Or, tandis que ces proportions vont toutes du quart aux trois quarts, la surface du pays ne représente que 5,7% de celle du globe. Le peuple américain bénéficie donc d'un pourcentage exceptionnellement favorable des richesses de la planète : c'est la [189] première, la plus solide raison de son étonnante prospérité.

Un avantage à peine moins important, c'est que les États-Unis, grâce à l'articulation géologique de leur territoire et à son climat varié, possèdent un choix relativement équilibré et complet de ressources. Ils ont, au delà de leurs besoins normaux, le cuivre, le plomb, l'argent, le pétrole (possession précaire), le coton, le blé, le tabac, la viande. Ils se suffisent pour le charbon, le minerai de fer, le maïs, l'avoine, les chevaux : à ce sujet des transactions énormes s'opèrent, sans que les statistiques du commerce extérieur mentionnent autre chose que des chiffres dérisoires ; c'est affaire de famille et presque de ménage, échappant aux échanges internationaux. Même coupée du reste du monde, l'Amérique, en ce qui concerne tous ces produits, continuerait de vivre, et même de prospérer.

Il y a par contre des insuffisances. Les unes tiennent à ce que le pays produit trop peu de certains articles, ou bien en consomme trop. C'est le cas de la laine, du lin, du bois, du sucre, du pétrole : le gaspillage des ressources naturelles pétrole et forêts par exemple, exploitées sans raison ni mesure par des générations imprévoyantes, a provoqué ce résultat que, pour la première fois, on aperçoit le fond de la caisse. Jusqu'à présent, comme tous les jeunes gens, le peuple américain s'était cru immortel : il entrevoit maintenant, non sans quelque trouble, qu'il existe des limites, même aux réserves du nouveau continent. Il est enfin des productions que le climat des États-Unis ne comporte pas ou que les conditions spéciales de la main-d'œuvre y rendent difficiles : par exemple le caoutchouc, plante tropicale, ou bien la soie, spécialité des peuples soigneux. Quant au thé, au café, au cacao, ce sont denrées coloniales que le pays ne peut produire.

La répartition des importations par groupes de produits en souligne très clairement le caractère (1925) :

Matières premières brutes et demi-ouvrées	58,6%
Produits alimentaires bruts et manufacturés	22%
Articles manufacturés	18,8%
Divers	0,6%

[190]

Ainsi, ni les articles manufacturés, ni les produits alimentaires n'occupent la première place. Celle-ci appartient à la rubrique des matières premières, où figurent, par ordre d'importance, le caoutchouc (430 millions de dollars), la soie (396 millions), le café, le sucre, la laine, les fourrures et peaux, l'étain, la pâte de bois... Cependant, ces chiffres massifs et même le total des importations, qui dépasse 4 milliards de dollars, ne doivent pas nous laisser perdre de vue que, par rapport à la consommation, les achats au dehors ne représentent qu'une proportion minime, n'atteignant pas 10%. Voilà qui explique, justifie le sentiment d'indépendance extraordinaire qu'éprouvent les Américains : quand ils considèrent l'Angleterre, maîtresse mais esclave des mers, ou bien l'Europe, dont le sol n'alimente complètement ni la population ni les usines, on comprend leur condescendance, le soupir de soulagement qu'ils poussent en se comparant.

Ce qui peut donner à réfléchir, dans la composition des importations américaines, ce n'est pas tant le présent que la tendance [22].

	1875-79	1921-24
Matières premières	26,6	53,1
Produits alimentaires	41,3	24,8
Articles manufacturés	30	21,5

À mesure qu'ils s'industrialisent, les États-Unis importent proportionnellement de plus en plus de matières premières. Depuis 1890 environ, l'appétit de l'usine grandit encore plus vite que celui de l'indivi-

[22] Pourcentages du *Department of Commerce.*

du. Les deux réunis paraissent dépasser en intensité la production même des ressources naturelles. La conséquence normale est un appel croissant aux produits étrangers, bruts ou demi-ouvrés : caoutchouc, soie, laine, minerais divers, pétrole, sucre de canne, thé, café, cacao... En dépit de réserves qui paraissent illimitées, la consommation américaine est un tel gouffre et s'accroît d'un rythme si désordonné que les prévoyants, gouvernement en tête, ne peuvent manquer de s'inquiéter. En 1925, par rapport à 1910-14, le [191] poids importé a doublé pour le sucre et le bois, presque triplé pour la soie, triplé pour la pâte de bois, augmenté 8 fois pour le caoutchouc, près de 9 fois pour le pétrole brut, 12 fois pour le papier de journal, 41 fois pour les huiles minérales. En 1899, la production nationale fournissait 78% de la pâte de bois consommée, elle n'en donnait plus, en 1923, que 43% : Partout le penchant est le même : s'il y avait exportation elle tend à diminuer, s'il y avait déjà importation c'est un véritable flot qui pénètre.

Ces chiffres fantastiques, quand l'opinion publique les considère, sont pour elle un sujet de fierté, car ils expriment l'aisance épanouie de l'habitant du nouveau monde, ce riche ! Le gouvernement, qui voit plus loin, adopte l'attitude alarmiste, prêche la raison, l'épargne. Mais c'est un renversement de vapeur difficile que de retourner l'optimisme d'un peuple séculairement habitué à la pléthore, et c'est d'autant plus malaisé qu'au moment même où il était sur le point de distinguer, pour la première fois, une limite, on a célébré devant lui, par toutes les trompettes de la renommée, les possibilités indéfiniment accrues du rendement par le machinisme et l'organisation. Comme l'être humain de Massillon, qui sait qu'il est mortel mais qui ne le croit pas, l'Américain d'aujourd'hui sait peut-être bien qu'il n'aura pas toujours assez de pétrole ou de bois, mais il ne le croit pas.

L'exportation révèle les mêmes tendances aux esprits avisés, mais, chose curieuse, elle prête à la persistance de la même sensibilité optimiste, comme si toujours, en Amérique, le présent devait démentir les craintes que la veille, avait pu faire naître. Le pourcentage exporté de la production, 8,5% en 1923, n'est pas plus élevé que le pourcentage importé de la consommation, ce qui signifie que les États-Unis absorbent eux mêmes la presque totalité de ce qu'ils produisent. La guerre avait eu exceptionnellement pour effet d'accroître cette proportion jusqu'à 15,3% en 1919, mais elle est redevenue à peu près ce qu'elle était antérieurement (9,6% en 1914). Cela ne veut pas dire, on le devi-

ne, que les exportations ne se soient [192] pas accrues : entre 1914 et 1923, elles ont au contraire augmenté de 49%, mais en même temps la production grandissait de 55% , c'est-à-dire plus vite encore, et c'est le marché intérieur qui a absorbé l'excédent. On avait cru, lors de la paix, que les États-Unis ne pourraient être prospères dans un monde ruiné, mais ils ont prouvé, au moins pour 1'instant, que le continent nord-américain peut vivre confortablement sur lui-même.

Voilà ce qu'implique ce petit chiffre, essentiel, de 8,5%. Sa portée est plus considérable encore, si l'on envisage les éléments dont il se compose. Dans cette moyenne entrent en effet des produits dont les États-Unis sont, par rapport à leur production, largement exportateurs : en 1925 par exemple, ils ont exporté, en poids, 82% de leur résine, 64% de leur cuivre, 57% de leur coton brut, 47% de leur térébenthine, 35% de leur pétrole d'éclairage et 31% de leurs huiles lubrifiantes, 34% de leur tabac, 30% de leur blé Par contre, toute une série de produits bruts essentiels ne donnent qu'un pourcentage exporté minime ou même nul : 13% du lard, 0,5% de la viande de bœuf, 0,3% de la viande de mouton [23], 12% de l'essence d'automobile, 9% du mazout, à peine 2% du pétrole brut, 5% de l'anthracite et 3% du charbon bitumineux, à peine 1% du minerai de fer, 0,4% du maïs. Mais la remarque décisive à faire, c'est que le pourcentage exporté de la fabrication industrielle, exprimé en valeurs, demeure, en 1923, à un niveau tout à fait bas, 4,3% [24] inférieur même à celui d'avant-guerre. La proportion de la production exportée n'est, je ne dis même pas importante, mais appréciable que dans un petit nombre d'industries, appartenant toutes au groupe de la grande fabrication standardisée : 53% pour les motocycles, 34% pour les machines à [193] écrire, 24% pour les machines à coudre ; mais ensuite on tombe à 10% pour la bonneterie de coton, 5% pour les pianos, 3,8% (7% en 1925) pour les automobiles (au poids), moins de 2% pour la chaussure et les filés de coton [25].

En 1925, la composition des exportations par catégories de produits est la suivante :

---

[23] Chiffres da 1921, les chiffres de 1925 n'étant pas donnés.

[24] Le *Department of Commerce,* auteur de cette évaluation, l'estime cependant un peu basse, en raison de doubles emplois inévitables dans le calcul du total de la production industrielle.

[25] Évaluations du *Department of Commerce, Foreign Trade of the United States in the calendar year 1925,* p. 18.

Matières premières brutes et demi-ouvrées	43,1%
Produits alimentaires bruts et manufacturés	18,5%
Manufacturés (et divers)	38,4%

Le pays vend au dehors beaucoup de matières premières et de manufacturés, mais relativement peu d'aliments. Avec un total d'exportations de 4818 millions de dollars, certaines rubriques sont formidables : 1 060 millions de dollars pour le coton brut, 421 millions pour les huiles minérales, 309 millions pour l'automobile, 234 millions pour les machines, 234 millions pour le blé. C'est la source, chaque année, de rentrées formidables de richesse.

Et cependant ici, attention ! Comme pour l'importation, n'oublions jamais que, par rapport à l'ensemble de l'activité économique des États-Unis, ces quantités colossales deviennent simplement médiocres. L'exportation des autos a atteint 309 millions de dollars, mais le marché intérieur avait commencé par absorber 93% de la production nationale. Les Américains ne forment-ils pas, à eux seuls, les quatre cinquièmes de la clientèle automobile humaine ? La seule industrie vraiment exportatrice, le motocycle, qui vend au dehors plus de la moitié de sa production, n'atteint cette proportion franchement exceptionnelle que parce que les Américains, ayant tous des voitures, abandonnent le cycle au modeste étranger.

L'industrie américaine, dans ces conditions, ne tend pas à acquérir rapidement une mentalité exportatrice. Sa localisation [194] géographique même, avec son centre de gravité tendant à se fixer depuis vingt-cinq ans au sud des Grands Lacs, de plus en plus vers l'Ouest, révèle bien que ses préoccupations vont à la clientèle nationale : elle ne regarde pas vers la mer. Tout ce centre immense des États-Unis, entre les Alleghanies et les Rocheuses, n'a pas à proprement parler de fenêtres sur le dehors ; il vit et prospère seul, sans penser au reste du monde. C'est là qu'éclate l'opposition entre ce continent complet que sont les États-Unis et l'Angleterre, dont les industries essentielles exportent toutes plus de la moitié de leur production : 70 à 75% dans la filature de coton, 66% dans la métallurgie, 50% dans la laine. Tandis que l'Anglais, les yeux constamment tournés vers l'extérieur, scrute

d'un regard soucieux le niveau international des prix, le degré de saturation des marchés, les guerres ou les révolutions susceptibles de ruiner la clientèle cosmopolite dont il vit, l'Américain, lui, sans inquiétude, considère surtout son propre marché national : une expérience déjà longue lui a enseigné que le pouvoir d'achat en est pratiquement sans fin ; il ne pense guère aux marchés extérieurs que dans les périodes de crise ; aussi sa confiance contraste-t-elle avec la nervosité britannique.

Cette situation est la conséquence normale d'un équilibre sain, dont nous avons constaté la réalité, mais il faut savoir quelles sont ses chances de durée. La composition détaillée des exportations, depuis un demi-siècle, suggère à cet égard des remarques significatives [26] :

	1875-79	1910-14	1915-20	1921-25
Matières premières brutes	34,1	33,1	17,6	27,4
Matières premières demi-ouvrées	5	16	15.3	12,5
Produits alimentaires bruts	20,3	5,9	9,6	9,7
Produits alimentaires manufacturés	24,3	13,8	17,6	13,9
Articles manufacturés	15,9	30,7	39,2	36,3

[195]

La tendance qui se dégage de ce tableau, c'est la diminution de la place tenue par les produits bruts, l'accroissement rapide des manufacturés. La guerre, sans doute a temporairement et artificiellement excité l'exportation alimentaire et industrielle, mais, compte tenu de cette circonstance exceptionnelle, la ligne d'ensemble, depuis cinquante ans, est bien nette : les exportations américaines sont en train de changer de caractère, l'article manufacturé ou demi-manufacture tendant à supplanter rapidement le produit brut. En 1891, par exemple, le coton, le pétrole, la viande et le blé, constituaient encore 75% des ventes au dehors ; en 1925, ces quatre mêmes produits n'entraient plus dans l'ensemble des exportations que pour 39%.

Il faut se méfier des anticipations imprudentes : on pourrait croire que cette évolution, incontestable et tangible, se répercute déjà en un

[26] Pourcentages du *Department of Commerce.*

changement de psychologie, mais il n'en est rien. Habitués à vendre des produits dont l'étranger ne peut se passer, les Américains n'ont guère connu jusqu'ici la rude école de la concurrence sur les marchés internationaux. Il ne leur a pas suffi d'exporter du coton, du cuivre, du pétrole ou du blé pour se faire une véritable mentalité d'exportateurs. Seul, le placement difficile de l'article industriel la leur donnera. Je ne suis même pas sûr qu'ils se rendent compte de l'immense avantage que constitue pour eux le fait de posséder un surplus exportable de richesses naturelles, qui leur sert de valeur d'échange pour payer l'importation des produits dont ils manquent. Le coton, le cuivre, le pétrole, le blé achètent le café, le thé, le sucre, la soie ou le caoutchouc, et l'exportation industrielle reste en somme facultative. On peut dire qu'avec le coton les États-Unis ont bénéficié, dans leur commerce extérieur, d'un facteur d'équilibre aussi utile, dans son genre, que le « barbon pour l'Angleterre.

Or, une transformation de longue portée, dont la tendance de fond ne peut tromper, réduit peu à peu la place tenue par la vente de ces produits bruts. Avant 1900, par exemple, le pour-cent exporté delà production de blé dépassait 25% ; ce chiffre était tombé à 15% en 1910-14, et c'est la guerre [196] seule ou les conséquences de la guerre qui l'ont fait remonter et le maintiennent encore actuellement aux environs de 30% ; mais, dès que l'Europe aura retrouvé quelque autonomie alimentaire, il faut s'attendre à voir les États-Unis, dont la population s'accroît tandis que sa production de blé ne s'accroît pas, tendre de nouveau à absorber une part croissante de ses propres récoltes. Il ne faudrait même pas s'étonner si, d'ici une génération, le pays, cessant d'exporter ses aliments sous la forme brute, devenait lui-même importateur, de blé par exemple. La même orientation existe peur plusieurs des grandes matières premières, le pétrole, le bois, la laine, sous cette réserve, essentielle il est vrai, que le coton brut, contrairement aux craintes du pessimisme européen, paraît susceptible de fournir, pendant longtemps encore, un fort surplus exportable : dans les années à venir en effet, en dépit du *boll weevil*, sa production, si elle n'est pas arbitrairement réduite pour soutenir les prix, pourrait fort bien grandir plus vite que l'industrie cotonnière capable de l'absorber sur place.

Dans ces conditions, le mouvement qui oriente le pays vers une industrialisation croissante paraît inéluctable. Il se manifeste, depuis la guerre de Sécession, par des signes certains. La proportion de la popu-

lation rurale, qui était de 71,5% en 1880, de 54% en 1910, est tombée à 48,6% au recensement de 1920 ; l'agriculture, qui occupait, en 1850, 63,2% de la population active, n'en occupe plus que 33,2% en 1910 et 26,3% en 1920, cependant que la population employée dans l'industrie a passé, aux mêmes dates, de 15,3% à 27,8 et 30,8%. Il n'y a là rien qui ne soit normal et parfaitement conforme à toute l'évolution du pays. Toutes les productions américaines cherchant à s'industrialiser, il devient naturel que chaque opération strictement agricole ait aussitôt pour contrepartie une opération industrielle se faisant à la ville. Il se peut que ce soit démoralisant au point de vue social, mais, au point de vue de l'équilibre de cette société nouvelle, ce n'est pas anormal. Les conséquences lointaines de cette transformation ne peuvent manquer néanmoins d'être considérables : [197] organisée pour la fabrication mécanique standardisée, l'Amérique est handicapée quand celle-ci n'est pas applicable ; les matières premières, les produits alimentaires bruts doivent donc, à la longue, devenir plus chers à produire, moins faciles à exporter, surtout vers d'autres pays où la population est plus dense, le salaire moindre, le train de vie moins prétentieux.

Ces symptômes annoncent de loin, car on s'en approche sans y être parvenu, un état de maturité, dans lequel, la pléthore ayant simplement fait place à la richesse, il ne sera plus possible de payer l'utile par le superflu, où, certaines importations de matières premières ou alimentaires étant devenues indispensables, il faudra les compenser, non plus par d'autres matières premières ou alimentaires, mais par des exportations manufacturées. Les États-Unis se seront alors engagés — heureusement pour eux avec beaucoup de retard et beaucoup moins complètement — dans la voie suivie avant eux par les grandes puissances industrielles de l'Europe occidentale, voie dans laquelle l'importation et l'exportation deviennent une nécessité. Si, conformément au précédent de l'Angleterre et de l'Allemagne, l'Amérique en vient un jour à dépendre largement des marchés internationaux, le splendide isolement dont elle jouit ne pourra guère continuer. La loi des vases communicants risque alors, mais pas avant, de se faire sentir à ce peuple qui, orgueilleusement, l'ignorait.

Ce point de vue est celui des Américains, nombreux, qui réfléchissent. À plusieurs reprises, il y a longtemps déjà, des précurseurs ont cru que le marché national allait être engorgé par une production trop intense, que le moment était venu de soigner l'exportation industrielle

comme un refuge. Dès 1890 dans le tarif Mc Kinley, Blaine, qui prévoyait cette orientation, avait suggéré les fameuses dispositions de « réciprocité », destinées à ménager pour l'industrie des débouchés extérieurs. C'est avec la même préoccupation que, devenu président de la République en 1896, Mc Kinley faisait négocier par le sénateur Kasson une série de traités de commerce, dont le Sénat ne voulut pas. Une vingtaine d'années plus tard, au lendemain de [198] la crise de 1920-21, les sages estimaient toujours qu'une Amérique industriellement suréquipée ne retrouverait sa prospérité que dans une clientèle internationale élargie et renflouée. Les grands commis, d'intelligence magnifiquement ouverte, qui dirigent le *Department of Commerce*, la Chambre de commerce des États-Unis, plusieurs autres institutions du même ordre, continuent de le croire, sinon pour aujourd'hui du moins pour demain. Les industries déjà exportatrices ou sur le point de le devenir partagent cette manière de voir. Nul pays, par ses responsables, n'est en train de se préparer plus méthodiquement à une future politique d'exportation.

Mais il faut avouer que les événements semblent s'être attachés, d'une façon répétée, à démentir les avertissements des Cassandres. Ce marché intérieur, dont ils annonçaient périodiquement la saturation prochaine, chaque fois il a retrouvé une jeunesse nouvelle, avec un appétit, une élasticité que les plus audacieux eux-mêmes n'avaient pas osé escompter. Tantôt c'est une vague d'immigration qui a déversé dans le pays des millions de consommateurs ; tantôt la mise en valeur d'une région non encore colonisée a nécessité la fourniture d'équipements formidables ; tantôt des procédés de rendement inédits, en stimulant la production et en accroissant les salaires, ont accru le pouvoir d'achat dans des couches entières de la société ; tantôt même on a été jusqu'à conquérir de nouvelles clientèles sur l'avenir, en escomptant leurs disponibilités en formation par le système peu orthodoxe du paiement différé. Chacun de ces facteurs, envisagé séparément, paraît exceptionnel, mais depuis plusieurs générations, de brèves crises mises à part, ils se succèdent et se renouvellent sans fatigue. On pense malgré soi au mot de Pascal : « ... l'imagination se lassera plutôt de concevoir que la nature de fournir ».

Comment s'étonner dès lors que le public américain ne réussisse pas à concevoir de limites aux possibilités de consommation du marché national ? Le spectacle qu'il a chaque jour sous les yeux est plus

éloquent que tous les arguments. On se trouve de la sorte en présence de deux tendances, qui se [199] font sentir l'une et l'autre dans l'orientation de la politique américaine : d'une part celle des hommes qui, par des considérations de raison, prévoient et préparent pour leur pays un avenir économique international ; de l'autre celle du public et sans doute de la majorité des patrons, qu'une sensibilité optimiste, toujours confirmée par les événements, relient dans le cadre d'un marché national dont jamais ils n'ont même entrevu les bornes. Au lendemain de la guerre, l'Europe avait cru que les États-Unis devenaient rapidement solidaires du monde : c'est une évolution qu'instinctivement l'opinion américaine redoute.

[200]

Deuxième partie.
L'équilibre économique des États-Unis au lendemain de la guerre

Chapitre XV

LA PLACE DES ÉTATS-UNIS DANS L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE DES CONTINENTS

Retour à la table des matières

Les États-Unis se sont fait, dans l'équilibre économique du monde, la place qui correspond à leurs besoins et à leur puissance : une stricte logique détermine la nature de leurs échanges commerciaux avec les divers continents. Il y a là, pour éclairer les démarches de la politique américaine, une base matériel nécessaire à connaître.

La destination des exportations laisse distinguer trois principaux courants d'échanges. Vers les pays économiquement moins évolués qu'eux-mêmes les États-Unis expédient surtout leurs produits manufacturés en séries : soit les créations dont ils se sont fait la spécialité, soit les qualités communes et moyennes des articles, également en séries, que l'Europe fabrique aussi ; leurs machines, leurs cotonnades ordinaires, leur bonneterie standardisée pénètrent partout sur les marchés d'Amérique, d'Asie, d'Océanie et même d'Afrique. Vis-à-vis de ces continents plus jeunes, ou bien très vieux mais en voie de rajeunissement, ils jouent, comme l'Europe l'avait fait avant eux, le rôle du pays parvenu à un stade supérieur de transformation industrielle. Les

statistiques du *Department of Commerce* [27], soulignent que, dans leurs importations en provenance des États-Unis (1923), l'Amérique du Sud achète pour 72% [201] de produits manufacturés, l'Asie et l'Océanie 53%, l'Afrique 68%, l'Amérique du Nord 46%.

Vers les pays économiquement plus évolués, c'est-à-dire vers le vieux continent (et il faut, hélas, prendre ici le terme de « vieux » au sens propre), les exportations américaines ont un tout autre aspect. Les articles manufacturés n'y tiennent qu'une place médiocre, 20% : c'est que l'Europe les fabrique elle-même, et même les exporte. Ce qu'elle demande, sous cette rubrique, au nouveau continent de lui fournir, ce sont les fabrications dont celui-ci a été le précurseur et dans lesquelles il continue d'exceller sans conteste (machines agricoles, machines à écrire ou autres analogues), ou encore certains articles de grande standardisation, comme l'automobile Ford. S'agit-il par contre d'autres produits industriels, surtout dans les qualités supérieures, le vieux continent n'a évidemment que faire de s'adresser chez son prodigieux cadet. Mais, dans la mesure où celui-ci, resté jeune, laisse encore déborder les produits naturels de son sol, l'Europe, ici démunie ou bien sûr industrialisée par rapport à ses propres ressources, est trop heureuse d'avoir recours au surplus d'aliments ou de matières premières qu'il offre : dans les achats de l'Europe aux États-Unis, les matières premières brutes et demi-ouvrées entrent pour 53%, les produits alimentaires pour 26% ; c'est vers l'Europe que se dirige la plus grande partie de l'exportation américaine de coton, de cuivre, de viande, de blé... Ici les États Unis jouent le rôle du pays jeune, fournissant d'aliments ou de matières premières un continent plus mûr, qui les consomme ou les transforme.

Il existe enfin un troisième courant, vers des pays dont le climat, les mœurs et même, à certains égards, l'âge économique sont analogues à ceux des États-Unis : le cas est frappant pour le Canada ; mais, bien qu'à un moindre degré, il est inévitable, tôt ou tard, que la clientèle australienne, sud-africaine, argentine, soit attirée aussi dans la même orbite commerciale. L'article américain convient si bien aux besoins de ces marchés qu'il semble parfois avoir été conçu et dessiné

---

[27] Les statistiques citées dans ce chapitre sont tirées du *Commerce Year Book*, 1924, et de la brochure *Foreign trade of the United States in the calendar year 1925,* publications officielles du *Department of Commerce.*

tout exprès pour [202] eux. Faut-il s'étonner que le Canada, ce frère siamois, achète tout aux États-Unis, comme s'il n'y avait même pas de frontière, depuis son charbon jusqu'à ses magazines illustrés ? L'Australie, l'Argentine ont été, en 1925, les deux plus gros importateurs d'automobiles américaines. Il faut avoir vu, par exemple, la Californie puis l'Australie, pour comprendre qu'elles ne peuvent pas rester étrangères, indifférentes l'une à l'autre : même ciel, mêmes conditions de la production, avec une main-d'œuvre rare et chère devant d'immenses possibilités, mêmes distractions en plein air, même ombre menaçante de l'Asie surpeuplée. Entre tous ces pays de souveraineté différente, mais d'atmosphère économique semblable, doit forcément naître une familiarité, qui se traduit d'abord commercialement, mais dont nous retrouverons aussi la trace dans le jeu des attractions politiques.

L'aspect global des trois courants d'expansion que nous venons d'envisager peut se résumer en deux chiffres : des exportations manufacturées américaines l'Europe ne prend (1923) que 28%, les autres continents 72% ; mais, des matières premières ou produits alimentaires exportés par les États-Unis, l'Europe prend 70%, le reste du monde 30% seulement. C'est un équilibre de masses significatif, qu'il ne faut pas perdre de vue.

Le plus simple des raisonnements suggère qu'une classification complémentaire s'impose pour les importations. Les États-Unis, devenus le plus grand industriel du monde, n'ont aucun besoin des articles manufacturés étrangers : il y a beau temps qu'à ce point de vue ils se sont libérés. Mais nous avons montré que cette industrialisation intense ne correspond pas toujours à un progrès : pour tout ce qui dépasse un certain niveau de distinction, l'Amérique est aussi loin du raffinement européen que l'Europe est elle-même, à certains égards, loin du raffinement de la Chine. Les États-Unis achètent donc et vraisemblablement continueront longtemps d'acheter à l'Europe les qualités fines du textile, certaines machines spécialisées, des produits alimentaires préparés, les mille articles de Paris. Le luxe, la [203] perfection possèdent, sur le marché du nouveau monde, un immense débouché. Dans les importations en provenance de l'Europe, les articles manufacturés entrent pour 40%. Le vieux continent conserve cependant des régions dont les ressources naturelles, encore riches de possibilités, sont susceptibles d'exportation. Dans la mesure où elle manque de ces ressources, l'Amérique s'adresse là, jouant alors, vis-à-vis de ces pro-

vinces économiquement jeunes d'un monde usé, le rôle du pays évolué acheteur de matières premières à transformer : la pâte à papier scandinave (ou russe éventuellement), le tabac grec ou hollandais, la soie italienne, la laine brute de la Grande-Bretagne traversent l'Atlantique ; ainsi s'explique que, dans ses ventes, l'Europe fasse entrer 24% de matières premières.

Dans le reste du monde, les États-Unis ne voient par contre (exception faite pour quelques spécialités artistiques de l'Extrême-Orient) qu'un fournisseur immense de produits bruts, pour l'usine ou l'alimentation. Leur appétit est formidable, insatiable : il vide l'Asie orientale de sa soie brute, les Indes orientales anglaises ou hollandaises de leur caoutchouc, Cuba de son sucre, le Canada de sa pâte à papier ; il réclame sa part de la laine australienne, des fourrures et des arachides chinoises, du café brésilien, du cuivre et des nitrates chiliens, du pétrole et des minerais mexicains. D'un mot, l'on compte sur les pays du Pacifique pour les matières premières, sur l'Amérique à la fois pour les matières premières et l'alimentation. Mais, dans ces importations, l'article manufacturé ne tient qu'une place secondaire, presque minime, car, le Japon et le Canada exceptés, quelles industries exportatrices possèdent donc ces régions ? Les ventes de l'Amérique du Nord ne contiennent que 11% d'articles industriels, celles de l'Asie et de l'Océanie que 17% ; le pourcentage tombe à 1% pour l'Amérique du Sud et l'Afrique. Cette fois-ci, vis-à-vis de ces pays, dont certains sont plus jeunes et d'autres beaucoup plus vieux qu'eux, les États-Unis tiennent le rôle de l'aîné, qui demande le produit brut et le rend transformé.

[204]

La logique domine ce système de relations, groupées *en* étages comme par suite d'une classification naturelle. Sa complexité apparente tient à ce que les États-Unis n'ont pas, si l'on peut dire, le même âge, dans tous les ordres de leur activité économique : industriels ils sont mûrs, exportateurs de coton ils sont jeunes, consommateurs de bois ils sont presque vieux. De là naît un jeu de dépendances réciproques, qui oriente à son tour l'Amérique du Nord dans la voie où s'est engagée l'Europe depuis le XIXe siècle. Le vieux continent a colonisé la planète. Qu'ils les appellent ou non colonies, les Américains, dans l'avenir, ne pourront plus se passer de certaines sources extérieures de ravitaillement.

On voit par là dans quel sens sont susceptibles d'évoluer les rapports entre le vieux et le nouveau continent. Si l'Europe continue de vendre aux États-Unis ses créations raffinées et d'y acheter des produits de série, un certain équilibre d'échanges complémentaires se dessine dans le domaine industriel. Mais peut-on considérer comme normal et destiné à durer un échange fondamental de produits bruts entre deux continents dont les besoins dépassent ou risquent bientôt de dépasser les ressources ? Il est à prévoir qu'à cet égard tous deux se retourneront de plus en plus vers les autres parties du monde, en acheteurs concurrents. Par le simple poids de sa richesse plus grande, l'Amérique, ne nous y trompons pas, risque d'attirer vers elle le centre de gravité économique de la planète : certains chiffres, cités plus haut, montrent même que c'est déjà chose faite. En échange, l'industrie américaine entreprendra de conquérir les marchés internationaux, mais elle y rencontrera encore l'industrie européenne, dont les bas salaires et la technique chaque jour perfectionnée feront un redoutable compétiteur. La rivalité, de la sorte, serait moins dans une lutte directe que dans la revendication parallèle de tiers marchés, soit pour y acheter les produits bruts, soit pour y chercher des clientèles d'articles manufacturés.

Que l'Europe, en tant que marché ou en tant que fournisseur, tende à n'être plus dans l'avenir, pour les États-Unis, la [205] préoccupation dominante, c'est ce qu'explique la place respectivement tenue, depuis cinquante ans, par les divers continents dans le commerce américain :

Proportions dans lesquelles les exportations
américaines se répartissent entre les divers continents

	1875-79	1910-14	1915-20	1921-25
Europe	81	62,3	63,8	52,6
Amérique du Nord	11,3	23,1	19,4	24,4
Amérique du Sud	3,3	5,6	5,4	6,8
Asie et Océanie	3,8	7,8	10,1	14,6
Afrique	0,0	1,2	1,2	1,6

La proportion représentée par la clientèle européenne est, à l'exception des années de la grande guerre, en décadence constante. Sans doute, exprimés en dollars, les achats de l'Europe se sont-ils, entre 1910-14 et 1921-25, accrus de 72% ; mais en même temps ceux de l'Amérique du Nord, de l'Océanie, de l'Asie s'accroissaient respectivement de 145, 196 et 312%, cependant que l'ensemble des exportations américaines augmentait de 103%. Si l'on tient compte de la perte du pouvoir d'achat de l'or, la clientèle européenne s'est, en réalité, à peine accrue ; ce sont les autres clientèles qui marquent un véritable progrès.

Dans ces conditions, en dépit des commandes hypertrophiées mais sans lendemain de la période de guerre, le relèvement européen n'apparaît pas au fond à l'opinion américaine comme un facteur essentiel de la prospérité des États-Unis. C'est vers les marchés extra-européens que se tournent ceux qui escomptent l'avenir ; c'est aussi de ce côté que se portent surtout les efforts méthodiques et massifs d'une politique qui entreprend de conquérir les clientèles mondiales, non par le charme ou la fantaisie, mais par la réciprocité des échanges et par l'organisation.

Mais c'est surtout dans les importations que le déclin de la place tenue par l'Europe se fait sentir :

[206]

Proportions dans lesquelles les importations américaines
provienent des divers continents

	1875-79	1910-14	1915-20	1921-25
Europe	49,4	49,5	20,8	30,4
Amérique du Nord	25,1	20,6	30,2	26,4
Amérique du Sud	13,7	12,2	17,6	12,2
Asie et Océanie	9,9	16,3	28,7	28,9
Afrique	1,9	1,3	2,7	2,1

Il ressort avec évidence de ce tableau que la guerre a porté à l'Europe, en tant que fournisseur des États-Unis, un coup fatal. Exprimées

en dollars, les importations en provenance du vieux continent se sont bien accrues, entre 1910-14 et 1921-25, de 25%, mais avec la baisse de l'or c'est, en réalité, un recul. Les produits dont les États-Unis ont vraiment besoin désormais (caoutchouc, soie, sucre, café) sont ailleurs : entre 1910-14 et 1921-25, les ventes du Canada ont augmenté de 235%, celles de l'Asie de 265%, celles de l'Océanie de 212%. Les Américains, aujourd'hui, pourraient plus aisément se passer de l'Europe que de l'Amérique du Sud ou de l'Asie.

La balance du commerce par continents montre très bien dans quels rapports d'échanges de services les États-Unis, se trouvent vis-à-vis de chacun d'eux. A l'égard de l'Amérique du Sud, de l'Asie ou de l'Afrique, la balance est défavorable : pendant la période 1921-25, les importations ont dépassé les exportations de 42, 89 et 2% respectivement, dans le commerce avec chacun de ces continents ; il s'agit de régions encore insuffisamment développées pour absorber beaucoup de manufacturés, mais auxquelles l'usine et le consommateur américains ne peuvent se dispenser de faire appel pour leur ravitaillement. A l'égard de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de l'Océanie, au contraire, la balance est favorable : les importations ne s'élèvent qu'à 45% des exportations dans le premier cas, 85 p 100 dans le second, 38% dans le troisième. [207] Ainsi les Américains vendent aux Européens deux fois plus, aux Australasiens presque trois fois plus qu'ils ne leur achètent. Avec ces derniers, comme avec les Canadiens, il s'agit de peuples qui consomment les produits américains en grandes quantités, parce qu'ils ont les mêmes mœurs ; mais, dans le cas de l'Europe, c'est un continent épuisé, obligé d'acquérir à tout prix certains aliments ou matières premières dont le besoin est pour lui impérieux. Ce qu'il y a d'anormal et de malsain dans une balance ainsi déréglée ne saurait échapper, mais c'est justement ce déséquilibre, cette absence de réciprocité dans les échanges, qui caractérise les relations de l'Europe et de l'Amérique dans la période que nous traversons.

Il s'est noué de la sorte, en grande partie à la faveur de la guerre, un faisceau de liens économiques nouveaux, de courants commerciaux directs entre des régions qui jusqu'alors communiquaient surtout indirectement : et c'est une modification profonde de l'équilibre entre les continents. Par sa richesse, par sa masse, par la force d'attraction matérielle qu'il exerce de ce fait, le continent nord-américain déplace à son profit la primauté économique dont jusqu'ici l'Europe bénéficiait

sans conteste ; une nouvelle gravitation, autour d'un nouveau foyer, tend ainsi à se constituer, différente pourtant de celle qui avait eu, pendant trois siècles, l'Occident européen pour centre : elle laisse en effet à celui-ci soit certains domaines propres d hégémonie (ses empires coloniaux, l'Afrique, l'Australasie, l'Asie tropicale, méditerranéenne ou russe), soit certaines formes d'activité économique internationales, qui n'attirent pas l'Américain, pour lesquelles il se sent jusqu'ici mal doué ou insuffisamment équipé.

Il est aisé de voir, depuis la guerre, que les États-Unis forment désormais un système indépendant de l'Europe. Ils y tendaient depuis plus d'un siècle. Mais voici que, consciemment ou non, de bon ou de mauvais gré, tout un groupe de pays, qui jusqu'alors avaient gravité plus ou moins autour du vieux continent, subissent une attraction économique qui les oriente vers ce nouveau foyer : c'est évident, de longue date, pour le Canada, [208] pour l'Amérique centrale et méridionale ; c'est sensible maintenant pour l'Extrême-Orient et l'Australie ; l'Afrique du Sud même pourrait quelque jour ressentir l'effet lointain de cet appel. Il y a là, tout autour du Pacifique et dans l'ensemble du continent américain, un domaine qui, dans l'avenir, paraît devoir servir de champ à l'activité américaine : déjà le canal de Panama en est l'artère maîtresse, comme le canal de Suez demeure celle de l'empire où l'Europe reste suzeraine. Les deux zones, du reste, ne chevauchent pas ; les deux canaux se concurrencent à peine, ce qui semble indiquer qu'à l'ancienne unité économique du monde tend à se substituer une dyarchie.

C'est que les États-Unis ne paraissent pas viser à devenir, pour 1'ensemble de la planète, le chef unique que, dans son ambition sans frein, l'Europe avait longtemps rêvé d'être, ni même le commerçant universel que, dans les cinq parties du monde, l'Angleterre est effectivement devenue. Avec une grande satisfaction de lui-même, le sens assez brutal de ses intérêts et la conscience, plus dangereuse encore, de ses « devoirs » vis-à-vis de l'humanité, bref avec tout ce qu'il faut pour « faire de l'impérialisme », comme diraient les médecins, le peuple américain demeure cependant, aujourd'hui même, beaucoup plus continental que mondial et casanier qu'aventureux. Au cours du XIXe siècle, son génie propre s'est exprimé dans la mise en valeur de son immense territoire et la constitution d'une industrie sans rivale pour sa puissance ; il a affirmé sa maîtrise dans tout ce qui se cultive ou se

fabrique avec méthode, dans l'organisation scientifique de la vente sur son propre marché et récemment même (domaine jusque-là négligé par lui) dans la constitution savante d'un régime bancaire et monétaire perfectionné : dans toutes ces branches, il a vraiment ajouté des conquêtes au patrimoine de l'humanité. Mais jusqu'ici le génie du commerce international, ce don merveilleux des Vénitiens, des Hollandais, des Anglais, paraît lui avoir manqué. Est-ce simplement parce que cela ne l'intéresse pas, parce qu'il trouve sur place des activités plus profitables ? Est-ce parce qu'il faut beaucoup de technique et aussi de tradition, alors que des opérations [209] plus faciles le sollicitent et qu'il est toujours pressé ? Est-ce enfin parce que la configuration géographique de son pays, massif et inarticulé, l'isolement où deux océans le maintiennent des terres les plus peuplées du globe ne se prêtent pas bien aux combinaisons, souples et subtiles, des marchés internationaux de marchandises ? Toutes ces raisons sont un peu vraies pour expliquer que les États-Unis ne soient pas devenus, comme l'Angleterre, un entrepôt mondial.

Les véritables entrepôts internationaux sont ceux qui, recevant des marchandises de toutes les parties du monde, les redistribuent, non seulement à l'intérieur du pays, mais au dehors. C'est ce que fait Londres, Liverpool. Pareil rôle n'a été assumé, du moins avec quelque envergure, par aucun port américain. Si New-York, par exemple, reçoit d'énormes quantités de produits, c'est pour les répartir, moins à l'extérieur que sur un insatiable marché intérieur, qui absorbe tout et ne rend rien ; dans la mesure où il y a transit international, c'est pour les trois quarts au Canada qu'il aboutit, c'est-à-dire dans un pays à peine étranger. Entre l'insulaire Angleterre et la massive Amérique le contraste, à cet égard, est frappant : alors que les réexportations, dans le commerce britannique, atteignent 17% des exportations totales en 1913, 16% en 1925, la proportion, pour les réexportations américaines, demeure de 1,5% en 1913, 2% en 1924, 1,9% en 1925. Si l'on exceptait le sucre, qui forme la presque totalité de ces opérations, le commerce de réexportation serait à peine existant.

Loin de chercher à développer leur activité dans ce domaine, les États-Unis ont au contraire, jusque tout récemment, accepté, sans même chercher beaucoup à s'en affranchir, l'entremise britannique pour un grand nombre de leurs transactions extérieures : on les a vus de tout temps acheter en Angleterre du caoutchouc, du thé, des fourru-

res, de la soie brute, alors que le sol anglais ne produit aucun de ces articles. Aujourd'hui, bien que ce courtage continue de se produire dans de très larges proportions, une transformation importante se dessine. [210] Au moment même où l'entrepôt britannique était temporairement paralysé par la guerre, les besoins des États-Unis, en ce qui concerne plusieurs matières premières, s'accroissaient de telle sorte que, tout naturellement, les Américains ont été amenés à s'adresser directement aux marchés de production. S'ils continuent de se procurer une partie importante de leur laine, de leur thé, de leurs fourrures en Angleterre, c'est désormais des pays d'origine qu'ils tirent la plus grande part de leur soie ou de leur caoutchouc. Le commerce d'entrepôt de l’Angleterre s'en ressent : si son volume a diminué depuis la guerre, c’est largement du fait des États-Unis, qui entraient pour 27% en 1913 dans l'ensemble des réexportations britanniques, mais n'y figurent plus en 1924 que pour 17%. L'exemple du caoutchouc est particulièrement intéressant : en 1910-14, l'Amérique achetait 32% de son caoutchouc brut en Angleterre, 35% au Brésil, 8% dans les Indes orientales britanniques ou hollandaises ; en 1925, les achats en Angleterre sont tombés à 11%, ceux au Brésil à 4%, tandis que les importations directes des Indes orientales britanniques ou hollandaises atteignaient 81%. Sans doute les Anglais, propriétaires à Malacca, n'y ont-ils pas perdu ! Mais le déplacement de relations doit être signalé.

Il ne faut cependant pas se méprendre sur la nature de cette évolution : s'ils se libèrent effectivement d'un intermédiaire dans leurs achats, les États-Unis ne créent pas eux-mêmes un commerce d'entrepôt. La masse de leurs importations est si formidable qu'un appel direct se produit ; mais l'Amérique n'achète pas pour revendre ; elle absorbe, tout simplement ; l'opération ne comporte que deux parties, non trois, comme dans le commerce « triangulaire » à l'anglaise : l'esprit en est plus continental qu'international. C'est pourquoi les grands ports, comme San-Francisco, Nouvelle-Orléans, New-York surtout, qui seraient le mieux placés pour ce genre d'activité, ne deviennent qu'avec lenteur des foyers de réexportation.

Londres, à plusieurs reprises, s'est ému de la concurrence éventuelle de New-York à cet égard ; mais c'est à tort, semble-t-il, [211] car décidément les deux villes ne se ressemblent pas. Géographiquement, d'abord, New-York n'est pas situé favorablement comme Londres pour devenir un centre international de distribution : l'Europe est trop

loin. Exportatrice de ses propres produits, l'Amérique du Nord n'est pas incitée à se faire en outre exportatrice des produits des autres. Elle l'est d'autant moins qu'un tarif Fordney, succédant à des tarifs Mc Kinley, Dingley ou Payne-Aldrich, ne constitue pas une atmosphère engageante pour la liberté des transactions. Ce qui constitue pour Londres une activité vitale, essentielle, n'est dans ces conditions, pour New-York, qu'une activité supplémentaire, presque un luxe. On sait que les Américains, tant qu'ils n'y sont pas réduits par la nécessité, négligent le « petit profit ». Or, dans le commerce international, pour des marges souvent modestes, il y a des risques nombreux ; pour y faire face il faut de la patience, une technique attentive et variée, une expérience presque héréditaire, une connaissance détaillée et presque physique des marchés du monde. Ni dans leur personnel, ni dans leur tradition, qui est celle d'agriculteurs, d'industriels, de commerçants en gros sur un marché national, les Américains ne se sont, en somme, préparés à ce rôle de courtiers de la planète. Ce ne sont pas des années mais des décades qu'il faut pour constituer un milieu comme celui de Londres, où s'exerce, à la faveur d'une expérience séculaire et d'institutions économiques incomparables, cette fonction d'intermédiaire mondial, qui ne peut être remplie que par des gens très adaptés, très souples, rompus surtout par une longue habitude aux pratiques d'un métier qui ne s'improvise pas.

En dépit de certaines pertes de terrain, la défense commerciale de l'Angleterre est donc vigoureuse. C'est plutôt du point de vue monétaire qu'une faiblesse se laisse sentir dans sa position. Jusqu'à la guerre, Londres était universellement acceptée comme centre du règlement financier des opérations commerciales, à cause de la stabilité de la livre, condition nécessaire du système perfectionné d'escompte des traites sur le marché londonien : c'est en livres que s'effectuaient les neuf [212] dixièmes des transactions extérieures de l'Amérique elle-même. Il semble qu'aujourd'hui cette primauté soit gravement atteinte : en concurrence avec le sterling, maintenant précaire, c'est le dollar qui, par sa stabilité triomphante, devient la grande monnaie internationale. Les États-Unis, toutefois, ne paraissent pas s'être empressés de rechercher à tout prix, contre l'Angleterre, ce financement du commerce mondial, dont autrefois le vieux continent acceptait allègrement de se charger, même pour les exportations américaines de coton ou de blé. Ils n'ont pas entrepris, du moins jusqu'ici, de mettre sur pied un

régime de crédit international s'adressant aux acheteurs européens ; ils se bornent à soutenir sur place le producteur américain, par des avances bancaires, dont la *War Finance Corporation* a pris en son temps l'initiative.

On croit souvent en Europe que le dollar est l'ennemi juré de la livre, que New-York cherche à saper la position de Londres. C'est, je crois, une idée fausse. Sans doute les Américains font-ils directement un nombre croissant de transactions, mais ils s'accommodent au fond du système britannique, dont l'usage est pratique et qui leur inspire confiance : c'est la base d'une union de fait entre les peuples anglo-saxons, habitués à travailler en commun en s'accordant mutuellement crédit. Ce régime comporte des rivalités et des froissements, dont la presse européenne est tentée de s'exagérer la portée. Sans doute ne faudrait-il pas que le courtier abusât de la situation : il serait imprudent pour lui de renouveler trop souvent certaine magistrale opération sur les caoutchoucs ! Il reste néanmoins vraisemblable que les États-Unis, dont le contact avec toute une partie de la planète se fait par l'intermédiaire anglais, considéreraient la chute de l'Empire britannique comme une catastrophe : elle ferait graviter autour d'eux les principaux dominions, mais obligerait l'Amérique à se créer tout un outillage d'échanges et de rapports internationaux, spécialité dans laquelle l'expérience lui fait encore défaut. Qu'à la longue son ambition soit d'en arriver là, que même certains réflexes superficiels la portent à se réjouir des mésaventures de John Bull, [213] c'est possible : mais on se tromperait en pensant qu'elle veut presser les étapes. Au plus fort de sa superbe croissance économique, le peuple américain se souvient de son ascendance anglo-saxonne : il conserve une sorte de déférence instinctive pour cette civilisation britannique d'où il est sorti.

[214]

Deuxième partie.
L'équilibre économique des États-Unis au lendemain de la guerre

Chapitre XVI

L'AMÉRIQUE, CRÉANCIÈRE DU MONDE

Retour à la table des matières

L'équilibre financier des États-Unis sort aussi transformé de la guerre que leur équilibre commercial. Que la guerre ait été, dans l'espèce, une cause ou une occasion ; que la transformation soit durable ou qu'il y ait eu épanouissement hâtif, donc artificiel, de germes qui, normalement, eussent voulu des décades pour mûrir, il n'en reste pas moins qu'un grand fait nouveau s'impose : débiteurs de l'Europe en 1914, les Américains sont devenus ses créanciers. En quoi la balance du commerce, la balance des comptes en sont-elles affectées ?

Avant 1914, le commerce extérieur des États-Unis présentait chaque année un fort excédent d'exportations : commandités encore par le vieux continent, ils payaient les intérêts en marchandises. C'est avec étonnement qu'en dépit d'un renversement dans l'équilibre des créances et des dettes on a vu cette balance favorable survivre plusieurs années à la guerre. Un concours exceptionnel de circonstances explique le phénomène, qui du reste ne saurait indéfiniment durer. Une expansion remarquable avait déjà caractérisé les quatorze premières années du XXe siècle ; mais la guerre et le *boom* de 1919-20 ont donné aux exportations un élan vraiment extraordinaire, cependant que les im-

portations, par la carence de l'Europe, ne s'accroissaient pas dans la même proportion : d'où ces excédents d'exportations fabuleux qui ont eu pour effet de congestionner en Amérique la moitié du stock d'or mondial. Après 1920 toutefois, les importations ont repris peu à peu leur [215] importance relative antérieure, de sorte qu'un équilibre analogue à celui d'autrefois s'est établi :

	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	% des importations par rapport aux exportations
1900-1904	$ 1 429 millions	$ 919 millions	64
1910-1914	$ 2 166 millions	1 689 millions	73
1915-1920	$ 6 261 millions	3 223 millions	51
1921-1925	$ 4 397 millions	3 450 millions	78
1925	$ 4 309 millions	4 228 millions	86

Ainsi, pendant la période de guerre, les exportations ont triplé, tandis que les importations ne faisaient que doubler ; mais ensuite, pendant que les exportations se repliaient, les importations ont continué leur mouvement ascendant : aussi, durant la période 1921-25, peut-on constater que la physionomie de la balance est redevenue exactement ce qu'elle était en 1910-14.

Compte tenu de la baisse du pouvoir d'achat de l'or, les ventes américaines au dehors accusent encore un progrès d'environ 30% sur les années, dites normales, d'autrefois. Il se peut que, sans la guerre, le progrès eût été plus rapide... Les Américains, un peu gênés de leur richesse presque insolente, se plaisent à faire valoir cette considération auprès des décavés du vieux monde. Ce que, sans conteste, la grande crise a valu aux États-Unis, c'est une part plus large du commerce mondial. Dans les exportations de l'ensemble des pays en 1913, celles des États-Unis entraient pour 12,9% ; la proportion s'est élevée à 17,8% en 1924 : sans que les ventes américaines se soient, au total, accrues plus que normalement, ce sont celles des autres pays qui ont décliné (les exportations britanniques, par exemple, n'atteignent pas, en valeur réelle, les quatre cinquièmes de leur volume d'avant-guerre). Sur presque tous les marchés, le commerce américain a ainsi acquis,

temporairement peut-être, une place plus importante que précédemment [28] :

[216]

% DES VENTES AMÉRICAINES
DANS LES IMPORTATIONS DE DIVERS PAYS

	1913	1924
Argentine	15	22
Brésil	16	24
Chili	17	23
Pérou	29	39
Mexique	48	72
Cuba	56	67
Canada	65	65
Angleterre	18	19
France	11	14
Italie	14	24
Allemagne	16	19
Chine	6	18
Japon	17	27
Inde	3	6
Australie	14	28

Tant que l'Europe n'aura pas retrouvé sa capacité de production normale, les exportations américaines resteront, de ce fait, relativement avantagées.

Différente est la loi qui régit les importations. Si, pendant la guerre, leur expansion n'a pas suivi celle des exportations, c'est parce que l'Europe, accaparée par la lutte, se dérobait en tant que vendeur, au moment même où elle raflait tout le disponible sur les autres marchés. Mais ensuite les importations est plus que rattrapé le retard : sur la base des prix de 1923 (c'est-à-dire en envisageant la variation des volumes et non celle des valeurs), l'augmentation des importations, entre 1910-14 et 1924, est de 50,2%, tandis que celle des exportations n'est que de 26%. Si la balance, exprimée en dollars, n'a qu'incomplètement

28 Évaluations et chiffres du *Department of Commerce, Foreign Trade of the United States in the calendar year 1925,* p. 3.

reflété le phénomène, c'est à cause d'une anomalie tout à fait exceptionnelle dans le mouvement des prix : par rapport à 1910-14, le prix moyen des exportations s'est accru de 69,5% ; celui des importations, de 43,1% seulement. Les Américains ont donc eu la chance d'acheter bon marché [217] et de vendre cher. Maintenant, que le prix du coton baisse, que celui du caoutchouc monte, et tout l'équilibre des importations et des exportations peut, en quelques semestres, se trouver modifié !

Par une logique inéluctable, les États-Unis se rapprochent donc du moment où leur balance commerciale favorable doit devenir débitrice. Ce sont des causes purement occasionnelles (mais quoi de plus occasionnel que la grande guerre !) qui ont retardé de plusieurs années ce renversement. D'abord, l'Europe, jusque tout récemment, n'a presque rien payé de ses dettes de guerre : si elle le fait, ce ne pourra guère être que sous forme d'exportations accrues, c'est-à-dire par un accroissement des importations américaines ; or, le tarif douanier empêche arbitrairement celles-ci, diminuant malgré tout le volume de ce que le pays achète au dehors. Puis, l'Europe s'est partiellement vidée de son or pour acheter de l'autre côté de l'Atlantique, non seulement pendant, mais depuis la guerre, les produits dont elle ne pouvait se passer : il lui fallait de la viande, des céréales, du coton, du pétrole. Si le vieux continent retrouve, au moins eu partie, son autonomie alimentaire, s'il réussit à faire de l'Afrique une immense région cotonnière, il achètera moins de blé, moins de coton américain. Enfin, dans la mesure où les envois d'or et les échanges de marchandises ne suffisaient pas à régler ces achats de l'Europe, le surplus a été couvert par des octrois de crédits consentis au débiteur : crédits à court terme pendant le *boom* de 1920, crédits à long terme prenant plutôt, depuis lors, la forme de placements. Entre ces placements des États-Unis en Europe et leur excédent d'exportations, il existe une étroite relation : si le client européen devait payer en or ou en marchandises les produits américains, il ne pourrait pas les acheter. Grâce à la balance commerciale favorable, à vrai dire anormale, qui s'est ainsi maintenue plusieurs années, les États-Unis ont prolongé artificiellement, dans le domaine de l'exportation, une jeunesse qui ne correspond pas à la maturité où ils sont parvenus par ailleurs : mais l'opinion publique s'en rend mal compte et croit toujours que le pays a vingt ans.

[218]

Or, il ne les a plus. La balance des comptes et la répartition des placements américains à l'étranger révèlent que les rapports des États-Unis avec le monde extra-européen sont ceux d'un aîné, tandis qu'ils se comportent vis-à-vis de l'Europe comme un homme mûr et fort, qui soutient un vieillard convalescent. Le *Department of Commerce,* organisme admirable par sa claire intelligence des phénomènes économiques, dresse comme suit le bilan de ces relations, pour l'année 1925 (eu millions de dollars) [29] :

CRÉANCES		
Excédent des exportations		666
Crédits américains au dehors :		
Intérêts (dettes interalliées)	160	
Intérêts (portefeuille, chiffre net ;	355	590
Divers	75	
		1 256

DETTES	
Dépenses des touristes américains	560
Envois d'argent des immigrants	310
Missions, frets, etc.	63
	933

Comme on le voit, la balance commerciale proprement dite est favorable, mais les autres éléments de la balance des comptes présentent

[29] *The balance of international payments of the United States in 1925,* par F. W. Ryan, préface de Herbert Hoover, Secretary of Commerce, p. 131.

au contraire un déficit de 343 millions de dollars, de sorte que l'excédent final de celle-ci se réduit à 323 millions.

Le *Department of Commerce* évalue ainsi les mouvements de capitaux qui résultent de ces diverses positions :

SORTIES DE CAPITAUX	
Placements américains au dehors	920
Sorties de dollars	62
	982

[219]

RENTRÉES DE CAPITAUX	
Vente et remboursements de valeurs étrangères	461
Remboursement de dettes interalliées	27
	488

Il y a donc un excédent de sorties de 494 millions de dollars, provenant de ce que les États-Unis placent au dehors plus d'argent que les étrangers n'en placent chez eux, cependant que l'Europe ne rembourse qu'une part minime du capital des dettes de guerre. Finalement, l'excédent des exportations reçoit son paiement non en argent mais en valeurs, et de ce fait une partie de la richesse américaine se trouve transférée de l'autre côté de l'Océan.

Bien que les données manquent pour une comparaison exacte avec l'avant-guerre, les changements considérables qui se sont produits sautent néanmoins aux yeux. D'abord, l'intérêt des capitaux placés au dehors excède désormais de beaucoup celui des capitaux étrangers placés aux États-Unis : c'était le contraire en 1914. De même, les frets à payer aux marines marchandes étrangères formaient naguère un pos-

te fortement débiteur de la balance : il n'en est plus ainsi. Par contre les dépenses des touristes américains, les envois de fonds des immigrants ont pris une importance inconnue autrefois, permettant à l'Europe de combler ainsi, dans une mesure appréciable, l'excédent de ses achats sur ses ventes. Mais le phénomène le plus significatif, c'est que l'Europe, qui jadis payait ses excédents d'importations grâce à l'intérêt de ses capitaux placés aux États-Unis, ne dispose plus de ce moyen de règlement, juste au moment où il lui serait particulièrement nécessaire : depuis 1914, le vieux continent n'a pu se libérer qu'en envoyant de l'or ou en obtenant des crédits. La constitution du stock d'or et du portefeuille étranger qui en est résulté de l'autre côté de l'Atlantique doit être considérée comme un facteur primordial de l'équilibre — ou, si l'on préfère, du déséquilibre — entre les deux continents.

Jusqu'à la guerre, les États-Unis absorbaient des capitaux ; maintenant au contraire ils les laissent déborder. Outre les 12 milliards [220] de dollars prêtés aux Alliés et le portefeuille étranger déjà formé en 1920, les nouveaux placements effectués au dehors depuis cette date se sont élevés, en six années, à la fin de 1925, à environ 6 milliards de dollars : 1 445 millions en 1920, 1 092 en 1921, 963 en 1922, 417 en 1923. 909 en 1924, 1 175 en 1925. Si, exceptant les prêts aux Alliés, on fait le total des placements américains à l'étranger existant à la fin de 1925, on obtient (évaluation du *Department of Commerce)* le chiffre imposant de 10 405 millions de dollars. Ainsi, ce portefeuille a presque triplé depuis la guerre : à vrai dire, c'est d'elle qu'il est né, du moins des conditions exceptionnelles suscitées par cet extraordinaire bouleversement.

Ce débordement de capitaux en quête d'emploi, surtout dans des proportions aussi considérables, est paradoxal pour les États-Unis. Dans ce pays immense, incomplètement peuplé, dont les ressources naturelles sont encore bien loin d'être mises en valeur, il est anormal que le capital aille chercher au dehors sa rémunération : c'est à l'intérieur qu'est sa fonction, c'est là que sa vocation véritable l'appelle. Telle était du reste la situation avant 1914 : à part des commandites au Canada, au Mexique, dans l'Amérique du Sud, le placement à l'étranger, notamment en Europe, demeurait exceptionnel ; il s'agissait parfois de millionnaires mettant en sûreté une partie de leur fortune par l'achat de valeurs de pères de famille. C'était l'Europe au contraire qui, par son surplus de richesse plus difficilement utilisable sur place, coo-

pérait à l'exploitation des mines, des chemins de fer, des ressources diverses et innombrables du nouveau monde. S'il y avait exception à cette règle, pour le Canada, le Mexique, le Brésil ou l'Argentine, ce n'était somme toute qu'en apparence, car l'argent américain restait dans le continent américain. Le Canada surtout possédait, dans son riche voisin, un banquier toujours prêt ; mais, des deux côtés d'une frontière purement artificielle, se retrouvaient les mêmes hommes, les mêmes affaires, les mêmes intérêts : ce n'étaient pas des rapports entre étrangers. L'étranger véritable, c'était l'Europe, et l'argent américain ne se sentait pas attiré vers elle.

[221]

Ce qui a modifié cette situation, c'est la guerre elle-même et surtout, au lendemain de l'armistice, la difficulté où se sont trouvés les Américains de se faire payer par l'Europe l'excédent de leurs exportations, qui paradoxalement continuait. S'ils n'avaient pas alors accepté d'être réglés, au moins partiellement, en valeurs, il est vraisemblable que la continuation de ces exportations, du moins sur le même pied, n'aurait guère été possible : l'exportation a donc été l'occasion du placement, tandis que celui-ci soutenait l'exportation. La nécessité y entrait pour une part, ce n'était pas entièrement affaire de choix.

Mais il faut expliquer pourquoi le capital américain, contrairement à toutes ses traditions, s'est prêté à cette expatriation. Deux circonstances, exceptionnelles mais complémentaires, en suggèrent les raisons. L'Europe, d'une part, ayant plus besoin d'argent pour se refaire que les États-Unis pour continuer leur mise en valeur, a naturellement offert un taux d'intérêt plus élevé. D'autre part, en vertu d'une singulière coïncidence, les besoins de capitaux de l'Amérique se trouvaient momentanément inférieurs à leur niveau normal ; s'étant outillée à plein et même suréquipée pour faire face à la demande extraordinaire de la guerre et du *boom* de 1920, l'industrie américaine était demeurée ensuite pourvue d'une capacité de production dépassant notablement ses débouchés normaux :

Capacité de production de l'industrie (1923)	$ 83 764 millions.
Production effective (1923)	$ 60 106 millions
% la production	71,8% [30].

Il est naturel, dans ces conditions, qu'indépendamment d'émissions considérables sur le marché intérieur, un excédent soit aisément resté disponible pour émigrer. On saisit toutefois ce qu'il y a de précaire dans ce courant, car les causes qui l'ont produit et l'entretiennent pourraient disparaître ; elles le pourraient d'autant plus qu'il ne répond pas à la psychologie de l'Américain, casanier dans ses placements comme il est provincial, continental si l'on préfère, dans ses conceptions.

[222]

Même dans ce domaine, en effet, la guerre a quelque peu modifié les habitudes antérieures. En dépit d'une tradition dépensière bien établie, la prospérité généralisée a fini par provoquer la naissance d'une classe vraiment étendue d'épargnants, l'assurance sur la vie, la maison à construire, l'automobile ont été insuffisantes pour absorber toutes les disponibilités, et, comme la propagande intense des *liberty bonds* pendant la guerre avait enseigné le chemin des valeurs mobilières à beaucoup de gens qui ne le connaissaient pas, le nombre des acheteurs s'en est fortement accru. Cette clientèle ne se compose pas en majorité de gens riches, mais de moyens et de petits commerçants, d'ouvriers bien payés. Leur préférence va aux actions des grandes sociétés d'entreprises municipales (gaz, électricité, tramways) et, en général, aux obligations ou fonds d'État donnant un bon rendement. Ainsi s'est formée une démocratie de modestes capitalistes, dans laquelle on croit revoir notre petite épargne française d'avant-guerre : même désir de sécurité, combattu par le même, désir d'un taux d’intérêt élevé, même absence d'arrière-pensée en dehors des revenus à tirer du placement.

Le rentier français ne craignait pas d'expatrier son argent. Pour y décider le rentier américain il a été nécessaire de renverser toute une

30 *National Industrial Conference Board*, Wall chart service n° 117.

tradition : il ne connaît pas l'étranger, bien plus il s'en méfie ; ne lui a-t-on pas toujours enseigné que l'Europe est un continent vieilli, démoralisé, sans avenir, dont le sage et presque l'honnête homme se gardent à carreau ? Il a fallu l'atmosphère surchauffée de la guerre pour atténuer, peut-être temporairement, sa répugnance : tandis qu'on se battait, une propagande officielle a entrepris d'orienter vers l'Europe l'intérêt américain ; pour disposer favorablement l'opinion, les Alliés se sont trouvés, à leur grand étonnement, parés pour la circonstance de toutes sortes de vertus. Quand la paix est revenue, les banquiers ont profité quelque temps de l'attitude nouvelle qui avait ainsi été provoquée. Par ailleurs, les immigrants encore mal assimilés éprouvaient naturellement un intérêt tout particulier pour leurs pays d'origine : pour un emprunt [223] tchécoslovaque il y a aux États-Unis une clientèle tchécoslovaque, un emprunt italien y dispose par privilège d'une clientèle italienne. Enfin, en dehors de toute question de sympathie, on a pu constater que l'offre d'un intérêt élevé demeure efficaces que la différence du taux soit appréciable en faveur de l'Europe et l'on voit une foule de petits capitaux, en quête d'emploi, traverser l'Atlantique.

À la faveur de ces circonstances, nouvelles aux États-Unis les sociétés qui se consacrent à l'émission des valeurs étrangères se sont forcément développées. Elles envisagent leur action dans un esprit qui rappelle curieusement celui de nos grandes banques de dépôt avant 1914. Le souci, primordial chez les Anglais, de soutenir le commerce d'exportation, d'entretenir par des liens financiers le mouvement du commerce international, semble à peine exister chez elles : il y a des capitaux disponibles, qu'il s'agit de placer au mieux, voilà tout. On cherche en vain ici la grande politique, qui se révèle si aisément à Londres, dans les démarches des banquiers de la Cité.

La composition du portefeuille étranger des États-Unis souligne ce caractère financier des placements américains, par contraste avec le caractère, plus commercial, des placements britanniques. Fin 1925, il comprend pour 43% de fonds d'États, fonds municipaux ou valeurs garanties par les États, et 57% de valeurs industrielles (actions ou obligations) ; si toutefois l'on excepte l'Amérique latine, la proportion se renverse et l'on trouve 57% dans le premier groupe, 43% seulement dans le second. C'est depuis la guerre surtout que les fonds d'État ou titres garantis par les États prédominent dans les émissions étrangères aux États-Unis : 69% du total en 1925. Dans les placements britanni-

ques au dehors (étranger et colonies), les fonds d'État ne sont au contraire entrés que pour 33% en 1913, 40% en 1925. Les Anglais placent en commerçants ; l'Amérique, comme hier la France, en épargnante. Pour elle du reste, cette exportation de capitaux, quelque important qu'en soit le volume, ne représente qu'une fraction minime du total des émissions faites dans le pays : 6 milliards de dollars [224] en 1925, un cinquième environ. En 1913, quand le crédit britannique fonctionnait normalement dans un monde normal, c'étaient 82% des placements anglais qui se dirigeaient vers l'extérieur ; en 1924, encore 60%. Bien que l'Angleterre semble maintenant disposée à réserver une fraction croissante de son capital à sa propre mise en valeur, bien que l'Amérique attire de plus en plus dans sa clientèle bancaire une foule de pays naguère encore servis par la finance londonienne, il subsiste néanmoins, entre les places de Londres et de New-York, un contraste qui souligne ce qu'il y a proprement de continental dans l'équilibre financier des États-Unis.

Plus instructive encore est la répartition du portefeuille étranger des États-Unis par continents, tel que l'évalue le *Department of Commerce* (fin 1925) [31] :

En Amérique latine : $ 4 210 millions :	40% du total.
Valeurs d'État :	22%.
Valeurs industrielles :	78%
Au Canada : $ 2 825 millions :	27% du total.
Valeurs d'État :	41%.
Valeurs industrielles :	59%
En Europe : $ 2 500 millions :	24% du total.
Valeurs d'État :	73%.
Valeurs industrielles :	27%
En Asie, Océanie, etc. : $ 870 millions :	9% du total.
Valeurs d'État :	60%.
Valeurs industrielles :	40%

[31] *The balance of international payments of the United States in 1925*, p. 15.

Ce tableau suggère deux remarques essentielles. La première, c'est que l'intérêt des États-Unis se concentre, pour les deux tiers, sur leur propre continent, l'Europe ne tenant ici qu'une place de second ordre. La seconde, c'est que les prêts aux pays américains sont surtout commerciaux, tandis qu'en Europe ils vont en grande majorité aux gouvernements, municipalités ou institutions d'État. Ainsi apparaît clairement ce qu'il y a de paradoxal dans les rapports actuels entre les États-Unis et le vieux continent. Normalement, c'est celui-ci qui [225] devrait être le commanditaire, mais sa ruine a renversé les rôles. Ce que l'Amérique fait aujourd'hui chez les victimes de la guerre, c'est moins une commandite d'entreprises productives nouvelles qu'un sauvetage de gouvernements ou un rachat d'« occasions » à bas prix : elle le fait avec plus ou moins de conviction, plus on moins de confiance, surtout parce qu'il y a là un débouché profitable pour des capitaux inutilisés. Quelques bénéfices que les intérêts particuliers en retirent, l'opération apparaît en somme contraire à l'évolution logique des choses : il est anormal de voir le pays jeune, même regorgeant de richesses, commanditer un concurrent aussi développé que lui, chez lequel, à la longue, il n'a chance de trouver ni tous les produits naturels, ni tous les clients de produits manufacturés dont il a besoin.

Toute autre est, par contre, la position des États-Unis à l'égard du continent américain : soit du Canada, soit surtout de l'Amérique latine. Il s'agit alors de rapports parfaitement sains et normaux, dans lesquels le pays le plus évolué contribue au développement de pays plus jeunes, chez lesquels son industrie doit logiquement trouver des marchés.

Les États-Unis sont ainsi devenus, à vrai dire sans l'avoir cherché, les créanciers du monde : les banquiers de New-York ont maintenant des intérêts, des créances précises dans toutes les parties du monde ; partout ils contrôlent des entreprises, tiennent à leur merci des gouvernements, qu'ils peuvent d'un geste réduire à la faillite. Cette hégémonie, probablement sans précédent dans l'histoire, leur est échue subitement, sans préparation. Il y a une douzaine d'années tout au plus, les plus grands financiers américains s'occupaient, chez eux, de chemins de fer, de mines, de consolidations industrielles ; mais les transactions à l'extérieur demeuraient, dans leur activité, un élément tout à

fait secondaire, Cette pratique séculaire qu'ont des grandes affaires internationales les banquiers anglais, accoutumés à traiter non seulement avec les principales firmes du monde entier mais avec les gouvernements, hier encore les leaders de *Wall Street ne* la possédaient pas. Ils l'acquièrent [226] rapidement. Cependant, la tradition, non seulement financière mais politique, de places comme Londres, Amsterdam, Francfort ou Vienne, comporte des étapes d'expérience humaine que l'Amérique, dans sa maturation soudaine, a un peu brûlées.

Il y a, dans cette situation, un grave danger, à la fois financier et politique, que la commandite britannique n'a jamais présenté au même degré. Les Anglais on a cent fois analysé leur méthode prêtent systématiquement au dehors : c'est largement pour ouvrir chez eux à leurs obligés un compte créditeur et s'assurer ainsi de nouveaux marchés. Dans cette conception, les emprunteurs ont au moins une contrepartie à offrir sous forme de clientèle ; il y a échange de services, et l'égalité morale subsiste entre le prêteur et le commandité. Dans les avances américaines à l'Europe, rien de semblable, du moins pour l'instant : car, quelle contrepartie celle-ci peut elle offrir ? Ce qu'elle achète aux États-Unis, blé, coton, pétrole, elle est obligée de l'y acheter : les vendeurs américains le savent si bien que, loin de savoir gré à l'acheteur européen de sa clientèle, ils se font au contraire un mérite de le servir.

Dans ces conditions, vis-à-vis du vieux continent, le prêteur newyorkais se trouve dans le rapport, nu et brutal, du créancier qui veille sur son argent, du riche qui a aidé un pauvre et compte récupérer son avance, avance qui est à la fois une sorte de charité, mais aussi, dans le sens strict du terme, un prêt. Le danger, dès lors, c'est que tout est permis à l'Amérique : elle n'a rien à ménager, ni personne ; elle peut, s'il lui plaît, se comporter arbitrairement : étrangler les gens et les gouvernements, les secourir à des conditions choisies par elle-même, les contrôler, enfin chose qu'elle aime par-dessus tout les juger du haut d'une supériorité morale et leur imposer ses leçons. À la longue c'est mauvais, non seulement pour l'Europe humiliée mais pour les Américains eux-mêmes, car leur indépendance souveraine les désaccoutume de, plus en plus d'accepter aucune obligation internationale. L'habitude d'être toujours sollicités, comme les riches le sont par les pauvres,

de donner toujours sans recevoir, tend à détruire chez eux cette considération pour [227] l'interlocuteur, qui naît d'échanges libres sur pied d'égalité. Des préoccupations d'huissier, de missionnaire, d'ambitieux en quête d'influence se dessinent ainsi, subrepticement : et de la sorte un impérialisme, de forme inédite et subtile, risque de naître.

[228]

Deuxième partie.
L'équilibre économique des États-Unis au lendemain de la guerre

Chapitre XVII

LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Retour à la table des matières

II est vraisemblable que, sans la guerre, l'industrialisation des États Unis se fût effectuée d'un rythme moins rapide : le pays, de ce fait, a mûri plus vite qu'il ne l'eût fait autrement. Mais, sans la guerre, les exportations alimentaires eussent probablement tendu à décliner : elles ont été au contraire l'objet d'une forte reprise, d'où prolongement exceptionnel d'un certain état de jeunesse économique. En même temps, le déséquilibre mondial drainait vers l'Amérique l'or européen, grâce auquel, sans qu'il y eût à proprement parler inflation, la mise en valeur du territoire national redoublait d'intensité ; et, concurremment, une partie de la richesse créée débordait en placements étrangers. Ainsi, restés jeunes par l'abondance de leurs ressources naturelles, dont l'exploitation continue d'exiger un afflux constant de capitaux, les États-Unis se sont par contre élevés, anormalement avons-nous dit et peut-être temporairement, à cet état de maturité où l'on prête son argent aux autres, faute d'emploi aussi lucratif dans sa propre maison.

Maturité exceptionnellement développée dans les placements à l'étranger, comme dans l'industrialisation intense ; jeunesse exceptionnellement prolongée au contraire dans le maintien persistant des exportations de produits bruts (blé, coton...), voilà des courants dont la

coexistence, balancée mais contradictoire, a permis au pays de rester exportateur tout en étant créancier et d'absorber l'or du vieux continent au moment où il lui renvoyait des capitaux. Il y a là un équilibre précaire, conséquence évidente de la guerre, grâce auquel les États-Unis ont [229] pu maintenir un degré élevé de prospérité, en dépit de l'effondrement européen. L'avance énorme, prise de la sorte sur les autres continents, notamment sur l'Europe ruinée, peut-elle maintenant être consolidée ? Le caractère franchement anormal des causes qui l'ont provoquée ne nous échappe pas. Mais les Américains, eux, entendent bien la considérer comme permanente : ils n'admettent pas un réajustement des niveaux économiques du monde, qui comporterait, de leur part, le moindre sacrifice.

Le signe le plus visible de notre appauvrissement et du transfert corrélatif de richesse de l'autre côté de l'Océan, c'est l'accroissement énorme du stock d'or américain. Sauf un excédent de sorties en 1919-20 et en 1925, l'or, depuis 1914, n'a cessé d'affluer aux États-Unis, d'un courant puissant et régulier. Le stock détenu par eux, qui était de 1 887 millions de dollars en août 1914, s'est élevé jusqu'à 4 570 millions en décembre 1924 et est demeuré depuis lors aux alentours de 4 milliards et demi de dollars. Environ la moitié de l'or mondial est maintenant concentrée dans le continent nord-américain.

Les conséquences de cette congestion — le mot n'est pas excessif, du moins à première vue — n'ont pas été tout d'abord mesurées exactement : l'orgueil américain s'en est réjoui, cependant que des sages s'en inquiétaient. Non sans quelque jalousie, l'Europe de son côté prétendait volontiers que l'Amérique étoufferait de cette pléthore ; certains même le croient encore, ayant perdu de vue qu'il s'agit d'un organisme jeune, encore en état de croissance et assimilateur vigoureux. Si la production fût demeurée stationnaire, tandis que le stock d'or grandissait à vue d'œil, si une politique de crédit imprudente en eût intégralement escompté la présence, il y aurait eu inflation caractérisée et hausse désordonnée des prix. La richesse américaine, la sagesse des gouvernants, mais aussi un concours heureux de circonstances ont permis d'éviter pareil développement.

M. Rist, autorité en la matière, a clairement montré [32] comment [230] le formidable accroissement du stock d'or, coïncidant avec une

[32] Charles Rist, *La déflation en pratique,* chap. III.

émission accentuée de billets et un fort développement des dépôts en banque, pour le financement de la guerre, avait abouti à une diminution notable du pouvoir d'achat du dollar, réduit en juillet 1920 à 48,9% de ce qu'il était en 1914. Cette chute toutefois mesurait la diminution du pouvoir d'achat de l'or lui-même, mais le dollar crédit n'était pas déprécié par rapport au dollar or : les États-Unis avaient bien émis, comme tout le monde, du papier-monnaie, mais un heureux hasard l'afflux de l'or leur avait permis de le maintenir convertible en métal jaune. Depuis lors, la politique, toute de sagesse, du gouvernement des États-Unis et du *Fédéral Reserve Board* n'a cependant pas été intégralement une politique de déflation : l'absorption par l'épargne des titres émis par l'État pendant la guerre et détenus par les banques, c'était bien de la déflation financière ; la restriction, après la crise de 1920, des avances commerciales, la hausse du taux de l'escompte, le reflux aux banques des instruments de crédit ayant servi à soutenir l'essor antérieur, pendant la guerre et pendant le *boom,* c'était de la déflation de crédit ; mais il n'y a pas eu réduction des instruments monétaires, et en ce sens on ne peut dire qu'il y ait eu, à proprement parler, déflation monétaire.

La baisse du pouvoir d'achat du dollar en 1920, due soit à cette congestion d'or et à l'inflation de la guerre, soit à la course aux marchandises qui avait suivi l'armistice, comportait donc, dans ses causes, un coefficient monétaire et un coefficient économique. La chute des prix, c'est-à-dire la ré-appréciation du dollar après la crise de 1920-21, résulte également en partie de la liquidation économique mondiale de cette période et en partie d'une politique d'assainissement financier. De mai 1920 à mai 1921, l'index des prix de gros est tombé de 247 à 145 ; la réserve d'or, qui était tombée à 40,6% des billets et dépôts en mars 1920, a été ramenée dès l'automne de 1921 au-dessus de 70% ; le pouvoir d'achat du dollar (calculé par rapport aux prix de détail) est remonté de 48,9% de sa valeur de 1914 en juillet 1920 à 61,3% en juillet 1921, et depuis lors [231] a constamment oscillé aux environs de ce niveau (59,3% en juillet 1925, 59,2% en juillet 1926 [33]). Si cette rapide et brillante reconstitution monétaire a pu avoir lieu, il ne faut pas s'y tromper, c'est moins parce qu'on a réussi à réaliser une défla-

---

[33] Calculé par rapport aux prix de gros, le pouvoir d'achat du dollar par rapport à 1814 est de 42,2% en 1920, 68% en 1921, 62,8% en 1925.

tion accentuée que parce que la réserve d'or, sans cesse alimentée par de nouveaux apports de métal, tendait constamment à se hausser au niveau de l'inflation antérieure, comprimée sans doute par une politique prudente mais non totalement résorbée ; et cela dans une atmosphère économique où la crise mondiale, pour des raisons d'offre et de demande, se chargeait de tasser les prix. M. Rist constate qu'au lendemain de la guerre il subsiste, aux États-Unis comme partout ailleurs, un résidu d'inflation irréductible. Mais, dans ce continent jeune, en état de développement continu et qui, depuis 1915, a reçu presque chaque année un nouvel appoint de métal précieux, cette inflation est rejointe par une création de richesse réelle qui la justifie : de telle sorte que, sur des bases nouvelles, la situation se trouve en fait équilibrée.

La politique des prix, suivie par le gouvernement américain depuis 1921, tient compte de cette considération. La liquidation du *boom* de 1920 étant consommée par une chute presque verticale des prix et 1'inflation de crédit étant contenue par une résistance sévère du *Federal Reserve Board,* on n'a pas cherché à rendre au dollar son ancien pouvoir d'achat, c'est-à-dire qu'on a accepté, comme un legs nécessaire de la guerre, la diminution de la valeur de l'or. Les prix de gros étant tombés de leur Himalaya de 247, en mai 1920, au dessous de 150, en 1921, on n'a pas essayé de les faire baisser davantage vers le palier 100 d'avant-guerre, ni non plus de les relever pour satisfaire certains intérêts : bref, on a visé la stabilité à ce niveau de fait ; on l'a du reste magistralement réalisée, puisque le dollar, depuis lors, a évolué autour d'un pouvoir d'achat de 60% de sa valeur de 1914 (sur la base de prix de détail évoluant autour de [232] 170), cependant que l'index des prix de gros est resté fixé aux environs de 150 : 150, 153, 145, 157, 152 respectivement au mois de juin des années 1922, 1923, 1924, 1925 et 1926. L'équilibre était ainsi sagement maintenu entre des sollicitations contraires : car les agriculteurs réclamaient la hausse et les consommateurs la baisse des prix, cependant que Wall street, encore sous l'impression de soubresauts trop brusques, souhaitait surtout une assurance contre de nouveaux écarts. Dans sa politique de prudence, le gouvernement est en somme demeuré en communion d'idées avec les milieux d'affaires dirigeants de l'Est.

Il semble qu'une considération d'ordre international ait en outre pesé d'un grand poids dans la détermination de cette ligne de conduite si

soigneusement réfléchie, détournant ses inspirateurs de s'engager (à supposer qu'ils y eussent songé) dans la voie d'une déflation trop accentuée des prix. Vouloir restituer à l'or son ancien pouvoir d'achat, en effet, c'eût été rendre aussi plus difficile aux monnaies européennes un retour à la parité du dollar, éloigner pour elles le but à atteindre ; et retarder 1 heure de ce rétablissement monétaire de l'Europe au niveau du dollar, n'était-ce pas reculer d'autant, pour celle-ci, la possibilité de s'acquitter envers les États-Unis, soit de ses dettes, soit du règlement annuel de ses achats de marchandises ? Si la livre a pu rejoindre le pair du dollar, c'est parce que le dollar lui-même, c'est-à-dire l'or, avait perdu les deux cinquièmes de sa valeur d'antan. Le retour à un dollar intégral eût donc signifié l'approfondissement du gouffre, déjà formidable, entre les deux continents.

La véritable tentation cependant n'était pas d'exagérer la déflation, mais plutôt de se laisser entraîner dans le sens contraire. En présence d'une accumulation de métal imposante et reprenant, après la crise, son mouvement ascendant un instant interrompu, le *Federal Reserve Board* s'est surtout préoccupé de ne pas laisser cette masse compacte devenir une nouvelle occasion d'inflation, ayant pour conséquence une nouvelle hausse des prix. On entend assez souvent les grands responsables de [233] la haute finance américaine exprimer 1'idée que le stock d'or, constitué du fait de circonstances exceptionnelles, ne doit pas être considéré comme une acquisition définitive. On trouve même des gens, peu nombreux il est vrai, pour suggérer qu'il serait au fond préférable de le voir repartir. Je ne sais trop s'il faut les croire ; en tout cas, comme le dit La Rochefoucauld, « on ne souhaite jamais ardemment ce qu'on ne souhaite que par raison ». Le *Federal Reserve Board* a néanmoins édifié, sur cette hypothèse combinée avec la crainte d'une fièvre des prix, une doctrine de prudence, à savoir que l'or dont on dispose ne doit pas être utilisé, dans la mesure intégrale où il pourrait l'être, pour construire un édifice de crédit.

Jusqu'à quel point ces idées se sont-elles effectivement traduites dans la pratique ? Conformément à la volonté consciente des dirigeants, le stock d'or a été en grande partie « stérilisé » ; une fraction en a été consacrée au crédit, mais le reste a simplement été mis dans la circulation sous la forme de *gold certificates,* pour remplacer des *Fédéral Reserve notes* (billets des banques fédérales de réserve) qui en étaient retirées : c'est, par une injection de métal, l'assainissement

d'une inflation antérieure, une consolidation, mais en aucune manière une inflation nouvelle. La doctrine des sages a donc reçu son application.

La présence de ces quatre milliards et demi de dollars d'or s'est cependant fait sentir à sa façon, en dépit de la prudence officielle, et l'on peut se demander si, dans n'importe quel pays, même le plus raisonnable, il est possible d'échapper complètement au vertige d'une pareille accumulation de métal précieux. Le stock est là, on le sait, et du reste on le dit assez ! Même s'il n'est pas utilisé intégralement pour toute la puissance virtuelle qu’il contient, son existence se manifeste comme un potentiel, exerçant une influence indéniable dans le sens d'une hausse morale de température. Et au fond, quoi qu'on dise, on en a besoin, parce que les possibilités de la production nationale demeurent immenses et que le pays est bien loin d'avoir absorbé tout le capital qu'il serait en mesure de faire fructifier : [234] le stock d'or apparaît comme une réserve, avec laquelle les Américains ont le sentiment qu'ils pourraient soutenir les demandes latentes des mises en valeur éventuelles que leur optimisme imagine. L'Europe a cessé de commanditer l'Amérique avec son épargne ; mais, en paiement d'achats de guerre fantastiques, elle lui a envoyé son or. L'effet est le même pour les États-Unis, qui ont d'abord consolidé leur inflation avec cet apport, et dont le développement est maintenant tellement immense qu'il leur faut de nouveaux appoints de métal et de capitaux, pour consolider encore leur extraordinaire expansion économique. Le stock est donc, au moins virtuellement, incorporé dans le système américain : ce n'est pas sans inquiétude que l'opinion le verrait reprendre le chemin du dehors.

C'est moins dans le domaine économique que dans celui de la spéculation financière proprement dite que ce germe d'intoxication s'est manifesté. La grande abondance de fonds qui s'est révélée sur le marché monétaire, à partir de 1924, n'a pas uniquement correspondu à un soudain accroissement des épargnes (encore que celles-ci fussent réelles et imposantes), mais aussi à une expansion des crédits bancaires, provoquée justement par cette présence de l'or qui, coûte que coûte, voulait s'exprimer. Les banques de réserve fédérales, relâchant quelque peu leur sévérité, s'y sont prêtées par une politique d'argent à bon marché, *d'easy money*. À partir d'avril 1924, le taux de réescompte des banques fédérales de réserve, qui se tenait depuis 1920 entre 6 et

4,50%, est descendu au-dessous de ce niveau, puis au-dessous de 4% pendant toute l'année 1925 ; le taux de la banque fédérale de réserve de New-York était plus bas encore, variant cette même année entre 3 et 3,50% ; en même temps, les banques fédérales de réserve accroissaient leurs achats de portefeuille, introduisant ainsi dans la circulation des sommes qui n'y étaient peut-être pas nécessaires, que le commerce ne demandait pas, emplissant indirectement les banques privées de fonds si considérables que celles ci ne savaient qu'en faire : c était pousser à l'achat [235] des valeurs en bourse, ou au prêt sur les valeurs par les banques. Il convient cependant d'observer ici, distinction essentielle, que cette inflation — car après tout c'en est une — n'est allée que dans une petite proportion aux prêts commerciaux des banques ou aux emprunts étrangers : elle s'est dirigée surtout vers la spéculation foncière, qui a fait en Floride des folies, vers le bâtiment, qui a connu de 1924 à 1926 une prospérité extraordinaire, vers la spéculation des titres de bourse, qui ont été l'objet d'un *boom* caractérisé, jusqu'au demi-krach de mars 1926. Mais ces excès ont été limités à un certain domaine. Le commerce, dans l'ensemble, est resté prudent et, du point de vue économique, la position générale du pays est demeurée saine. C'est financièrement que des spéculateurs ont pu être déraisonnables : la fièvre de l'or, dont l'organisme américain entendait se défendre, et dont il se défendait effectivement dans l'ensemble, a donc quand même trouvé moyen de le surprendre ; mais il ne s'est agi que d'une crise localisée.

Quand nous envisageons, de notre point de vue d'Européens, ces menaces latentes d'inflation, nous sommes trop portés à oublier que, parallèlement au stock d'or, la production nationale grandit également et plus encore. De ce fait, une influence persistante agit en sens contraire, absolument saine et décongestionnante, contre-balançant puissamment les germes inflationnistes qui peuvent exister. En effet, soit en raison des ressources naturelles immenses du pays, soit par suite d'un rendement sans cesse en progrès, une quantité grandissante de produits est, chaque année, jetée sur le marché. Il faut signaler par contre que les industriels, les commerçants (nous ne dirons pas encore les cultivateurs) ont moins besoin des banques qu'autrefois, parce que la prospérité leur a donné des fonds de roulement, cependant que la meilleure organisation technique des transports et de la distribution ne nécessite plus le maintien de stocks aussi importants que le passé. De-

puis plusieurs années, malgré l'expansion des affaires, les prêts commerciaux proprement dits n'ont pas donné lieu à un développement excessif.

On s'explique ainsi qu'en dépit de la pléthore métallique la [236] tendance de fond des prix de gros ne soit pas, depuis 1921, orientée vers la hausse : la courbe est surtout caractérisée par sa stabilité entre les indices 145 et 160. C'est que les velléités de hausse sont chaque fois arrêtées par de nouveaux apports de la production :

	PRIX DE GROS index général	PRODUITS agricoles.	BOIS	FER ET ACIER	ARTICLES mécaniques.
1913	100	100	100	100	100
1920	226	218	307	219	192
1921	147	124	163	148	129
1922	149	133	183	135	122
1923	154	141	207	162	144
1924	150	143	184	149	134
1925	159	158	186	138	130

On discerne très bien, dans ce tableau, la tendance de fond déjà signalée par nous, qui travaille à la longue dans le sens de la hausse des produits bruts ou demi-bruts ; en ce qui les concerne, le machinisme ne donnant pas son plein rendement, le salaire accru pèse de son poids lourd sur le prix : c'est ici le cas des produits agricoles ou du bois. Mais la tendance contraire l'emporte quand le machinisme et l'organisation ont raison du salaire : l'exemple du fer et de l'acier, celui des articles mécaniques le révèlent clairement. On constate ainsi que les produits agricoles, qui au moment de la crise de 1921 avaient baissé plus bas que les produits industriels, voient maintenant leur prix remonter régulièrement, tandis que les prix industriels tendent plutôt à marquer une orientation de baisse. Le résultat général est, dans l'ensemble, un équilibre remarquable des prix de gros, dont les variations, depuis 1921, n'ont même pas atteint une amplitude de 10%.

Cette stabilité, voulue par le gouvernement et l'élite des affaires, est la récompense de la politique du *Federal Reserve Board :* on ne saurait trop l'admirer, car, indépendamment de sa belle technique, elle est en outre, selon le mot du moraliste, la réalisation d'un « grand dessein ».

[237]

LES ÉTATS-UNIS D'AUJOURD'HUI

Troisième partie

LES ATTITUDES POLITIQUES

Retour à la table des matières

[237]

Troisième partie.
Les attitudes politiques

Chapitre XVIII

LES CONDITIONS DE LA VIE POLITIQUE

Retour à la table des matières

La production absorbe, aux États-Unis, le meilleur des énergies : il ne reste pour la politique qu'une place secondaire. Ce n'est en effet ni dans les partis, ni dans l'État que réside la véritable activité créatrice de la nation, mais dans la société elle-même, qui s'exprime et s'affirme par ses propres moyens. Dans ces conditions, les termes de « société », d'« État », de « partis » ne répondent pas tout à fait aux mêmes réalités qu'en Europe, et, faute de leur attribuer leur valeur exacte, on s'expose à de nombreux contresens.

Rappelons ici à quel point l'esprit calviniste pénètre les conceptions américaines. Dans la tradition dissidente, l'État est moins un organisme distinct qu'une simple émanation de la volonté générale ; disons même que, pour beaucoup de protestants du nouveau monde, c'est un agent de moralisation sociale ; jamais il ne leur viendrait à l'esprit de le considérer comme une entité supérieure à l'ensemble des citoyens : ils sont à l'antipode des idées allemandes en la matière. C'est du reste si bien un point de vue national que ceux qui ne le partagent pas sont presque toujours marqués d'influences étrangères : luthériens, mal accoutumés à voir le gouvernement [238] subordonné à la religion ; catholiques, revendiquant pour la famille (c'est-à-dire

pour l'Église) une autonomie que la société civile essaie de lui ravir. On distingue une doctrine, américaine et puritaine, de subordination de l'individu à la collectivité, et d'autre part une résistance aux ambitions excessives de celle-ci, qui provient des éléments non-britanniques et non-protestants.

Aux États-Unis, l'Européen, un peu dérouté, cherche l'État sans très bien savoir où le trouver. Le pouvoir fédéral, auquel le domaine de la législation civile reste en principe fermé, ne représente que certains aspects, strictement limités, de la souveraineté. C'est dans les États particuliers que se font la plupart des lois qui régissent la vie sociale du pays. Ainsi, dans la politique intérieure, l'équivalent de ce que nous appelons l'État ne se trouve pas tant à Washington que dans les quarante-huit capitales locales : sorte de polyarchie, où chaque unité défend jalousement son indépendance.

Dans ces républiques de population généralement restreinte, dont certaines n'ont pas un demi-siècle d'existence, les réalisations immédiates, en dépit de la superficie parfois énorme, sont faciles. En un sens, chacune d'elles ressemble à la société de Rousseau, dans laquelle les citoyens prenaient aisément conscience de l'unité sociale. On y peut d'autre part presque se souvenir du temps où la communauté des pionniers devançait, dans son existence, la constitution même de l'État. Il faut comprendre dès lors que l'État lui-même se distingue mal de la majorité des citoyens, dont il n'est en somme que le reflet : personne ne songerait à l'envisager comme un organisme distinct imposant ses décrets. La collectivité désire mener un certain genre de vie, elle contraint par la loi les réfractaires à s'y conformer, mais le pouvoir n'est en tout cela qu'un agent passif : c'est la communauté elle-même qui agit. Ainsi s'expliquent ces législations extraordinaires qui prétendent réglementer les mœurs jusqu'en leurs moindres détails : leur application n'est possible (encore restent-elles bien souvent lettre morte) que dans la mesure où elles expriment une volonté [239] sociale. Imposées du dehors, comme par exemple la prohibition dans les grandes villes de l'Est, elles tombent à plat.

Du fait de la démocratie directe, telle qu'elle fonctionne aux États-Unis, surtout dans l'Ouest, l'État se voit encore privé d'un autre prestige, qu'il possède à un haut degré en Europe, celui de la permanence de son administration. Dès l'instant que la plupart des fonctions administratives de quelque importance sont électives, il n'existe aucune stabi-

lité chez les hommes qui incarnent le pouvoir. À quelques années de distance, dans tel capitule local, il se peut que pas un individu ne survive du personnel antérieur : le gouverneur, les chefs de service, jusqu'aux huissiers auront fait place à des figures nouvelles, amenées là par les changements de partis. Notre huissier de ministère, véritable symbole de la continuité de l'État, qui survit aux cabinets et même aux régimes, n'a pas son équivalent aux États-Unis. À l'exception de certaines administrations centralisées, il n'y a donc pas, surtout dans la politique locale, de tradition bureaucratique. Même à Washington, l'ésotérisme gouvernemental, dans la mesure où il existe, se rencontre moins dans les grands départements ministériels que dans la continuité d'influence de certains milieux, presque toujours britanniques d'origine, qui représentent curieusement l'instinct obstiné d'une persistance ethnique.

Le gouvernement régulier n'étant que le reflet de la société, celle-ci s'exprime par lui, mais on imagine qu'elle pourrait s'exprimer autrement, distinction subtile, qui laisse la porte ouverte à des velléités fascistes. Au début, quand l'État ne se distinguait pas de la communauté des pionniers, ceux-ci exécutaient eux-mêmes leurs décisions collectives, sans penser sortir du droit : quelqu'un refusait-il de se plier aux règles communes, on l'y forçait. Cette tradition d'action directe, qui s'était d'abord confondue avec le fonctionnement même du gouvernement, n'a pas tout à fait disparu. Tantôt parallèlement à la légalité, parfois contre, elle continue ; en vue d'un intérêt général, ou prétendu tel, on voit un groupe de citoyens [240] prendre en main, sans mandat, l'exécution de la loi, souvent non écrite, qu'ils déclarent violée.

Telle fut, dans le Sud, après la guerre de Sécession, l'action du premier Ku Klux Klan ; le second Klan, depuis une dizaine d'années, a adopté la même attitude ; les initiatives spontanées de police officieuse, qui surgissent sporadiquement, doivent être rattachées à la même inspiration. Citons par exemple, comme type de ces dernières, la fameuse « déportation » de Bisbee (Arizona) en 1918 : un complot de citoyens antirévolutionnaires (de « bons citoyens », dirions-nous dans notre vocabulaire bonapartiste) s'était formé dans cette petite agglomération pour en expulser un certain nombre d'anarchistes, jugés indésirables : une nuit, chacun d'entre eux se trouve cueilli dans son logement puis, sans autre forme de procès, expédié d'autorité jusqu'à la frontière de l'État. À Fargo (North Dakota), en août 1925, expulsion

en tous points semblable de travailleurs agricoles, appartenant à l'association des I. W. W. Dans les deux cas, on est en présence de minorités organisées qui, par des moyens extra-légaux, prétendent servir l'intérêt général. Toute la défense contre le nègre, dans le Sud, repose sur une pareille méthode, qui contredit ouvertement la constitution fédérale mais bénéficie de l'approbation tacite de la population blanche. S'agit-il de fascisme à l'italienne ? N'est-ce pas plutôt la survivance des formes expéditives d'un gouvernement primitif, dont le souvenir n'est pas encore perdu ? Il y a en tout cas, en l'espèce, confusion entre les organes légaux et les champions spontanés de la volonté populaire : l'opinion, quand elle est d'accord, ferme les yeux sur cette nuance, et la justice, qui est élue, regarde à deux fois avant de protester.

C'est seulement en temps de crise, ou bien quand la haine des races est attisée, que ces procédés d'action directe se multiplient, encore qu'il y en ait continuellement des exemples, surtout dans le Sud et l'Ouest. Ce qu'il faut souligner, c'est qu'on agit toujours au nom de l'opinion, reconnue souverain. Aussi faut-il maintenant nous demander comment celle-ci se [241] forme et s'exprime. Il n'est pas de question plus importante, dans un pays où le verdict populaire est sans appel.

On sait assez que nulle part l'opinion publique n'est chose spontanée. Aux États-Unis comme ailleurs, davantage même, ce sont des minorités organisées qui l'orientent, l'encadrent et l'exploitent. Une certaine décentralisation géographique avait longtemps assoupli sa formation : avec son directeur, vieux résident, avec sa rédaction composée de citoyens du cru, le quotidien local, inspirateur et enregistreur à la fois, en donnait assez fidèlement l'image. Dans *In our town*, Allen H. White a exprimé, à cet égard, l'atmosphère d'une petite ville du Kansas il y a vingt ans : sous l'impression des événements, les réactions de celle-ci ne manquaient pas de personnalité. Depuis lors, l'immense développement de la grande presse syndiquée, avec ses nouvelles, sa publicité, ses éditoriaux fabriqués en série, dans des cadres standardisés sans merci, tend rapidement à détruire toute diversité dans le sentiment populaire. Il n'est pas actuellement de pays où l'opinion publique soit plus implacablement travaillée et alignée. On ne lui laisse aucun répit. Sous la même direction, venue d'en haut, le théâtre, le cinéma, l'affiche, standardisés également, concourent à ce pro-

gramme d'unification sans pitié, dans lequel les différences locales et même les distinctions de classe tendent à s'atténuer et à disparaître.

La grande presse, c'est notoire, ne vit que de sa publicité. Elle devait donc logiquement tomber, tôt ou tard, sous l'influence de la haute finance et de la grande production, qui distribuent cette publicité : car si l'éditorial quotidien contredit la doctrine de ces puissances, celles-ci seront bien aisément à même d'exercer une pression sur des rédacteurs financièrement désarmés. « Vos éditoriaux ne sont pas conformes à nos vues » *(your editorials are not up to our standards)*, leur écrit-on : ils comprennent et cèdent, car autrement le journal ne pourrait plus vivre. Il s'ensuit que les puissances d'argent possèdent effectivement le moyen de pétrir à leur façon l'opinion populaire, lui cachant ce qu'elle ne doit pas savoir, lui présentant [242] sur chaque sujet l'attitude qu'on désire lui voir adopter, l'enfermant finalement dans un réseau dont elle ne peut se défaire et dont, à la longue, elle ne sent même plus la gêne.

Distincte de cette action des intérêts, mais souvent parallèle et parfois même associée, apparaît ici l'influence immense des associations. Dans ce pays où le levier principal des réalisations est l'initiative du groupe, tout mouvement tend à prendre, tôt ou tard, la forme d'un comité, d'une association, d'une ligue ; qu'il s'agisse d'une union d'anciens combattants, d'une ligue contre les *saloons*, la cigarette ou l'opium, d'une entreprise missionnaire, d'un comité spécialement créé pour enlever le vote d'une loi, la méthode est toujours la même : il faut agir sur l'opinion et les pouvoirs publics par l'action concertée d'un groupe de citoyens. Nulle part au monde les associations, quel que soit leur but, mais surtout s'il s'agit de propagande sociale ou religieuse, ne sont aussi puissantes qu'aux États-Unis ; nulle part elles ne disposent de tant de bonnes volontés, de tant de dévouements, de tant d'argent. C'est à leur équipement incomparable, à leur action omniprésente et multiforme que la collectivité doit de prendre souvent d'elle-même une conscience propre, s'exprimant en programmes de réformes pratiques et précis. Mais il y a un terrible revers, car nulle part non plus les associations ne sont plus dangereuse ; dans la capacité qu'elles possèdent d'entraîner presque sans frein l'opinion : la société anglo-saxonne est fertile en fanatiques, dont le scrupule n'est jamais apaisé tant qu'ils n'ont pas offert, imposé leur panacée ; or, la science de la publicité, portée ici à une sorte de perfection, met entre leurs mains le

moyen d'agir pour ainsi dire mécaniquement sur la masse ; la tentation est trop grande, l'arme trop efficace !

La puissance de la propagande est d'autant plus irrésistible qu'aux États-Unis, nous l'avons vu, le Capital et les réformateurs moraux cheminent, presque normalement, dans des voies parallèles : quand ils travaillent de concert, rien ne leur peut résister. Dès lors, pour qu'aboutisse une loi, fédérale ou locale, point n'est besoin d'un mouvement d'opinion spontané ; [243] il suffira souvent d'une association, fortement constituée, s'appuyant sur de grands intérêts matériels, gagnant par eux le concours de la presse ; ceci fait, il restera à conquérir soit les partis, soit les législateurs individuellement : et ceux-ci acquiesceront presque toujours, s'ils sentent l'attaque appuyée de munitions et s'ils ne sont pas sollicités en sens contraire par une autre organisation également bien équipée. En somme, sur un fond d'opinion plus ou moins amorphe et plastique, ce sera une bataille de minorités, dont la mieux armée techniquement sera victorieuse. La loi sur la prohibition n'a pas été votée autrement.

Or, l'ambition des groupements américains, surtout des groupements moralisateurs, est sans bornes ; et leur autorité est d'autant plus grande qu'ils se réclament de l'appui populaire, parlent au nom de la société. C'est donc moins contre l'État, selon la formule spencérienne, qu'il faut défendre l'individu, que contre la société elle-même. Il n'est pas en effet de milieu au monde où le flot de l'opinion, canalisé par des mains expertes, soit à l'occasion susceptible de se précipiter d'un flot plus emporté. Dans les vieux pays, de civilisation raffinée, les courants, quels qu'ils soient, se brisent ou du moins s'atténuent sur des institutions traditionnelles, placées là par les âges, à la façon de barrages fortifiés : la famille, le clan sont de ces refuges, qui demeurent imperméables aux inondations environnantes ; il en est de même de certaines universités intellectuellement autonomes, de grands corps constitués comme les magistratures ou les états majors, des Églises enfin ou bien de groupes d'intellectuels qui savent se défendre contre les entraînements. Aux États-Unis, ces barrages ne subsistent guère que dans la mesure où l'assimilation n'a pas joué : l'Église catholique, appuyée sur la famille dans les milieux exotiques, fait frein jusqu'à un certain point. Mais, en dehors d'elle, il semble que toutes les institutions, universités, Églises protestantes, forces productives, forces sociales, forces mondaines, soient les premières à venir se mettre à la

disposition, pour concourir sans réserve au but commun : discipline nationale [244] magnifique, mais puissance latente de déchaînement qui fait peur, car elle annihile toute dissidence. Il faut se rendre compte en effet qu'à l'ouest au moins des Alleghanies la société américaine n'a plus, ou presque plus, d'aristocratie intellectuelle, capable de penser librement, de s'opposer courageusement à la masse : et, du reste, on la briserait. Dans ce pays d'exagérations, dont la principale caractéristique est peut-être de vouloir toujours pousser ses idées à l'extrême, l'opinion constitue donc aujourd'hui un levier formidable : les moyens de la déclencher, de la manier, de la pousser au paroxysme sont si connus, leur technique rend si bien et le public est si malléable dans son bon vouloir, que nul vraiment ne peut dire jusqu'où l'on n'entraînerait pas ce peuple. Nous avons connu, pendant la guerre, pareil embrigadement : on n'exagérerait pas tellement en disant que le « bourrage de crânes », qu'il nous a fallu subir alors, est permanent aux États-Unis.

L'essence de ces groupements c'est leur vitalité : leur jaillissement est continu. Par contraste les partis, les « machines » ne sont que des mécanismes sans initiative et sans vie, dont le seul but est la conquête du pouvoir politique. Leur fonctionnement demeure incompréhensible si l'on ne se rend compte qu'ils sont strictement passifs, dépourvus de toute aptitude et même de toute volonté créatrice, assimilables au fond à un outillage enregistreur. Avec nos partis d'Europe ils n'ont guère de commun que le nom.

L'énormité des États-Unis en est sans doute la première raison. Les Américains ont beau être unifiés dans leurs mœurs plus qu'aucun peuple moderne, leurs pays néanmoins est si vaste, si divers de climats, d'orientations et de relations, que les points de vue ne peuvent être les mêmes sur l'Atlantique et le Pacifique, les Grands Lacs et le Golfe du Mexique. Il est à peu près impossible de formuler un programme commun qui, dans un même parti, satisfasse les divers intérêts régionaux ; chacun apporte, à travers des milliers de kilomètres, sa manière de voir et finalement l'on ne réalise guère plus qu'une coalition de sections géographiques. Les démocrates de New-York et [245] ceux de la Nouvelle-Orléans, les républicains de la Pennsylvanie et ceux du Wisconsin portent la même étiquette, mais on peut se demander à bon droit ce qu'ils ont de commun : ils sont avant tout de l’Est, du Sud ou de l’Ouest. C'est comme dans les sections nationales de l'Internationa-

le ouvrière où les socialistes français ou allemands sont plus français, plus allemands qu'ils ne sont socialistes. Dans la politique fédérale des États-Unis, les élus tendent ainsi à faire figure, non seulement de législateurs mais de plénipotentiaires, auprès d'une sorte de société des nations. La base véritable des partis demeure locale ; au sein de chacun d'eux subsiste toujours un point de vue de 1'Est, du Sud, de l'Ouest, du Pacifique ; et l'on ne peut aller plus loin dans l'unification : c'est trop grand !

Les programmes, dès lors, sont inévitablement ramenés vers un certain dénominateur commun. S'il existe des intérêts ou des aspirations qui débordent ce cadre étroit, on les voit se désolidariser de l'armature insuffisamment souple des politiciens, poursuivre leur but propre, leur idéal en dehors et au-dessus d'eux : la machine est simplement sollicitée de fournir le moyen pratique d'aboutir, comme un outil dont on ne peut se dispenser, rien de plus. On s'adresse donc au parti, à son organisation professionnelle, à son personnel spécialisé, comme on aurait recours à une banque ou à une compagnie de transports. Les apôtres font avec lui des contrats pour la réalisation de leur idéal, mais ils ne lui donnent pas leur âme.

Chercher là dans ces conditions soit un idéal politique, soit une tendance de fond, soit un tempérament collectif de militants, c'est poursuivre un objet sans doute inexistant. L'organisation républicaine contient à la fois le conservateur Coolidge et l'*insurgent* Borah, sans parler du radical La Follette. Les démocrates ne sont pas moins authentiquement représentés par le catholique irlandais Al Smith que par le protestant Mc Adoo, ami du Ku Klux Klan. Les choses s'éclairent si l'on considère chaque organisation politique comme une coalition disparate d'intérêts variés, qui n'ont chance de conquérir le pouvoir qu'en « associant. À chaque nouvelle campagne on fait la combinaison [246] du moment, chaque fois différente. Toute la question est de savoir où l'on placera le centre de gravité du groupement, c'est-à-dire quelle tendance sera autorisée à parler officiellement en son nom, à se servir de l'arsenal puissant qu'il représente : c'est, entre associés, l'objet de discussions passionnées. Ainsi conçu, le parti peut se comparer à une coquille dans laquelle n'importe quel animal politique est susceptible de se glisser, ou bien à un omnibus dans lequel on monte avec ses bagages. Les malins retiennent des places dans les voitures des deux compagnies rivales : ils sont alors sûrs d'arriver.

De son côté, le politicien n'accepte pas n'importe quel concours, et ne se charge pas de n'importe quelle commission : avec un réalisme court, mais où l'expérience psychologique est incomparable, il observe le ciel électoral et, impitoyable, écarte tout ce qui pourrait nuire ; il cherche au contraire son mot d'ordre auprès de tout ce qui constitue une influence : tantôt c'est une banque, un chemin de fer, une association de propagande ; tantôt une Église bien pensante, dont les membres sont du reste, eux aussi, banquiers ou administrateurs de chemins de fer ; tantôt une colonie d'Italiens ou de Polonais encore à demi-européens. En agissant ainsi, on ne peut nier qu'il ne filtre à sa manière l'opinion : c'est par là que ce parasite joue, lui aussi, son rôle utile dans la nation.

On voit que pour trouver l'équivalent de nos partis, ce n'est pas dans les partis américains officiels qu'il le faut chercher, mais dans les syndicats d'intérêts et surtout peut-être dans les innombrables associations de propagande : ce sont ces dernières qui représentent sans doute le mieux, aux États-Unis, ce que nous appelons des courants politiques. Le plus souvent, par exemple, la réalité vivante ne résidera pas dans une opposition affichée des républicains et des démocrates ; car, deux fois sur trois, ces timorés auront écarté les questions brûlantes et se seront concurremment engagés à soutenir les mêmes réformes : ils auront inventé de fausses plates-formes pour éluder la discussion des vraies. Au même moment, les préoccupations spontanées et véritables s'exprimeront au contraire, parallèlement, [247] dans le Ku Klux Klan, l'Anti-Saloon League, la Chambre de commerce américaine, l'American Fédération of Labor, les sociétés catholiques de toutes sortes... Voilà le pendant des partis européens, avec une inspiration et une organisation autrement souples et diversifiées, parce que chacun de ces groupements n'a qu'un but, mais le poursuit par mille moyens : ici, en effet, la liberté d'allures est complète ; en dehors du résultat à atteindre on n'est retenu par aucune considération ; on ne se fait même pas faute d'employer, sans vergogne, les plus cyniques procédés des politiciens. En fait de pratique électorale et parlementaire, les agents centraux que les plus grandes associations entretiennent à Washington peuvent en remontrer aux plus vieux routiers. La réunion de ces *lobbyists,* parfois royalement appointés, correspond peut-être à ce qu'il y a de plus vraiment influent dans le pays.

On estime que la capitale fédérale contient plus de cent cinquante agences centrales d'associations et de groupements, dont soixante au moins représentent une puissance politique et financière avec laquelle il faut compter. Les énumérer, c'est faire en quelque sorte une revue des partis réels, sous jacents aux partis officiels, un inventaire des intérêts, des propagandes, des idéals et même des « dadas ». Indiquons quelques spécimens. D'abord, les grandes affaires : la *Chambre de Commerce des États-Unis* (probablement 1'influence la plus puissante du pays), la *National Association of Manufacturers, l'American Manufacturers'Export Association,* l'*Institute of American Meat Packers, l'American Automobile Association,* la *National Canners' Association,* le *Council of American Cotton Manufacturer,* la *Founders' Association,* la *Lumber Manufacturer' Association,* la *Manufacturing Chemists' Association of America,* la *High-way Industries Association,* l'*Interstate Cottonseed Crushers' Association,* la *Merchants' and Manufacturer' Association,* la *Southern Industrial Education Society,* l'*United States Sugar Manufacturer' Association,* la *Western Petroleum Refîner' Association. ..* Avec ce premier groupe il faut encore classer *l'American Association of Engineer, l'American Bankers' Association,* [248] l'*American Beet Sugar Association,* l'*American Bureau of Trade Extension*, l'*American Chemical Society,* l'*American Mining Congress*, l'*American Realty Exchange*, l'*American Association of Real Estate Boards,* l'*American Automobile Chamber of Commerce,* le *National Bureau of Wholesale Lumber Distributors*, le *National Industrial Conference Board, la National Merchant Marine Association,* la *League of Commission Merchants of the United States,* le *National Oil Bureau,* la *National Petroleum Association,* l'*American Patent law Association*, l'*American Railway Association...* Le passage récent de lois relatives à l'utilisation de l'énergie électrique, l'intérêt croissant pris par l'épargne aux grandes entreprises municipales ont attiré à Washington une représentation nombreuse des intérêts liés aux sociétés d'électricité, de gaz, etc. : *American Electric Railway War Board, National Association of Railway and Public Utilities Commissions, National Committee on Gas and Electric Service, National Committee on Public Utilities Conditions, Dixie Freight Traffic Association...* Les agriculteurs sont de même largement représentés : à côté du *Farm Bureau*, la plus influente des organisations agricoles du pays, figurent l'*American Agricultural Association,* l'*Eastern Agricultural Bureau,* le *Farmers' National Council*, *the*

Grange, la *Cane Growers Association,* le *National Board of Farm Organizations,* la *Texas Cotton Association*... Puis ce sont les organisations ouvrières : d'abord et surtout l'*American Federation of Labor,* avec toutes les *unions* qui lui sont affiliées, et, à côté d'elle, la *National Fédération of Fédéral Employées,* la *National Federation of Post Office Clerks,* la *National Association of Letter Carriers,* la *Brotherhood of Railway Clerks,* la *Brotherhood of Railway Signalmen,* la *Maintenance of Ways Employees,* la *Plumb Plan League,* la *National Women's Trade Union League,* l'*American Train Dispatchers' Association*... Viennent ensuite les associations féminines : la *National Women's Suffrage Association,* le *National Woman's Party,* la *League of Women voters,* la *Gentlewomen's League,* le *Congress of Mothers,* la *National Woman's Christian Tempérance Union,* la *Woman's Section of the Navy League,* [249] la *Child Welfare Society*... Les associations ethniques constituent une forme d'intervention particulièrement intéressante et qui jette un jour curieux sur la politique intérieure des États-Unis, toute pénétrée d'influences exotiques : *Irish National Bureau, Poland Information Bureau, Lithuanian National Council, Lithuanian Information Bureau, Bureau of Jewish Statistics, National Association of Colored Races, Jewish Press Service of America, National Committee for Armenian and Syrian Relief, British-Canadian Society, Friends of the Ukraine, Korean Relief Society League*... Toutes puissantes sont les sociétés antialcooliques : au premier rang la fameuse *Anti-Saloon League,* et, à ses côtés, le *Board of Temperance of the Methodist Episcopal Church,* le *National Tempérance Bureau*... En 1925-26, il n'y a pas, officiellement représentées du moins, d'associations des vins et spiritueux, mais la propagande en faveur du rappel de la loi Volstead prouve que leur action s'exerce : nul doute que les *lobbyists* ne soient là, cachés derrière le rideau, prêts à intervenir. Viennent maintenant les associations pacifistes : *Peace League of the World, American Peace Society, American Union v. Militarism*... et, en face d'elles, les associations patriotiques, comme la *Navy League,* ainsi que les unions d'anciens combattants, *l' American Légion,* la *Private Soldiers' and Sailors' Legion*... Enfin la liste interminable des associations de propagande ou de réformes : *National Association for Constitutional Government, National Association for protection of American Rights in Mexico, National Civic Service Reform League, National Committee on Prisons and Prison Labor, National Committee to secure Rank for Army Nurses, National Education Association,*

National Industrial Council, National Committee for Soldier's and Sailor's Relief, National Negro Business League, National Popular Government League, National Committee for District of Columbia Suffrage, National Patriotic Press, Rivers and Harbors Congress, National Voters' League, National Forestry Association, American Medical Society, Christian Science Association, Consumers' League, Cooperative League of America, Free Press Defense League, [250] *League for Preservation of American Independance, Ostéopathic Association, Physicians' Protective Association, Prisoners' Relief Society, Smokeless Coal Operators' Association, Tuberculosis Association* [34]...

Nous sommes ici au cœur même de l'influence politique, car on est d'accord pour admettre que la puissance des associations est aujourd'hui devenue plus grande que celle de la presse elle-même : elle s'exerce sur les journaux, sur les partis, sur le gouvernement, sur les élus individuellement. Du moindre comté jusqu'à la capitale fédérale, en passant par les capitales des États, partout se retrouve le réseau serré de ces organisations spontanées, qui suggèrent les lois, en surveillent la rédaction, en imposent le vote aux membres des assemblées. Par elles s'exerce une pression constante, à la fois diffuse et précise, dont les politiciens n'arrivent pas à se dégager. Il ne leur suffit pas de faire voter des textes, elles veulent encore s'assurer qu'ils sont appliqués, pratiquant en cela la maxime de M. Thiers : « Un ordre donné dont on ne surveille pas l'exécution est un ordre vain ». C'est parce qu'ils ont peur de l'*Anti-Saloon League* que nombre d'élus approuvent ostensiblement la prohibition, qu'ils condamnent en secret.

Il résulte de ce système que les vraies discussions, celles qui comptent, ont lieu moins entre les partis qu'au sein de chacun d'eux. Quand l'idée d'une réforme mûrit, ses promoteurs tâtent successivement les deux organisations, voient ce qu'ils en peuvent obtenir, s'entendent avec l'une ou avec l'autre, souvent avec toutes les deux. C'est un contrat pur et simple, dont toute sentimentalité politique est exclue. Quand on s'est mis d'accord des deux côtés, la question cesse d'être *party matter* et la bataille peut être considérée comme gagnée : le reste est procédure. Il est curieux de noter que les mesures législatives les

---

[34] Cf. *F. A. Ogg and P. O. Ray, Introduction to American government* (2e édit, New-York, 1925). p. 403-404.

plus importantes des dernières années n'ont pas été adoptées par un des partis contre l'autre, mais concurremment par les deux. Le 18e amendement par exemple a été voté, à la [251] Chambre des représentants, par 282 voix, dont 141 démocrates et 137 républicains, contre 128, dont 64 démocrates et 62 républicains ; de même, la loi d'immigration de 1924 a recueilli 308 voix contre 58, dans une assemblée où les démocrates disposaient de 207 sièges et les républicains de 225. Est-ce à dire qu'il n'y avait pas d'oppositions ? Évidemment non, mais c'est antérieurement et ailleurs que la « décision » s'était produite : après quoi les politiciens n'ont plus eu qu'à entériner.

L'histoire des partis n'offre donc qu'une vue rétrécie de la vie nationale : quand une question leur paraît épineuse, ils évitent d'en parler ; ou bien, quand ils sentent l'opinion acquise, ils s'inclinent sans discussion. Créer une nouvelle organisation politique, pour incarner une dissidence, est à peu près impossible, parce qu'il faudrait, pour y réussir, s'appuyer sur l'ensemble du pays : c'est pourquoi l'on voit le parti démocrate conserver dans son sein des protestants et des catholiques qui se détestent, le drapeau républicain couvrir des conservateurs et des radicaux qui n'ont pas un principe commun. Les courants profonds de l’opinion n'en existent pas moins, mais les plates-formes électorales n'en donnent qu'une image figée ; c'est ailleurs qu'il faut en observer le jaillissement.

Le pays accepte l'existence d'un corps de politiciens poursuivant l'intérêt propre du parti ; il leur paie une forte commission en admettant de se servir de leur entremise et de leur outillage ; mais il ne leur abandonne rien d'essentiel, parce que ceux-ci demeurent les zélateurs serviles de l'opinion. La vie, l'influence ne résident donc pas dans ce mécanisme politique : elles sont, tout entières, dans les intérêts, les convictions, les passions qui s'en servent. Ce serait la parfaite démocratie, si l'opinion ne se laissait capter elle même par des conjurations puissamment armées

[252]

Troisième partie.
Les attitudes politiques

Chapitre XIX

LE PARTI DÉMOCRATE

Retour à la table des matières

Les démocrates n'ont pas, sur 1'échiquier électoral, l'importance des républicains, mais l'analyse de leur position est plus instructive : c'est la meilleure introduction à la psychologie des groupements politiques américains.

La tradition démocrate réside essentiellement dans la défense des minorités, des non-organisés. De ce fait, le parti ne trouve pas d'unité dans un principe constructif ; son esprit véritable est celui de l'opposition ; il ne maintient sa raison d être que dans une perpétuelle et changeante coalition de mécontents. Protéger les immigrants contre les assimilateurs, l'individu contre l'État, combattre l'oppression légale et sociale de la majorité, revendiquer pour les communautés locales, contre le gouvernement central, le droit de régler elles-mêmes leurs problèmes, c'est-à-dire préserver les États contre l'emprise excessive de la fédération, telle est bien, à quelques nuances près, la tradition jeffersonienne. Elle doit plus, avouons-le, ce qui lui reste aujourd'hui de vitalité à la réaction de minorités inquiètes qu'à un attachement doctrinal pour le libéralisme du XVIII[e] siècle.

De ce point de vue la destinée du parti s'éclaire avec une logique parfaite. C'est toujours une clientèle locale brimée, ou s'estimant telle, qu'il soutient : le Sud contre le Nord, l'Ouest agricole contre l'Est capi-

taliste, les grandes cités cosmopolites contre l'américanisme protestant. Ses victoires sont nombreuses, mais elles restent de caractère local : gouverneurs, législatures d'États. Quand il triomphe au fédéral, en conquérant [253] soit le Congrès, soit, plus rarement, la présidence, c'est presque toujours par suite de circonstances exceptionnelles, qui font des mécontents une majorité d'occasion ; bref, il réussit quand les choses vont mal, au contraire des républicains, dont l'assiette normale, l'argument sans réplique est la prospérité. L'attitude nationaliste n'est dès lors pas dans sa manière, puisqu'il se fait justement l'avocat de tous ceux qui sont distincts, différents, qui refusent de se conformer au mot d'ordre général.

C'est ici qu'apparaît son intime et pernicieux virus. Telles régions peuvent avoir, par contraste avec le reste de la nation, un point de vue spécial, qu'elles entendent préserver : le Sud par exemple, dans la question nègre. Majorité locale à cet endroit, encore que minorité dans l'ensemble du pays, le parti ne va-t-il pas être tenté, comme toutes les majorités, d'appliquer, dans le domaine où il est maître, les pratiques mêmes d'arbitraire ou d'intolérance qu'il redoute chez ses adversaires ? C'est le cas singulier des démocrates du Sud, qui, le problème ethnique excepté, ressemblent beaucoup plus aux républicains qu'aux Irlandais catholiques de New-York, pourtant démocrates comme eux. Nous trouvons là la raison profonde pour laquelle ce syndicat disparate d'opposants cherche si péniblement son centre de gravité. Dans la crise qu'il traverse actuellement, la plus grave qu'il ait subie depuis la guerre de Sécession, la logique même le condamne à n'être plus qu'une coalition de groupements régionaux, se divisant sur des questions *(issues)* régionales. Sa vitalité, sa survivance ultime, nous le montrerons, ne sont pas en cause, mais à des tendances contradictoires il est malaisé de trouver un cerveau commun. Il ne faut donc pas trop essayer de parler du parti démocrate au singulier, car il y en a au moins trois : l'un dans le Sud, Vautre dans les grandes villes de l'Est, le troisième dans l'Ouest. Seules, des études séparées peuvent distinguer leurs tempéraments respectifs.

Avec les démocrates de l'Est ceux du Sud n'ont, à la lettre, de commun que le nom. Il est presque tragique de constater [254] que, partout où il y a des blocs massifs de population nègre, leur présence a tué la vie politique, faussé, rendu presque impossible le jeu normal des institutions libres. C'est que les blancs, dans leur garde jalouse

contre le noir, sont obligés de faire front commun : si quelques-uns seulement d'entre eux s'alliaient avec la race de couleur, l'équilibre ethnique pourrait être compromis, la suprématie blanche mise en péril. Aussi voit-on les blancs se diviser aux élections primaires, mais jamais au delà : en vertu d'un accord tacite, toujours respecté, le candidat qui l'a emporté devant ces assises préparatoires devient le candidat de tous et toujours est élu. Comme à part les nègres, qui sont exclus du scrutin il n'y a pas ou presque pas de républicains dans le Sud, on aboutit delà sorte au régime du parti unique. Si 1’atmosphère était normale, des divisions, salutaires en somme, se feraient jour ; mais comme on vit en état de guerre, dans la hantise quotidienne d’une frontière de races à défendre, 1'« union sacrée » s'impose : il n'y a plus alors, au lieu d'un parti, qu'une manière d'armée mobilisée, dans laquelle les dissidences prennent de suite la gravité d'une insurrection devant l'ennemi.

Dans cette ambiance malsaine d'un milieu qui prétend faire prospérer de concert les principes de la liberté et les pratiques de la violence, il ne faut pas s'étonner que l'aspect libéral de la tradition démocrate ait disparu : ce libéralisme, on le révère toujours en paroles, l'éloge de Jefferson est le couplet stéréotypé de tous les banquets, mais sa vitalité s'est évanouie. Les conceptions politiques du Sud ont évolué dans le sens de l'américanisme nativiste, avec toutes ses conséquences. Nulle part du reste, du point de vue nationaliste, la population n'est aussi pure d'origine : tous Anglo-Écossais, à l'exception de quelques éléments espagnols ou français ; tous ou presque protestants et fondamentalistes ; tous effrayés de l'influence étrangère, du péril menaçant des races de couleur. C'est là qu'est né, par deux fois, le Ku Klux Klan, que triomphe dans les masses baptistes et méthodistes la campagne contre l'évolution, que la prohibition possède ses suprêmes forteresses. [255] Les droits de l’individu, le respect des idées comptent peu dans cette société, qui ne pense guère, butée tout entière dans le maintien de son *statu quo*.

Que reste-t-il là qui réponde à l'esprit jeffersonien ? Rien, à la vérité, sinon peut-être la doctrine, restée vivace, du droit des États. Par ailleurs, avouons-le, ces intransigeants démocrates sont devenus républicains. Ils le sont d’abord parce qu'avec l'industrialisation croissante du Sud le protectionnisme les a en partie gagnés. Quand ils ne faisaient que du coton, le libre-échange était leur doctrine : maintenant,

les sucriers de la Louisiane, les filateurs et tisseurs des Carolines et de la Géorgie souhaitent s'abriter derrière un tarif. Sans doute les journalistes ont conservé l'habitude de rédiger, les yeux fermés, des éditoriaux libre-échangistes ; mais, à la seconde page, ils réclament des droits sur les filés, les tissus, le sucre..., et l'élu qui ne les voterait pas ne serait pas renommé. Ils sont encore républicains parce que, connaissant enfin la prospérité après une génération de misère et redoutant toutes les formes d'exotisme (que ce soit le bolshevisme, qui les effraie comme conservateurs, ou le catholicisme, qui les inquiète comme protestants), ils trouvent bien davantage dans la prudence d'un Coolidge que dans la plèbe new-yorkaise leur alliée l'expression de leurs désirs et de leurs craintes. *They vote one way and pray the other*, ils votent d'un sens et prient de l'autre, disait d'eux, avec une ironie pénétrante, le président Taft.

En réalité, ce loyalisme démocrate n'a de sens que comme affirmation locale ; il est alors indéfectible, avec la signification qu'aucune atteinte, si minime soit-elle, à la suprématie de la race blanche ne sera tolérée : de cela le succès du parti est garant. Ceci dit, on demande *in petto* aux élus, une fois arrivés à Washington, de voter le cas échéant comme les républicains. Même attitude, mais plus évoluée, chez certains gros bonnets de l'industrie, principalement dans les villes manufacturières au pied des Alleghanies, où se rencontrent beaucoup d'originaires de la Nouvelle Angleterre, sudistes seulement d'adoption : ils votent « démocrate » dans les élections de l'État [256] (cela c'est sacré, il le faut !), mais « républicain » dans les élections fédérales ; vis-à-vis des noirs ils sont intransigeants autant et plus que quiconque, mais ils font aussi la part de l'intérêt bien entendu. Ce qu'il y a là de nouveau, c'est que voilà, dans le Sud, des républicains respectés pour leur argent, leur influence, leur situation sociale ; jusqu'alors les *carpet baggers*, les *black and tan*, tous ceux qui se réclamaient du parti républicain dans cette partie des États-Unis n'avaient jamais suscité que le plus profond mépris. Il est incontestable qu'en devenant riche le Sud évolue malgré tout.

Il est en train de se modifier encore d'une autre façon, qui n'apparaît peut-être pas beaucoup au grand jour, mais qu'on discerne aisément derrière le rideau. Au jour de l'élection, la discipline des électeurs démocrates demeure rigoureuse, sans aucune défection, mais à l'intérieur du parti, pour le choix des candidats, la rivalité des « fac-

tions » (c'est le terme consacré) est passionnée. Dans le Sud-Ouest (Louisiane, Texas...), il s'agit surtout de factions personnelles, aussi changeantes et mouvantes que des combinaisons de nuages : comme dans la réclame fameuse des *pickles*, il y en a au moins cinquante-sept variétés. À l'est du Mississipi toutefois, sous l'apparence également vaine et décevante des mêmes luttes de personnes, on peut saisir, depuis une génération, les signes d’un changement social profond.

La classe des « pauvres blancs », jadis encadrée par l'aristocratie, a été prise en main par des agitateurs devrions-nous dire des tribuns ? qui ont cherché à l'organiser, à l’utiliser politiquement. Tout à la fin du siècle dernier, le sénateur Tilman, de la Caroline du Sud, faisant appel au petit fermier blanc contre la puissance concentrée de l'argent, a contribué à déplacer le centre de gravité de l'influence politique dans le Sud. Par lui surtout, mais par d'autres encore, dans l'Alabama, la Géorgie, s'est ainsi dessinée une division de classes qui, d'une façon générale, a mis politiquement au premier plan les couches sociales inférieures de la population blanche. La double tendance d'un personnel politique populaire et [257] d'une politique capitaliste et conservatrice, qui persiste malgré tout, se retrouve actuellement, voilée ou non, dans plusieurs États du Sud.

Si la question nègre n'était là, perpétuelle obsession, cette opposition de classes prendrait éventuellement une réelle ampleur : dans cette partie des États-Unis où, par contraste avec le reste du pays, il y a encore des misérables, on verrait facilement s'établir une rivalité entre deux conceptions instinctives, celle des riches et celle des pauvres. Mais ici se manifeste la stérilité politique dont la juxtaposition de deux races, inassimilables entre elles, frappe cette société, en fin de compte au bénéfice de la conservation sociale. Le « pauvre blanc », nous le savons déjà, est aussi le défenseur le plus intransigeant des droits et privilèges de sa race. S'il y laissait porter la moindre atteinte, c'est lui qui, socialement, en serait la première victime. Il est donc rivé, par la logique de la situation, à la classe économiquement dominante et, même victorieux par le vote, il ne peut rien faire de sa victoire : car il suffit qu'on déclare « la patrie blanche en danger », tout le monde accourt, et ce sont les plus pauvres qui accourent les premiers. Toute velléité d'évolution radicale est donc stérilisée dans l'œuf, à tel point qu'on peut se demander si un régime d'inspiration démocratique

sincère est même possible dans les pays qui ne possèdent pas intégralement l'égalité, l'homo-généité ethnique.

Les démocrates du Sud sont restés surtout ruraux : ceux de l'Est sont essentiellement urbains : leur force réside principalement dans le suffrage des milieux d'origine non britannique et très largement dans celui des immigrants. Ce que ceux-ci cherchent avant tout dans le parti auquel ils se rattachent lorsqu'ils sont admis à voter, c'est une protection, morale autant que matérielle, contre la réserve distante, le dédain voilé des anciens occupants ; ils ont besoin d'un viatique pour pénétrer vraiment, comme membres, dans la communauté américaine, sans attendre l'assimilation qui fera d'eux, de leurs enfants surtout, des personnes nouvelles. Tout ce qu'ils peuvent [258] demander pour l'instant, c'est d'être reçus tels qu'ils sont, avec leur bagage exotique, leurs infériorités, leurs insuffisances d'adaptation. Dans les grands ports de 1'Atlantique, le parti démocrate a traditionnellement assumé, auprès d'eux, ce rôle d'ami et de champion des déracinés, seuls et désemparés sur la terre étrangère dont ils souhaitent faire leur nouvelle patrie. À cet égard, et dans un certain sens, il est un agent précieux d'américanisation, car il présente les États-Unis sous la forme accueillante. L'extraordinaire et si durable prestige de *Tammany Hall* tient largement à la bienveillance notoire que cette organisation affiche pour les nouveaux venus étrangers. Le faible, l'exilé, l'isolé trouve là des avocats, un soutien, l'aide morale, l'aide pratique aussi dont il peut avoir besoin : on ne l'exclut pas du fait de sa race ou de sa religion, on ne le regarde pas de haut tout en lui faisant du bien ; il rencontre un sentiment d'humanité combien adoucissant dans ce pays de pharisiens ! Que les purs viennent ensuite incriminer la « corruption » de Tammany, tout ce peuple amorphe et encore désorienté de son déracinement refusera de partager leur indignation : il se souviendra seulement qu'il a été accueilli en égal, sans qu'aucun stage ait été exigé de lui.

Dans ce parti composite, tous les étrangers ont leur place, mais il est un peuple qui s'est constitué l'entraîneur politique des autres : on ne saurait comprendre les démocrates, au moins dans l'Est, si l'on n'a pas pénétré la psychologie de finlandais. Brillamment doué comme individu, rapide d'intelligence, séduisant, éloquent et fantaisiste, c'est un conducteur d'hommes ; il a, comme on dit en anglais, *the sensé of leadership*. Dans les grandes entreprises de travaux publics des États-

Unis, vers le milieu du siècle dernier, le contremaître, le chef d'équipe était invariablement un Irlandais, expert à embrigader, à faire travailler autrui et, tout comme nos Corses, adorant le commandement. Préparation toute naturelle à la politique... Ce qu'il a fait à l'usine ou au chantier, voilà qu'il le répète, mais pour son compte cette fois, dans les élections : il ameute les mécontents, il les organise, les entraîne, les fait voter ; avec eux, par [259] eux, il conquiert le pouvoir municipal, son vrai domaine. L'agitation, l'excitation des meetings, l'atmosphère d'intrigue des campagnes électorales, ce grouillement d'agents, de militants, d'intermédiaires, Ces stationnements sans fin aux abords des bâtiments publics ou dans le hall des hôtels de politiciens, dans la fumée des pipes et hier, hélas, au « zinc » des *saluons* devant le verre de bière ou de whiskey sacramentel, c'est le milieu qui foncièrement plaît à cet artiste, un peu canaille parfois, qu'on n'estime pas toujours mais que le plus souvent on ne peut s'empêcher d'aimer. À quel point il a marqué de son sceau les villes de l'Est américain, on aurait peine à l'imaginer : je n'ai connu Dublin qu'après le pays des Yankees ; c'était du déjà vu.

Ici paraît un allié qui accompagne fidèlement l'Irlandais démocrate, c'est l'Église catholique... Elle aussi, nous l'avons dit plus haut, se fait à l'arrivée le soutien de l'étranger ; elle connaît déjà, d'une association plus que millénaire, ces foules pitoyables d'immigrants, issus des plus vieilles sociétés de l'Europe. En la personne de son clergé, originaire de l'Irlande, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Pologne, elle a traversé l'Atlantique avec eux : c'est une figure familière, une traditionnelle protectrice qu'ils retrouvent ainsi sur le quai de débarquement. Elle leur facilite l'accoutumance, elle ne les brusque pas, ne les presse pas de s'américaniser ; par elle ils se sentent encadrés de sollicitude, dans des groupements qui demeurent longtemps fermés : c'est qu'au large internationalisme de son inspiration religieuse l'Église superpose toute une série de nationalismes séparés, où chacun retrouve un peu de sa patrie d'origine. Le laïque irlandais, le prêtre, ce sont, dans le parti démocrate, deux forces parallèles, dont aucune n'est tout à fait dans la main de l'autre, mais qui coïncident dans leurs intérêts et leurs tendances.

Leurs programmes respectifs résultent en effet de préoccupations analogues, qui logiquement doivent en faire des associés. Du point de vue des mœurs, il s'agit de protéger certaines façons de vivre que l'as-

similateur protestant voudrait rayer [260] d'autorité et que, bien naturellement, ceux qui ne sont pas « cent pour cent » désirent conserver : buveurs de bière, de chianti, de whisky, l'Allemand, 1' Italien, l'Irlandais sont forcément adversaires de la prohibition, qui les moleste dans leurs habitudes quotidiennes ; et tacitement l'Église les approuve, car elle désire surtout maintenir étanches les groupes familiaux, plutôt que les fondre dans l'uniformité commune. C'est dans le même esprit que le parti défend l'individu isolé contre les puissances économiques trop bien organisées : le client contre le producteur, le consommateur contre le trust ; il est pour la vie moins chère, pour le tarif douanier réduit, pour la libre concurrence jouant au profit de tous ; et là encore l'Église, qui n'est pas pauvre mais dont la clientèle contient cependant les plus pauvres, se trouve d'accord. Je ne dis pas qu'à l'occasion les privilèges ne puissent frapper à cette porte et se faire écouter ; mais, normalement, c'est à la maison d'en face qu'il doivent s'adresser d'abord, car le parti démocrate, au moins dans l'Est, est essentiellement un parti du peuple, de la masse, contre la richesse constituée et dominatrice.

Arrivés à ce point, nous avons à peu près épuisé ce qu'il y a de force effectivement réformatrice (je n'ose dire révolutionnaire) dans l'Irlande politique américaine. Le génie qu'à travers l'Atlantique elle a transplanté dans le nouveau monde, c'est celui de l'opposition. « Vous avez un gouvernement ici ? Eh bien je suis contre ! » (*I am again it)*, s'exclame en débarquant l'échappé de Cork ou de Galway, et tout ce qu'il a d'énergie organisatrice il l'emploie à organiser la protestation ; il oppose les races non assimilées aux vieux Américains, les pauvres aux riches, les sans feu ni lieu aux nantis satisfaits : c'est, dans le sens propre, un démagogue faisant appel aux passions, souvent aux plus basses passions de la masse. Mais attention, car nous sommes ici au cœur de tout ce système : ce démagogue n'est pas un révolutionnaire, c'est même un conservateur ; destructeur dans sa politique d'opposition, il n'est pas, il ne se soucie pas de devenir à son tour constructeur [261] d'une société nouvelle, basée sur des principes différents. C'est que l'Église catholique est là, respectueusement écoutée, qui, dans tous les pays du monde, représente une influence conservatrice ; elle soutient la famille contre l'anarchie morale, l'ordre contre l'indiscipline, la propriété contre la révolution. Le politicien irlandais, quand il a conquis le pouvoir municipal ou bien le gouvernement de certains

États (il ne va pas beaucoup plus loin), se considère comme satisfait quand il a pourvu ses amis, donné satisfaction à sa clientèle, géré, non sans mérite parfois ni sans dévouement, les affaires publiques ; il s'arrête alors et, en fin de compte, ne bouleverse rien d'essentiel : vis-à-vis de lui, le Capital, dans tout ce qui lui tient vraiment à cœur, s'arrange aisément à avoir le dernier mot. La démagogie, dans l'espèce, a servi de vaccin contre la révolution.

Hors des grandes cités et des centres industriels cosmopolites (en y ajoutant quelques grandes villes de l'Ouest), les démocrates du type que nous venons de décrire cessent presque immédiatement de se sentir chez eux. À quelques kilomètres des agglomérations où ils règnent, l'arrière-pays campagnes ou petites villes peuplées de vieux résidents du type anglo-écossais se dérobe ; il en est de même, au cœur de leurs fiefs, des forteresses de la haute banque, où la vieille aristocratie protestante conserve toute sa puissance. Mais la masse urbaine, dans sa majorité, reste bien la chose du parti. Il est vrai, que certains éléments étrangers se dérobent, détournés par d'autres affinités. C'est le cas des Irlandais eux-mêmes, quand ils ont trop bien réussi et sont devenus riches : plusieurs désertent alors l'ancienne discipline. Puis ce sont les Canadiens français qui, par jalousie, font bande à part ; de même, bon nombre d'Allemands et d'Italiens, cependant que les Scandinaves, ces protestants, semblent être républicains par tempérament ! Les juifs, eux, penchent régulièrement vers le parti qui va l'emporter. Quant aux nègres, ils sont par tradition, et pour cause, hostiles aux démocrates : cependant la guerre de Sécession commence d'être chose bien lointaine ; aussi l'électeur noir apprend-il de plus en plus à voter, opportunément, pour [262] quiconque lui promet quelque tangible avantage. Hors de ces exceptions on peut dire que, dans les agglomérations newyorkaise et bostonienne, l'immense majorité est démocrate : quand il n'y a pas de divisions intestines dans le parti, son succès est assuré.

Malheureusement ces divisions sont perpétuelles, car l'Irlandais est le dissident-né. Il y a d'habitude autant de factions que de leaders possédant un tempérament distinct ou appartenant à des étages sociaux différents : la « machine » collabore d'ordinaire avec les groupes du niveau le plus médiocre ; mais chaque clan tant soit peu supérieur tend à s'exprimer dans son candidat spécial. Les républicains n'arrivent à réussir (comme ils l'ont fait par exemple aux élections municipales de Boston, en novembre 1925) qu'à la faveur de ces querelles. À New-

York, la faction Hearst-Hylan représente la « machine » démagogique dans toute sa stérile agitation. À côté d'elle, Tammany, autre machine, suit depuis la guerre l'inspiration du gouverneur de l'État de New-York, Alfred (familièrement Al) Smith, dont la popularité personnelle est sans égale, l'autorité politique considérable. Par lui, Tammany, surtout depuis les élections municipales d'octobre 1925, et plus encore, depuis les élections générales de novembre 1926, domine incontestablement une situation, où le facteur républicain ne compte même pas. Al Smith, de l'avis unanime gouverneur excellent, doit son prestige, dont le rayonnement est devenu national, non seulement à ses qualités d'administrateur et à son honnêteté, mais largement à son origine elle-même : né dans les quartiers les plus pauvres de *l'East Side*, cet enfant du pavé de New-York se rattache directement par ses parents à la vieille hérédité paysanne de l'Irlande ; c'est à bon droit que la masse immense des immigrés et fils d'immigrés peut le considérer comme son porte-parole : catholique mais non pas instrument de l'Église, resté « peuple » par toutes ses fibres et cependant modéré, se réclamant hautement d'un américanisme où le facteur protestant nordique entre pour zéro, cet Irlandais américain incarne vraiment, en dépit de certaines vulgarités, ce qu'il y a [263] de plus acceptable dans la nouvelle démocratie non anglo-saxonne des États-Unis. Par lui, pour la première fois, l'élément étranger éprouve l'impression de participer au pouvoir et aux honneurs.

Si nous avons exactement caractérisé les démocrates du Sud et ceux de l'Est, il est bien évident qu'aucune entente n'est actuellement possible entre eux, sur un programme commun. Tout au plus une coalition se justifie-t-elle pour grouper deux minorités soucieuses de défendre, contre le pouvoir central, des droits régionaux. Et encore, si c'est vrai de New-York, hostile à la prohibition, ce l'est beaucoup moins des prohibitionnistes et des Klanistes du Sud, qui s'associeraient très volontiers à une majorité nationaliste pour réduire à l'obéissance des groupes dissidents. La vérité est que ces deux ailes du parti démocrate n'ont rien de commun : pour les catholiques non anglo-saxons des cités de l'Est, le Ku Klux Klan est une insulte journalière, la prohibition une insupportable ingérence de l'État dans leur vie privée ; par contre, pour les protestants de pure souche britannique du Sud, New-York n'est qu'une Babel dangereuse dont la saine Amérique puritaine doit se garer comme du Démon. Ainsi, c'est dans les villes,

aujourd'hui si peu américaines, de l'Atlantique que se sont réfugiées les revendications du libéralisme, et, paradoxe singulier, ce sont des catholiques, des Irlandais, des étrangers qui l'invoquent : ce n'est pas qu'ils soient libéraux, mais ils forment une minorité qui se défend. On peut donc dire que si le *solid South* demeure la forteresse électorale des démocrates, c'est à New-York, à Boston que persiste, vivace, l'esprit traditionnel dont ils se réclament.

Pour réconcilier ces frères ennemis l'Ouest va-t-il servir de médiateur ? Bryan en 1896, Wilson en 1916 y ont, à l'occasion, remporté de magnifiques victoires, et cependant le parti n'y a pas, normalement, d existence stable. On peut en deviner les raisons. C'est en partie d'abord affaire de races : les Scandinaves, qui constituent dans le Nord-Ouest le fond de la population, sont de tradition républicaine, et, de même, les [264] Allemands, surtout quand ils sont protestants. Pour constituer une base en contre-partie, il ne reste guère dès lors que les Allemands catholiques, les Irlandais, clairsemés dans ces régions, sans oublier facteur non négligeable les Américains de vieille souche, venus par migration des anciens États à esclaves et qui ont apporté avec eux le traditionnel esprit démocrate du Sud. Ainsi les deux types contraires étudiés plus haut se retrouvent, dans l'Ouest, mêlés ou juxtaposés.

Malgré tout et quelle que soit leur importance relative, ces groupes demeurent sporadiques. C'est que les démocrates ne réussissent au fond, dans l'Ouest, que pour des raisons de circonstance, quand l'opinion déserte exceptionnellement les républicains. Si les récoltes viennent mal ou ne se vendent qu'à perte, si les industriels de l'Est prélèvent une part vraiment excessive des dépouilles du tarif, alors le parti démocrate voit monter ses actions. Dans la politique locale, la réaction est analogue : si le personnel républicain est resté trop longtemps au pouvoir, il se laisse invariablement tenter de nouer des relations trop intimes avec les mines, les compagnies de chemin de fer du voisinage ; la révolte populaire qui finit par éclater peut alors valoir un succès à l'équipe alternative ; mais c'est un simple sursaut, généralement sans lendemain.

Si les choses se passaient toujours ainsi, l'occasion d'une victoire reviendrait en quelque sorte périodiquement. Il arrive malheureusement que la révolte, au lieu de se faire contre le parti républicain, se produit simplement dans son sein, au bénéfice d'une de ses fractions :

Bryan, en 1896, ameute et entraîne l'Ouest tout entier ; mais en 1912 avec Roosevelt, en 1924 avec La Follette, le mouvement de protestation, très semblable, ne profite guère qu'à ces dissidents républicains. Les démocrates n'y gagnent rien, au contraire : si bien qu'à certaines heures, après la disparition du président Wilson par exemple, ils conservent sans doute dans l'Ouest des positions locales, mais n'y survivent, du point de vue fédéral, qu'à l'état d'îlots dispersés.

Le domaine du parti démocrate dans l'ensemble du pays ne [265] peut, dès lors, être déterminé avec une complète précision : ses limites géographiques sont nettes dans le Sud, plus instables dans 1'Est, absolument insaisissables dans l'Ouest (fig. 6, p. 267).

Dans le Sud proprement dit, — le *solid South,* comme on l'appelle, parce que toujours fidèle, — une majorité démocrate est acquise d'avance, quelles que soient les circonstances, dans les dix États qui s'étendent de la Virginie au Texas : Virginie, Carolines du Nord et du Sud, Floride, Géorgie, Alabama, Mississipi, Louisiane, Texas et Arkansas. Sauf dans la Caroline du Nord et la Virginie, déjà pénétrées d'influences républicaines du Nord, les majorités sont énormes, à tel point que dans nombre de comtés le parti adverse est à peine représenté ; aux élections présidentielles de 1924, par exemple, les démocrates ont obtenu 66% des votants dans l'ensemble de ces dix États, 90% dans le Mississipi et même 96% dans la Caroline du Sud. Quatre autres États, en bordure du Sud et appartenant à son atmosphère, l'Oklahoma, le Missouri, le Tennessee et le Kentucky, peuvent également être considérés comme de tendance politique analogue et de même, quoique à un moindre degré, le Delaware et le Maryland. La même remarque peut être faite pour les comtés sud-ouest de la Virginie occidentale et pour les comtés méridionaux de l'Ohio, de l'Indiana, de l'Illinois, qui ont été colonisés par une population sudiste dont l'attitude électorale se ressent encore de cette origine. Dans cette zone, si homogène, il y a cependant une enclave, car la région des Alleghanies, où la race noire ne s'est pas implantée, ne participe pas du tempérament politique environnant : le nord-est de l'Alabama, le nord de la Géorgie, l'ouest de la Caroline du Nord et de la Virginie contiennent de fortes minorités républicaines, et l'on peut dire que les comtés est du Tennessee et du Kentucky sont républicains. De velléité républicaine également le sud de là Louisiane, où le sucre ne se cache même pas d'être protectionniste.

Dans l'Est et le Centre-Ouest, cette topographie est beaucoup plus difficile à faire, parce qu'en dehors du terrain municipal, [266] le parti démocrate n'est jamais sûr de vaincre : le mieux qu'on puisse dire en sa faveur c'est que d'importants États comme ceux de New-York, New-Jersey, Connecticut sont « douteux » ; la même chose peut être dite, bien qu'avec plus d'hésitation, de l'Ohio, de l'Indiana et de l'Illinois. Tout est beaucoup plus clair cependant si l'on examine l'équilibre des forces électorales à l'intérieur de chaque État. Dans le Sud, les démocrates représentent ce qu'il y a de plus rural, de plus enraciné, de plus national ; ici la source du succès réside pour eux dans ce qu'il y a de plus urbain, de plus cosmopolite, de moins enraciné. C'est dire qu'ils ne s'implantent ni dans les campagnes, ni dans les petites villes : l'arrière-pays des États de New-York, de New-Jersey, de Massachusetts leur échappe, et de même les parties moins industrialisées de la Nouvelle Angleterre (Maine, Vermont, New-Hampshire), où se conserve une vieille influence puritaine. Ils n'alignent de gros bataillons que dans les centres industriels de recrutement exotique et dans les très grandes cités de la côte atlantique ou du bord des Grands Lacs. La position change dès qu'on sort de la région ; la frontière des démocrates du Nord et des démocrates du Sud est alors tout à fait curieuse à observer : dans l'Illinois, par exemple, le démocrate de Chicago est du type urbain, irlandais, exotique, catholique, antiprohibitionniste ; mais le démocrate des comtés du Sud, dans le même État, est un rural obstiné, genre « vieille Amérique », protestant, prohibitionniste et vraisemblablement membre du Ku Klux Klan !

Dans l'Ouest enfin, tout essai de cartographie démocrate est impossible, non que les éléments soient inexistants, mais parce qu'ils sont de l'ordre éruptif, déconcertants par leur intermittence, et aussi parce que l'école de New-York et celle du Sud y sont entremêlées parfois jusqu'à la confusion. Dans l'Arizona, le New Mexico, le Colorado, il est aisé de voir que les migrations en provenance du Sud, à la suite de la guerre de Sécession, ont apporté avec elles quelque chose de la vieille atmosphère politique des États du Golfe ; dans la haute vallée du Mississipi et du Missouri, dans diverses parties des

[267]

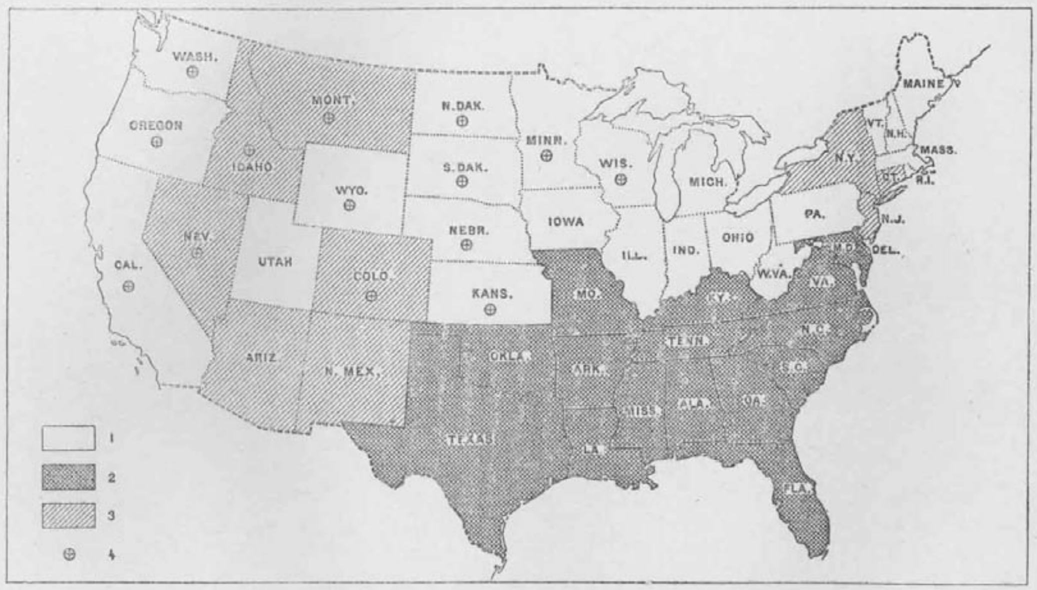


Fig. 6. — Attitude politique habituelle des États.
1. États qui votent toujours habituellement pour les républicains. — 2. États qui votent toujours ou habituellement pour les démocrates. — 3. États douteux. — 4. États sensibles au radicalisme agraire.

Fig. 6. — Attitude politique habituelle des États. 1. États qui votent toujours habituellement pour les Républicains. 2. États qui votent toujours ou habituellement pour les Démocrates. 3. États douteux. 4. États sensibles au radicalisme agraire.

[268]

Rocheuses, même jusque dans le lointain Montana, une influence analogue ne saurait échapper à l'attention. Mais, concurremment, il y a des Irlandais dans les grandes villes, à Saint-Paul, à San-Francisco, dans les centres miniers, de sorte que l'esprit de Tammany pénètre aussi jusque-là. Comme par ailleurs les explosions de révolte rurale contre le capitalisme urbain, spécial à l'Ouest, y prennent tantôt la forme démocrate et tantôt la forme républicaine radicale, il devient tout à fait vain de vouloir fixer sur le papier des données aussi fuyantes.

Si nous envisageons maintenant, d'un coup d'œil d'ensemble, la position du parti dans le pays tout entier, nous ne pouvons que constater sa persistance intégrale dans le Sud, sa forte vitalité dans l'Est, sa réserve de puissance latente dans l’Ouest. Dans la politique locale,

l'avantage lui est possible presque à tout moment et presque partout. Mais pour conquérir la présidence de la République il lui faut au contraire un ensemble de conditions qui ne sont que rarement réunies : la majorité dans une seule section ne suffit pas, une base plus large est nécessaire ; comme un transatlantique, solide sur trois vagues mais instable sur une seule, le vaisseau démocrate ne tient en équilibre que soulevé par le flot de l'opinion dans plus d'une partie des États-Unis.

L'expérience donne ici ses leçons, qui sont claires. Le vote du Sud, considéré à bon droit comme acquis d'avance, est la condition première mais non suffisante du succès. La combinaison du Sud et de l'Ouest pourrait, à la rigueur, y conduire, mais elle ne s'est produite qu'une fois, en 1916, lors de la réélection du président Wilson, et encore avait-il emporté l'Ohio et le New-Hampshire. Laissant de côté ce scrutin de 1916, ainsi que celui de 1912, où le même candidat n'avait passé qu'à la majorité relative, grâce à la division de ses adversaires, on peut dire qu'il n'y a de victoire présidentielle possible pour le parti démocrate que s'il ajoute à la base fondamentale du Sud, avec un appoint éventuel de l'Ouest, les trois ou quatre États les plus importants de l'Est [269] ou des Lacs, c'est-à-dire en somme la démocratie cosmopolite des grandes cités. En 1876, Tilden, démocrate, obtient la majorité : en plus du Sud, il a eu l'État de New-York, le New-Jersey, le Connecticut, l'Indiana... En 1884, Cleveland, démocrate, est nommé : en plus du Sud, il a eu l'État de New-York, le New-Jersey, le Connecticut, l'Indiana, l'Illinois...

Par contre, en 1888, le même Cleveland est battu : il a eu le Sud, mais n'a rallié ni l'État de New-York, ni l'Ohio, ni l'Indiana, ni l'Illinois... En 1896, Rryan, démocrate, est battu : il avait cependant réuni les suffrages du Sud et de l'Ouest presque entier, mais il n'avait pu gagner ni l'État de New-York, ni le New-Jersey, ni le Connecticut, ni l'Ohio, ni l'Indiana, ni l'Illinois... En 1924 enfin, Davies, démocrate, est battu : comme toujours il a eu le Sud, mais l'Ouest s'est entièrement dérobé, de même que l'Est et le Centre-Ouest, où pas un des grands États ne l'a suivi : ni l'État de New-York, ni le New-Jersey, ni le Connecticut, ni l'Ohio, ni l'Indiana, ni l'Illinois...

Ainsi, c'est à juste titre que New-York, le New-Jersey, l'Ohio, l'Illinois sont qualifiés, par les experts, d'États pivots *(pivotal states)*, dont l'équilibre modifié sera susceptible de renverser les destins des partis. Les démocrates ne peuvent en effet l'emporter que s'ils sont en

mesure d'unir, sur une plate-forme ou du moins sur une négation commune, les baptistes du Texas et les catholiques de Tammany. Depuis qu'il y a un Ku Klux Klan et un 18e amendement, c'est particulièrement malaisé : et, cependant, il faut bien qu'ils signent le même programme fédéral, sous peine d'être réduits à l'impuissance de groupes dispersés.

La convention démocrate de 1924, dans laquelle le parti devait choisir son candidat à la présidence, a révélé crûment cette crise. Réunie à New-York le 24 juin, avec 1446 délégués et 1 098 votes mandatés, elle laissait apparaître dès le début un antagonisme sans issue entre l'Est et le Sud, l'influence catholique et l'influence protestante, les *wets* et les *drys.* La plate-forme du parti renierait-elle nommément le Ku [270] Klux Klan ? À 542 voix qui le demandaient (New-York, New-Jersey, Pennsylvanie, Vermont, Maine, Massachusetts, Connecticut, Rhode-Island, Delaware, Maryland, Ohio, Illinois, Wisconsin, Iowa, Minnesota, Dakotas, Alabama), 546 autres, représentant tout le Sud et l'Ouest, firent bloc pour s'y opposer. Quand il s'agit de désigner le candidat, ce fut la même impasse : 431 voix nationalistes (largement klanistes) préconisaient Me Adoo ; le New-Yorkais Al Smith groupait un bloc passionné de 241 voix catholicisantes et antiprohibitionnistes, cependant que 372 autres suffrages se divisaient entre 13 outsiders. Après 98 scrutins personne n'avait cédé. Au 103e, la lassitude seule produisit un candidat de compromis, et dans l'interminable programme qui résultait de ces assises il n'était parlé ni du Ku Klux Klan, ni de la prohibition.

L'importance historique de cette convention pitoyable et ridicule, c'est qu'elle a posé devant l'opinion, sans faux-fuyants possibles, le problème du droit politique des catholiques et des étrangers dans la communauté américaine. Qu'un Al Smith, Irlandais et catholique, ait été, pour la première fois dans l'histoire du pays, proposé pour la candidature au poste le plus élevé de l'État, est-ce vraiment là, comme le prétendent les baptistes et les méthodistes du Sud, « une étonnante effronterie » ? N'en a-t-il pas le droit, comme tout autre citoyen ? On n'exagérera pas en disant que, depuis cette candidature, deux civilisations s'affrontent pour la conquête du gouvernement : la nouvelle civilisation, industrielle et cosmopolite, des grandes cités de l'Est, et celle, plus ancienne, plus traditionnellement américaine, des campagnes et des villes moyennes.

Pendant trois quarts de siècle, l'immigration n'a produit aucune personnalité qui ait songé À la présidence de la République. Al Smith en apparaît digne à toute une partie de l'opinion ; et cependant une loi non écrite prétend l'en exclure, parce qu'il est catholique, parce qu'il n'appartient pas à cette lignée anglo-écossaise et protestante qui jusqu'ici (à l'exception du seul Roosevelt, Hollandais d'origine) a fourni tous les présidents, démocrates comme républicains. Voici, en pleine [271] lumière, cette « crise » de l'américanisme que, depuis la guerre, nous retrouvons dans tous les domaines de la vie nationale. Depuis une quarantaine d'années s'affirme avec une force croissante, dans les grandes villes des États-Unis, une conception de la vie qui rompt franchement avec la vieille tradition puritaine ; certains défenseurs du passé national, réfugiés maintenant dans l'arrière-pays, vont jusqu'à y voir une menace pour la santé morale, pour l'intégrité spirituelle de la nation : introduire Al Smith à la Maison Blanche serait, à leurs yeux, le geste symbolique consacrant officiellement le droit de cité de cette civilisation étrangère. Et cependant, pour des millions de citoyens, qui sont de bons citoyens, cette civilisation réprouvée n'est-elle pas justement tout ce qu'ils connaissent, tout ce qu'ils aiment de leur nouvelle patrie [35] ?

La destinée même du pays est l'enjeu de cette controverse. Comme d'une tunique de Nessus, le parti démocrate n'arrive pas à s'en dégager. Sans les nègres, dans le Sud, peut-être n'eût-il pas survécu. Contrairement à l'apparence, ce n'est pas là que réside aujourd'hui sa vitalité véritable : elle persiste plutôt à New-York, à Boston, dans la défense d'une Amérique fondée sur la liberté et l'accueil. Pour que les démocrates, dans ces conditions, arrivent de nouveau à dominer le pays, il faudrait, entre l'Est et le Sud, une réconciliation doctrinale de fond, que ne sauraient remplacer des échanges de démonstrations courtoises. Si le parti ne trouve pas son unité sur ce terrain brûlant, pourra-t-il la réaliser ailleurs ? C'est le secret de son avenir.

---

[35] Sur cette controverse, lire dans *Vanity Fair*, décembre 1925, un article de premier ordre par Walter Lippmann : *Al Smith, a man of desting.*

[272]

Troisième partie.
Les attitudes politiques

Chapitre XX

LE PARTI RÉPUBLICAIN

Retour à la table des matières

Le domaine géographique et moral des démocrates une fois délimité, celui des républicains se dessine aisément par contraste. Le parti républicain est, par essence, celui de la richesse organisée, de la grande production capitaliste : c'est instinctivement que celle-ci s'appuie sur lui, et lui sur elle. Il arrive assurément que, par mesure de contre-assurance, les intérêts s'adressent à l'organisation rivale ; mais, selon le mot d'un spirituel commentateur, celle-ci n'est que le pneu de rechange : du point de vue des affaires, le char de l'État roule mieux sur des pneus républicains.

Par là le parti représente à la fois la prospérité et la conservation sociale. Les indices de réussite matérielle mesurent le succès de sa politique : « *Prosperity ! Do you feel it in your pockets ?* », voilà en ce qui le concerne, un argument sans réplique, et sa clientèle normale (car il a ses dissidents) ne regarde pas au delà. Dans ce pays fortuné, où l'abondance apparaît chose normale, on ne saurait s'étonner que, depuis un demi-siècle, il ait été, sauf de rares intermèdes, presque constamment au pouvoir. Non moins logique est l'esprit conservateur qu'il incarne, car si les affaires vont bien, pourquoi rien changer au régime politique ? Dans une société neuve, où les efforts individuels sont susceptibles des plus belles moissons, le problème social ne peut

se poser comme dans les milieux économiques usés où le travail ne donne plus qu'un rendement diminué : ce n'est pas en partageant la richesse [273] déjà constituée qu'on a le plus de chance de s'enrichir ; il est plus facile vraiment de créer soi-même.

Ceux qui sont sur le chemin de la fortune ou qui, l'ayant acquise, veulent la consolider ou l'accroître, demanderont donc au gouvernement de les laisser faire, de ne pas les entraver, de les favoriser au contraire en mettant à leur service le pouvoir de l'État. Si l'individu vient à se trouver lésé, du fait de cette alliance où la protection du capital se mue parfois en privilège, le parti républicain, d'un instinct sûr, sentira qu'il n'est pas dans sa nature de s'y opposer. C'est à d'autres qu'il laissera la défense du consommateur aigri ou les protestations contre le monopole. Sa raison d'être, c'est d'appuyer la production organisée, de la défendre contre l'étranger par la protection douanière massive dont il s'est fait la spécialité, de considérer sans fausse honte « les affaires » comme servant l'intérêt général de la nation. Il y a là une conception politique qui se tient, et, tant que la prospérité des plus heureux rejaillit sur tous, on comprend que la majorité s'en accommode. Nous avons évoqué plus haut les ressources naturelles inépuisables, les salaires élevés, l'aisance générale qui caractérisent, dans leur phase actuelle, les États-Unis. Dans aucun autre pays, ce paradoxe d'une démocratie capitaliste, conservatrice et cependant égalitaire, ne serait même concevable : le point de vue républicain l'exprime exactement.

La dissidence apparaît quand des crises éclatent. Tantôt c'est au profit des démocrates ; tantôt, dans le sein même du parti, c'est un groupe, une classe, une région qui proteste. Les révoltés se plaignent de n'avoir pas bénéficié de la prospérité, ou bien ils s'indignent que les faveurs accordées à certains privilégiés se retournent contre eux. À cet égard le Nord-Ouest, pourtant républicain de tempérament, fait figure de perpétuel mécontent ; ses protestations explosent en manifestations bruyantes, aujourd'hui démocrates, demain « progressistes », toujours inspirées par l'esprit d'opposition. Mais l'exception confirme la règle, à savoir que la prospérité travaille pour les républicains et le mécontentement contre eux [274] Solidement installé dans un riche bureau, comportant tous les signes extérieurs de la fortune, un important homme d affaires de San-Francisco me disait : « Pensez-vous qu'un homme comme moi puisse être autre chose que républicain ? » Je ne

l'eusse pas un instant imaginé : l'étiquette républicaine s'impose quand on a pignon sur rue, quand on se sent confortablement assis sur la prospérité nationale. Mc Kinley, Coolidge satisfont alors tous vos désirs.

La puissance actuelle du parti républicain date de la guerre de Sécession, qui a rayé le Sud en tant qu'influence politique, et la véritable source de sa force, c'est que son programme cadre avec les besoins de la grande production industrielle, dont l'épanouissement remonte tout au plus à la génération qui a suivi Lincoln. Sa tradition cependant vient de plus loin. Si Jefferson est l'inspirateur originel de l'esprit démocrate, il est permis de dire que le germe républicain se retrouve, avec non moins d'authenticité, chez Hamilton : la philosophie des deux partis se dessine, dès le lendemain de l'indépendance, avec une parfaite clarté, dans les controverses des deux grands ministres du président Washington. Hamilton, ce britannique, ne cachait pas son désir d'un pouvoir fort, s'imposant soit aux individus, soit aux résistances locales ; il croyait à l'ordre, à l'autorité, aux réalisations matérielles conçues et imposées par le gouvernement.

Bien que toute l'Amérique du XIXe siècle ait subi l'influence jeffersonienne, y compris le parti républicain lui-même qui en porte la marque dans son respect sincère de la volonté populaire, c'est pourtant l'esprit d'Hamilton qui persiste le plus aujourd'hui chez les républicains, surtout quand ils ont en même temps reçu la formation vigoureuse que donne l'industrie moderne. Car la mise sur pied d'une production manufacturière géante, coïncidant avec une invasion sans précédent d'ouvriers de toutes races, n'a rien fait, bien au contraire, pour rapprocher les grands industriels de la mystique libérale d'autrefois. Croient-ils à l'égalité des races, même des races blanches entre elles ? c'est peu probable. [275] Cette main-d'œuvre bariolée qu'ils commandent, ne la considèrent-ils pas un peu avec le détachement supérieur du colon pour le « natif » qu'il emploie ? Croient-ils même à ce dogme des démocraties modernes, la souveraineté du peuple ? Ils l'acceptent comme un fait, mais ils savent aussi que la production capitaliste repose sur l'autorité d'en haut, sur la discipline et non sur la liberté. Jefferson avait hérité des philosophes du XVIIIe siècle le respect de l'homme en tant qu'homme. Les grands patrons, et avec eux, en dépit des formules, l'état-major républicain, mettent quelque chose d'autre à

côté de cette idéologie ; ce qu’ils représentent vraiment, c'est la continuité du principe gouvernemental, l'organisation dans la société.

L'armée républicaine se recrute pour des raisons d'intérêt, mais aussi de race et de sentiment national. D'une façon générale les populations anglo-saxonnes et nordiques (Sud excepté) en constituent le fond ; et du point de vue des nativistes, des néo-gobinistes, du Ku Klux Klan lui-même, le parti est, à cet égard, plus spécifiquement national que son rival. Il en a le sens quand, répudiant le cosmopolitisme et reléguant même au second plan les gloires de l'industrialisme triomphant, on le voit placer son centre de gravité moral dans les petits milieux, urbains et ruraux, où se conserve encore la tradition, protestante et, à vrai dire, quasi familiale, du passé. La légende d'un Lincoln, cet Américain pur, nourri de la Bible et des classiques britanniques dans sa rude vie de pionnier, garde aux États-Unis toute sa fraîcheur. À propos d'Al Smith, on parlera de l’*East Side* new-yorkais, Babel prodigieuse. Mais quand la propagande républicaine évoque le « colonel » Coolidge, père du président, qui chantait les psaumes le dimanche dans une humble église congrégationaliste du Vermont, comme on sent que cette image sentimentale, traditionnelle et nationale, pénètre plus profondément le cœur des masses autochtones ! La civilisation urbaine, sur le point de triompher, ne doit pas nous faire perdre de vue que c'est dans le milieu tranquille, conservateur et vieil-américain des campagnes et des villes de [276] l'arrière-pays que se sont formés les gens dont l'influence sociale est, encore actuellement, la plus solide : ils ne sont pas les plus riches, ni les plus intelligents, mais ils inspirent confiance ; la race, l'ancienneté, l'allégeance à un Dieu connu et familier leur valent une sorte de privilège : mieux que les démocrates, encombrés de métèques, le parti républicain peut jouer cette carte efficacement.

À mesure, du reste, que les exotiques s'assimilent, ils tendent à se rapprocher du parti qui, naturellement, abrite les gens arrivés. C'est une attitude que les Scandinaves en particulier adoptent sans délai. La réussite économique produit le même résultat : alors que le travailleur isolé, le nouveau venu sans appui et sans métier regarde vers Tammany, l'ouvrier qualifié, confortable et parvenu, se rallie fréquemment à la politique républicaine, qui protège son salaire en même temps que le bénéfice du patron. Partout où il y a des positions acquises, qu'elles soient morales et basées sur une tradition, ou bien matérielles et fon-

dées sur le succès, cette règle joue avec une singulière régularité. Ainsi, derrière le rideau démocrate que New-York et Boston interposent sur la côte, persiste et se reforme sans cesse une société profondément républicaine.

Les États de l'Est, avec ceux du Centre-Ouest autour des Grands Lacs, constituent la base sans laquelle il n'est pas de victoire républicaine, mais ils sont de fidélité variable (fig. 6, p. 267). La Nouvelle Angleterre, sauf la ville de Boston qui est démocrate et le Connecticut parfois vacillant, forme dans l'ensemble un fief à peu près intact. Les États de New-York et de New-Jersey sont républicains par leur arrière-pays, mais susceptibles de passer au camp adverse par le poids des villes de New-York et de Jersey city, qui sont démocrates. La Pennsylvanie est toujours républicaine, jusque dans ses éléments irlandais de Philadelphie. Dans la région des Lacs, le Michigan, l'Ohio, l'Indiana et l'Illinois peuvent être considérés comme des États républicains, sous la réserve, déjà signalée, que les trois derniers possèdent, soit dans leurs grandes villes industrielles, soit dans leurs campagnes méridionales [277] déjà sudistes, assez de forces démocrates pour faire à l'occasion pencher la balance. Il ne serait pas inexact d'ajouter, dans l'Ouest, à cette liste d'États généralement fidèles, l'Iowa et l'Utah, fortement marqués par les migrations venues de la Nouvelle Angleterre.

Mais il faut classer à part le Nord-Ouest et le Pacifique. Dans le Nord-Ouest, entre les Lacs et les Montagnes Rocheuses, le Wisconsin, le Minnesota, les deux Dakotas, largement peuplés d'Allemands et de Scandinaves, ont franchement l'esprit républicain, ainsi que le Kansas, le Nebraska et le Wyoming : c'est une question de tradition, de tempérament, et il faut des circonstances tout à fait exceptionnelles pour les faire passer aux démocrates. Les trois États du Pacifique, surtout le Washington et l'Oregon, évoluent dans une atmosphère analogue. Prenons garde toutefois qu'ici la discipline est équivoque, parce que ces neuf États, s'ils ne désertent que rarement leur parti, laissent apparaître une disposition persistante à se révolter contre lui sans sortir officiellement de son sein. Les dissidences « progressistes », qui une fois au moins, en 1912, ont provoqué la défaite du candidat présidentiel républicain, ont leur foyer véritable dans ce Nord-Ouest agricole : ce qui prouve que la pensée républicaine n'est pas toujours conservatrice et peut, dans certains cas, prendre couleur radicale.

Dans le reste du pays, c'est-à-dire le Sud et les Rocheuses, le parti n'est pas chez lui. Nous savons déjà que, dans le Sud, il est inexistant : quelques nègres dont on veut bien tolérer l'accès aux urnes et de rares politiciens blancs. En dépit des velléités de ralliement de quelques riches, touchés de la grâce protectionniste, l'existence d'une section de républicains n'est guère, jusqu'ici, plus que théorique ; leur principale raison d'être est de figurer comme délégués dans les conventions nationales du parti ; on les paie en places fédérales : un nègre a pu ainsi, au grand scandale de l'opinion locale, être nommé fonctionnaire de la douane à la Nouvelle-Orléans. Pour la même raison d'équilibre politique, les noirs sont singulièrement écoutés à Washington quand leurs protecteurs y [278] occupent le pouvoir. Il n'en reste pas moins, les statistiques électorales ne peuvent tromper à cet égard, que, dans tous les comtés où il y a une forte majorité nègre, les voix républicaines disparaissent à peu près entièrement : les blancs alors se serrent les coudes et interdisent radicalement toute expression d'opinion politique autre que démocrate. C'est seulement quand le pourcentage de la couleur baisse un peu que les républicains reprennent un semblant, mais combien misérable, de vie.

On voit, par cet inventaire, que les conditions d'un succès républicain présidentiel sont relativement simples : il suffit que l'Est et le Centre-Ouest votent sans défaillance. Le Sud et l'Ouest peuvent alors faire défaut, c'est sans conséquence. Mais si deux ou trois grands États de l'Est ou du Centre-Ouest donnent une majorité aux démocrates, la victoire devient difficile. Et si le Nord-Ouest, sans même passer à l'ennemi, fait bande à part, en se comptant sur des candidats de son choix, la perte de voix qui en résulte peut être assez forte pour entraîner la défaite : c'est ce qui s'est produit en 1912 avec Roosevelt, c'est ce qu'on a redouté en 1924 avec La Follette. Pour que les républicains du type conservateur, les vrais républicains *(real republicans)* comme ils aiment à se qualifier, réussissent, il faut, en fin de compte, qu'aucun mouvement de mécontentement ne leur ravisse les États urbains de l'Est au profit des démocrates, ou les campagnes du Nord-Ouest au profit des radicaux. Une certaine combinaison de prospérité, dont ne soient exclus à la fois ni les consommateurs des villes ni les producteurs de la campagne, constitue donc l'équilibre d'où dépend la victoire. C'est une situation qui se réalise d'autant plus aisément que la prospérité est aux États-Unis l'état le plus normal. Il est vrai qu'elle

sourit assez rarement à tous les intérêts à la fois, car le consommateur de l'Est se réjouit d'acheter bon marché et l'agriculteur de vendre cher. Mais il ne faut pas oublier que radicaux et démocrates ont peine à s'entendre, parce qu'en dépit de leur nom ces derniers sont, à leur façon, aussi conservateurs que les républicains.

[279]

Nous avons montré, dans Al Smith, un représentant authentique de la démocratie new-yorkaise. Il faut considérer, dans le président Coolidge, l'homme que le républicain moyen d'après-guerre reconnaît comme son type. Depuis Lincoln, les États-Unis ont eu trois grands présidents : deux démocrates, Cleveland et Wilson ; un progressiste, Roosevelt. Mais la politique républicaine, qui consiste souvent à se laisser soulever par une marée de richesse, nécessite des qualités moins exceptionnelles. La valeur remarquable d'un Taft n'a pas séduit les foules ; elles préfèrent un Mc Kinley ou un Coolidge. La popularité de ce dernier au lendemain des élections de 1924 (précisons la date, car nul ne doit être appelé heureux jusqu'à sa mort) apparaît comme le paradoxe le plus instructif.

Voici donc un homme bien vu du grand public, du petit public si l'on veut, pour être plus exact. Il est moins admiré que Roosevelt ou Wilson, mais sans doute inspire-t-il au fond plus de confiance que ces grands prédécesseurs. Or, c'est un personnage mince, intellectuellement et physiquement étriqué, dont le petit œil rond de renard vous regarde sans chaleur ni rayonnement ; ce n'est pas un « bon bougre » comme le président Harding, ni un « camarade » à la façon de nos députés ; il ne s'amuse pas, ne fait aucun sport, sinon des marches hygiéniques sans prestige ; quand il monte à cheval, c'est dans un manège, sur un cheval artificiel ! Et cependant sa popularité a surgi tout d'un coup, quand la mort prématurée de son devancier a fait automatiquement de lui le chef de l'État ; elle a surgi malgré la Chambre et le Sénat, qui accumulaient contre lui blâme sur blâme, sans égards et de façon parfois presque humiliante. Mais la masse n'a pas ratifié l'attitude de ses représentants. Dans ce pays de plébiscite, le chef du pouvoir exécutif peut être en communion directe avec le peuple, par des dessus la tête des assemblées.

Très vite, il s'est formé au sujet du président une sorte de légende, dans laquelle certains défauts même l'ont servi, à côté de qualités que

le public, d'habitude, ne prise guère [280] son silence têtu d'abord, qui contraste avec la loquacité habituelle du politicien. « J'ai parié de vous faire prononcer plus de trois mots », lui dit une dame. « *You have lost* », réplique-t-il. Une délégation de femmes l'entretient longuement de revendications féminines. « *Why not* », répond-il simplement à ses visiteuses ahuries. La légende s'empare de ces traits, plus ou moins authentiques ; elle n'interprète pas ce mutisme comme indigence de pensée, mais comme marque de conscience. En Amérique, de même qu'en Angleterre, il existe une opinion, très représentative, qui préfère aux individualités brillantes certains hommes très moyens, dont la pensée évolue lentement et que, de ce fait, on déclare sûrs *(safe).* Au fond, le président Coolidge est un fin et prudent politique, foncièrement honnête aussi, mais qui multiplie cette honnêteté d'un coefficient de médiocrité. En bon protestant, il désire « faire ce qui est bien » ; son esprit d'économie personnelle plaît aux contribuables, dans un pays où tous gaspillent ; il écoute avec considération les hommes d'affaires au lieu de les molester : et l'ensemble de ces traits finit par incarner une doctrine et une politique.

Peut-être faut-il des circonstances exceptionnelles pour qu'une popularité sorte de là, car, normalement, l'Amérique préfère chez ses élus la prestance, la cordialité facile, l'éloquence, le magnétisme. Après la guerre et tant d'événements inattendus, cette inertie semble une sûreté. En 1924, en 1925, on est fatigué de l'idéalisme transcendant de Wilson, de l'amabilité vaine et de la nullité d'un Harding ; au lendemain des traités de paix, les diplomates de l'Europe paraissent des Machiavels, pour ne pas dire des Méphistos. Voilà enfin quelqu'un qui ne fera rien de sensationnel, quel repos ! Et voilà aussi un Américain de vieille souche, originaire du Vermont, qui, même, jamais n'a visité le vieux continent. Son nom est illustre : les Coolidge de Boston sont sortis de la cuisse de Jupiter, comme la « haute volée » de Genève ; il n'est guère qu'à Dieu et à la famille non moins illustre des Cabbott qu'ils parlent à peu près d'égal à égal ! Malheureusement, le président [281] n'est qu'un homonyme, de modeste extraction : mais le public aime mieux cela, car il est moyen, typique et pas fier. Au moment où beaucoup de bons Anglo-Saxons timorés croient leur pays engagé sur une pente fatale (jeunesse qui boit, inondations d'immigrants exotiques, vagues de crimes, propagande catholique qui s'affiche...), c'est un réconfort pour eux de sentir à la Maison Blanche un

descendant des puritains de la vieille Angleterre, qui, dans une Amérique cosmopolite où certains voudraient secouer la tradition, fait frein, considérant surtout ses fonctions comme celles d'une bonne ménagère de l'État. Il y a une sorte de grandeur dans cette médiocrité satisfaite, voulue, agressive, qui sert d'antidote aux formes exotiques et dangereuses de la supériorité. Et, à cet égard, la popularité du président Coolidge, c'est toute une époque [36].

[36] Dans cette analyse de la popularité du président Coolidge, je me suis inspiré d'un article pénétrant de Bruce Blixen, *The great Coolidge mystery*, *Harpers Magazine*, décembre 1925.

[282]

Troisième partie.
Les attitudes politiques

Chapitre XXI

LE RADICALISME AGRAIRE

Retour à la table des matières

Les masses démocrates suivent quelquefois les démagogues, mais elles ne sont pas extrémistes ; quant aux ouvriers des couches supérieures, clientèle républicaine, on peut à bon droit les ranger parmi les forces conservatrices ; n'y a-t-il donc pas d'éléments avancés ? À vrai dire, si l'on excepte, dans les grandes villes et les centres d'exploitation minière et forestière du Far West, quelques noyaux révolutionnaires, presque toujours étrangers, il n'y a guère, aux États-Unis, qu'un foyer vivant de radicalisme, les fermiers [37] du Nord-Ouest.

Ils forment une démocratie égalitaire de propriétaires terriens ; certains occupent des ouvriers à poste fixe, la plupart exploitent eux-mêmes avec leurs familles, mais, au moment de la moisson, tous, sans exception, sont de quelque manière employeurs de main-d'œuvre. S'il leur arrive donc, à droite, de vitupérer la finance dont ils se disent les victimes, c'est avec une mentalité de patrons qu'ils considèrent, à gauche, les revendications des salariés ; débiteurs, ils sont à l'occasion

[37] Nous prenons ici le mot dans la sens qu'on lui donne en Amérique : cultivateur, pas nécessairement locataire.

contre le Capital ; employeurs, ils sont pour l'ordre. Enfermée dans ce domaine limité, leur vie politique est intermittente et de l'ordre éruptif.

Quand les affaires vont bien, l'Ouest entre politiquement en sommeil ; c'est quand la marge de la prospérité se réduit ou disparaît que le cultivateur s'aperçoit qu'il est entre les mains [283] de plus puissants que lui et se révolte. Il faut dire aussi que l'armature capitaliste le serre de plus près qu'en Europe : la culture, dans le nouveau monde, exige plus de capitaux, parce que plus de machinisme ; puis, 1'Américain est dépensier, il ne sait pas se constituer de réserves, ni même rembourser ses hypothèques quand il gagne largement ; enfin, la monoculture qui règne encore dans certaines régions est pour lui cause permanente d'instabilité. En fait, le fermier est perpétuellement débiteur de son banquier. Nuance à souligner, parce que génératrice d'un état d'esprit, les interventions financières qui en résultent ont leur source au loin : ce n'est pas Saint-Paul, Minneapolis, ni même Chicago qui dispensent le crédit ; c'est New-York qui tient la clef. Le réseau est plus complexe encore, car, lorsqu'il a fait pousser son blé, le fermier dépend du chemin de fer pour le transporter, de l'élévateur à grains pour le recevoir et le classer. Or, chemin de fer et élévateur sont des puissances qui le dépassent et contre lesquelles il se sent toujours désarmé.

Dès que le prix du blé baisse, le poids des tarifs de transport, celui de l'intérêt à payer pour l'argent empruntés deviennent insupportables. Deux points de vue, deux systèmes se trouvent alors face à face, opposés l'un à l'autre. D'une part, il y a les intérêts locaux de la culture, contenus le plus souvent dans le cadre limité d'un État, domaine où le suffrage universel des fermiers a conscience de sa force. Mais, de l'autre, il y a des puissances financières, dont le réseau déborde de beaucoup les frontières d'un État séparé quelconque et dont les décisions, étrangères et supérieures, échappent entièrement à l'action des électeurs locaux. Jack London, dans l'un de ses romans, a évoqué de façon saisissante l'oppression de ce « talon de fer ».La distinction de ces intérêts géographiquement limités, par contraste avec d'autres qui ne le sont pas, marque la séparation véritable entre le domaine des « radicaux » et celui des « conservateurs » : le blé, dont on peut mener à bien la culture sans sortir de l'État ni même du comté, est radical ; le rail, qui chevauche sur plusieurs frontières d'États, est capitaliste [284]

et conservateur. La rancune du blé contre le rail provoque, de temps à autre, des explosions politiques.

Voilà qui nous éclaire sur la nature véritable de ces mouvements agraires. On objectera peut-être qu'il y a aussi des fermes hypothéquées dans l'Est et de la monoculture dans le Sud cotonnier. Mais l'Est n'a pas la monoculture ni les menaces de sécheresse ; et, dans le Sud, la présence du nègre distrait les passions vers d'autres soucis : sans les noirs, le Sud eût vraisemblablement tendu, lui aussi, au radicalisme. C'est seulement dans le Nord-Ouest que tous ces facteurs réunis concourent à produire une sorte de délire de la persécution. Étranglé par sa banque, dont le retrait de crédit a été ordonné sur un signe venu de 3 000 kilomètres de distance, le cultivateur réagit d'abord politiquement, il essaie de se défendre par son vote. Ce que voyant, la compagnie de chemin de fer, l'élévateur ou la minoterie, bref le capital « organisé » cherche à son tour, par ses propres moyens, qui sont nombreux, à « contrôler » la législature locale, le gouverneur, l'administration tout entière. Les deux politiques se heurtent : l'une représente le sentiment populaire, l'autre l'intervention dominatrice d'une puissance arbitraire, lointaine, incontrôlable.

Alors se développe, chez le fermier, un état d'esprit d'indignation et de panique. Il prête à la Banque (avec un grand B), au Capital (avec un grand C) un pouvoir de nuire sans limites. Les gens de l'Est lui apparaissent comme des étrangers qui le briment, haussent despotiquement par la protection douanière le prix des articles manufacturés qu'il achète, font systématiquement baisser par la déflation le prix des produits agricoles qu'il vend, l'acculent à d'écrasantes hypothèques. Ici, le problème politique n'est pas entre possédants et non possédants, ni entre employeurs et employés, mais entre l'Est créancier et l'Ouest débiteur.

Pour situer les régions qui servent de foyer à ces excitations collectives, deux cartes sont à considérer. L'une est celle des chutes de pluie : c'est à l'Ouest d'une ligne où la précipitation est inférieure à 50 centimètres, — dans l'ouest du Minnesota, [285] les deux Dakotas, le Nebraska, l'est du Montana, que sont nées les agitations agraires les plus violentes. Et il faut tenir compte aussi de la répartition des races : le Wisconsin dans sa partie nord-occidentale, le Minnesota, les Dakotas sont des États nordiques, à fond de population Scandinave et allemande ; nous ne trouvons plus là le robuste conservatisme britanni-

que, ni la vivacité erratique du celte, à la fois excité et contenu par ses prêtres ; le fermier norvégien ou suédois de ces régions est enfermé et buté, égalitaire, idéaliste et violent comme un héros d'Ibsen ; c'est sous l'angle de l'Europe boréale qu'il faut chercher à le comprendre.

Telle est l'atmosphère dans laquelle surgissent périodiquement des mouvements toujours semblables : *grangers, green-backers,* populistes, argentistes, *Non-Partisan League, Farmer-Labor Party,* « progressistes » partisans de Roosevelt ou de La Follette... Formations d'un jour, ces groupes se servent des cadres politiques existants, mais ils les dépassent et leur âme ne se laisse pas emprisonner dans l'armature des « machines » : on ne fait pas de ces passionnés une clientèle permanente et l'on ne saurait, sur eux, baser un tiers parti durable. Du reste, le foyer n'est jamais tout à fait le même (fig. 6, p. 267). Dans la tempête argentiste de 1896, le centre de la dépression est dans le Nebraska, le South Dakota, le Montana, le Wyoming, le Colorado, le Kansas, l'Idaho, l'Utah, le Washington, mais le Wisconsin, le Minnesota et le North Dakota se réservent. Roosevelt, qui représente en 1912 le radicalisme républicain, réussit dans un domaine analogue, mais surtout dans le Minnesota, la Californie et le Washington. Depuis la guerre, trois mouvements demandent à être envisagés séparément, comme n'ayant exactement ni la même origine géographique, ni la même clientèle ; la *Non-Partisan League* vient du North Dakota, le *Farmer-Labor Party* du Minnesota, le parti La Follette du Wisconsin.

Quelques années avant 1914, dans le North Dakota, l’*American Society of Equity* préconisait la création d'élévateurs à grains terminaux, contrôlés par les producteurs eux-mêmes, [286] mais toujours son effort échouait devant la résistance des intérêts menacés et l'inertie de politiciens complices. Déçus et amers, les fermiers en venaient à la conclusion qu'il leur faudrait, pour aboutir, s'emparer eux-mêmes des pouvoirs publics. Dès l'instant qu'ils formaient 80% de la population dans l'État, c'était chose possible si, faisant bloc sur un programme de classe, ils ne divisaient pas leurs voix entre les républicains et les démocrates. Telle fut, en 1915, l'origine de la *Non-Partisan League,* dont l'initiateur, un ancien cultivateur ruiné du nom de Townley, visait à faire une *superpolitical organisation,* qui se servirait des partis existants, sans se laisser glisser sous leur domination. Une sorte de mysticisme hantait ces milieux : « Qu'une bonne fois, se disaient-ils, l'État nous appartienne enfin ! » En 1918, tous les postes électifs étaient

tombés sous le contrôle direct de la ligue, dans le North Dakota ; en 1925-28, sauf un retour offensif de ses adversaires entre 1920 et 1922, son influence y dominait encore.

À la base, il s'agit donc d'intérêts : affaire de gens pratiques, non de doctrinaires. Townley semble bien avoir reçu des Allemands de Milwaukee quelques notions marxistes de deuxième ou troisième main, et des agitateurs socialistes sont venus collaborer à sa propagande (un instant, même, il a songé à faire alliance avec les anarchisants I. W. W.). Mais les fermiers du Nord-Ouest ne sont pas, nous l'avons dit, bien sympathiques aux revendications ouvrières, et si, pendant la guerre, leurs leaders ont à l'occasion, adopté une phraséologie pacifiste, s'attirant ainsi la mauvaise volonté officielle, il ne s'ensuit pas qu'ils aient jamais été internationalistes. L'inspiration véritable est autre. En dehors d'une recherche de profit matériel ou d'une doctrine d'opposition fabriquée en séries, ce qui fait ici l'originalité, c'est une sentimentalité et une mystique : s'ils ne sont pas révolutionnaires, ces révoltés sont anticapitalistes ; ce qu'ils défendent avec enthousiasme et même avec fanatisme, c'est moins leur argent qu'une conception de la Société où le joug du Capital (toujours avec un grand C) serait secoué. La période héroïque de la *Non-Partisan* [287] *League* est aujourd'hui passée ; mais à Fargo, à Bismarck, elle a laissé, chez les plus ardents, le souvenir radieux d'une croisade, un peu comme « l'Affaire » chez les dreyfusards de la première heure.

Le programme était ambitieux : nationalisation des élévateurs, des minoteries, des chemins de fer, banque d'État, magasins coopératifs, assurances agricoles par la communauté... Sa réalisation par l'État de North Dakota n'a été que partielle et n'a guère changé les conditions antérieures. Puis, le pire ennemi des réformateurs est apparu simplement dans la prospérité retrouvée : quand, après une longue crise, les produits agricoles, en 1924, ont coté de meilleurs prix, une grande part de la passion des fermiers est retombée. Il s'agit en somme, en tout cela, d'une question d'atmosphère, et l'on devine qu'une pareille ambiance ne se transplante pas. Les villes ne l'ont jamais subie qu'autant qu'elles n'étaient pas véritablement urbaines : à Fargo, « la plus grande petite ville du monde » *(sic),* à Bismarck, capitale détachée en avant-poste, on voit au bout de chaque rue commencer l'océan des blés, impression d'espace qui vous frappe en plein visage, comme dans nos petits ports quand on lit sur un écriteau : « Rue de la mer » et qu'on

respire le vent d'Ouest. Mais à ces enthousiasmes, mêlés d'amertume et de colère, l'Est n'a jamais rien compris ; et même dans l'Ouest, le domaine de la *Non-Partisan League* est demeuré limité à quelques États de blé ou de hauts plateaux : North Dakota, South Dakota, Minnesota, Montana, Wyoming... Il y a là cependant une force latente qui sommeille, car une mystique ne saurait disparaître pour toujours parce que l'indice des prix a progressé !

Le *Farmer-Labor Party*, dont Saint-Paul est le centre, possède peut-être des ramifications plus étendues, mais à coup sûr moins d'homogénéité. À côté des radicaux de la campagne, il existe dans le Minnesota, soit à Saint-Paul et Minneapolis, soit dans les mines de la région, des groupes plus extrêmes, révolutionnaires même parfois, qui se recrutent principalement chez les immigrants encore mal assimilés : ils préconisent une [288] politique, peu américaine, de violence, de marxisme, d'anti-religion, et il leur arrive de se glisser parmi les « progressistes » des villes ou des champs, pour jouer de leur mécontentement Fermiers aigris, ouvriers amers, réformateurs populaires idéalistes et militants d'une révolution sociale peuvent ainsi se trouver unis, sans se ressembler, dans de communes protestations : c'est un peu l'histoire du *Farmer-Labor Party*. Son origine est à Saint-Paul, en 1920, chez des leaders de talent, Donnelly, Loftus, Mannahan, Mahoney (au moins trois Irlandais sur quatre) ; son programme comporte la défense des libertés ouvrières, l'affirmation d'un certain socialisme d'État, la nationalisation des chemins de fer, l'opposition à la domination financière de New-York, une vague nostalgie inflationniste, le pacifisme enfin et la condamnation doctrinale de tous les impérialismes... Son nom même révèle la volonté de grouper, dans une même action, les travailleurs de la terre et ceux de l'usine. N'est-ce pas méconnaître le contraste fondamental qui les sépare ? L'ouvrier des villes souhaite de hauts salaires et des produits agricoles à bon marché, tandis que le fermier ce patron voudrait contenir le niveau des salaires et relever au contraire le prix des denrées qu'il vend. L'atmosphère spéciale du Nord-Ouest peut les réunir un instant et ils peuvent attaquer de concert, mais non pas fonder ensemble. Et c'est pourquoi, pas plus que la *Non-Pariisan League*, le *Farmer-Labor Party* n'a pu dépasser l'importance d'un groupement régional d'occasion. Son candidat à la présidence de la République, en 1920, n'a recueilli que 265 000 voix, dont les trois quarts dans le Nord-Ouest ; en 1922, deux sénateurs du

Minnesota ont été élus sous son égide ; mais il lui faut, pour prospérer, un certain climat : à l'est de Chicago, au sud de Saint-Louis, l'air ne lui convient plus.

Bien qu'il ait réuni sur son nom près de cinq millions de suffrages aux élections présidentielles de 1924, La Follette n'a pas réussi davantage à créer un tiers parti national. Le mouvement, puissant du reste, qu'il a représenté à ce moment-là n'a bénéficié d'une réelle vitalité qu'au delà des Grands Lacs : [289] le Wisconsin en a été le foyer. C'est un État de fermiers aisés, non pas cultivateurs de blé mais éleveurs de vaches laitières, fabricants de beurre et de fromage : dans une nature très verte, avec une abondance d'arbres plantés comme dans les parcs et de riches troupeaux paissant dans des prés ombreux, on se croirait presque en Europe, dans quelque canton de la Suisse septentrionale, si les silos en forme de tours, accotés aux maisons de bois de toutes couleurs, ne révélaient le nouveau continent. La population rurale se compose d'un fond de Scandinaves et d'Allemands, propriétaires, indépendants et égaux, presque tous aisés et même riches : l'auto ou les autos, le téléphone, le radio sont dans les fermes chose normale. La ligne de sécheresse ne commence qu'à 300 kilomètres plus loin ; il n'y a pas là les éléments d'une démagogie. Si l'on voulait considérer La Follette comme un agitateur révolutionnaire, il serait, dans ce milieu, incompréhensible.

Ce qu'il a représenté toute sa vie, soit comme procureur du *Dane county*, son premier poste électif, soit comme gouverneur du Wisconsin en 1900, soit comme sénateur, de 1905 à 1925, date de sa mort, c'est une seule et même doctrine, jamais changée : la défense de l'électeur contre la « machine », du peuple contre la domination des affaires, l'État démocratique contre la tyrannie du Capital. Au fond, je ne vois rien de plus dans sa carrière : c'est peu peut-être, mais en même temps c'est énorme, car il ne s'agit de rien moins que d'une déclaration de guerre à la puissance la plus formidable de l'époque. L'appellerons-nous socialiste ? Il se peut que son œuvre de gouverneur ait compris quelques réformes socialisantes ? Dans la mesure toutefois où les comparaisons européennes valent quelque chose dans le nouveau monde, c'est plutôt un homme de 1848, conservant, dans un monde déjà trop industrialisé pour son goût, l'idéalisme populaire du XIXe siècle. Les fermiers ont senti en lui un ami du peuple, et de même les ouvriers, au monde desquels il n'appartenait pas. Mais les bourgeois

ne pouvaient que le combattre, et les révolutionnaires devaient, pour le suivre, s'abaisser, eux, à une quasi-modération. De [290] là, quand il a fallu fondre ces disparates dans un même parti national, une faiblesse constitutive analogue à celle du *Farmer-Labor Party*.

Sur ce programme de tribun du peuple, La Follette, même dans son Wisconsin, n'a en effet pu réunir qu'un électorat composite. Les fermiers Scandinaves du Nord-Ouest de l'État, traditionnellement républicains comme lui, l'ont toujours soutenu ; dans les campagnes du centre et de l'est, les Allemands, plutôt démocrates de tendance, se sont également ralliés à lui, mais surtout après ses protestations contre la guerre et le traité de Versailles. A Milwaukee, grande cité industrielle, les socialistes, nombreux sous la direction de l'Allemand Berger, marchaient en somme dans une voie parallèle à la sienne et souvent l'ont secondé ; de même, les petits commerçants, jusqu'au jour où les grandes organisations financières, resserrant leur emprise, ont tendu à les écarter de lui. Mais le Sud-Est de l'État, largement peuplé d'Américains, originaires de la Nouvelle Angleterre, lui est toujours demeuré réfractaire ; et il n'a pas davantage conquis les comtés industriels, situés le long du lac Michigan, au nord de Milwaukee, dans lesquels un patronat autoritaire tient sous son étroite dépendance une main-d'œuvre de non-syndiqués. Avec tous ces éléments, La Follette, républicain de tradition et de fidélité, sans même songer qu'il pût jamais être autre chose que républicain, a surtout abouti à constituer, dans son État, un « parti La Follette », que les « *machines* » républicaines et leurs « *bosses* » ont obstinément et hargneusement combattu. Dans cette lutte de près d'un demi-siècle, l'opposition n'a pas été entre républicains et démocrates, mais entre deux espèces de républicains, paradoxalement contenus dans la même armature officielle, les conservateurs et les radicaux.

Avec ce prestige de champion du peuple, La Follette devait être, surtout dans l'Ouest, un centre de cristallisation naturel pour toutes les protestations de l'extrême gauche. C'est dans ces conditions que le *Farmer-Labor Party* était amené à lui offrir, en 1920 et encore en 1924, la candidature présidentielle. [291] S'il refusait, par deux fois, c'était par crainte de se compromettre avec des révolutionnaires (le *Farmer-Labor* ne conteNait-il pas des communistes ?) ; mais c'était aussi parce que ce républicain de conviction espérait, contre toute vraisemblance, obtenir l'investiture de son propre parti, le grand parti

républicain. Vain espoir ! Celui-ci choisissait à sa place Coolidge, ancré dans un conservatisme sans réserve. Au même moment, la convention démocrate de New-York, dans ses querelles intestines, révélait une indifférence au moins égale pour les revendications avancées. Ne trouvant place à sa taille dans aucune des organisations régulières, La Follette était finalement justifié de chercher, pour son action politique, un axe indépendant et nouveau.

C'est dans cet esprit qu'à la convention de Cleveland, en juillet 1924, une coalition composée de républicains radicaux, de nombreux démocrates de l'Ouest, des représentants non communistes du *Farmer-Labor*, du *Socialist Party*, décidait, d'accord avec lui, de constituer, sur sa candidature « progressiste » *(progressive)*, un mouvement indépendant. Il ne s'agissait pas exactement d'un parti nouveau, quoique l'étiquette adoptée fût, dans la plupart des États, celle d'« indépendante » et de « progressiste » ; mais la candidature était présentée comme « socialiste » en Californie, comme « progressiste » et « *farmer-labor* » dans le Colorado et le Montana, comme « socialiste » et « progressiste » dans le Connecticut et l'État de New-York, comme « socialiste » et « *labor* » dans le Missouri et la Pennsylvanie, comme « *non-partisan* » dans le North Dakota, comme « *farmer-labor* » dans l'Oklahoma, comme « socialiste » et « *farmer-labor* » dans la Virginie occidentale. Pareille diversité des patronages soulignait qu'à l'exception des ultra-violents, tels que les I.W.W. ou le *Workers' Party*, toutes les oppositions de gauche s'étaient groupées sur un même nom, sinon sur une doctrine commune.

La personnalité de La Follette faisait en effet, seule, l'unité du programme : pour les cultivateurs, sa véritable clientèle, il protestait contre le protectionnisme outré des industriels,

292

contre les tarifs excessifs des transports, demandait (sans trop insister du reste) la nationalisation des chemins de fer et des forces hydrauliques ; pour les ouvriers, il revendiquait le droit à l'union syndicale et la liberté de la grève ; pour la démocratie en général, il proclamait la souveraineté du peuple contre la finance, demandait que la Cour suprême cessât de juger la constitutionnalité des lois votées par le Congrès ; pour les pacifistes (pour les Allemands aussi peut-être), il condamnait l'impérialisme et le traité de Versailles... Mais le premier défaut de cette profession de foi, c'est qu'elle paraissait dangereuse à ses adversaires en même temps que timide à certains de ses partisans ; elle restait socialement en deçà des revendications socialistes ; et ne dépassait-elle même pas, politiquement, les désirs véritables du monde agricole ?

Ce qui a donc manqué dans cette entreprise, ce n'est ni la sincérité, ni la grandeur du but poursuivi, c'est l'unité profonde des trompes, qui seule peut donner la vie. Les 1 200 délégués, les 9 100 spectateurs de la convention de Cleveland se sont réunis dans une spontanéité de conviction qui commande le respect : il n'y a là ni boss corrompu, ni politiciens professionnels de quartiers, mais des gens simples, sérieux et même, avouons-le, un peu ennuyeux. L'atmosphère du *revival* manque, l'électricité qui émane d'un Roosevelt, d'un Al Smith, le sénateur La Follette, un peu vieux, bourré de statistiques, ne l'émet pas. Ce qu'il y a de passionné, de brûlant à exploiter contre l'Est satisfait, c'est le désespoir agraire du Nord-Ouest enserré dans les griffes des banques : mais le zénith de la *Non-Partisan League* est passé, le Wisconsin, après tout, n'est pas malheureux, et voici qu'au moment même où la campagne commence, le blé se met à monter d'une ascension rapide. Cependant, la classe ouvrière n'est présente qu'à titre de mince appoint : la masse des travailleurs est satisfaite, et les socialistes s'ils adhèrent par estime pour le candidat, savent bien que celui-ci n'est pas l'un d'entre eux. On ne retrouve dès lors ni l'enthousiasme fanatique qui avait porté Bryan, en 1896, dans sa campagne argentiste, ni le dévouement personnel pas-

[293]

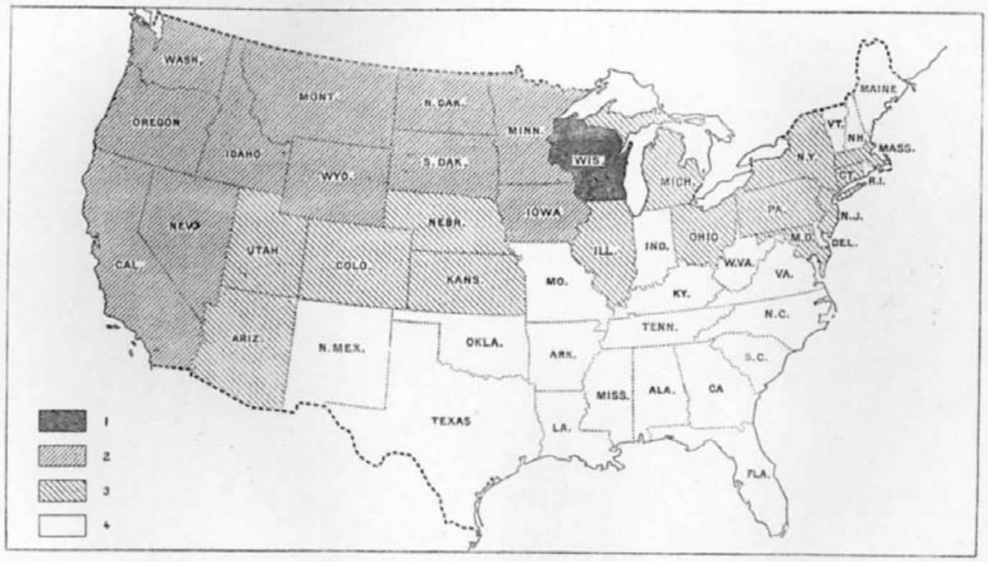


Fig. 7. — Candidature présidentielle de La Follette aux élections de 1924.

1. États où La Follette a obtenu les suffrages de plus de 50 p. 100 des votants. — 2. États où il a obtenu les suffrages de 25 à 50 p. 100 des votants. — 3. États où il a obtenu les suffrages de 10 à 25 p. 100 des votants. — 4. États où il a obtenu les suffrages de moins de 10 p. 100 des votants.

Fig. 7. — Candidature présidentielle de la Follette aux élections de 1924. 1. États où La Follette a obtenu les suffrages de plus de 50% des votants. 2. États où il a obtenu les suffrages de 25 à 50% des votants. 3. États où il a obtenu les suffrages de 10 à 25% des votants. 4. États où il a obtenu les suffrages moins de 10% des votants.

[294]

sionné qui allait à Roosevelt en 1912. La Follette est un *debater* d’assemblées redouté, il a l'âme d'un tribun, il n'en a pas le magnétisme.

Dans ces conditions, malgré les 4 823 000 suffrages obtenus aux élections du 4 novembre 1924, l'effort demeure géographiquement limité dans ses résultats (fig. 7, p. 293). La Follette n'arrive premier, avec 54% des votants, que dans un seul État, le sien, son fidèle Wisconsin : c'est pour lui, c'est resté pour son fils, après sa mort, un fief, une principauté. Puis il arrive second, devançant les démocrates, avec une proportion de 24 à 45% des voix, dans un bloc compact de onze

États du Nord-Ouest (Iowa, Minnesota, North Dakota, South Dakota, Montana, Wyoming, Idaho, Washington, Orégon, Nevada, Californie). Au troisième rang, il obtient encore 10 à 24% des voix dans cinq autres États de l'Ouest (Colorado, Nebraska, Kansas, Utah, Arizona), ainsi que dans neuf États de l'Est et du Centre-Ouest (New-York, Massachusetts, Connecticut, New Jersey, Pennsylvanie, Maryland, Ohio, Michigan, Illinois). Mais partout ailleurs, c'est-à-dire dans la partie Nord de la Nouvelle Angleterre et dans tout le Sud, il ne recueille même pas 10% des votants.

Le commentaire est simple : la campagne « progressiste » a laissé l'Atlantique et le Sud complètement indifférents, elle n'a recueilli dans le monde ouvrier de l'Est que des minorités sans importance ; la seule région qu'elle ait un peu galvanisée, c'est cet éternel Nord-Ouest agraire, perpétuellement débiteur et mécontent, où depuis 1920 — soulignons le fait — plus de 50% des fermes sont hypothéquées : la carte des États dont la dette hypothécaire est la plus lourde (fig. 8, p. 295) se plaque presque exactement sur celle des États où La Follette a trouvé les plus sérieux concours ! Pour entraîner dans une orientation de radicalisme les masses profondes des travailleurs de la grande industrie, il eût fallu un mouvement ayant, un tout autre centre de gravité ; il eût fallu surtout une Amérique moins prospère, où la majorité des ouvriers ne fussent pas des gens heureux.

[295]

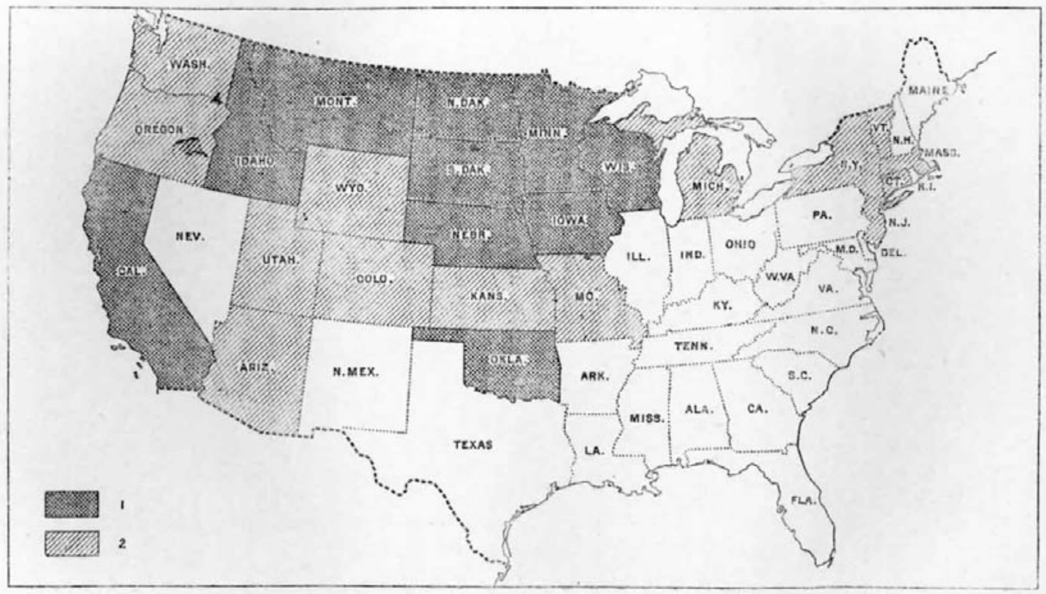


Fig. 8. — Pourcentage des fermes hypothéquées, par Etats (1920).
1. États où plus de 50 p. 100 des fermes sont hypothéquées. — 2 États où 40 à 50 p. 100 des fermes sont hypothéquées.

Fig. 8. — Pourcentage des fermes hypothéquée, par États (1920). 1. États où plus de 50% des fermes sont hypothéquées. 2. États où 40 à 50% des fermes sont hypothéquées.

[296]

La mort de La Follette, en juin 1925, a rendu impossible la constitution du tiers parti permanent que beaucoup de ses partisans souhaitaient et dont lui-même avait fini par accepter 1'idée ; sa personnalité seule eût été capable d'en cimenter l'unité plus ou moins factice, encore que la base géographique en fût évidemment demeurée insuffisante pour lui assurer, du point de vue fédéral, quelque chance de succès. Depuis lors, les tendances avancées, qui subsistent nombreuses encore que disparates, ne peuvent plus s'exprimer que de façon sporadique, le plus souvent sous la forme traditionnelle de révoltes individuelles au sein des deux grands partis. Le plus difficile problème qui se pose aux républicains est de faire une politique qui contente suffisamment l'Ouest pour le retenir dans leurs rangs ; mais celui-ci affiche un inquiétant dédain de l'orthodoxie économique : il reste au fond inflationniste, demande constamment des subventions pour soutenir artificiellement les cours ou l'exportation, suggère des combinaisons har-

dies basées sur le dumping des produits agricoles *(Mc Nary-Haugen farm relief bill,* 1926). Aucune politique de sagesse financière n'est compatible avec ces desiderata, et l'Est républicain, s'il veut rester raisonnable, s'expose perpétuellement à voir ses partisans de l'Ouest l'abandonner.

Les « insurgent », qu'ils viennent de l'aile gauche républicaine ou démocrate, du *Farmer-Labor Party,* de la *Non-Partisan League,* du socialisme, ou même tout simplement des groupes que ne satisfait pas le prix du blé, finissent ainsi par constituer au Congrès une instable petite opposition, d'esprit avancé ou simplement fantaisiste, dans laquelle se retrouvent les tendances les plus diverses. Au moment des votes, on s'aperçoit que certains républicains et quelques démocrates, généralement venus de l'Ouest, se trouvent d'accord entre eux pour combattre respectivement le gros de leurs partis. Une tendance progressiste, qui perpétue les principaux traits des mouvements que nous avons analysés dans ce chapitre, continue donc d'exister aux États-Unis : [297] elle exprime un état d'esprit, profondément américain, qu'on ne saurait qualifier d'avancé, au sens européen du mot, mais qui maintient dans ce pays, par ailleurs trop discipliné, un ferment nécessaire d'individualisme et de saine résistance.

[298]

Troisième partie.
Les attitudes politiques

Chapitre XXII

L'ÉQUILIBRE DES PARTIS

Retour à la table des matières

Nous nous sommes surtout attachés à comprendre la psychologie des partis, dans ce qu'elle a de durable et de profond. Pour situer la position de chacun d'eux, au lendemain de la guerre, et mesurer le volume des courants d'opinion qu'ils peuvent représenter, il faut comparer, aux deux élections présidentielles de 1920 et 1924, leur force numérique respective.

Tout d'abord, le nombre des voix exprimées, par rapport aux inscrits, peut s'établir comme suit :

	1920	1924
Inscrits [38]	54 166 000	56 942 000
Votants	26 646 000	29 139 000
Proportion des votants	49,1%	51,2%

38 Aux États-Unis, l'inscription électorale est entre les mains des États, avec des qualifications qui varient, de telle sorte qu'il est impossible d'aboutir à un total d'inscrits, exact et officiel : on ne peut arriver, au mieux, qu'à des approximations. Les chiffres mentionnés ici pour les inscrits sont ceux de l'enquête spécialement effectuée par la *Nat*ional association *of Manufacturers*, à l'occasion de la campagne anti-abstentionniste entreprise par elle en 1920 et 1924.

Puis, dans ce total, la répartition des divers groupes donne le résultat détaillé que voici :

	1920		1924	
Abstentionnistes	27 520 000	50,9 %	27 803 000	48,8%
Républicains	16 152 000	29,8%	15 725 000	27,6%
Démocrates	9 147 000	16,9%	8 387 000	14,7%
Socialistes	920 000	1,7%	73 000	0,1%
Farmer-Labor	265 000	0,5%		
La Follette			4 823 000	8,5%
Divers	162 000	0.2%	131 000	0,3%

[299]

Ce tableau, même en tenant compte de l'approximation du chiffre des inscrits, laisse voir du premier coup d'œil que l'intérêt pris à ces consultations populaires n'a pas été passionné, puisqu'il y a presque une moitié d'abstentions. C'est la confirmation de notre remarque antérieure que la politique ne constitue pas, pour les Américains, un souci primordial. Sans doute, la moyenne des voix exprimées est-elle fortement abaissée par le Sud, où les quatorze États d'allégeance démocrate ne laissent apparaître que 31% de votants en 1924 (on néglige le scrutin quand le résultat est acquis d'avance) ; mais même dans les six États de la Nouvelle Angleterre, la proportion des votants ne dépasse pas 58% ! Il est bien évident que le véritable intérêt de l'existence est ailleurs que dans les luttes électorales.

Sous la réserve de cette masse énorme de gens qui ne se prononcent pas, mais qui vraisemblablement ne sortiront pas subitement de leur indifférence, il est certain qu'après le règne démocrate brillant mais sans lendemain du président Wilson, le parti républicain conservateur, le « vrai » parti républicain, tient aisément la première place. Après une défaite, due en 1912 à la seule division intestine, confirmée en 1916 à la faveur de circonstances vraiment exceptionnelles, il a vu, la guerre finie, le pays revenir naturellement à lui, quand l'opinion a éprouvé le besoin de la stabilité. À cela rien que de normal, et c'est la

vraie note politique de l'immédiat après-guerre. C'est à peine même si les républicains ont été affaiblis par la dissidence de La Follette : proportionnellement, les démocrates l'ont été davantage. Un très simple calcul, sur la base des pourcentages comparés indiqués plus haut, permet en effet de deviner d'où le parti « progressiste », en 1924, a tiré ses 4 823 000 voix : sur les 8,5% des inscrits qu'il a obtenus, les socialistes et le *Farmer-Labor Party* [300] lui ont respectivement apporté 1,7 et 0,5% ; les républicains et les démocrates lui ont donné chacun les 2,2% qu'ils perdaient par rapport à 1920 ; le reste a vraisemblablement été fourni par des abstentionnistes de 1920 qui se sont décidés à voter. On reconstitue ainsi les 8,5% de la dissidence, mais on constate en même temps que cette extrême gauche apparaît bien aussi hétérogène et aussi peu importante numériquement que nous l'indiquions au chapitre précédent. Ce sont surtout les forces socialistes, qu'elles se comptent sur le nom de Debs, en 1920, ou sur celui de La Follette, en 1924, qui se manifestent étonnamment mesquines. Dans la période actuelle des États-Unis, l'attraction semble n'être pas vers les extrêmes, mais vers le centre.

C'est donc bien à tort qu'à la veille des élections de 1924 les pronostics les plus autorisés avaient mis en doute le succès républicain. La faiblesse de l'administration Harding, certains scandales de politiciens étaient bien faits pour détourner le public ; mais on avait sous-estimé la puissance du symbole de stabilité qu'incarnait M. Coolidge : la division lamentable des démocrates, le souvenir inquiétant, encore que prestigieux, de l'idéologie wilsonienne, le vague parfum révolutionnaire des radicaux de l'Ouest, et par contre l'appui coordonné et massif de toutes les forces de la production, c'étaient autant de facteurs convergents qui devaient aisément grouper sur son nom une majorité absolue. Les deux scrutins de 1920 et 1924 se rattachent en droite ligne à ceux de 1896 et 1900, qui ont valu la victoire présidentielle à Mc Kinley : ils confirment que le parti républicain reçoit normalement la délégation du pays quand la question se pose entre la stabilité et l'aventure, entre une politique d'administration et une politique de réformes, entre ceux qui demandent qu'on les laisse simplement gagner et d'autres qui songeraient plutôt à répartir... À trente ans de distance, l'atmosphère de ces consultations est si bien la même qu'en apprenant l'échec soit de Bryan, soit de La Follette, on a simplement respiré !

Faisons remarquer cependant que les chiffres des élections [301] présidentielles ne font pas justice à la force réelle des démocrates dans le pays : ceux-ci disposent, dans le Sud, où l'on vote peu (à quoi bon, puisque l'issue est acquise d'avance), de beaucoup plus d'électeurs que le total des voix recensées ne le laisse paraître ; il leur arrive même, dans tout le pays, de voter exceptionnellement pour le président républicain, qui nationalement leur donne certaines garanties. Mais les consultations qui comportent une expression plus locale et plus articulée de l'opinion prouvent, au contraire, que le parti démocrate retrouve, dès qu'il touche terre pour ainsi dire, une singulière vitalité. Dans les diverses régions envisagées séparément, il apparaît alors de nouveau comme l'incarnation persistante de manières de sentir et de juger foncièrement américaines. La chose se révèle dans la composition des assemblées fédérales, où l'écart des deux partis est loin d'être aussi accentué qu'aux dernières élections présidentielles et où, lors de toute consultation populaire biennale, les démocrates peuvent fort bien prétendre enlever une majorité, soit à la Chambre des représentants, soit au Sénat (et cela d'autant plus que le parti républicain ne peut guère compter sur la discipline des *insurgent) :*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS					
	1918	1920	1922	1924	1926
Rép.	240	300	225	247	236 [39]
Dém.	190	132	207	183	196
F.-L.			1	3	2
Soc.		1	1	2	1
Ind.	3		1		
SÉNAT					
Rép	49	59	52	55	48 [40]
Dém	47	37	42	40	47
F.-L.			2	1	1

[39] Dont un petit nombre d'insurgent.

[40] Dont environ 8 *insurgent.*

[302]

Il faut noter par ailleurs que 24 États sur 48 ont, en 1924-26, des gouverneurs démocrates : tout le Sud, les Rocheuses en général, et à l'est l'Ohm, New-York et New-Jersey. Le parti républicain peut donc être, comme masse fédérale, beaucoup plus puissant, mais dans l'ordre dispersé les démocrates sont loin d'être négligeables, surtout comme opposition organisée et comme expression régionale de parties entières du pays. Nous avons vu cependant que, divisés entre eux, c'est surtout aux républicains dissidents qu'ils ont laissés, dans les dernières années, la charge de l'opposition véritable.

La conclusion qui ressort de l'observation des partis fédéraux, c'est qu'il n'y a pas, aux États-Unis, de vie politique comparable à celle des grands pays centralisés de l'Europe occidentale. Les institutions existantes ne sont contestées par personne : si les constitutions d'États sont constamment révisées, avec une grande liberté d'esprit, si l'administration proprement dite est sans cesse améliorée avec un souci primordial d'efficacité remarquable, la constitution fédérale demeure, en dépit d'atteintes légères, une arche sainte, à laquelle l'opinion, surtout après le 18e amendement, ne paraît pas désireuse de toucher de nouveau à la légère. En ce qui concerne les problèmes politiques réellement débattus, le miroir qui pourrait refléter les réactions spontanées du public est constamment, systématiquement brisé, soit par la vie séparée jalousement défendue des États, soit par les armatures arbitraires des « *machines* ». Comme pour ces rivières qui, doublant leur cours de surface d'un courant souterrain, ne laissent pas voir toutes leurs eaux, on distingue, derrière les problèmes officiellement discutés par la politique, des tendances de fond qui, pour n'être pas toujours ouvertement avouées, représentent probablement la réalité de l'opinion publique d'une façon plus directe et plus fidèle.

Les passions qui, au lendemain de la guerre, animent le peuple américain, sont au nombre de deux principales. Il y en d'abord une qui est de l'ordre sentimental : soulevez, dans n'importe quel État, une discussion sur la menace catholique, [303] l'évolution, la prohibition, vous verrez tout d'un coup les yeux briller, l'intérêt s'éveiller : là réside, plus que dans les rivalités des politiciens, le ferment vivant. Quelle belle cartographie morale on ferait avec la zone de la Bible *(Bible bell)*, coïncidant avec la zone sèche *(dry belt)* et dont Bryan eût peut-être fait une *Bryan belt*, passionnée et difficile à contenir ! Et puis, il y

a la défense de la prospérité américaine contre la menace de pays à bas salaires et l'invasion exotique, quelque forme qu'elle prenne : immigration matérielle ou pénétration de germes révolutionnaires. Ici, la résistance à l'étranger a pris la forme d'une sorte d'union sacrée, qui a toutes les ferveurs, toutes les passions du patriotisme.

[304]

Troisième partie.
Les attitudes politiques

Chapitre XXIII

RELATIONS ANGLO-AMÉRICAINES

Retour à la table des matières

Dans leur politique extérieure, les États-Unis s'inspirent, plus que tout autre pays, de points de vue régionaux. Les populations du mince versant atlantique, entre les Alleghanies et la mer, que trop d'entre nous s'imaginent être l'Amérique tout entière, regardent vers l'est, savent qu'il existe une Europe : on les sent malgré tout attirées vers notre civilisation, parfois disposées à l'admirer. Quand, après un long séjour dans 1'Ouest et le Far West, on revient sur cette côte, il vous semble y retrouver déjà quelque chose de l'atmosphère européenne. Il y a là l'équivalent d'une marche entre les deux continents : New-York, Londres, Paris ne donnent-ils pas sur le même Océan, c'est-à-dire sur la même rue ?

La pure Amérique ne commence que plus loin. Entre les Alleghanies et les Rocheuses, un pays immense et sans nom spécial vit sur lui-même, penché sur ses propres mesures de la vie, de la morale, de la richesse : il ignore presque tout de l'Europe. C'est là, parmi d'innombrables greniers regorgeant de richesses, autour de l'usine géante qui se constitue près des Grands Lacs, que tend à se fixer de plus en plus le cœur économique et moral de la nation. Le bureau du *Census* publie, tous les dix ans, une carte sur laquelle est marqué d'une croix

le centre de gravité géographique de la population des États-Unis : certaines préventions américaines contre l'étranger ne seraient pas complètement explicables si l'on ne se rendait compte que cette croix a glissé maintenant jusqu'à l'Indiana, au milieu même de l'immense plaine du Mississipi.

[305]

Mais l'Amérique s'incline encore sur un autre versant. La côte Pacifique, centrifuge à sa façon, regarde vers l'Extrême-Orient, cette réserve débordante et formidable d’humanité. On y respire un air nouveau, fait de nouveaux contacts ethniques et de problèmes que le reste du pays soupçonne à peine.

Trois points de vue, dans la politique étrangère, correspondent à ces trois régions. La première souhaite se maintenir en contact avec l'Europe. Mais la seconde n'éprouve à son égard que des sentiment mélangés, où la méfiance se confond avec une instinctive réprobation : elle ne rêve en somme qu'une existence séparée, où, à l'abri de deux chaînes de montagnes et de deux océans, le monde extérieur ne serait plus qu'une lointaine entité ; ce provincialisme n'est sans doute dépassé dans aucun pays, pas même en France. La Californie, par contre, ne peut se défendre de préoccupations qui l'attirent en dehors d'elle-même, avec la conscience troublante que la frontière de la race blanche passe par la ligne même de ses rivages et demande à être gardée. Quand il s'agit, pour le gouvernement, de déterminer la politique extérieure des États-Unis, il y a rivalité entre ces tendances, et c'est la région la plus influente ou la plus directement intéressée qui impose son point de vue : d'où, parfois, l'impression qu'il n'y a pas unité de direction.

Il est un pays étranger (dois-je même dire étranger ?) qui, dans les relations des États-Unis, tient une place à part : ce n'est pas la France, hélas ! en dépit de La Fayette, c'est l'Angleterre. L'opinion persiste à croire ici, je ne sais pourquoi, qu'Américains et Anglais se détestent, n'attendent que l'occasion de se jouer les plus mauvais tours ; une presse inconsciente nous le redit chaque malin : qu'attendons-nous pour nous glisser entre ces rivaux et profiter de leurs dissensions ? À la conférence de Washington, la diplomatie française avait adopté la suggestion, avec quel succès ! Or, le thème est faux : s'y tenir, c'est

dater d'un quart de siècle, méconnaître entièrement l'esprit qui règne, les attractions qui s'exercent de l'autre côté de l'Océan.

[306]

J'admets qu'aux États-Unis deux personnes sur trois vous disent du mal des Anglais : ils sont paresseux, arriérés, perfides (la thèse de la « perfide Albion » a encore cours). À vous de ne pas croire vos interlocuteurs. D'abord, beaucoup sont Irlandais, irréconciliables. Si d'autres Américains parlent de la même façon, c'est largement par habitude ; mais quand on les connaît, on s'aperçoit que les mots qu'ils emploient, réflexes traditionnels, n'expriment pas, n'expriment plus leur opinion profonde. Voici bientôt trente ans que l'Angleterre n'est plus considérée, aux États-Unis, avec la mauvaise volonté d'autrefois.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, cette mauvaise volonté était classique : on l'avait héritée du passé, dans les manuels scolaires et les commentaires des professeurs ; la presse l'excitait ; elle se maintenait particulièrement dans certains milieux, chez les officiers de marine par exemple. L'incendie du Capitale par l'armée britannique en 1814, la sympathie des Anglais pour le Sud pendant la guerre de Sécession restaient, dans les souvenirs nationaux, des prétextes d'amertume et de colère. Chaque fois que l'Angleterre se battait quelque part, le publie notait avec un malin plaisir ses difficultés ; la diplomatie avait-elle besoin d'un succès, les politiciens voulaient-ils flatter quelque auditoire populaire, la recette était patentée : il suffisait de « tordre la queue du lion britannique » *(twist the lion's tail) :* et tout cela plaisait à l'amour-propre américain, énormément.

Aujourd'hui, un nouveau point de vue s'est fait jour, qui consiste à oublier les querelles du passé pour mettre l'accent sur la similitude d'origine. Quand l'inondation des immigrants slavo-latins et juifs s'est mise à submerger les États de l'Est, principalement après 1890, les Américains anglo-saxons ont commencé de prendre conscience, avec une intensité croissante, des liens spéciaux de langue, de mœurs, de religion qui les rattachent à la société britannique. C'est, du reste, un sentiment qui n'avait jamais cessé d'exister, vigoureux, dans l'élite de la Nouvelle Angleterre ; l'anglophobie politique n'y excluait [307] pas l'anglophilie sociale : tels personnages influents pouvaient se montrer très durs dans les relations diplomatiques avec le gouvernement du roi ; ils ne s'en flattaient pas moins de leur origine britannique et ne se

fussent pas, à Londres, considérés tout à fait comme des étrangers. La menace exotique et catholique se faisant plus directe, au moment où toute pointe agressive disparaissait de la politique anglaise à l'égard des États-Unis, n'était-il pas naturel que la tradition d'hostilité fit place à une tendance nouvelle, exprimant l'affinité semi-familiale qui survivait à des dissentiments périmés ?

Le lien véritable en l'espèce, c'est la conscience d'appartenir à une civilisation commune. Cet état d'esprit est surtout répandu, comme de juste, chez les Américains anglo-écossais ; mais, chose curieuse, il n'existe pas que chez eux. Nombre de transplantés qui n'ont rien d'anglais ont, en s'américanisant, adopté des manières de voir britanniques et jusqu'à la tradition qu'elles représentent. Il serait possible de montrer des Scandinaves, des Allemands, des Hollandais américanisés qui se retrouvent ensuite moins dépaysés à Londres que dans leur pays d'origine. L'Angleterre, maintenant qu'est dissipée la poussière de querelles antérieures, apparaît donc avec le prestige, un peu démodé mais incontestable, d'une maison-mère.

On peut aller plus loin et dire qu'indépendamment de la filiation ethnique, tous ceux qui ont réussi ou veulent réussir sentent que les manières de la race fondatrice sont une condition d'accès aux niveaux supérieurs de la société. Le snobisme, une fois de plus, travaille pour les Anglais. Il reste de bon ton de dédaigner le *damn Irish* ou le *stinking Italian,* mais on admire le roi d'Angleterre, le prince de Galles, les lords, la gentry ; une sorte de déférence spéciale accueille les hommes d’État britanniques. Qu'un étranger, un vrai, fasse des réserves ou manifeste quelque ironie, nombreux seront ceux qui auront l'impression d'un manque de tact, d'une intervention un peu inconvenante dans des relations de famille. Aujourd'hui, si l'on veut flatter la xénophobie américaine, c'est plutôt des Français qu'il faudrait dire du mal.

[308]

Nous avons signalé plus haut la naissance d'une race de droit divin. À vrai dire, c'est chose ancienne. En vertu d'une tradition non écrite, l'ascendance anglo-écossaise et protestante semble quasi nécessaire pour certains très hauts emplois. Il n'y a jamais eu de président catholique, il n'y en a guère eu qui ne fussent de purs Anglo-Saxons. Sans doute, de nombreux étrangers sont parvenus, par l'élection, à la

Chambre des représentants et même, quoique avec un peu plus de peine, au Sénat ; mais si l'on trouve encore des consonances allemandes, il serait difficile de citer beaucoup de noms en *ski* ou en *vitch* parmi les personnages haut placés du gouvernement ou de l'administration. Dès qu'une fonction publique comporte une influence politique ou sociale véritable, l'origine britannique constitue, non pas une condition, mais un privilège de fait. Dans les grands corps constitués, les présidences d'universités, les clubs et même les affaires (où pourtant les juifs sont si puissants), il y a là un facteur qu'on ne saurait négliger, si l'on veut estimer les actions qui s'exercent, tout au fond, sur la destinée américaine.

C est une sorte d'ésotérisme, une tradition qui se transmet anonymement, sans qu'on sache où ni comment. Aux heures décisives, on a parfois l'impression que, derrière la scène, une influence puissante et insaisissable se fait sentir. Quelques douzaines, quelques centaines d'individualités l'exercent : ce ne sont pas les gens les plus connus du public, plusieurs n'ont même aucune popularité : mais, bienfaiteurs des Églises protestantes, millionnaires philanthropes, présidents d'universités, grands avocats, banquiers de vieille souche nationale, porteurs de noms politiques estimés ou simplement hommes du monde, on les écoute en haut lieu, concurremment avec le banquier juif de Wall Street. Leur action n'est pas à proprement parler politique, ils ne travaillent nullement pour une alliance anglo-américaine, il se peut même que certains d'entre eux soient ou se croient anti-anglais : néanmoins, en travaillant à maintenir les États-Unis dans l'axe de la religion protestante et de la civilisation anglo-saxonne, ils assurent en [309] fait à l'Angleterre une position à part, hors concours et privilégiée.

Si la démocratie américaine avait pleine conscience de cette influence semi-occulte, peut-être en serait-elle choquée, car officiellement aucun privilège de race n'existe aux États-Unis. Et cependant, chose paradoxale dans ce pays d'égalité, cette autorité morale de certains hommes ou de certains milieux est affaire d'éducation et presque de manières. Les Hay, les Root, les Lodge, les Hughes, ces grands Américains de formation intellectuelle britannique, ont plus fait pour orienter la politique de leur pays qu'un Bryan ou un Al Smith. Je ne sais si cette situation durera, probablement n'est-elle que temporaire : elle prendrait fin si les éléments non anglo-saxons imposaient aux

États-Unis une civilisation et une éthique nouvelles. Mais tant que la fiction de la supériorité protestante et nordique persistera, tant que l'Italien, le Slave, l'Irlandais non assimilés seront considérés comme des citoyens de seconde zone, le point de vue anglais ne sera jamais tout à fait, en Amérique, un point de vue étranger.

Les relations politiques sont affectées par la conscience de cette affinité. Il est possible qu'en beaucoup de circonstances Américains et Anglais se comportent mutuellement en ennemis, mais avec cette nuance que c'est en frères ennemis. Les deux peuples ne seront peut-être jamais tout à fait amis, mais ils ne seront jamais non plus tout à fait brouillés ; une alliance formelle est hors de question, tant qu'il y a des Irlandais en Amérique ; mais une guerre serait, de part et d'autre, considérée comme sacrilège. La France suscite quelquefois de l'enthousiasme aux États-Unis, l'Angleterre jamais ; pourtant sa position y est autrement forte : avec le manque de brio des relations de famille, elle en a la solidité.

Il faudrait ici, pour aborder la question sous son autre face, savoir quels sont les sentiments des Anglais. Ceux-ci paraissent éprouver, surtout depuis la guerre, une instinctive antipathie, contrebalancée par la conscience très nette que la collaboration s'impose. Beaucoup d'entre eux, pris individuellement, [310] affectent de regarder l'Américain comme un primaire assez mal élevé ; mais il n'est aucun homme d'État britannique qui ne semble intérieurement décidé, au début de n'importe quelle négociation, à concéder sans récriminer tout ce *que* les États-Unis demanderont. Ces concessions répétées, récupérées ensuite par une magistrale utilisation des atouts gardés en main, c'est un peu l'histoire des trente dernières années.

La cordialité reparaît s'il y a des tiers. Dans les conférences internationales, quand les délégations anglaise et américaine se trouvent côte à côte, des ressemblances fondamentales les rapprochent inévitablement. Sur la façon d'aborder les problèmes, sur leurs sympathies ou antipathies instinctives, sur les valeurs qu'elles accordent aux choses, on observe qu'entre elles une sorte d'accord s'établit spontanément ; elles s'opposent elles-mêmes, presque automatiquement, aux autres délégations, composées d'Allemands, de Français, de Latins, de Slaves, d'étrangers. Habileté de la diplomatie britannique, suggère-t-on. Sans doute, mais surtout langue commune, habitude séculaire de causer ensemble, même manière de vivre au club ou à l'hôtel. Cette simi-

litude (en dépit de la personnalité de Lloyd George) était frappante à la conférence de la paix, plus évidente encore à la conférence de Washington, où M. Balfour évoluait comme chez lui, cependant que nos délégués, isolés dans leur hôtel, demeuraient étrangers, sans contact et incompris.

Ce rapprochement, qui se produit tout seul dans les milieux internationaux, tient en partie à ce que les Américains, une fois sortis de chez eux, ne se sentent pas tout à fait à l'aise ; ils ont encore besoin de truchements. Les Anglais, qui sont partout dans le monde et depuis si longtemps, leur servent utilement de guides, d'intermédiaires, de courtiers. En dehors d'Europe, c'est dans les pays contrôlés par une règle britannique que les Américains se trouvent le moins dépaysés. Sans du reste se faire faute de battre en brèche le commerce anglais, ils s'accommodent des méthodes d'ordre, de crédit, de sérieux [311] que celui-ci a implantées, et c'est une base de coopération qui renforce, dans le monde, la civilisation commune des deux peuples. Les États-Unis s'en sont aperçus quand, après la guerre hispano-américaine, ils sont devenus puissance mondiale. On aurait pu croire alors qu'une âpre rivalité anglo-américaine allait naître : c'est au contraire un rapprochement qui s'est produit.

Même en Europe, où pourtant la situation est si différente, ce besoin d'un interprète existe encore. Quelle que soit l'importance des relations directes qui se sont nouées entre les États-Unis et le continent, c'est un fait qu'une foule de choses européennes ne parviennent au nouveau monde qu'à travers l'Angleterre, traduites et déformées par elle. Pourquoi le nier ? l'Américain, en présence des peuples continentaux, n'est jamais complètement en confiance, il éprouve toujours l'inquiétude vague d'une habileté, d'une rouerie, d'un tour de passe-passe méphistophélique ; c'est alors que par lassitude, sans même en être sollicité, il se laisse aller à partager le point de vue britannique : il le prend dans les câbles des agences britanniques, dans les éditoriaux de la grande presse londonienne, dans les conversations des clubs ; encore que le commentateur soit la « perfide Albion », il se fie plus naturellement à ce conseiller protestant qu'au « machiavélique » Italien ou au « cynique » Français. Il n'est pas paradoxal d avancer que, dans beaucoup de ses attitudes, la politique américaine suit à la longue, en Europe, le sillon tracé par le gouvernement de Londres. Quand celui-ci soutient ou combat tel pays, il est assez rare que la sympathie ou

l'antipathie américaine ne se tourne pas du même côté. La France elle-même l'a plus d'une fois éprouvé : dans un sens favorable au moment de l'entente cordiale en 1903, dans le sens contraire lors des controverses sur les réparations.

Il y a là tout au plus une influence subtile, car les États-Unis ne sont pas à la remorque. Si l'Angleterre prétend se prévaloir de cette entente tacite, en vue d'un but qui lui soit propre et sur un terrain choisi par elle, on l'abandonne sans phrases. [312] L'Empire britannique, depuis la guerre, s'est associé hors d'Europe aux États-Unis, dans une politique basée sur la communauté des intérêts de la race blanche, avec le concours des Dominions. Il eût voulu pousser plus loin cette collaboration, en associant l'Amérique à sa politique continentale : par la Société des Nations, dont les deux puissances anglo-saxonnes eussent possédé le contrôle, les nations européennes eussent été maintenues dans un état de surveillance, où aucune d'elles n'eût pu dépasser les autres. C'est une conception à laquelle le gouvernement de Washington, qui refuse toute solidarité avec le vieux continent, ne s'est pas prêté. L'Angleterre l'intéresse seulement comme puissance extra-européenne, l'Empire anglais étant à ses yeux un organisme mondial utile, qu'il ne fera rien sciemment pour ébranler. Qui sait cependant si cette collaboration américaine trop intime, pour la défense d'un point de vue ethnique commun dépassant le cadre même de la puissance britannique, n'est pas de nature à mettre celle-ci es péril ?

[313]

Troisième partie.
Les attitudes politiques

Chapitre XXIV

RELATIONS FRANCO-AMÉRICAINES

Retour à la table des matières

La France occupe aux États-Unis une place à part : nul pays n'y est, à certaines heures, plus passionnément aimé ; nul n'y est par ailleurs plus déprécié, plus sévèrement jugé. Il semble qu'il y ait toujours un excès, dans un sens comme dans l'autre, et qu'alternativement domine soit une illusion, soit une déception. Avec l'Angleterre, pas de sentimentalité, mais de la sécurité : la famille. Avec la France, on dirait des relations passionnelles, où l'antipathie, jamais complètement éliminée, prend parfois le dessus.

Quel est le fondement de ce que nous sommes en droit d'appeler l'amitié franco-américaine ? La Fayette d'abord et son geste chevaleresque, dont la reconnaissance américaine conserve pieusement le souvenir. Mais ce geste exprimait, avec l'amour de la liberté, un sentiment d'opposition à l'Angleterre, qui était commun aux Français du XVIIIe siècle et aux révoltés des treize colonies. Depuis qu'Anglais et Américains ont oublié cette vieille querelle, l'anti-britannisme ne saurait plus être, à lui seul, un suffisant trait d'union. Il y a donc quelque chose de démodé dans le symbole d'alliance politique qui, pour certains, s'attache encore aux noms célèbres d'un La Fayette ou d'un Rochambeau. L'évocation de ces héros est restée un sujet de discours, un

effet oratoire assuré dans les banquets ; mais, plusieurs fois, nos négociateurs ont pu s'apercevoir qu'ils faisaient fausse route en y cherchant un argument dans des négociations sérieuses.

Une autre affinité existe entre les deux démocraties : elles [314] ont, à l'origine, une idéologie politique commune. Les formules ne sont pas tout à fait les mêmes, mais on peut constater, de part et d'autre, une même révérence pour la logomachie de la liberté, de l'égalité, de la souveraineté du peuple. Dans les conventions des politiciens, les banquets, les manifestations d'apparat, ce vocabulaire sert encore et produit tout son effet. En fait, plus que chez nous, il est périmé : on continue de faire les mêmes discours et de se référer aux mêmes principes, ceux du XVIII[e] siècle ; mais l'organisation collective rigide nécessaire à la grande production oblige la société moderne à vivre parfois d'après d'autres règles.

Ne nous y trompons pas : quand les Américains viennent en France et nous voient persister dans la pratique d'un individualisme qui préfère la liberté à la discipline, nous les choquons. Combien d'entre eux, sans le dire mais sans pouvoir le cacher, se sentent plus à l'aise dans les pays où une armature rigide encadre les individus, comme la Suisse ou l'Allemagne. Ce qui plaît en France à beaucoup d'Américains, c'est l'aisance et la bonne grâce de la vie quotidienne, une atmosphère de liberté et d'indulgence au loisir, une poésie du passé se survivant dans le présent. Mais ce sont là sentiments de vacances, qui ne répondent guère plus qu'à un aimable répit dans une vie envahie tout entière par l'activité matérielle. Les louanges de ces amis, quand ils nous les font avec une sincérité charmante, ne vont guère à ce qui représente pour nous l'essence même de notre civilisation. Ceux qui, comprenant la France dans sa personnalité même, l'aiment comme telle, demeurent vraiment des exceptions. Ce sont souvent des gens qui, blessé » dans leur propre patrie par des principes et des méthodes auxquels leur tempérament ne s'accommode pas, finissent par se sentir exilés en Amérique et chez eux en France. Ils sont nombreux à Paris ces déracinés, aussi Français que nous-mêmes, qui se croiraient exilés s'il leur fallait de nouveau aller vivre dans leur pays. N'allons pas surtout combien d'erreurs issues de cette illusion ! les considérer comme représentatifs de leurs concitoyens.

[315]

Les causes d'antipathie sont, hélas ! plus faciles à discerner. On se demande parfois, quand on réfléchit, ce que l'Américain moyen, surtout celui de l'Ouest, peut bien aimer de la France, j'entends de la France véritable et non des distractions cosmopolites que nous lui offrons. Notre classement des valeurs est entièrement différent : le rationalisme cartésien, qui a marqué dix générations de Français, est à l'opposé du puritanisme bostonien, du sentimentalisme émotionnel de Wesley ; notre morale, basée sur la règle familiale et le sens classique de la mesure, n'évoque pas d'écho dans la morale prédicante du protestantisme anglo-saxon, qui ne conçoit pas les vertus et les vices selon la même hiérarchie. De très bonne foi, la plupart des Américains, et même nos meilleurs amis, nous considèrent comme immoraux : quand, en 1917, l'armée est partie pour la France, les familles tremblaient pour la pureté de ces enfants sans tache ; elles nous en veulent encore de leur avoir, paraît-il, enseigné à boire du vin et laissé connaître des femmes. Le réalisme même de l'esprit français, dont c'est une essentielle qualité de ne pas se payer de mots dans ses jugements, n'apparaît pas comme une forme désirable d'intelligence mais comme une manifestation choquante de cynisme : « *cynical Frenchman* », c'est une expression qui revient sans cesse, par une sorte de réflexe, quand on parle de nous. Aux États-Unis comme en Angleterre on sait être réaliste dans l'action, mais il n'est pas de bon ton que le cerveau en prenne conscience.

Le divorce apparaît plus grave encore dans les méthodes de travail. Le Français n'est vraiment supérieur que dans l'effort individuel, en dehors des disciplines strictes et des coopérations standardisées. C'est là, aux yeux des Américains, un système démodé, qui ne conduit à rien et ne provoque de leur part qu'indifférence et dédain. Qu'il s'agisse des usines, des banques, des bureaux, leur opinion au fond est la même : le rendement français n'est pas à la hauteur ; et s'il s'agit de nos universités, il est facile de voir que, tout en les admirant, ils n'aiment pas ces procédés d'éducation qui font appel, avant tout, à l'initiative de l'individu. L'Allemagne, à cet égard, est [316] plus proche d'eux, et, s'ils sont capables d'aimer les écoles françaises, d'apprécier le travail qui s'y fait, il leur faut toujours un certain effort pour s'y accommoder ; laissés à eux-mêmes, ils préféreraient une autre façon de faire. L'amitié franco-américaine doit souvent commencer, même avec

les esprits les mieux disposés, par surmonter l'obstacle de ces désapprobations instinctives.

Sous cet angle, la topographie morale de nos partisans et de nos adversaires s'éclaire. Nous disposons, surtout dans les États de l'Est et dans les grandes villes de l'Ouest et du Sud, d'amitiés individuelles innombrables. Dans aucun autre pays, les sentiments d'admiration, d'affection pour la France ne s'expriment avec autant de sincérité, de dévouement, d'enthousiasme même, ni de façon plus délicate et plus touchante. C'est une amitié désintéressée, une attraction d'esprits cultivés, qui ne demande qu'à se manifester, sans arrière-pensée, sans désir de contre-partie.

Malheureusement, il ne s'agit pas d'un mouvement populaire : ces bonnes volontés restent individuelles, et les mauvaises volontés sont collectives. Il est trop évident que la civilisation anglo-saxonne, en tant qu'elle s'exprime dans des institutions, des groupes ou des doctrines, ne peut se sentir sœur de la nôtre. Ne nous faisons pas d'illusion, le premier réflexe du pasteur méthodiste ou baptiste est de condamner l'immoralité française ; le premier réflexe du commerçant, de s'irriter chez nous de certaines lenteurs ; l'impression superficielle du touriste quelconque, de regretter les ascenseurs qui vont vite, les téléphones qui marchent. Alors que l'armée britannique est revenue sincèrement francophile de la guerre et paraît l'être restée, il est troublant d'observer que l'armée américaine a rapporté de France des sentiments douteux, quelquefois pleins d'amertume, et que son retour a coïncidé, dès le printemps de 1919, avec la reprise, combien prématurée, de campagnes antifrançaises. La vérité est que, quand Américains et Français se rencontrent en groupes, ils ont peine à se comprendre parce qu'ils sont trop différents. Ce que nous avons [317] de meilleur échappe à l'observation hâtive d'un touriste de passage ; le raffinement véritable de notre civilisation, qui ne réside ni dans nos téléphones ni dans nos trains, échappe à des gens simplistes, plies à l'excès sur les commodités de la vie. Je ne suis pas de ceux qui croient qu'il suffit de montrer la France aux Américains pour la leur faire aimer.

À ces facteurs de mésentente, où l'incompréhension tient beaucoup plus de place que la mauvaise volonté, il faut ajouter celui des hostilités étrangères qui, aux États-Unis, s'exercent contre nous. On a beaucoup parlé de l'action allemande : elle est considérable, surtout dans le Centre-Ouest et l'Ouest, où les Allemands sont partout, si bien mêlés

au corps même de la nation qu'il est parfois difficile de les en distinguer. Mais peut-être la propagande anglaise est-elle, sans en avoir l'air, plus efficace encore, car elle n'apparaît même pas comme une intervention étrangère : sans avoir l'air d'y toucher, les Anglais, à certains moments, nous font un mal énorme auprès des Américains. Il ne faudrait pas croire que les groupes italiens, irlandais ou même canadiens français servent toujours notre cause : pour des raisons religieuses, si Rome nous condamne, ou bien par jalousie politique, il arrive que leur influence s'associe à celle de nos adversaires. On a, dans certaines circonstances, l'impression d'une concentration de malveillances prenant les Français pour cible, et nous n'y pouvons opposer que des individualités dispersées. Les éditoriaux des grands journaux, le choix des faits divers se rapportant à la France, les caractères français dépeints dans les romans ou à la scène, les allusions faites à notre pays dans les sermons ou les discours politiques révèlent, à ces mauvaises heures, une ambiance hostile. Il serait puéril de l'expliquer tout entière par une propagande organisée de nos ennemis, car elle répond certainement aussi à des courants spontanés de l'opinion.

Il s'agit en réalité de vagues, qui s'élèvent, puis passent, pour renaître ensuite après une phase intermédiaire de neutralité, de faveur ou même d'enthousiasme. L'atmosphère pénible qui règne depuis la guerre n'est nullement une nouveauté. [318] Au moment de l'Affaire Dreyfus, nous avons connu aux États-Unis l'une de ces campagnes de sévérité dirigées contre nous : le naufrage de la *Bourgogne,* s'ajoutant aux péripéties d'un procès trop célèbre, avait alors été l'occasion, le prétexte d'une sorte de débordement de colère, qui ne pouvait se contenir et paraissait aux témoins oculaires vraiment inexplicable. Vers 1904, l'entente cordiale, cause ou coïncidence, nous avait rendu, en même temps que les sympathies britanniques, celles des Américains. Et, pendant la guerre, ce n'est pas de sympathie mais d'enthousiasme qu’il faut parler pour évoquer, même faiblement, les sentiments qui furent ceux de toute l'Amérique pour notre peuple et notre cause. L'expression de cette admiration, que nous-mêmes jugions excessive et qui, du reste, fut sans lendemain, illustre ce que nous disions au début de ces remarques, à savoir que les rapports franco-américains sont de l'ordre affectif et dépourvus de sécurité. Il est difficile de construire, sur cette base, une politique solide. Mais, avec ce

rythme alterné de dispositions heureuses et maussades, on peut toujours espérer qu'on reverra des jours meilleurs.

Un fait en tout cas subsiste, c'est que l'Amérique a combattu contre l'Allemagne aux côtés de la France et, sans doute, dans l'esprit de la majorité de ses soldats, pour la France. C'est le sentiment qui a entraîné des millions d'hommes à travers l'Atlantique. Cependant, n'est-ce pas une raison autre que le sentiment qui, en 1917, a jeté la nation américaine, organisme politique, dans une guerre dont, trois ans et même six mois auparavant, elle ne voulait pas entendre parler ? On n'a pas pénétré l'essence des relations franco-américaines, ni surtout celles des relations anglo-américaines, tant qu'on n'a pas essayé de comprendre cette énigme.

Demandez aux Américains pourquoi ils ont fait la guerre, presque tous vous répondront que c'est par devoir : la cause des Alliés était juste ; ils l'ont reconnue telle et, sans intérêt personnel dans le conflit, sont venus à leur aide. Le peuple américain, dans sa pensée, a donc fait une croisade. L'explication a toute sa valeur pour les individus, qui conservent [319] pleinement le mérite des sentiments qui les ont fait agir. La France doit d'autant moins l'oublier que, si le facteur du pur sentiment a joué dans l'affaire, c'est assurément pour elle et non pour les Anglais.

Une cause directe d'intervention qui ne peut échapper, mais qui reste superficielle parce que liée aux circonstances, c'est que le gouvernement de Washington, poussé à bout par les provocations répétées de l'Allemagne sur mer, a fini, comme en 1812 avec l'Angleterre, par ne pas les tolérer davantage. Après avoir protesté bien des fois qu'il allait intervenir, un moment est arrivé où, sous peine de perdre la face, il fallait le faire. Il y a une certaine atteinte à la liberté des communications océaniques que les États-Unis, même ceux du XIXe et à plus forte raison ceux de XXe siècle, ne peuvent pas accepter.

Aux heures décisives cependant, les nations n'agissent pas sans un intérêt politique profond. De ce point de vue, ce n'est ni pour la France, ni pour la Belgique que l'Amérique, a pris les armes. C'est, par solidarité, pour l'Angleterre. Plus exactement, c'est pour le maintien dans le monde, avec une position d'hégémonie, de la civilisation anglo-saxonne, commune aux Anglais et aux Américains. L'extension hors d'Europe de l'hégémonie germanique, basée sur d'autres principes

et d'autres méthodes, eut signifié pour les États-Unis la rupture d'un système économique mondial dont ils considèrent le maintien comme essentiel. Ils ont estimé qu'il valait la peine de faire la guerre pour le défendre.

Cette explication cadre exactement avec l'intérêt économique américain, tel que nous avons tenté de le préciser dans la deuxième partie de ce livre. Elle ne diminue en rien le mérite d'un dévouement qui s'est cru entièrement désintéressé. Elle éclaire aussi l'attitude des États-Unis après la guerre. Quand le matador a planté son épée jusqu'à la garde dans le dos du taureau, il s'écarte, son but atteint. De même, une fois l'Allemagne contenue en Europe par un vigoureux coup d'arrêt, le programme mondial de défense anglo-saxonne était réalisé. Le Continent, dès lors, perdait beaucoup de son intérêt : domaine [320] d'interventions financières ou philanthropiques, il reprenait, dans les préoccupations américaines, sa place véritable, qui est secondaire. Depuis l'armistice, la seule collaboration de large portée avec une puissance européenne a été la collaboration anglo-américaine, soit pour partager avec l'Empire britannique la défense ethnique des blancs dans le Pacifique (conférence de Washington), soit pour aider la Cité à restaurer la livre sterling à son rang de monnaie internationale, associée et non pas rivale du dollar. Le concours financier accordé aux Allemands au lendemain du plan Dawes n'a par comparaison qu'une importance réduite.

Pour le reste, les États-Unis se sont en somme récusés. Ils prennent surtout bien garde que l'Europe ne puisse en aucune façon se prévaloir vis-à-vis d'eux d'une solidarité quelconque ; ils renient, dans le souvenir de la grande guerre, tout ce qui pourrait légitimer pareille conclusion. Quand il s'est agi de signer le pacte de la Société des Nations, le peuple américain a reculé, épouvanté. Quand l'heure du règlement des dettes interalliées est venue, l'évocation de la grande œuvre accomplie en commun sur les champs de bataille a été froidement écartée, comme on écarte d'un comptoir les documents inutiles à une liquidation d'intérêts.

Que de fois n'ai-je pas eu cette conversation, toujours la même : « Mais enfin, nous avons été alliés ? Pardon, nous n'avons pas été alliés, simplement associés. Cependant, nous avons lutté en commun pour une cause qui nous était commune ? Non, jamais le peuple américain n'a eu avec les Alliés de cause commune : il est venu à leur aide

parce qu'il pensait qu'ils avaient raison ; son devoir est encore de s'assurer qu'ils font de la victoire un usage conforme à la justice ». L'erreur des Français, depuis l'armistice, a été de penser qu'ils pouvaient faire appel, dans les discussions pratiques, à des sentiments de camaraderie qui ont été un moment de l'âme américaine. Ils se croyaient en présence d'alliés, ils n'ont plus trouvé que des juges, faisant pleuvoir leur impartialité sur les vainqueurs comme sur les vaincus.

[321]

Nous nous sommes demandé plus haut si l'on peut asseoir un équilibre solide sur des relations commerciales et financières ne comportant pas de réciprocité. Du moment que la majorité des Américains ne veulent pas admettre avoir bénéficié de l'effort militaire allié, notamment français, cette négation de l'égalité morale entre anciens combattants vient vicier aussi les relations politiques.

[322]

Troisième partie.
Les attitudes politiques

Chapitre XXV

LES ÉTATS-UNIS
ET LES RACES JAUNES.

Retour à la table des matières

À la différence des problèmes européens, ceux du Pacifique saisissent directement les États-Unis. Chinois et Japonais, dans le Far West, adhèrent à leur chair, imposent leur présence à l'attention comme un dangereux ferment ; on sent qu'ils sont l'écume d'une marée qu'il faut à tout prix contenir. Ainsi se trouve posée, sous une forme élargie qui déborde la politique elle-même, l'immense question du contact entre les deux branches les plus puissantes de l'espèce humaine. Beaucoup plus brutalement que l'Europe, qui ne devient Asie que par transitions insensibles, l'Amérique est là sur une frontière mondiale. Quand, à San-Francisco, du haut de *Cliff House,* on domine vers l'Ouest un infini bleu d'océan, l'impression est grande : c'est un abîme qui s'ouvre, la fin, sans préparation, du domaine propre des blancs ; tout ce qui est au delà, il le leur faut désormais partager ou défendre. Voilà ce qu'éprouve la Californie et ce que le vieux continent, hypnotisé dans ses querelles intestines, ne peut pas comprendre. Essayons-le pourtant, de crainte d'être dépassés en nous attardant aux nationalités, quand d'autres commencent à penser sous l'angle de la race.

Du point de vue intérieur, la question jaune est presque exclusivement californienne, mais ses répercussions sont internationales, en

quoi elle se distingue fondamentalement de l'impasse nègre, qui, dans le Sud, n'est qu'un tête-à-tête.

Si l'accès avait été ouvert sans limite aux Asiatiques, il est vraisemblable que les rivages américains du Pacifique ne [323] fussent pas demeurés pays de race blanche : la direction fût toujours restée occidentale, mais tout l'étage inférieur main-d'œuvre, culture, petit commerce eût été accaparé par les exotiques, et cette société de structure composite n'eût pu se classer qu'en marge du domaine ethnique de l'Occident. Si même dans l'avenir supposition gratuite mais possible l'Asie devenait assez forte pour imposer aux États-Unis la libre entrée de l'humanité extrême-orientale, il est infiniment probable que l'invasion, amorcée puis tarie, recommencerait. Les races, dans cette partie du monde, ne sont pas à l'état d'équilibre ; la solution actuelle, inférieure et unilatérale comme en Australie, ne peut être considérée comme définitive internationalement : et c'est pourquoi il subsiste une inquiétude, le sentiment inconfortable d'un problème qui pourrait quelque jour se poser de nouveau

À l'origine et dans la vie de chaque jour, il s'agit d'une jalousie économique de l'ordre le plus terre à terre. Sur des terres nouvelles, qu'il s'agit de mettre en valeur, l'employeur est trop heureux d'avoir à sa disposition des travailleurs exotiques : pour une foule d'occupations il les préfère aux immigrants d'Europe, surtout aux Américains d'origine, dont le rendement est sans doute supérieur mais qui sont chers et parfois difficiles à manier. Le coolie chinois notamment est un outil merveilleusement commode, le « bœuf humain par excellence », comme on a dit ; avec lui le facteur strictement humain disparaît du contrat de travail : cette main-d'œuvre s'achète comme une marchandise, en bloc ou par paquets. Quel patron, surtout pour les gros travaux, ne désirerait s'en servir ?

Voilà le début, peut-être l'essence même du péril jaune. Qu'il s'agisse d'une exploitation agricole, d'une mine ou même d'une usine, l'Américain est à la longue évincé, si une législation arbitraire ne le protège pas, parce que l'avantage de son compétiteur est écrasant. Celui-ci ne l'emporte pas parce qu'il est meilleur, ni parce que sa technique est plus efficace (c'est le contraire qui est vrai), mais parce qu'il peut faire son [324] ouvrage à un salaire qui ne suffirait pas au blanc pour vivre : son *standard of living* lui permet d'offrir ses bras, sinon toujours à bas prix du moins toujours à moindre prix ; adapté pour

survivre et même pour prospérer dans des conditions médiocres, il supporte, il accepte des journées de travail excessives, un logement rudimentaire, une absence totale de confort. Suivant l'expression tragique et quasi intraduisible de Lafeadio Hearn, *Asia can underlive Europe.*

Si l'ouvrier de race blanche lutte à armes inégales, c'est parce qu'il se meut, à la vérité, sur un plan différent. Il est supérieurement équipé pour la production, mais seulement dans certaines conditions, en dehors desquelles son rendement normal ne joue pas ; bénéficiant d'une longue évolution de progrès matériel, mais aussi prisonnier de ce progrès, il lui faut une habitation saine, une atmosphère hygiénique, une alimentation solide, du confort, des loisirs ; tout cela, qui est superflu pour son rival, lui est essentiel, et c'est après tout ce que nous appelons la civilisation. C'est pour défendre cette conquête qu'il exige un salaire dont le minimum reste fatalement élevé, faute de quoi son statut social déclinerait. On voit que c'est le niveau même de la civilisation qui risque d'être remis en cause par la coexistence, sur le marché du travail, de deux catégories de main-d'œuvre ethniquement différentes : si le recrutement est libre, c'est, en fin de compte, la plus pauvre qui, se révélant la plus apte à la survivance collective, reste seule. On voit alors les couches inférieures de la population changer de caractère, des professions entières échapper à la race du type supérieur ; un beau jour celle-ci n'est plus chez elle qu'à titre de garnison dans une terre devenue étrangère.

Pareille évolution était fatale en Californie si la société blanche ne s'était pas défendue. Il n'est pas dit que certaines productions n'en eussent pas bénéficié : peut-être les planteurs seraient-ils plus riches ; peut-être aussi certaines cultures, peu rémunératrices dans les conditions présentes, le fussent-elles devenues. Mais l'avenir de la race blanche dans cette partie du monde était compromis. Nous avons montré [325] que semblable danger ne se réalise pas, bien que sa menace s'esquisse, avec les immigrants de l'Europe orientale, parce que la voie de l'assimilation leur reste ouverte. Si cette voie se ferme, ce qui est le cas pour les jaunes, le régime de caste tend très vite à se figer ; dès que le courant salubre de l'assimilation ne circule plus de bas en haut dans la société, celle-ci perd, avec son unité, sa santé morale.

Une répercussion secondaire, de nature politique, survient alors très vite. Quand il n'y a pas unité de race, l'unité de lois devient diffi-

cile, il faut renoncer au rêve d'une société démocratique ne contenant que des égaux : un départ se fait entre des citoyens et des ilotes. La mentalité de la section blanche comme on l'a vu dans le Sud se trouve inévitablement transformée : elle devient aristocratique, exclusive. Mais la section inassimilée, surtout si elle provient de pays civilisés, risque de constituer, comme le ferait un corps étranger dans l'organisme, un ferment dangereux : une classe d'*uitlanders,* comme on disait autrefois au Transvaal, peut se former, demandant des droits politiques, capable de miner sourdement l'unité de la nation.

C'est enfin l'intégrité physique de la race qui peut se trouver compromise par un contact trop intime. L'exemple des États du Sud est trop proche pour ne pas faire réfléchir. Les riverains du Pacifique redoutent que la semence d'une humanité jaune, une fois introduite, ne puisse plus être limitée dans son développement. De même qu'en Australie est ainsi née une sorte de religion de la race, dont on défend la pureté comme un dépôt sacré. Toutes les sociétés anglo-saxonnes, surtout hors d'Europe, semblent aujourd'hui imbues de cette doctrine, mais elle acquiert, chez les Californiens, la force d'une passion ; ils considèrent que le pouvoir de déterminer eux-mêmes leur structure politique et sociale ne signifie rien s'ils ne sont maîtres en même temps de contrôler la sélection humaine qui constituera l'étoffe même dont ils seront faits. À ce degré, la défense ethnique n'est plus du seul domaine de l'intérêt mais ébranle les [326] émotions les plus intimes et risque de déchaîner la plus dangereuse démagogie.

Deux vagues jaunes ont, en trois quarts de siècle, menacé les États situés à l'ouest des Montagnes Rocheuses, et toutes deux ont été arrêtées par le seul procédé qui se soit, à la longue, révélé pratique, l'établissement d'une digue colmatée. Tant que cette digue peut être maintenue étanche, le péril sérieux est conjuré. Mais on aurait méconnu la situation véritable si l'on perdait de vue que l'équilibre des masses humaines ainsi obtenu résulte d'une construction politique, c'est-à-dire artificielle.

De même qu'en Australie, c'est par la découverte de l'or que les Chinois se trouvent, les premiers parmi les Asiatiques, attirés en Californie, vers 1850 : 25 000 en 1852, 35 000 en 1860, ils sont au maximum 10 7000 en 1890. Pacifiques, faciles à vivre, complaisants, ils sont d'abord accueillis avec faveur dans un pays neuf, vide, en voie rapide de développement, où chacun est trop content de les avoir.

Mais dix ans ne se sont pas écoulés que la jalousie naît : on leur reproche d'avilir les salaires, d'être différents dans leurs mœurs et dans leurs vices, surtout c'est l'argument demeuré décisif d'être inassimilables. Alors commencent des mesures d'exception qui ne cesseront plus : par les traités de 1868 et 1880 le gouvernement se réserve de limiter leur immigration ; à partir de 1870, la naturalisation leur est refusée ; une législation de 1882, renouvelée ensuite de décade en décade, interdit radicalement l'entrée des coolies chinois. A partir de 1890, l'effet de cette politique se fait sentir : de 107 000 en 1890, les Chinois tombent à 90 000 en 1900, à 62 000 en 1920. L'objectif visé a donc été atteint et, à la lumière d'une expérience de soixante-quinze ans, il est permis de porter un jugement sur l'attitude adoptée.

Dès l'instant qu'on refusait la fusion entre les blancs et les jaunes, ou du moins que cette fusion apparaissait impossible, il ne pouvait qu'être dangereux de laisser se constituer un bloc ethnique hétérogène. Admis sans restrictions, les Chinois eussent provoqué, dans cette partie des États-Unis, le pendant de la question nègre. La crise eût été moins apparente, parce [327] que la répulsion physique est peut-être moindre ; au fond elle eût été plus grave, parce que le Chinois est plus civilisé, que sa concurrence est plus pressante, qu'avec lui la source de l'immigration demeure intarissable. Maintenant que le danger, du moins immédiat, a disparu, on peut faire une sorte de ventilation dans les sentiments américains, distinguer dans cette hostilité ce qui était crainte économique de ce qui n'était que simple aversion. Or, depuis qu'il n'est plus considéré comme un péril ou une menace, le Chinois c'est singulier à dire mais strictement vrai est devenu populaire : on oublie les vices affreux dont on le déclarait coupable, on vante ses vertus, son bon caractère, ses mœurs pacifiques ; les boniments des guides qui font voir *Chinatown* à San-Francisco sont uniformément sympathiques : je crois que Cook et ses émules feraient venir des Chinois plutôt que d'en laisser disparaître l'espèce.

Ce n'est du reste pas seulement dans la métropole californienne qu'on peut observer cette bonne volonté : contre les ambitions japonaises ou autres, le gouvernement américain se fait le champion de l'indépendance chinoise ; les missionnaires considèrent avec bienveillance cet immense pays qu'ils espèrent gagner à la foi protestante et à la civilisation américaine. Les événements ont donc prouvé qu'à petites doses la présence du Chinois, même inassimilé, est acceptable. Il

s'assimile du reste, beaucoup plus qu'on ne le dit : ses salaires s'adaptent au niveau général, il adopte les mœurs ambiantes, il ne voudrait plus vivre comme on vit en Chine ; *Chinatown,* en somme, n'est plus guère qu'une curiosité.

La question japonaise, dont l'évolution est moins avancée, soulève plus d'amertume. En 1890, il n'y avait encore que 2 039 Japonais aux États-Unis ; comme, à ce moment, le nombre des Chinois commençait à diminuer, un appel de Nippons se produisit spontanément pour les remplacer ; puis, après l'annexion d'Hawaï en 1898, beaucoup de Japonais hawaïens passèrent sur le continent américain. La colonie japonaise, qui ne comprenait que 24 000 membres en 1900, s'est élevée en 1920 à [328] 111 000, dont 93 000 dans les trois États riverains du Pacifique et 72 000 rien qu'en Californie.

Les Japonais, en Californie, commencent par être coolies ; puis, très vite, on les retrouve ouvriers qualifiés, petits marchands, petits fermiers, propriétaires terriens. Ce sont des colonisateurs : on imagine très bien qu'ils pourraient, en quelques décades, si aucune loi ne les arrêtait, remplir, accaparer tout un pays. Dès 1904, la Californie s'inquiète, une « agitation » réclame l'extension à ces nouveaux venus des lois d'exclusion qui arrêtent les Chinois ; en 1906, le *Board of education* californien demande aux Japonais d'envoyer leurs enfants dans les écoles spéciales réservées aux jaunes. C'est le mouvement antichinois qui recommence, reproduisant successivement toutes ses phases.

Mais, cette fois, intervient un aspect politique, qui avait fait défaut dans le cas de la Chine. En 1905, les Japonais, vainqueurs de la Russie, deviennent une puissance de premier ordre en Extrême-Orient. D'abord sympathique, l'opinion américaine, quand elle s'en aperçoit, se retourne subitement : le Japonais n'apparaît plus comme un homme de progrès luttant contre le Russe arriéré, mais comme un immigrant suspect, soutenu par un gouvernement ambitieux. Par là le problème déborde sur un terrain où jamais la controverse chinoise ne s'était aventurée. Le peuple japonais en effet est susceptible et orgueilleux, il ne veut surtout pas être confondu avec les autres Asiatiques : c'est un point de vue que les Américains sont longs à comprendre, et lis finissent toujours par faire comme s'ils ne l'avaient pas compris. Le gouvernement fédéral, qui juge les choses sous l'angle politique, connaît cet aspect de la difficulté ; mais la Californie, directement intéressée, ne voit qu'un exotique qu'il faut exclure. Le côté délicat de la querelle,

c'est que la politique intérieure y réagit constamment sur la politique étrangère.

En 1924, les Japonais établis en Californie sont, aux deux tiers, des cultivateurs ; le reste se compose de petits commerçants, de domestiques, de membres des professions libérales. C'est donc à la campagne, en particulier sur certains points où ils se concentrent, que leur établissement se fait sentir comme [329] une menace. En 1919, sur 3 893 000 acres de terres arables en Californie, 458 000 acres sont en leur possession ; mais, dans certains comtés (San Joaquin, Colusa, Placer, Sacramento), ils ont la majorité des terres ; certaines récoltes sont monopolisées par eux : ils cultivent par exemple 89% du céleri, 83% des asperges, 79% des semences, 76% des oignons, 66% des tomates, 64% des cantaloups, 50% des betteraves. Leur procédé d'envahissement est classique : ils éliminent d'abord les ouvriers agricoles de race blanche par des offres irrésistibles de bas salaires ; puis, une fois restés seuls comme main-d'œuvre, ils relèvent peu à peu leurs exigences ; réduisant enfin par la grève l'employeur à l'impuissance, ils prennent sa place, louent ou achètent sa ferme. Un beau jour, dans un comté, les blancs s'aperçoivent qu'ils ne sont plus la majorité : des Japonais ont surgi partout, un grouillement de bébés nippons remplit les maisons, l'atmosphère a changé.

Pour le fermier américain, qui reste isolé au milieu de cette population étrange, il ne faut pas se dissimuler que la concurrence est difficile, quasi impossible, parce qu'en dépit de tout le machinisme du monde, le rendement penche du côté de l'intensité de l'effort, qui n'est pas la même des deux côtés. La description suivante, écrite par un témoin, fait presque peur : « L'Américain qui ressent le péril jaune de la façon la plus aiguë, c'est le petit fermier indépendant, celui qui exploite cent ou deux cents acres, sur lesquels il vit ou fait vivre sa famille... Ses voisins américains travaillent dix ou douze heures par jour tout au plus ; ils envoient leurs enfants à l'école la plus grande partie de l'année, encore qu'en Californie on soit occupé aux champs toute l'année, à cause du climat ; les femmes entretiennent la maison, élèvent quelque volaille, mais elles ne participent que rarement au labeur des champs, sauf au moment de la moisson, quand il y a absence de bras ; la famille se repose le dimanche toutes les fois que c'est possible. Dans ce milieu surgit un Japonais, adroit et économe. Pendant un an ou deux, il travaillera comme employé de ferme, en partie pour accu-

muler quelque argent, surtout pour découvrir la qualité et les [330] possibilités du sol dans le district. Finalement il louera quelque pièce de terre : alors apparaîtront femmes et enfants, et souvent une petite armée d'amis appartenant à sa race ; et voici que tous ces gens se mettent à travailler sur un rythme qui ahurit, épouvante nos bons Américains : quatorze heures, seize heures, dix-huit heures même par jour (c'est un horaire qui s'observe fréquemment dans les fermes japonaises) ; et il ne semble pas que les Japonais en souffrent dans leur santé ; ils paraissent appartenir à une race sélectionnée à travers les siècles par une ardente compétition pour soutenir une pareille tension [41]. »

Ces lignes très simples évoquent, dans toute sa précision, le péril jaune. Il ne s'agit pas d'une concurrence ordinaire, puisqu'il ne saurait être question pour le blanc de suivre son rival sur le terrain choisi par celui-ci : à supposer même que physiquement il y réussisse, il ne le ferait qu'en renonçant à son niveau de civilisation. À quelque endroit que l'on considère cette rivalité, que ce soit en Californie, en Australie ou dans les îles du Pacifique, elle se présente sous ce même aspect d'une concurrence économique aboutissant à une substitution ethnique. Si donc le blanc n'est pas protégé, il sera évincé. Toute une législation californienne a essayé cette défense : une loi de 1913, une autre de 1920 (celle-ci d'initiative populaire), ont interdit aux Japonais de posséder la terre, mais de nombreux subterfuges leur permettent de s'y établir quand même ; puis, par imitation des lois de *mis génération* du Sud, le mariage avec les personnes d' « origine mongole » a été déclaré illégal, non seulement en Californie, mais dans la plupart des États du Far West (Californie, Oregon, Nevada, Montana, Utah, Arizona) ; une jurisprudence bien établie refuse d'autre part la naturalisation aux Japonais. On vise, par toutes ces mesures, à les maintenir en marge de la société : ils peuvent vivre en Amérique, y prospérer et s'y plaire, mais ils y sont réduits à l'état de caste, mis dans l'impossibilité légale de se fondre, alors même qu'en fait ils s'en montreraient capables.

[331]

Ces remèdes intérieurs contre l’inondation extrême-orientale sont insuffisants ; la seule défense efficace, c'est d'en tarir la source. La Californie, qui en a conscience, a toujours souhaité, contre les Japo-

---

[41] W. T. Phkin, *Must we fight Japan ?,* p. 205.

nais, une loi d'exclusion analogue à celle qui frappe les Chinois. Pour tenir compte de la susceptibilité japonaise, le gouvernement américain avait négocié, en 1907, le *gentleman's agreement,* en vertu duquel le Japon conservait le droit de donner des passeports à ses nationaux pour les États-Unis, mais s'engageait à ne pas user de l'autorisation pour les coolies, manœuvres ou gens travaillant de leurs mains : l'immigration se trouvait de la sorte limitée à quelques individualités, peu dangereuses dans la concurrence économique. À mesure toutefois que le pays, dans son ensemble, s'orientait vers la conception d'une Amérique fermée, gardienne jalouse de son intégrité ethnique, les points de vue du radicalisme californien l'emportaient sur la prudence fédérale. On peut suivre les étapes de cette transformation : c'est la loi de 1917, qui introduit dans la législation le principe de l'exclusion des immigrants originaires du continent asiatique ; c'est, à la conférence de la paix, le refus américain d'appuyer la proposition japonaise contre « toute distinction de droit ou de fait basée sur la race ou la nationalité » ; c'est enfin la loi d'immigration de 1924 qui, renonçant à tout ménagement, interdit complètement l'immigration asiatique, Japon compris, par exclusion totale des races non admises à la naturalisation.

Préoccupé d'adoucir une mesure qui risquait de blesser une susceptibilité toujours sur ses gardes, le gouvernement de Washington eût à la rigueur accepté d'appliquer, en l'espèce, le régime des quotas : il n'eût ainsi laissé pénétrer que 146 Japonais par an ! Mais la Californie, qui veillait, ne s'est déclarés satisfaite qu'après avoir obtenu la solution de principe qu'elle réclamait : pas d'immigration pour les races inassimilables. La doctrine est claire : on a signifié à tous les Asiatiques que c'est une affaire, non de diplomatie mais de souveraineté, qui doit se régler non par traité mais législativement.

Le bon sens japonais a compris et même admis la raison de [332] cette exclusion ; ce que l'orgueil japonais n'a point pardonné, c'est d'avoir été classé, dans une commune interdiction, avec les autres peuples de l'Asie. Le Chinois, ce civilisé de trente siècles, n'a pas besoin de notre considération ; il dédaigne, de notre part, soit l'éloge soit le blâme, ce qui n'est pas sans grandeur. Le Japonais, ce parvenu, veut une reconnaissance diplomatique spéciale ; pour lui, tout cela est surtout affaire de statut, et c'est en méconnaissant cette susceptibilité qu'on l'a, bien gratuitement, blessé d'une humiliation qui persiste.

Mais maintenant que la porte est fermée, le problème japonais suit, à l'intérieur des États-Unis, la même évolution que jadis le problème chinois. Une opinion publique nerveuse continue de redouter la présence de cent mille exotiques, dont la natalité dépasse bien des fois celle des blancs : on oublie trop que l'atmosphère américaine est fatale aux familles nombreuses. Puis, la colonie japonaise prend rapidement le costume, la langue, les mœurs des Américains ; les enfants, nés aux États-Unis, deviennent citoyens, se considèrent eux-mêmes comme des Américains. Même s'ils ne s'assimilent jamais, le péril n'est-il pas conjuré depuis qu'ils ne peuvent plus pénétrer en grand nombre ? Et de ce fait, la rancune contre eux commence de s'atténuer ; on ne les aime pas, mais l'affaire a perdu son venin.

Ces problèmes, bien minces en eux-mêmes, ne sont pas ce qu'ils paraissent d'abord, de la politique intérieure : ils soulèvent au contraire la politique extérieure de la race blanche elle-même. La Californie, de ce point de vue, est un avant-poste. Par elle, sur son revers occidental, l'Amérique s'ouvre à des préoccupations dont le centre de gravité est à l'opposé de l'Europe et qui, avouons-le, en dépit de solutions locales, restent pressantes. Du côté du Pacifique, tout ce que les États-Unis ont réussi à faire l'Australie n'a pas fait davantage c'est de tracer une frontière, de l'armer et de la défendre. Les conséquences politiques sont nombreuses et complexes.

[333]

Troisième partie.
Les attitudes politiques

Chapitre XXVI

LES ÉTATS-UNIS, LEADER DE LA RACE BLANCHE ?

Retour à la table des matières

Les contacts que nous venons de décrire mettent en présence moins des États que des civilisations ; il s'agit de niveaux humains qui ne s'ajustent pas : crise ethnique et sociale plus que politique. Notre façon habituelle de juger, sous l'angle diplomatique et militaire, se révèle ici trop étroite ; si nous voulions nous y tenir, elle risquerait de nous induire en erreur.

Le peuple américain est accoutumé à un *standard of living* élevé, ce qui l'empêche d'avoir beaucoup d'enfants, tend à rendre sa production coûteuse à la longue et détruit toute commune mesure entre ses salaires et ceux des autres pays : il lui est possible de maintenir ces avantages, parce que son territoire est immense, à l'abri des invasions armées ou pacifiques, et parce que la densité de la population y demeure infime. Sur la rive d'en face, l'Asie cumule ces caractéristiques, en apparence inconciliables : une forte natalité, un train de vie extrêmement modeste, un degré de civilisation avancé. L'appel des races jaunes est fatal vers les terres riches et vides comme la Californie. Se ferment-elles, on a encore l'impression qu'elles demeurent au-dessous du niveau de la mer humaine qui menaçait de les submerger. Ainsi

s'ouvre une question du Pacifique, chapitre du péril jaune, dans laquelle le front américain est immédiatement menacé.

La Californie, l'Oregon, le Washington ne sont pas seuls à subir cette pression humaine. Elle s'exerce également, tout autour du Pacifique, sur les territoires de vaste superficie et [334] de faible population que la race blanche a colonisés. Or, sans qu'il y ait eu concert, la réaction spontanée a partout été la même : ces territoires se sont entourés de barrières contre l'immigration exotique. La Colombie britannique n'a pas eu de cesse qu'elle n'ait obtenu du gouvernement fédéral canadien le droit de fermer sa porte ; l'Australie, la Nouvelle-Zélande ont, depuis longtemps, une législation draconienne leur permettant d'exclure arbitrairement tous les Asiatiques. Tous ces pays anglo-saxons ont, de la sorte, affirmé qu'ils entendaient rester de civilisation blanche. Si le *statu quo* peut être maintenu, leur destinée ethnique est réglée : c'est la même évolution qu'en Californie.

Mais, dès qu'on s'éloigne des continents massifs de l'Australasie ou de l'Amérique pour arriver aux archipels du Pacifique, la race blanche perd l'avantage. Maîtresse politiquement, elle ne l'est plus dans le domaine ethnique. Non seulement elle n'a peuplé aucune des îles du grand Océan, mais elle n'a même pas su y défendre, contre l'invasion jaune, les populations locales. Dans les Iles Hawaï, en 1850, les Polynésiens étaient 67 000 sur une population totale de 70 000 habitants ; en 1924, sur 307 000 habitants, ils ne sont plus que 21 000 ; à côté d'eux ont apparu 21 000 métis, 125 000 Japonais, 25 000 Chinois, 40 000 Philippins, 27 000 Portugais, 34 000 Américains (dont 15 000 soldats et marins). Qu'est-il arrivé ? Justement ce que la Californie a toujours redouté : le germe de la race jaune, une fois introduit, n'a plus pu être contrôlé dans son développement, et l'on se trouve tête à tête avec une majorité d'Asiatiques, qu'il est trop tard pour exclure, cependant que les autochtones, frêle paravent, ne suffisent plus à masquer ce dangereux voisinage.

Il résulte de cette double expérience que les colonies de peuplement, situées en climat tempéré, loin de l'Extrême-Orient, ont pu se constituer en sociétés ethniquement autonomes, par l'exclusion des exotiques. Par contre, dans les colonies d'exploitation, de climat tropical et de populations autochtones faibles, il a été difficile de contenir la race jaune [335] à son rang : une fois admise, elle a pullulé par sa puissance prolifique et prospéré par son génie du travail.

C'était donc avant que l'adversaire ne fût dans la place qu’il fallait se défendre contre lui. Dans le Pacifique, la séparation du domaine des blancs et des jaunes dépend véritablement du tracé des zones qui sont interdites à la pénétration pacifique de ces derniers : la frontière ethnique qui protège la Californie, l'Australie, la Colombie britannique est basé tout entière sur les lois d'immigration. Mais elles nécessitent la souveraineté de celui qui les édicté ; puis, on ne saurait s'y tromper, elles ne sont efficaces, elles ne sont même applicables qu'autant que ceux qui les font sont en mesure d'en imposer l'application à ceux qui en pâtissent. C'est, en dernière analyse, une question de force : diplomatique si le prestige l'escompte, militaire s'il faut la montrer.

L'une des orientations les plus importantes qui se soient manifestées depuis quelque vingt ans dans cette partie du monde, c'est qu'il se dessine une politique commune entre les pays anglo-saxons possédant une façade sur le Pacifique. Ils ont fini par se rendre compte que les questions essentielles pour eux sont les mêmes et que, sur ces questions, leurs intérêts et leurs points de vue se rencontrent. Il n'est, pour aucun d'eux, de programme plus vital que la défense du front commun de la race blanche. Leurs procédés pour la pratiquer sont les mêmes et s'imitent mutuellement : sur leurs territoires, c'est l'exclusion ; au dehors, c'est de contenir les jaunes assez loin pour qu'une interposition de bases militaires ou de races intermédiaires formant tampon demeure possible. Dans cette conception, particulièrement consciente chez les Australiens, mais qu'au fond la Californie partage, le point de vue ethnique est si décisif qu'il tend subrepticement à prendre le pas sur le point de vue politique lui-même : il s'agit de protéger cette chose essentielle qu'est une manière de vivre, un niveau matériel d'existence, une civilisation. Aucun Australien, aucun Californien ne vous dirait peut-être que c'est plus important que l'*Union Jack* ou la bannière étoilée : peut-être un instinct [336] profond le lui ferait-il penser. C'est ce qui fait la grande portée de la doctrine de « l'Australie blanche » *(White Australia),* symbole d'une manière de voir qui dépasse l'Australie. « *White Australia,* déclare un écrivain des antipodes, ce n'est pas une théorie politique, c'est un évangile ; cela compte plus que la religion, plus que le drapeau, parce que le drapeau flotte sur des citoyens britanniques de toutes couleurs ; plus que l’Empire, parce que l’Empire est en majorité noir, brun ou jaune, en partie païen, polygame... et

même cannibale. La doctrine de la *White Australia*, elle est basée sur la nécessité de choisir entre l'existence et le suicide [42]. »

Il faut avoir respiré cette atmosphère de crainte vague et persistante, susceptible de donner naissance à toutes les obsessions, pour se rendre compte que ces lignes, excessives et paradoxales sans doute, répondent pourtant à l'existence d'un sentiment latent. Le fait qu'un péril supérieur puisse menacer, au delà du drapeau, la race et la civilisation qu'il symbolise, a pour effet de provoquer une sorte de démembrement de la notion politique. Il y a donc quelque chose de supérieur à la patrie, telle qu'elle s'exprime dans le cadre politique d'une nation ? Il paraît impie même de suggérer l'idée, et l'on se verrait sans doute vertement contredire si l'on parlait ainsi en Australie ou au Canada. Il ne saurait cependant nous échapper qu'un déplacement dans la hiérarchie des loyalismes s'opère obscurément dans certains Dominions.

Ces remarques, notons-le, ne s'appliquent qu'aux pays anglo-saxons du Pacifique, qui tiennent de leur commune origine britannique un sens averti des différences de races et sont portés à envisager ces questions très au sérieux, considérant le mélange des sangs comme une inconvenance et comme un scandale. Dès qu'on sort des pays de langue anglaise, le point de vue change : ni le Mexique, ni l'Amérique du Sud ne pratiquent le même exclusivisme ; les jaunes y sont accueillis, parfois attirés ; les races n'y connaissent pas de limites précises ; [337] il serait bien excessif de dire qu'on s'y trouve dans un domaine incontesté de la race blanche. Est-il sûr que, dans un conflit entre les Américains et les Japonais, les Latins du nouveau monde prendraient parti pour les premiers ?

Le lien de solidarité ethnique qui tend à se constituer entre les riverains de l'Océan Pacifique est donc strictement limité aux États-Unis et aux Dominions britanniques. Nous les avons montrés, plus haut, engagés dans une évolution d'activité économique si analogue qu'il est parfaitement logique qu'ils soient tentés de s'appuyer les uns sur les autres. Ce n'est pas que le sentiment politique les y incite ; il faut au contraire, pour se rapprocher, qu'ils surmontent, à cet égard, des préventions. Les Australiens et les Néo-Zélandais n'éprouvent traditionnellement pour les Américains aucune instinctive amitié : jalousie de parents plus pauvres, étroite tradition britannique dans les mœurs,

42 Cité par J. F. Abbott, *Japanese expansion and american policys.*

loyalisme sans réserve à l'Angleterre. Cependant, à mesure que le péril jaune s'est précisé davantage pour cette petite colonie de six millions de blancs, perdus au bout du monde dans un isolement à la vérité effrayant, il est certain que la puissance américaine a tendu à leur apparaître sous un autre jour. À un moindre degré, une évolution psychologique analogue s'est produite en Colombie britannique, peut-être dans le Canada tout entier.

Si l'on osait dire ce que personne n'avoue mais ce que beaucoup de gens pensent, ou simplement ressentent presque inconsciemment, voici quel serait à peu près l'état d'esprit qui se dessine. L'Australie, le Canada, les Dominions du Pacifique en général comptent sur la puissance britannique pour les défendre éventuellement contre un agresseur asiatique ; mais, nuance délicate et sans doute nouvelle, ils estiment que leur sécurité dépend encore d'une autre condition : la collaboration, dans ces régions, de la race blanche tout entière, pour la défense de la civilisation occidentale. Voilà pourquoi les Australiens, les Canadiens aussi (mais ceux-ci pour beaucoup d'autres raisons), tiennent si instamment à [338] demeurer en bons termes avec les États-Unis et ne conçoivent même pas, dans le Pacifique, un équilibre qui ne comporterait pas leur accord. M. Hughes, alors qu'il était premier ministre de la fédération australienne, a résumé dans une simple phrase toute cette politique en déclarant : « Je salue avec joie chaque vaisseau de guerre américain mis en chantier ». Cela revient à dire que, pour l'Australie, qui a besoin d'un protecteur statutaire, l'Amérique est un protecteur de rechange. Quant au Canada, il sait bien que la protection américaine est pour lui la première, parce que jamais les États-Unis ne toléreraient la moindre atteinte à son intégrité territoriale ou à son statut ethnique ; la garantie dont il bénéficie de ce fait, sans avoir même à compter sur l'Angleterre, est complète. Lorsque certains hommes d'État canadiens déclarent à l'Europe « militariste » qu'ils ont éliminé, chez eux, la force comme facteur de défense, peut-être n'analysent-ils pas avec suffisamment de réalisme les conditions véritables de la sécurité canadienne, qui repose essentiellement sur la force d'un puissant voisin.

Une attraction, qui n'est pas sans péril, s'esquisse ainsi. Elle ne se marque par aucune diminution de loyalisme envers la couronne britannique ; mais le fait de cette communauté d'intérêts ou simplement de points de vue, entre les Dominions et les États-Unis, est par lui-

même assez troublant. Dans un discours prononcé au Canada, qui a soulevé de vives protestations dans la presse anglaise, sir Auckland Geddes a constaté sans détour le danger de cette intimité : « Les Dominions britanniques qui ont une façade sur le Pacifique, a-t-il dit, sentent qu'à Washington existe une compréhension instinctive de leurs difficultés, alors qu'il leur faut s'expliquer laborieusement avec *Downing street* pour faire admettre leurs points de vue. Quand les Dominions ne se sont pas entendus avec la mère patrie, ils sont susceptibles de se tourner vers les États-Unis... »

Dès aujourd'hui, en effet, le problème des Dominions, et avec lui celui de l'Empire britannique tout entier, se pose de telle façon qu'aucune politique comportant une pointe contre [339] les Etats-Unis ne serait plus acceptée de ces grands partenaires, véritables nations, que sont le Canada et l'Australie. Quand l'alliance anglo-japonaise est arrivée à échéance en 1921, le *Foreign office* désirait la renouveler : point de vue politique, à l'européenne, faisant intervenir des considérations d'équilibre diplomatique et laissant au second plan la sentimentalité ethnique. C'est l'insistance canadienne, secondée ensuite par l'Australie, qui a obtenu de Londres que cette alliance, jugée scandaleuse pour la race blanche par l'opinion américaine, fût abandonnée. Les accords de Washington peuvent au contraire être considérés comme une entente, basée sur la race, de tous les blancs du Pacifique, pour maintenir le Japon dans une position de *statu quo.* C'est leur sens véritable, et ceux qui croyaient voir l'Angleterre et les États-Unis se disputer pour la domination des océans faisaient fausse route : on aboutissait au contraire à une action anglo-saxonne commune, avec cette réserve capitale du reste que, pour la première fois peut-être dans une orientation de cette importance, l'inspiration était venue, non de Londres mais de Washington, avec la connivence australienne et canadienne. La visite de la flotte américaine à Sydney et à Melbourne en 1925 n'a été que la confirmation de cette union : chacun, dans le Pacifique, a compris cette démonstration comme un avertissement solennel, signifiant que les blancs d'Amérique venaient se ranger aux côtés des blancs d'Australasie, contre une éventuelle agression de l'Extrême-Orient.

Certains, qui jugent l'Amérique d'après l'Europe, ou qui, trop pressés, s'imaginent accomplies déjà des évolutions qui ne sont qu'amorcées, croiront peut-être que les États-Unis souhaitent un démembre-

ment de l'Empire britannique, dont ils assumeraient la succession. Rien n'est plus faux. Du point de vue économique, nous avons montré plus haut qu'ils considèrent l'action anglaise dans le monde comme leur étant utile. Rien ne permet de penser, actuellement du moins, que des arrière-pensées politiques viennent contredire cette manière de voir.

[340]

S'agit-il de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ? C'est, pour l'instant, un important marché à conquérir, rien de plus. S'agit-il du Canada ? Les Américains ont d'ores et déjà le sentiment que ce n'est pas un pays étranger, que les Canadiens et les Américains forment en réalité un seul et même peuple. On ne trouverait sans doute pas ailleurs de situation analogue. Qu'il y ait une frontière, que le drapeau soit différent, que le pouvoir politique obéisse, de part et d'autre, à des impulsions distinctes, ce sont autant de considérations presque secondaires au prix de ce fait essentiel que, des deux côtés d'une ligne purement théorique qu'aucune force armée ne garde, règnent la même civilisation (américaine et. non britannique), la même langue (qui se parle avec le même accent), les mêmes mœurs et surtout le même *standard of living.* Par ce niveau matériel de l'existence les Canadiens sont rivés, économiquement et socialement, aux Américains : ils n'accepteraient jamais de se solidariser avec l'Europe, sur la base d'un niveau inférieur. Il y a là un argument de fait, contre lequel le sentiment ni la politique ne sauraient prévaloir.

C'est ainsi que, tout en conservant leur fidélité de principe au drapeau et à la couronne britanniques, les Canadiens ont, de longue date, admis dans leur esprit qu'ils ne feraient rien contre les États-Unis, que, toute question de sentiment mise à part (et le sentiment, ici, jouerait plutôt contre les Américains), c'est la collaboration entre habitants d'un même continent qui serait la règle. Les Américains, du reste, ne paraissent nourrir, à l'égard de leurs voisins, aucune ambition de conquête territoriale ou de domination politique : ils ne sont pas avides de territoires (pourquoi l'Europe n'arrive-t-elle pas à comprendre que l'impérialisme américain ne prend pas cette forme d'avidité ?) ; ils se contentent de considérer le territoire canadien comme une annexe économique du leur, où, en pleine liberté, ils vont chercher des occasions individuelles. Ils admettent la réciproque et partout vous entendez, à l'égard du voisin, les mêmes déclarations, invariablement sym-

pathiques : « Ce sont des chics types *(good people)*, ils sont des nôtres [341] *(same as our own people) ;* qu'ils viennent tant qu'ils voudront, la porte leur est ouverte, nous ne voulons rien faire qui puisse les mécontenter. » De fait, tous les États du Nord sont pleins de Canadiens ; et l'Américain, de son côté, quand il a passé la frontière, n'a pas vraiment l'impression d'être sorti de chez lui, jusqu'au moment où, dans les rues de Toronto, d'Ottawa ou de Montréal, il rencontre quelque Anglais, distant et un peu dédaigneux. Il est inutile de prévoir le jour, annoncé depuis trois quarts de siècle, où le Canada se séparera de l'Angleterre, parce que ce jour est arrivé. L'allégeance politique peut durer indéfiniment, et ce ne sont certainement pas les Canadiens qui se donneront spontanément aux États-Unis ; mais, par la culture, par les solidarités qui désormais le lient, le Canada ne veut plus graviter autour d'un centre qui ne serait pas dans le nouveau continent.

L'Angleterre, au XIXe siècle, a joué, dans le monde extra-européen, le rôle de leader principal de la race blanche. Quelle que soit l'importance de l'action exercée, notamment en Afrique, par la France, celle-ci n'est demeurée qu'au second plan. Or, nous voyons, depuis quelques années, que les États-Unis sont sollicités, moins par les hommes que par les circonstances, d'assumer à leur tour, dans la zone du Pacifique, une partie de ces fonctions. Dès maintenant, le gouvernement britannique donne l'impression qu'il leur abandonne partiellement la défense internationale ethnique du Canada. En même temps, un déplacement du poids des influences modifie le centre de gravité, non seulement de l'Empire britannique mais de la race blanche elle-même : la section la plus riche de celle-ci n'est plus dans le vieux continent. Par une attraction, qui ressemble aux mouvements des corps célestes, les Dominions tendent à graviter autour d'un nouveau centre. L'Europe risque ainsi de perdre une clientèle, non seulement matérielle mais morale, car c'est par l'entremise de l'Angleterre que s'exerçait surtout son influence sur ces sections lointaines. Nous assistons ainsi à la préparation, encore toute virtuelle, d'une constellation nouvelle, où les rapports [342] politiques sont à l'arrière-plan, mais où les liens ethniques, économiques, sociaux dominent.

Il y a longtemps que l'Angleterre a prévu pareille possibilité. Vers 1900, les Chamberlain, les Rosebery, les Charles Dilke envisageaient la fraternité ethnique comme susceptible de prendre le pas sur la politique elle-même ; il leur arrivait d'imaginer que le centre de l'Empire

pourrait ne plus être à Londres, sans que l'Empire anglo-saxon cessât pour cela d'exister. Mais l'opinion américaine est-elle consciente du rôle de leader de toute une fraction de la race blanche qui, par la force des choses, pourrait échoir aux États-Unis ? Il ne le semble pas. Dans les États de l'Est et du Centre, où les préoccupations sont d'ordre national et même provincial, la question n'est jamais posée ; même dans le Sud, où la susceptibilité ethnique est exaspérée, celle-ci reste enfermée dans un cadre local. C'est seulement en Californie, dans l'Oregon, le Washington, et en général dans les États situés sur le versant occidental des Rocheuses qu'il existe une conscience de la race blanche, en tant qu'opposée à la race jaune et comportant un sentiment de solidarité internationale. Même là cependant, si l'on demande : « Vous considéreriez-vous solidaires d'une Australie attaquée par le Japon ? » la question surprend. Quelques penseurs, seuls, l'ont considérée. Mais ensuite la réponse est presque toujours, comme en vertu d'un instinct : « Nous ne l'abandonnerions pas, et nous croyons que l'opinion du pays tout entier suivrait ». Il est donc permis de penser que les États-Unis n'ont pas cherché ce rôle de conducteur, de garant, que l'Angleterre a si longtemps tenu et que la destinée elle-même semble leur offrir. Mais ils n'y pourront échapper et, en fait, ils ont déjà commencé de le remplir. Il se pourrait que, sous sa forme actuelle, l'équilibre de l'Empire britannique en fût à la longue ébranlé.

Les conceptions de la race, qui sont en train de cimenter cette union nouvelle de peuples, sont des conceptions anglo-saxonnes ; et, dans le monde anglo-saxon, elles sont plus intransigeantes en Amérique et dans les Dominions qu'en [343] Angleterre. Par contre, ni l'Amérique du Sud, ni l'Europe continentale ne paraissent vouloir prendre à leur compte l'exclusivisme qui en est la base. Elles refuseraient éventuellement de se laisser entraîner dans un système ethnique basé sur une opposition de races qui peut ressembler au dédain et risque d'engendrer la susceptibilité et la haine. Les Américains semblent appelés à devenir, tôt ou tard, l'élément dirigeant de l'humanité anglo-saxonne dans le monde. Le jour où ils seraient les leaders de l'humanité blanche dans son ensemble paraît plus lointain.

[344]

[345]

CONCLUSION

Chapitre XXVII

CIVILISATION EUROPÉENNE ET CIVILISATION AMÉRICAINE.

Retour à la table des matières

Le « nouveau monde », quand Colomb l'a découvert, était géographiquement nouveau pour nos ancêtres. Aujourd'hui, sa pratique, vraiment révolutionnaire, de la grande production le rend une seconde fois tel, et, à cet égard, sans nous en douter, nous avons encore à le découvrir. Sur une plus large échelle, dans une atmosphère nettoyée de traditions et d'obstacles politiques, le peuple américain est en train de créer une société complètement originale, dont la ressemblance avec la nôtre tend à n'être plus que superficielle. Peut-être même s'agit-il d'un âge nouveau de l'humanité, reléguant l'Europe, qui n'en est plus l'animateur, dans l'histoire, avec un idéal appartenant désormais au passé.

La vieille civilisation de l'Europe, il faut s'en rendre compte, n'a pas traversé l'Atlantique. Le renouvellement américain n'est pas seulement, comme on le croit d'ordinaire, dans le degré des dimensions, mais dans la nature même des conceptions. Quelques-uns des plus magnifiques progrès matériels n'y sont obtenus qu'au prix d'un sacrifice, celui de certains privilèges de l'individu, que le vieux monde, comptait justement parmi les conquêtes les plus essentielles de son

effort civilisateur. Avec une même origine ethnique et religieuse, l'Europe [346] et l'Amérique tendent à diverger maintenant dans leur hiérarchie des valeurs. La guerre, en instaurant prématurément les États-Unis dans une position d'irrésistible hégémonie matérielle, a mûri ce contraste, où l'Américain trouve un sujet d'orgueil, mais l'Européen la nostalgie d'une atmosphère menacée de disparaître.

Au point de vue économique, l'Amérique est saine : sa prospérité, en dépit de crises périodiques, repose sur une abondance énorme de ressources naturelles, sur une efficacité hors de pair de la production organisée. La maîtrise du produit matériel mis à la disposition de l'homme y atteint un degré inconnu ailleurs : vue des États-Unis, l'Europe apparaît comme un pays de pauvres, l'Asie comme un continent de misérables. Cette transposition du luxe en consommation courante, cette extension à tous des conditions de vie jadis réservées à quelques-uns, c'est un phénomène nouveau dans l'histoire de l'humanité, un progrès splendide. Mais ce qu'il y a peut-être de plus véritablement nouveau dans la société qui accomplit ces merveilles, c'est que toutes les énergies, y compris celles de l'idéal et presque celles de la religion, concourent à ce même but productif : on est en présence d'une société de rendement, presque d'une théocratie de rendement, qui vise finalement à produire des choses plus encore que des hommes. Jamais dans l'histoire pareille convergence des forces sociales n'avait été réalisée, ni sur une pareille échelle, ni avec une telle intensité. L'originalité est moins encore dans le volume de la richesse créée que dans le puissant dynamisme humain, qui d'un élan unanime la fait jaillir.

L'Europe gaspille les hommes et épargne les choses, l'Amérique gaspille les choses mais épargne les hommes. Le problème que celle-ci, depuis un demi-siècle, et surtout depuis dix ans, étudie avec passion, c'est de donner à l'effort de chacun son maximum d'efficacité : par la machine, par la standardisation, par la division et l'organisation du travail, la nature de la production se trouve renouvelée à un degré que peu de gens soupçonnent. Mais, dans cette action collective poussée [347] au paroxysme, il y a un péril, c'est que l'individu risqua de se perdre : ni comme producteur, ni comme consommateur son intégrité n'est désormais garantie.

Si le but de la société est de produire, pour le plus de gens possible, le plus grand nombre possible d'objets de confort et de luxe, les États-Unis sont en voie de l'atteindre. Pourtant ce confort à la portée de

tous, qui vaut à chaque ouvrier sa maison, sa baignoire et son auto, se paie d'un prix presque tragique, celui de millions d'hommes réduits à l'automatisme dans le travail. La « fordisation », nécessité sans laquelle il n'est pas d'industrie américaine, aboutit à la standardisation de l'individu lui-même. L'artisanat, forme démodée de la production, n'a pas de place dans le nouveau monde, mais avec lui disparaît une certaine conception de l'homme, associée dans notre pensée à l'idée de civilisation même. Créer avec personnalité, c'est encore l'idéal de chaque Français : il n'est pas compatible avec la fabrication en séries.

Il ne faut pas croire que l'élite américaine soit inconsciente du péril que court ainsi le matériel humain. Mais il ne faut pas croire non plus qu'elle sacrifiera la machine à l'homme ; en Amérique, les exigences de la production ont le pas sur toute autre considération. Renonçant à sauver l'individu dans l'usine, nous voyons donc les Américains reporter sa défense sur un autre terrain : s'il n'est plus, pendant le jour, qu'une pièce de l'outillage, que du moins le soir il redevienne un homme ! Ses loisirs, son argent, les produits même que la standardisation met en masse à sa disposition lui rendront alors, peut-être, cette dignité d'homme, intellectuellement indépendant, que de plus en plus le travail organisé lui ravit. Ce déplacement du centre de gravité, dans la vie personnelle de chacun, correspond à une révolution des conceptions sociales sur lesquelles l'Europe occidentale, jusqu'hier encore, basait son équilibre moral.

Est-il possible que, diminué, démembré dans l'action, l'individu retrouve sa personnalité dans la consommation ? Le produit lui-même, tel qu'il sort de l'usine moderne, ne perd-il [348] pas tout caractère individuel ? L'une des réalisations les plus belles de la démocratie aux États-Unis, c'est que chaque Américain peut posséder, ou à peu près, ce que les plus riches de ses concitoyens possèdent : le banquier a sa *Rolls Royce*, et l'ouvrier sa *Ford ;* la femme du banquier sa robe de Paquin, et la femme de l'ouvrier presque la même, faite en série avec un léger retard... et ainsi de suite pour toute la gamme. Mais cette aisance généralisée n'est possible que parce que la production se concentre sur un petit nombre de types, toujours les mêmes, et que le public s'en contente. Le prix dont l'Amérique paie ce progrès incontestable, c'est le sacrifice, par cette uniformité, d'un aspect même de la civilisation. Il y a avance d'un côté, et recul de l'autre : l'avance pratique, par rapport au vieux continent, est immense ; mais l'aspect indi-

viduel, c'est-à-dire celui de l'art et, au fond, du raffinement, est sacrifié. L'Europe y voyait une expression, aristocratique même chez les plus humbles, delà personnalité. Les États-Unis n'ont produit aucun art national, à l'exception peut-être de l'architecture ; ils n'en ont même pas la nostalgie.

Étant donné cette conception de la société, foncièrement matérielle malgré l'idéalisme de beaucoup de ses inspirateurs, il était logique que la notion d'efficacité dans le rendement tendît à en devenir le centre. Au nom de ce principe il n'est pas de sacrifice qu'on n'obtienne aujourd'hui de l'Américain Pour lui, l'argument est sans réplique : le rendement prime la liberté, dans tous les domaines. L'exercice même de l'intelligence n'est pleinement encouragé que s'il s'adapte au cadre commun ; s'il s'en écarte, pour des recherches de dilettantisme, on le qualifierait presque de pathologique. De là une tendance grandissante à réduire toutes les vertus à celle, primordiale, de la conformité.

Ce ne sont pas les dirigeants qui imposent cette manière de voir, ni même le gouvernement, c'est le grand public lui-même. Dans les universités, la majorité des étudiants sollicitent l'enseignement d'une vérité toute faite, ils demandent aux maîtres moins une culture qu'un instrument de succès. Rien qui ressemble davantage à la discipline allemande que cet embrigadement, [349] susceptible de résultats matériels splendides, outil merveilleux de rendement économique, mais où l'esprit individuel et solitaire, souvent créateur d'art et d'esprit, se révolte ou s'étiole. La même crainte instinctive que ressentait la France devant le système germanique, à la veille de la guerre, elle l'éprouve maintenant à l'égard de certaines méthodes américaines, symbolisées dans l'usine Ford. Elle sait bien que, si ce système triomphe, la productivité du monde subira un accroissement formidable, que tout ce qui demeure entre nos mains, latent, noué et matériellement stérile, s'épanouira en réalisations de richesse, mais elle hésite à payer le prix. Plus d'un chez nous se redit le vers de Juvénal : *Propter vitam viuendi perdere causas.*

Une transformation sociale d'immense portée résulte en effet de cette structure, qui incline toutes les énergies vers un même but. L'être humain, devenu moyen plus que but, accepte ce rôle de rouage dans l'immense machine, sans penser un instant qu'il puisse en être diminué. La religion, enrôlée dans l'entreprise, exalte à ses yeux le rendement comme une mystique de la vie et du progrès. Le « service » en-

noblit de dignité cette collaboration, dont la rémunération est superbe. Mais, prise entre l'individu atrophié et la société trop puissamment organisée, la famille se trouve diminuée : aux yeux des chercheurs de rendement social, elle apparaît presque comme un barrage qui arrête le courant. Si l'Église catholique la défend à ce titre, comme une forteresse de résistance et de sécession, la société dans son ensemble ne compte plus sur elle pour l'éducation de la nation : c'est à l'école publique, aux Églises, aux dix mille associations de morale, d'éducation, de réforme, c'est à la presse et presque à la publicité qu'elle demande plutôt d'éduquer les masses. Elle ne se préoccupe pas de ménager, pour les surmenés, l'abri du groupement familial, ni le refuge de la méditation ou de la culture. Bien au contraire, ces refuges, où la sécession s'embusque, apparaîtraient plutôt comme des obstacles. Par là, en l’absence de ces institutions intermédiaires, dont la collaboration sociale se tempère d'autonomie, [350] le milieu américain tend à prendre l'aspect d'un collectivisme de fait, voulu des élites et allègrement accepté de la masse, qui subrepticement mine la liberté de l'homme et canalise si étroitement son action que, sans en souffrir et sans même le savoir, il confirme lui-même son abdication. De ce point de vue, la communauté américaine, plus qu'à nos sociétés de l'Europe occidentale, issues du moyen âge ou de la Révolution, tend à ressembler à la société antique, dans laquelle le citoyen appartenait à la Cité. Le rêve de Rousseau se trouve ainsi réalisé, non par les moyens ni dans les conditions qu'il imaginait, mais, chose singulière, par l'effet d'un régime de production industrielle qu'il ne pouvait prévoir.

De cette discipline sociale c'est surtout l'élite étrangère, mal assimilée, qui paraît souffrir. Il se trouve aussi des Américains d'âge mûr pour protester contre elle. Mais la jeunesse, elle, ne laisse apparaître aucune protestation, aucune réaction contre la tyrannie collective : elle l'accepte manifestement comme allant de soi, elle n'a pas la mentalité individualiste ; bref, le régime lui convient. Du reste, le profit qu'elle en retire est si grand, la sécurité qu'elle y trouve si parfaite, le vertige de la collaboration qu'elle apporte à quelque chose de plus grand qu'elle-même est si enivrant que, dans cet abandon où il entre du mysticisme, le reste échappe à sa pensée ou à son regret. Nous continuerons cependant de nous demander si, dans cette atmosphère, l'individu peut survivre. Dans son enthousiasme à parfaire une incomparable réussite matérielle, l'Amérique ne risque-t-elle pas d'éteindre cette

flamme de liberté individuelle que l'Europe, enfantine peut-être dans son rendement économique, avait cru être un des trésors essentiels de l'humanité civilisée ?

Ainsi, au moment où les États-Unis connaissent un état de prospérité tel que jamais le monde n'en avait vu de semblable, l'observateur impartial éprouve un doute :, cette maîtrise inouïe des biens de la terre conduit-elle en fin de compte à une civilisation plus haute ? Initiatrice des formes modernes de la grande production industrielle, l'Europe s'arrête, effrayée, [351] en percevant les conséquences extrêmes que, logiquement, sa pratique entraîne. Est-ce bien sa destinée qu'elle accomplirait en les acceptant ? Ne risquerait-elle pas au contraire de compromettre ainsi une civilisation antérieure, incompatible, et qui peut-être était sa véritable personnalité ?

Si certains Européens, qui veulent rajeunir industriellement leur vieux continent, ont pris les États-Unis pour modèle, il en est d'autres qui hésitent et regrettent leur passé, comme plus raffiné et meilleur. Vue du nouveau monde, quand ils y vont, l'Europe, sous une perspective nouvelle, leur apparaît autre qu'ils ne pensaient, autre aussi que les reproches des penseurs orientaux ne la leur avaient dépeinte. À la lumière du contraste américain ils s'aperçoivent que, dans sa hiérarchie des valeurs, la poursuite matérielle n'avait pas tout absorbé, qu'elle réservait encore une grande place, dans ses vénérations, à la pensée libre et sans profit, à la recherche des joies de l'esprit, payée souvent du renoncement à la fortune ou au confort.

Moins qu'entre l'Europe et l'Amérique différence géographique ne s'agit-il pas au fond d'une opposition entre deux âges successifs de notre humanité occidentale, répondant à deux conceptions de la vie : celle de l'homme considéré, non seulement comme agent de production ou de progrès, mais comme esprit indépendant et comme fin en soi ; et celle de la grande production industrielle enrôlant dans la conquête matérielle l'individu tout entier ? De ce point de vue, perspective singulière, certains traits communs apparaissent entre l'Europe et la pensée de l'Asie : la discussion s'élargit, devenant un dialogue entre Ford et Gandhi.

[352]

[353]

LES ÉTATS-UNIS D'AUJOURD'HUI

INDEX ALPHABÉTIQUE

Retour à la table des matières

P

Fin du texte